

U d' / of Ottawa



39003000846484



Digitized by the Internet Archive  
in 2011 with funding from  
University of Toronto





6

7

8

9

10

11

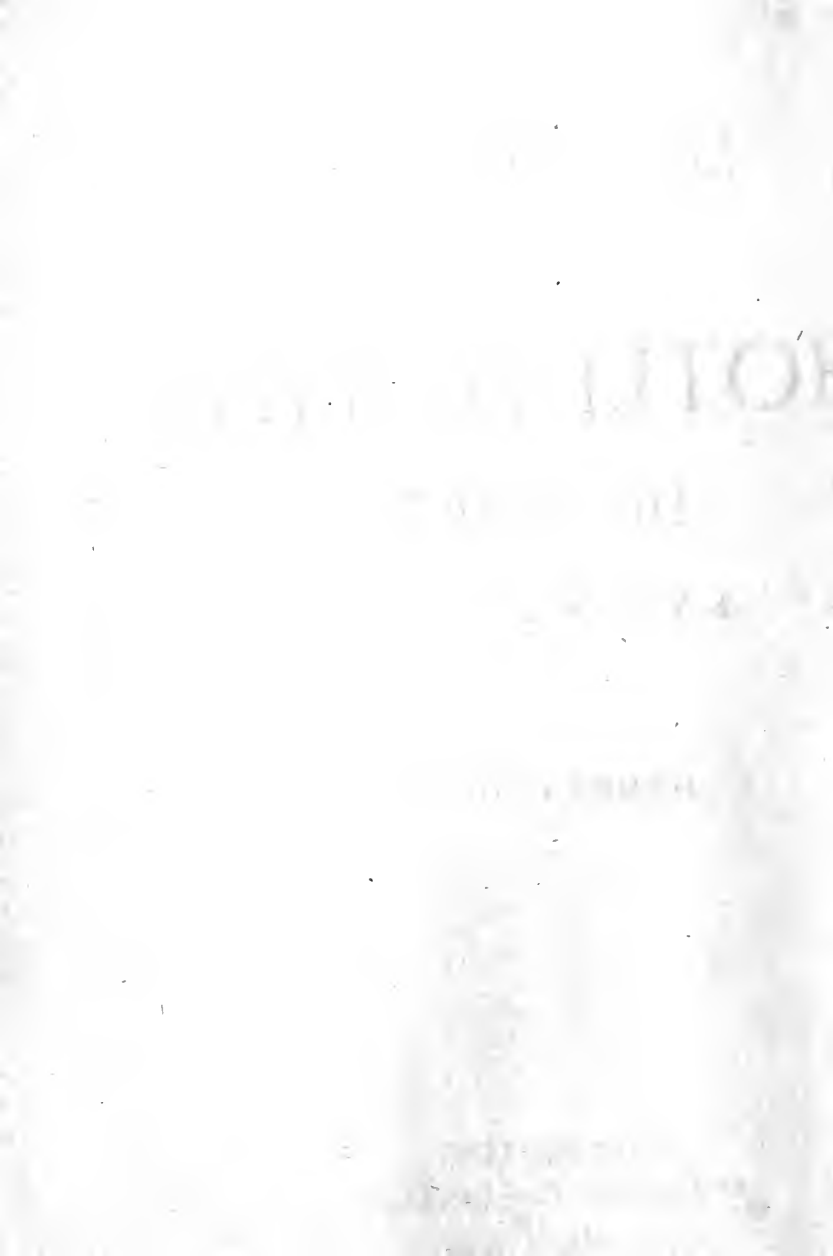


LES REVENUS ET LES DÉPENSES

DE

L'HOTEL DE VILLE DE NIORT

AVANT 1789



LES REVENUS

ET

LES DÉPENSES

DE

L'HOTEL DE VILLE

DE NIORT

AVANT 1789

PAR

HENRI PROUST

---

SAINT-MAIXENT  
IMPRIMERIE CH. REVERSÉ  
1892.



HJ  
9470  
N52 P7  
1888  
V.2

## DEUXIÈME PARTIE

---

### LES DÉPENSES DE L'HOTEL DE VILLE

#### AVANT 1789

Les huit premiers chapitres de ce travail ont été insérés en 1890 dans les *Mémoires* annuels de la Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres. La première partie, qui traitait des **Revenus de l'hôtel de ville de Niort avant 1789**, avait paru en 1888 dans la même collection. J'ai présenté à la Société, vers la fin de l'année dernière, les six derniers chapitres qui complètent l'étude que j'ai faite de l'administration de ma ville natale avant la Révolution. Mais cette année-ci a vu disparaître notre petite académie de province. Des semences de trouble et de discorde, récemment introduites dans son sein par des prétentions peu justifiées, avaient si largement fructifié qu'elle en était depuis lors gravement atteinte dans sa vitalité. Finalement, et malgré des avertissements multipliés à ceux qui étaient ses tuteurs du moment, elle a succombé. La résurrection ne paraît pas devoir être prochaine. Elle avait près de soixante ans d'âge, et comme je serais son

UCC

publication commencée sous ses auspices.

Je mettrai ainsi à la disposition de ceux qui s'intéressent au passé de notre ville le résumé des longues recherches que j'ai faites, principalement dans ses archives. J'ai recueilli un grand nombre de détails inédits et d'autres parvenus par documents originaux que je reproduis rectifiant beaucoup de faits inexactement rapportés ou mal interprétés dans les diverses publications concernant l'histoire de Nîmes.

Les six derniers chapitres qui vont suivre forment le tome II de la deuxième partie : **Les dépenses de l'hôtel de ville.** La première, qui a été entièrement publiée en 1888, se terminait par un index des noms de lieux et de personnes cités. Il en sera de même pour celle-ci, et l'index placé à la fin de ce tome II comprendra les huit chapitres imprimés en 1890 dans les *Mémoires* de la Société de statistique. Ceux-là seront indiqués comme formant le tome I dans les renvois à la pagination.

---



## CHAPITRE IX.

### Instruction publique.

---

#### § 1. — Les écoles et collèges.

Les registres de l'hôtel de ville de 1453-57, les plus anciens qui subsistent, nous apprennent qu'il y avait alors à Niort un maître d'école autorisé par le corps de ville, maître des écoles de *grant-mayre*, disent les délibérations. Ce pluriel permet de croire qu'il avait sous ses ordres un certain nombre de maîtres subalternes. Le titulaire se nommait Anthoine Symonnet. A la date du 7 février 1455, il lui fut donné une nouvelle autorisation d'enseigner, l'ancienne étant expirée. Elle lui fut délivrée pour six ans, autant qu'on peut le conclure des termes du procès-verbal d'assemblée qui est obscur et raturé. L'année précédente, il y avait eu entre lui et l'échevinage quelques difficultés, dont fait mention le procès-verbal du 19 mars 1454, mais sans donner d'indications précises.

Ce maître d'école était, comme nous l'avons dit, autorisé par le corps de ville, mais non subventionné. Il ne paraît pas avoir eu d'autres émoluments que la rétribution qu'il percevait des écoliers. Les comptes de 1487-88, 1490-91, ne renferment non plus aucun article de dépense relatif aux écoles. C'est seulement en 1535 que nous voyons la ville faire quelques sacrifices pour

les années antérieures ; cependant , les termes dans lesquels la question fut traitée à cette époque laissent penser que les secours accordés alors étaient un début.

Les écoles étaient tenues par un nommé Mathurin Colin. Il avait été dans son temps indiqué par M<sup>e</sup> Lucas, régent du collège de Puygarreau, à Poitiers (1), et accepté suivant la règle et l'usage par le prieur de Notre-Dame, sur la présentation du corps de ville. Il demanda, vers la fin de 1535, que *la maison de l'artillerie* lui fût donnée, en jouissance s'entend , après qu'on y aurait fait les réparations nécessaires pour qu'il pût s'y loger et y tenir les enfants (2). Cette maison, qui servait ainsi d'arsenal, était une mesure couverte, non en tuiles, mais en pierres plates (3) dont le poids avait rompu la charpente. Il pleuvait sur la dite artillerie *comme si elle eût été dehors* ; aussi avait-on dû la placer provisoirement dans le château et dans l'hôtel de ville. Même réparée, ladite maison ne paraissait pas absolument convenable pour servir d'arsenal, et le régent demandait à cause de cela qu'elle fût mise à sa disposition. Si on lui accordait sa requête, il promettait de mener chaque jour les enfants chanter au *ballouart* de Saint-François un *Salve Regina* pour la prospérité du roi.

Cela fut d'abord accepté ; la maison devait être réparée et *pavée en bois* ; puis la décision fut renvoyée à une autre assemblée sur le dire qu'*aucuns gens de bien* avaient donné à la ville par testament une maison pour tenir les écoles, et comme on ne pouvait savoir la vérité à cet égard, le procureur de la commune fut chargé d'obtenir un *monitoire* pour admonester ceux qui pouvaient détenir

(1) Assemblée du 6 juin 1537.

(2) Assemblée du 26 novembre 1535.

(3) On voit encore près de Prahecq, par exemple, on voyait encore à Niort, il y a quelques années, des maisons couvertes en larges pierres plates imbriquées.

ce testament, aussi bien que ceux qui savaient où et par qui le testament avait été passé.

L'affaire était donc ajournée. Dans le courant de l'année suivante, *un magister, homme de bonne littérature et scavoir*, vint à Niort pour demander à régenter en la ville (1) avec celui qui y était déjà ; il s'était probablement entendu avec Mathurin Colin, car il demandait *qu'on leur baillât une maison pour tenir les écoles ou deniers pour en louer une*. Le corps l'accepta, mais remit la question d'argent à une autre assemblée, et ce ne fut qu'après deux renvois successifs qu'il fut arrêté, dans la séance du 30 septembre 1536, qu'on donnerait *aux maîtres d'école* dix livres par an payables par quartiers.

En 1537, au mois de juin, Mathurin Colin annonça qu'il voulait céder les écoles à la fête de Saint-Jean prochaine, c'est-à-dire à très bref délai. Un certain Hubert Sylvain, maître-ès-arts de l'Université de Paris, qui était de passage à Niort allant à Bordeaux, fut informé de cela et s'offrit à prendre la charge, s'il plaisait au corps le recevoir et le présenter au prieur de Notre-Dame. Il s'offrait à *disputer* contre Colin ou autres. Il fut accordé que ledit Sylvain *mettrait ses conclusions pour être disputé par ung chascun*, suivant la forme accoutumée, et que l'on s'informerait si M<sup>e</sup> Lucas, régent de Puygarreau, voudrait se trouver auxdites conclusions et consentirait encore une fois à élire l'un de ceux qui pourraient survenir et auraient été présentés au prieur de Notre-Dame. Il paraît d'après cela que le prieur de cette époque déléguait volontiers son droit d'examen et ne se réservait que l'investiture. Le corps mettait pour condition que celui qui serait accepté aurait *un compagnon pour l'exercice des écoles*. Hubert Sylvain fut donc admis à concourir et reçut même 40 sols pour les frais qu'il faisait en s'arrêtant dans la ville (2). Ce

(1) Assemblée du 12 juillet 1536.

(2) Assemblée du 6 juin 1537.

Colin abandonna ses fonctions, il ne resta plus sous-régent pour tenir les écoles. Aussi le corps décida-t-il d'avis qu'il était nécessaire d'y pourvoir et que l'on récrirait à quelques régents du collège de Poitiers (1).

En fait, ce fut Mathurin Colin qui présenta à l'assemblée pour agréer son successeur. Il se nommait Martial Fournier, *il avait régenté en l'Université de Poitiers au collège de Saint-Jacques*. Le maire, *d'après l'avis de plusieurs régents*, le présenta à M<sup>e</sup> François Perrain, procureur de la ville. Jehan de Nossay, prieur de Notre-Dame, qui ne voulait pas d'abord de l'accepter, parce qu'il trouvait cette présentation irrégulière; il demandait une délibération du corps de ville. Le maire rendit compte de l'incident à l'assemblée, qui conclut que ledit Reys serait présenté dans la forme accoutumée en pareil cas (2).

Puis le corps s'occupa séance tenante de la question du logement du maître. Le procureur syndic remarqua qu'à Fontenay-le-Comte et Saint-Maixent on avait donné aux maîtres d'écoles dans les maisons appartenant aux confréries, à la condition, il est vrai, que, durant les fêtes et solennités desdites confréries, l'école cesserait d'être utilisée et la maison serait laissée libre. A Niort, ajoutait-il, on est entré dans cette voie en louant pour Martial Fournier la maison des confrères de Saint-Nicolas jusqu'à la fête de Michel prochaine; ce bail très court, puisqu'il ne durait que de quelques semaines, a été contracté avec Pierre Gaillard, bâtonnier de la confrérie. Après cette explication, le procureur, le corps délibéra et prit une décision plus autoritaire, ordonnant que les confrères de Saint-Nicolas seraient contraints de louer leur maison pour *l'utilité du bien public*, attendu qu'il n'y en a

(1) Assemblée du 15 juillet 1537.

(2) Assemblée du 17 août 1537.

cette ville de plus commode pour tenir les écoles. Les dix livres de l'entrée de François Dabillon, reçu pair tout récemment, étaient attribuées au régent, savoir moitié pour l'aider à vivre et moitié pour loyer d'une année de ladite maison. Egalement pour l'aider à vivre, défense était faite au maître de l'école de chant et aux prêtres d'enseigner dans leurs maisons.

Il semble que cette délibération n'ait pas reçu d'exécution en ce qui touche les confrères de Saint-Nicolas. Le maître d'école resta jusqu'à la Saint-Michel, 29 septembre 1537, dans leur maison, mais la location n'en fut pas continuée, et le 26 octobre suivant, le corps était avisé que le régent demandait à être logé; sinon, il voulait s'en aller. Un des membres proposa d'acheter la maison de Jehan Boileau, qui était à vendre au prix de 150 livres, mais l'assemblée refusa et se borna à confirmer le vote de la subvention de dix livres. L'année suivante, sur de nouvelles instances, on en revint au projet d'approprier pour les écoles la *maison de l'artillerie*, et il fut décidé d'en faire la visite pour voir *si ce lieu serait commode pour tenir les écoles* (1). L'année précédente, il avait été dit que l'artillerie serait placée ailleurs; on avait voté dans ce but la construction d'un *ballet* près des Cordeliers, mais l'ancien arsenal devait, dans les prévisions du conseil, être loué tel quel sans réparations; on l'aurait baillé à 35 sols par an (2). Puis, ne trouvant pas de preneur, on s'était décidé plus tard à le réparer, *sans avoir égard à la dernière assemblée* (3). Les choses en étaient là, lorsque le maître d'école renouvela sa demande en menaçant de s'en aller. Le corps s'avisa alors que l'offre d'un bon logement serait un moyen d'avoir *des régents plus fumeux, plus doctes et scavants*; en fin de compte la maison de l'artillerie

(1) Assemblée du 15 avril 1538.

(2) Assemblée du 27 juillet 1537.

(3) Assemblée du 22 février 1538.

la Saint-Barthélemy, lorsque la ville se mit sur le pied de guerre à cause des troubles qui renaissaient, le *pouldroyer* reprit la maison pour les besoins de la défense.

Les documents sont rares pour le seizième siècle ; nous en avons assez cependant pour constater que le souci de l'instruction alla croissant chez les habitants de Niort. En 1554, Jehan Fourest, *régent des grandes écoles*, recevait 20 livres par an (1). Ce titre montre qu'il y avait alors à Niort deux degrés d'enseignement. En 1572, le chiffre des émoluments du *régent des écoles*, 80 livres par an (2), paraît s'appliquer à un maître capable d'enseigner plus que la lecture, l'écriture et la grammaire.

Cela est d'autant plus probable que, six ans auparavant, il y avait eu de la part des échevins et bourgeois de Niort une tentative sérieuse d'établissement d'un collège. L'initiative ne leur en appartenait pas, mais ils s'étaient montrés fort empressés à profiter des dispositions de l'édit d'Orléans de janvier 1560, qui était l'œuvre du chancelier de l'Hospital. L'article 10 de cet édit (3) était conçu comme suit :

*Ordonnons que les deniers et revenus de toutes confrairies (la charge du service divin déduite et satisfaite) soient appliqués à l'entretienement des écoles et aumônes es plus prochaines villes et bourgades où les dites confrairies auront été instituées, sans que les dits deniers puissent être employés à autre usage pour quelque cause que ce soit ; commandons très expressément à nos officiers et aux maires, échevins, capitouls et conseillers des villes et bourgades, chacun en son endroit, d'y avoir l'œil à peine de s'en prendre à eux.*

(1) Archives de Niort, n° 883.

(2) Assemblée du 14 août 1572.

(3) Recueil général des anciennes lois françaises. Isambert. Paris, 1824. Tome XIV, p. 67.

Malgré ces prescriptions formelles, six ans après la promulgation de l'édit, rien n'était fait à cet égard dans la ville de Niort. Le corps, réuni le 6 novembre 1566 (1), décida sur la remontrance du procureur syndic que requête serait présentée au roi pour que *les chappelles et stippendies qui sont tant à la seule disposition du mayre ou eschevyns et bourgeois de ceste ville*, aussi

(1) *Assemblée du 6 novembre 1566. Touchant d'adviser sur ce que le procureur a remonstré que les officiers du Roy de nostre ville avaient aulcunement encommencé l'exécution de l'édit d'Orléans touchant le collège des escholles de nostre ville, ayant miz la main du Roy sur les biens et revenuz d'aulcunes confrairies et iceulx fait régir par commissaires sans toutesfois passer outre à la d. exécution et employ des biens où ils sont destinés par l'édit*

L'intention du Roy, par quoy est nécessaire que les mayre, eschevyns et bourgeois associés en eeste affaire avec les d. officiers prègnent en mains l'exécution du d. édit, sur ce fassent plainete au Roy de telle négligence des d. officiers, affin qu'il soit mandé à la communauté de céans d'exécuter et faire exécuter l'édit du Roy, à faulte de ee faire par les d. officiers dans certain délai compétent. Et pour démonstrer et affirmer le zèle de nostre communauté à l'entretènement de l'édit du Roy est convenable que *les chappelles et stippendies qui sont tant à la seule disposition du mayre, ou eschevyns et bourgeois de ceste ville que celles qui sont à la présentation du d. mayre ou de nostre communauté et collation de Mgr l'Evêque de Poitiers ou aultres prélats soyent destivrées et altribuées au d. collège, veu que les d. confrairies sont de trop petite valeur pour ériger le d. collège et le maintenir*. Ce qui ne se peult pas faire sans l'autorité souveraine du Roy qui permet desroger à toutes institutions quelconques et destiner les d. charges à son dessein en toutes les manières qu'il lui plaira, mesmement à la requeste de eeste communauté à laquelle les d. chappelles et stipendies ont esté données pour en disposer selon qu'il plaira aussy à la majesté du Roy, attribuer l'institution des régens aux d. mayre, eschevyns et bourgeois.

A esté par tous délibéré et par nous conclud que le d. procureur au nom de ceste communauté présentera requeste à la majesté royale comme  
la d. remontrance et conclusion du  
procureur, en poursuyvra  
et luy sera alloué les fraiz  
qu'il fera en ceste affaire qui seront remboursés et prins sur la recepte  
des premiers deniers proceddans des d. chappelles et stipendies.

*veu que les dites confrairies sont de trop petite valeur pour ériger le d. collège et le maintenir.*

Le corps de ville demandait ainsi, non seulement l'exécution, mais l'extension de l'édit en proposant, outre l'attribution des revenus des confréries, celle des chapelles et stipendies, ce à quoi il consentait tout d'abord en ce qui le concernait. Le revenu des confréries était beaucoup trop minime pour fonder un collège et c'était là, sans chercher d'autres motifs, une raison suffisante pour que les officiers du roi, après avoir mis ces biens sous séquestre, n'eussent pas cependant poursuivi l'exécution des mesures édictées. Certainement, les religieux étaient les plus ardents pour demander qu'elles ne restassent pas lettre morte, et c'est d'eux sans doute qu'émanait ce projet de dépossession des chapelles qui avait dû rencontrer de l'opposition de la part des catholiques. Quoiqu'il en soit, l'affaire n'eut pas de suite; la guerre religieuse s'étant rallumée dès 1567, la question du collège mise à l'ordre du jour en 1566 fut enterrée et pendant toute la durée des troubles ne fut pas soulevée à nouveau. Quand elle reparut, ce fut d'ailleurs sous une toute autre forme, alors que l'édit de 1560 était fort oublié et de plus moins applicable que jamais.

Il serait cependant injuste de dire que le mouvement en faveur de l'instruction publique se fût arrêté. Il fut ralenti, enrayé même par les circonstances, mais un grand désir de progrès à cet égard n'en subsistait pas moins dans les esprits.

Après la pacification, nous trouvons à la fin du siècle établi à Niort un *professeur de bonnes lettres*, M<sup>e</sup> François Gastaud, qualifié de *principal des écoles de cette ville* et durant de longues années cette charge sera continuée dans la famille Gastaud; les enfants et petits-enfants de M<sup>e</sup> François Gastaud seront conservés à la tête de l'enseignement public. On croit généralement que ce dernier était originaire de Niort, sans en avoir toutefois la preuve absolue.



La première délibération de l'assemblée communale où se rencontre le nom de François Gastaud est du 28 juillet 1600. Mais, d'après les termes du procès-verbal, il exerçait déjà depuis quelques années. Quelles matières enseignait-il ? Nous n'avons, à vrai dire, aucun document à cet égard ; celui de ses descendants qui, très peu d'années avant l'établissement du collège de l'Oratoire, était principal des écoles, professait jusqu'à la sixième inclusivement ; il enseignait les éléments du latin. Cela est établi par les pièces relatives à la fondation du collège des Oratoriens, comme nous le verrons plus loin. On peut induire du titre de professeur de bonnes lettres que le premier des Gastaud était lui aussi quelque peu maître de langue latine.

Il recevait, en 1539, de la ville cent livres par an (1). Ce

(1) *Assemblée du 28 juillet 1600.* Sur la requête présentée par André Bidault pour M<sup>e</sup> François Gastault, professeur de bonnes lettres, principal des écoles de ceste ville, que pour lui donner d'autant plus d'occasion et de moyens de s'employer dignement au faire de la charge de laquelle il s'est jusqu'à présent acquitté au mieux de son pouvoir, estimant en avoir laissé tesmoignage suffisant en l'avancement de d'aulcuns enfans dressés de sa main, aurions ordonné la somme de 33 escuz ung tiers par chascun an, payable par les quatre quartiers de l'année, sur et de pareille somme que M<sup>rs</sup> les juge et consuls des marchands de ceste ville ont de constume payer pour le loyer de la chambre en laquelle ils tiennent leur parquet, de laquelle somme auroit esté payé l'année dernière, ce qui est différé l'année présente par le s<sup>r</sup> Goguyn, à présent juge, qui a la garde des deniers des amandes de leur jurisdiction, et luy est d'heu de l'année présente deux quartiers escheuz à la feste de St-Jean-Baptiste dernière, requiert à ceste fin d'estre païé des d. deux quartiers ja escheuz, et qu'à l'advenir il soit païé de la d. somme, ou par tel aultre moien commode qu'il sera advisé, afin qu'il continue la volonté qu'il a toujours eu de servir nostre d. corps et à l'enseignement des enfans de ceste ville, a esté délibéré par tous, excepté par Chambier, que l'assemblée et délibération du 26 mars 1599 sortira effet et sera exécutée, et en ce faisant que les deux quartiers de la somme de 33 escuz ung tiers escheuz seront païés au d. Gastault et y sera contrainct le s<sup>r</sup> Goguyn par toutes voies dheues et raisonnables, nonobstant opposition et appellation et sans préjudice d'icelles, et sera continué le d. payement au d. Gastaud

du tribunal consulaire qui prenaient à loyer pour somme une des salles de l'hôtel de ville où ils tenaient leurs audiences. D'après un document de 1571, relaté par M. Emile Breuillac (1), les juge et consuls avaient alors fait les frais d'une réparation à la maison consulaire qui dut évidemment entrer en compte dans le loyer payaient à l'échevinage, qui peut-être même consistait en loyer. Les registres de 1578-81 ne contiennent rien concernant, soit le tribunal consulaire, soit le principal des écoles. Les comptes d'Abraham Gaschet, 1593-96 mentionnent incidemment un loyer de 25 écus, soit 75 livres payé par les juge et consuls qui d'ailleurs, d'après le texte de l'article, ne versaient pas alors cette somme entre les mains du principal des écoles. Le contrat, en vertu duquel une salle de l'hôtel de ville était laissée à leur disposition moyennant finance, est donc antérieur à la décision par laquelle ce loyer fut attribué comme subvention à François Gastaud. Cette salle ne pouvait être la plus petite des deux situées au premier étage, car elle où se tenait aussi à certains jours la cour de justice du maire.

Il est fort probable que la délibération du 26 mai 1600, envisagée dans l'assemblée du 28 juillet 1600, est celle qui constitua au principal des écoles son traitement et son loyer de la cour consulaire porté depuis peu de temps de 75 à 100 livres, et non sans résistance de la part de certains membres. Le procès-verbal de 1600 et quelques autres postérieurs témoignent du peu d'empressement qu'ils mettaient à s'acquitter envers le corps de ville. Cette mauvaise volonté s'explique par ce fait qu'ils avaient subi l'augmentation de 25 livres forcés con-

par chascun an selon et au désir de la d. assemblée du 26 mai 1600 et en apportant aquit du d. Gastault en seront deschargés les juge et consuls.

(1) *La juridiction consulaire à Niort*, par Emile Breuillac (Niort. Clouzot, 1880), p. 20.

En 1606, François Gastaud faisait pour ses émoluments requête au corps de ville qui ordonnait le paiement par les juges consulaires (1). De même en 1609, et il est conclu alors que *si les juges consuls des marchands refusent de payer, ils se pourvoiront de chambre ailleurs* (2) Ils payèrent et restèrent locataires de l'échevinage jusqu'en 1693, époque à laquelle ils s'installèrent dans la *Salle Derée* (3). Il est à observer que leur loyer alla en diminuant dans ce laps de temps ; il fut réduit à 60 livres et même était un instant descendu à 40 livres (4). La ville compléta d'abord sur les deniers patrimoniaux le traitement de cent livres au principal des écoles, puis le réduisit à un chiffre représenté par le loyer du tribunal consulaire, c'est-à-dire 60 ou 40 livres suivant les époques, comme nous le préciserons plus loin.

La situation de François Gastaud fut menacée en 1613. Les religionnaires avaient établi à Niort un collège où l'on enseignait *la grammaire latine et grecque*. Dans la séance du mois de mai, le procureur syndic *remonstra qu'à présent qu'il y a un collège établi en ceste ville, les cent livres qui ont été laissées à Gastaud, régent de la d. ville, devaient être delaissées au d. collège*. François Gastaud était catholique, ce qui explique la proposition faite contre lui et en faveur du collège protestant ; mais le sieur Touequard, échevin, s'opposa à ce qu'il fût rien innové contre le dit Gastaud qui continuait sa classe, et la

(1) Assemblée du 26 août 1606.

(2) Assemblée du 26 mars 1609,

(3) *La Juridiction consulaire à Niort...* p. 26.

(4) En 1679, le loyer des juges consuls fut élevé subitement à 120 livres. Par délibération du 28 avril, le corps voulut leur imposer, en outre des 60 livres qu'ils donnaient alors au principal des écoles, le paiement de 60 livres d'honoraires pour les prédications de la dominicale. Cette décision ne reçut peut-être pas d'exécution ; dans tous les cas elle fut abrogée très promptement par l'arrêt de règlement de 1683.

là, se dessinait l'antagonisme entre catholiques et protestants qui, dix ans plus tard, en 1622, produisit la suppression du collège protestant, à la suite de l'enquête faite par les commissaires royaux. Il fut alors interdit aux religionnaires d'enseigner les grammaires latine et grecque; on leur permit seulement de tenir une école pour apprendre à lire et à écrire, et de plus une défense faite aux maîtres d'avoir à *dogmatiser* les écoliers. Nous donnons en note les articles de l'enquête où les protestants d'une part, les catholiques de l'autre, exposèrent leurs griefs concernant l'instruction (1). Le principal du collège des religionnaires était un écossais, nommé Jacques Wilson.

En cet endroit, il est nécessaire d'ouvrir une parenthèse. Nous ne sommes plus sur le terrain de l'instruction primaire. Le collège protestant, où l'on enseigne les gra-

(1) *Extrait des registres de l'hôtel de ville*

Supplient très humblement les habitans de la religion prétendue réformée, résidans en la ville et faubourgs de Niort, disans que comme les réglemens faicts en la d. ville, l'an mil cinq cent quatre vingt-neuf le dix-huict aoust, par aultres députés de Sa Majesté en exécution de l'édict de Nantes et au préjudice du d. édict et articles s'étant faits en faveur de la religion prétendue réformée, ils auraient esté empêchés en l'exercice de *l'école publique de grammaire latine et grecque* établie en la d. ville, selonc et conformément aux articles secrets de l'article trente-huict des particuliers et privés de toute commodité de faire instruire leurs enfans, sinon qu'ils fassent de grands fraiz de les envoyer au loing.

Les eschevins, pairs et habitans catholiques de la ville de Niort, premièrement, se plaignent de ce qu'au préjudice de l'arrest interdict sur aultres plainctes présentées à Sa Majesté, le 25 avril 1622, nommé Jacques Vilson, écossais de nation, soi-disant principal du prétendu collège des dictz de la religion prétendue réformée, a toujours faict et exercé la d. profession et enseigné en sa maison plusieurs escoliers tant forains que de la d. ville, donné plusieurs instructions scandaleuses et contre la d. religion catholique.

maitres latine et grecque, l'école catholique de François Gastaud, qui rivalise ou cherche à rivaliser avec cet enseignement, sont des établissements qui donnent au moins les éléments de ce que nous appelons aujourd'hui l'instruction secondaire. Les documents, de 1454, 1535, avaient trait à de simples maitres d'école, enseignant la lecture, l'écriture et sans doute un peu de grammaire française; mais il paraît évident que vers le milieu du siècle il y eut à Niort une sorte d'éveil du goût des lettres, mouvement ralenti, sinon complètement arrêté pendant les guerres de religion, repris et nettement dessiné après la pacification. Cet enseignement plus élevé fut alors le seul que la ville subventionnât.

Les registres très complets de 1599 à 1625 ne comprennent d'autre allocation à des maitres que celle de François Gastaud, et cependant il y avait à la même époque, d'autres régents, d'autres *instructeurs de la jeunesse*. Dans la *Déclaration des tailles de 1619* (1), nous relevons une maison, sise rue Notre-Dame, à Pierre Fourestier, *instructeur de la jeunesse*, une autre rue Saint-François à Pierre Boudard, *régent*. Dans une supplique à l'intendant de plusieurs habitants qui, en 1678, arguent de leur pauvreté pour être exemptés de la taille, on trouve le nom de Jean Texier, *régent*. Les registres de l'état-civil des religionnaires, pendant le dix-septième siècle, nous donnent en outre un grand nombre de noms de maitres, que voici avec les qualifications inscrites : David Arnaud, *régent, instructeur de jeunesse*; Pierre Devillars, *instructeur de jeunesse*; Isaac Andraud, *instructeur de jeunesse*. On y trouve en outre le nom de Jean Chevalier, *régent en la langue latine*, mort en 1673; ce qui prouve que malgré l'interdiction de 1622, les protestants avaient trouvé moyen de faire enseigner à leurs enfants autre chose que la lecture et l'écriture.

Les maitres du premier degré, catholiques et protestants,

(1) Bibliothèque de la Société de statistique. Fonds Briquet.

années du dix-huitième siècle un indice de subvention l'autorité civile à l'enseignement primaire. M. Douillard, intendant du Poitou, demandait, par lettre du 15 mai 1783, l'autorisation d'imposer sur la ville de Niort *une somme de 200 livres qui serait répartie entre quatre maîtres d'école ayant charge d'instruire chacun dix pauvres qui ne leur a pas été payée depuis l'année 1703* (1). L'arrêt de 1683 ne comprenait pas ce chef de dépenses, rien non plus ne s'y rapportant, ni dans les registres, ni dans les comptes communaux, il ne paraît pas que les gages de maître d'école aient jamais été affaires de l'échevinage (2).

Deux pièces postérieures à 1789 nous éclairent un peu sur la situation de l'enseignement primaire dans les dernières années de l'ancien régime, et si l'on admet, comme cela est vraisemblable, qu'elle n'était pas nouvelle, il résulte que l'autorité ecclésiastique avait presque entièrement pris à sa charge les écoles primaires, du moins l'échevinage avait jugé ne devoir faire de sacrifices pour un enseignement plus élevé. Dans une requête en date précise, le sieur Pierre Coulon exposait, peu avant 1789, aux officiers municipaux qu'il avait été choisi

(1) *Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants*, Recueil de Boislisle, T. II, n° 1034.

(2) A Bressuire, vers la même époque, la ville faisait quelques sacrifices pour l'instruction primaire, mais, à vrai dire, aurait eu l'ambition de les faire pour un enseignement plus élevé. M. d'Ableiges, intendant du Poitou, par lettre du 21 mai 1710, proposait, conformément à la demande des habitants de Bressuire, d'établir un régent d'école pour enseigner le latin, aux gages de 60 livres par an payables sur les deniers d'octroi, avec la faculté de prendre 20 sols par mois à chaque école. L'exemption des charges publiques, *mais à la charge de ne recevoir que des catholiques* et de leur donner l'instruction religieuse en marge, le contrôleur général a écrit : *Mailre d'école seulement* (*Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants*, Recueil de Boislisle, T. II, n° 133.)

1787 par l'évêque de Poitiers pour tenir une école gratuite dans la paroisse de Notre-Dame. La municipalité, par suite des événements, avait pris la charge des institutions de ce genre, mais avait, pour cause d'économie, réuni les écoles de Saint-André et de Notre-Dame ; le requérant demandait à être conservé dans son emploi et dans son traitement qui était de 60 livres par an. D'autre part, Françoise Brunet, veuve Simonnet et Jeanne Caillas, instituées pour les paroisses de Notre-Dame et de Saint-André par l'évêque de Poitiers, réclamaient leur ancien traitement, en tout cent livres par an, pour l'exercice de leurs fonctions qu'elles avaient continuées.

A ces quelques renseignements se borne ce que nous pouvons dire de l'enseignement primaire à Niort. Ce qu'il nous reste à exposer touchant l'instruction publique se rapporte aux écoles tenues par les descendants de François Gastaud et au collège des Oratoriens.

François Gastaud mourut en 1624, laissant deux fils, Denis et François, qui succédèrent à leur père en qualité de professeurs. Ils demandèrent au corps de ville une augmentation de traitement qui leur fut accordée dans la séance du 20 juin 1624 (1). On leur alloua 150 livres. Quelque temps après, ils proposèrent d'établir à Niort *une forme de collège*, avec trois classes, si on voulait leur

(1) *Assemblée du 20 juin 1624.* Sur la requeste de Mes Denis et François Gastault, professeurs de bonnes lettres, enfants de feu M<sup>e</sup> F. Gastault, maître-ès-arts, à ce qu'il plaise au corps de céans leur continuer la somme de cent livres que le corps avait accoustumé de donner... et augmenter de telle autre somme qu'il plaira au d. corps, attendu qu'ils sont deux qui s'efforcent de continuer l'instruction de la jeunesse que faisait feu F. Gastault leur père, a esté par tous dellibéré et par nous conclud que le corps de céans donnera par chascun an sur les deniers patrimoniaux à Mes Denis et François Gastault frères la somme de cent cinquante livres. aultant et sy long-temps qu'ils continueront la charge du d. F. Gastault, leur père, pour l'instruction des enfans et jeunesse de ceste ville, à commencer du premier quartier à la St-Michel prochaine et continuer de quartier en quartier.

un commencement d'exécution, puisque le dernier qui de l'année 1624 leur fut payé sur le pied de 400 livre

La lacune de registres qui existe après 1625 nous pèche de suivre cet essai de collège ; nous savons ceper qu'il ne fut pas couronné de succès. Il ressort des te d'une délibération du 25 octobre 1641 (3) que les 1

(1) *Assemblée du 14 septembre 1624.* Veu la d. exposition seindiq que Mes François et Denis Gastault frères veulent entrep *une forme de collège* en eeste ville, en leur donnant le d. ec céans *quatre cens livres*, a esté par tous dellibéré et par nous e à la pluralité des voix que les d. Gastault frères auront la son quatre cens livres... que les d. Gastault feront les trois classes ex par le d. seindiq... tant et sy long-temps que les d. Gastaud frères les d. classes.

(2) *Assemblée du 31 janvier 1625.* Sur la requeste présent Mes Denis et François Gastault, professeurs de bonnes lettre d'estre payés du quartier à eulx dheu et escheu à la St-Michel à de *cent cinquante livres* par an, et le quartier escheu à Noel à de *quatre cens livres*, aussy par an, suyvant les assemblées du de céans portant que les d. sommes leur seront données, a esté p dellibéré et par nous conelud à la pluralité des voix que les d. G seront payez des d. sommes et quartiers à eulx dheus, scavoir escheu à la St-Michel, à raison de cent cinquante livres par an, e escheu à Noel, à raison de quatre cens livres aussy par an deniers patrimoniaux de céans.

(3) *Assemblée du 25 octobre 1641.* Remonstré par le pro seindiq que pour le bien du général et partieulier des habitans d ville et éviter une excessive dépense qu'on est obligé de faire p enfans envoyez aux estudes hors eeste ville qu'il serait à désirer collège, au moins de trois classes, y fust estably et à eeste rechercher les moyens et les assurances.

Le corps, d'une commune voix, a approuvé la d. proposition et icelle fort avantageuse aux habitans de eeste ville, et afin que le puissent estre certains pour le d. établissement, joint que le co pas fondz pour y suffire, qu'il sera supersédé jusques à nostre de Paris pour scavoir sy on y trouvera quelque avantage et l'es que le corps a de faire restablir les denyers d'octroy, et ee faict sr Gastaud, instruisant la jeunesse, sera mandé pour scavoir de désirrait entrer dans la composition du d. collège en considéa bien que son père et luy ont aporté en eeste ville.



Gastaud ne réussirent pas dans leur entreprise, et très probablement la subvention de 400 livres ne leur fut pas allouée longtemps. En 1641, une proposition d'établissement d'un collège était de nouveau faite au corps de ville dans des conditions identiques à celles qui avaient été indiquées en 1624. Le sieur Gastaud, car il n'est plus question que d'un seul des deux frères, est invité à *entrer dans la composition du d. collège*, mais il ne doit plus en être le chef, le principal. On lui offre simplement une chaire dans le futur établissement *en considération du bien que son père et lui ont apporté en ceste ville*. Malgré cette louange, on doit penser néanmoins que lui et son frère avaient assumé, en 1624, une tâche au-dessus de leurs forces.

Dans cette même assemblée du 25 octobre 1641, il avait été décidé que le maire, Jean Briand, irait à Paris pour tâcher de faire *retablir les denyers d'octroy*. La situation financière de la ville était alors en effet des plus précaires, comme nous l'avons indiqué et développé en traitant des revenus de la commune (1). Le voyage du maire fut sans résultats et cette deuxième tentative d'établissement d'un collège échoua comme la première, faute de fonds sinon pour d'autres motifs.

Les frères Gastaud restèrent donc à Niort la source unique où les enfants pussent aller puiser le savoir. En 1645, François, le seul qui exercât, touchait cent livres, comme jadis son père (2). Le traitement de 150 livres qui, en 1624, avait été fait aux deux frères, était réduit à l'ancien taux, probablement depuis le jour où l'un des deux, soit qu'il fût mort, soit qu'il se fût retiré, avait cessé ses fonctions. Les cent livres étaient fournies, savoir : 40 livres par les juges consuls pour loyer de leur chambre d'audience, 60 livres sur les deniers patrimoniaux.

(1) PREMIÈRE PARTIE, p. 49.

(2) *Archives de Niort*. n° 962. Comptes de Claude Arnaudeau, 1645-1646.

Il était pair du corps et, dans l'assemblée du 29 septembre 1678, il fut arrêté à l'unanimité que la place serait confiée gratuitement à Denis Gastaud, son fils, attendu les services qu'a rendus le père et ceux que le dit Denis rend au public. Denis Gastaud avait un frère appelé Laurent qui professait à l'école lui; depuis quelque temps sans doute, tous les professeurs avaient remplacé leur père. Leur traitement était beaucoup plus bas que le coup moindre qu'autrefois; il avait été réduit à 40 livres par an, faites uniquement par le loyer de la cour consulaire. On ne peut pas en conclure qu'ils eussent démerité; les termes de la susdite délibération prouvent qu'ils n'avaient demandé aucun motif de plainte. Bien au contraire peut-être, l'école avait prospéré et la rétribution payée par les élèves était sans doute assez importante pour que le corps ne se fût pas pensé pouvoir diminuer la subvention.

Ce traitement fut cependant augmenté en 1678 et porté à 60 livres, ce que l'échevinage fit sans bourse délier, c'est-à-dire qu'il porta à 60 livres le loyer de la cour consulaire. Les deux délibérations des 30 décembre 1678 et 4 janvier 1679 prouvent que les juges des marchands, comme auparavant, étoient à la fois, payaient malaisément et de mauvaise grâce.

(1) *Assemblée du 30 décembre 1678.* A esté pareillement remémoré que M<sup>rs</sup> Denis et Laurent Gastaud, suppost du collège de ceste ville, n'ont esté payés de la somme de 40 livres de gages qui leur ont esté octroyés par M<sup>rs</sup> du corps pour les services qu'ils rendent au public par l'instruction de la jeunesse, à prandre sur les amandes qui se dessentent à la Cour consulaire et pour les loyers de la d. chambre en laquelle les juges consuls des marchands de cette ville rendent justice, pour le cas de l'escheu à la Saint-Michel dernière passée, et sont les d. juges consuls et greffiers refusans de leur en faire le payement.

A esté délibéré et par tous unanimement conclud que les d. juges et greffiers seroient payés de la somme de 40 livres, et à cet effet nous, le corps, prendrons la peine de faire adviser les d. juges et greffiers de faire le payement de la d. somme dans le jour, aultrement et à faulte de ce faire, que la porte de l'hôtel de ville et de la chambre consulaire leur soient fermées, mesme ont esté d'avis que dorénavant il sera payé à Gasteau la somme de 60 livres par an.

*Assemblée du 4 janvier 1679.* Arresté que les juges et greffiers

L'arrêt de 1683, qui régla les dépenses de la ville, réduisit définitivement à 40 livres les émoluments du principal des écoles.

Au début de l'année 1679, le corps de ville reprit pour la troisième fois l'idée de fonder un collège, cette fois plus complet, composé de cinq classes des humanités et de la philosophie. Il offrit cet établissement à la congrégation de l'Oratoire, qui était établie à Niort depuis 1624. A cette époque, le corps avait fait des démarches pressantes, non seulement pour avoir une maison de l'Oratoire (1), congrégation enseignante pour les jeunes gens, mais encore une maison de religieuses Ursulines pour l'instruction des filles. Il donna mille livres à ces dernières pour faciliter leur établissement, qui eut lieu en 1625 (2). Quant aux Oratoriens, ils s'étaient installés à Niort l'année pré-

donneront pour la location de la chambre la somme de 60 livres aux s<sup>rs</sup> Gastaud et feront les réparations nécessaires à la d. chambre, les 60 livres payables par quartier, et faute de ce seront descheus de la chambre.

(1) *Assemblée du 15 mars 1623.* Le d. Coyaud, scindiq a remonstré que l'exercice de l'establisement des pères de la congrégation de l'Oratoire en ceste ville de Nyort a esté différé jusques à présent au sujet des troubles..... On escrira à Mgr l'Evesque de Poitiers et au Général de la congrégation de présent à Paris pour les supplier très humblement de vouloir faire avancer l'establisement des pères de la congrégation en ceste ville.

(2) *Assemblée du 17 février 1625.* Sur la remonstrance du sieur Maronneau, procureur scindiq, qu'il y a en ceste ville un grand nombre de personnes qui désirent l'establisement de religieuses Ursulines pour l'instruction des filles, lesquelles religieuses offrent de venir en ceste d. ville, s'il plaist à la ville d'y consentir de les recepvoir, leur assister de quelques commodités pour leur d. establisement, a esté par tous délibéré et par nous conclud à la pluralité des voix que le corps de céans procurera le d. establisement des d. religieuses Ursulines à son pouvoir... et à ceste fin sera donné à icelles religieuses une fois payé par le d. corps de céans mille livres tournois des plus clairs deniers du corps par le recepveur de céans. *Assemblée du 20 août 1625.* Les religieuses Ursulines requièrent la somme de mille livres promise.

presque un siècle avant qu'ils pussent y fonder un collège. Il ne suffisait pas, en effet, que le corps de ville fût désireux de leur confier cet établissement; il fallait en leur fournir les ressources nécessaires pour créer et installer une maison qui comprît la série complète des classes de l'enseignement secondaire. Nous ignorons absolument s'ils contribuèrent à l'instruction pendant ce temps où ils n'eurent pas de situation officielle. Furent-ils quelques cours publics? Professèrent-ils dans l'intérieur des familles? Aucune indication ne se trouve

(1) Cette congrégation fut établie en France, avec la permission du roi Henri IV, par le cardinal de Bérulle, au mois de décembre 1603. Elle fut approuvée et confirmée par une bulle du pape Paul V, le 9 mai 1603. La ville de Niort désira d'en avoir une maison; en 1604, Messire Jacques Gastaud, docteur en théologie, prêtre de la congrégation, natif de Niort, acquit de M<sup>r</sup> de St-Gelais une maison appelée alors l'hôtel de la Médaille, ou le Grand-Maure, qu'il céda le 15 mars 1619 à M<sup>r</sup> Thoreau, fondé de pouvoir de Mgr le cardinal de Bérulle, avec agrément de M<sup>r</sup> Chastaigner de la Roche-Posay, évêque de Poitiers qui, sollicité par les officiers municipaux, consentit le 16 avril 1624, que des prêtres de cette congrégation s'établissent à Niort, y fissent le service divin dans l'église de chapitre préparée par eux à cet effet et y exposassent le Saint-Sacrement. Cependant l'église ou chapitre n'était point ce qu'elle est aujourd'hui, puisque la permission donnée par Mgr l'évêque de Poitiers pour bénir la première pierre est du 18 mars 1650. L'église n'a été finie qu'en 1653 et dédiée le 21 juillet. En s'établissant à Niort, les prêtres de l'Oratoire n'y eurent d'abord d'autre fonds ou revenu que leur maison. Le même M<sup>r</sup> Gastaud, qui doit en être regardé comme le fondateur dans cette ville, était titulaire du prieuré de St-Thomas de Croisé près Niort; il donna sa démission entre les mains du pape pour en pourvoir la dite ville et il en poursuivit la réunion qui se fit en 1628, du consentement de Mgr le cardinal évêque du Bellay, présentateur du dit prieuré, et du prieur de Chetay, ordre de St-Augustin. Le roi autorisa par un édit de son conseil cette réunion qui fut approuvée par Mgr l'évêque de Poitiers. Le collège n'a été établi qu'en 1720 par arrêt du Conseil d'Etat du roi du 30 avril, lettres patentes sur icelui du 20 mai 1721, enregistrées en Parlement le 6 février 1721. (*Affiches du Poitou*, n° 10, du 15 septembre 1774.)

à cet égard dans les termes de la délibération que nous allons reproduire ; dans tous les cas , s'ils enseignèrent quelquefois, ce dut être dans une mesure fort restreinte.

Le projet de fondation d'un collège fut présenté, dans l'assemblée du 27 janvier 1679, par le maire qui était alors Philippe Cochon, sr du Puy, docteur en médecine. Nous ne pouvons mieux faire, pour exposer les motifs déterminants et les moyens proposés, que de donner la copie textuelle du procès-verbal de la séance où fut discutée cette question :

« Propozé par nous d. maire qu'un des plus grands avantages que l'on puisse procurer à ceste ville est *l'establisement d'un collège pour l'instruction de la jeunesse*, d'où naistraient plusieurs biens spirituels et temporels en ce que premièrement les esprits de la jeunesse y seroient cultivez et formez aux bonnes mœurs et aux belles-lettres, que le libertinage des enfans causé par leur oisiveté seroit banny, la plupart des habitans de ceste ville n'ayant pas le pouvoir de les envoyer estudier dans les autres collèges circonvoisins. De plus, ce seroit un moien d'avoir des prebstres en nombre plus considérable en ceste ville, en aiant beaucoup de besoiing vu le petit nombre qui est aux paroisses, ce qui ne contribueroit pas peu à l'augmentation de la religion catholique de ceste ville où la religion prétendue réformée a toujours beaucoup de règne. Mais, outre les avantages spirituels, ceste ville en retireroit beaucoup d'utilités temporelles, en ce qu'en premier lieu l'argent qui en sort pour les pensions des enfans en assez grand nombre que ceux qui en ont les moiens sont obligez d'envoyer estudier ailleurs seroit retenu en ceste ville, et de plus ceux des environs qui envoieroient leurs enfans au collège aporteroient de l'argent considérablement, ce qui feroit subsister beaucoup de familles et donneroit moien aux marchands de vendre et débiter les marchandises et denrées nécessaires à la nourriture et entretien des escolliers, mesme pourroit fournir occasion à plusieurs

personnes de la campagne de venir s'établir en ceste ville pour y faire estudier les enfans, qui aideroient à payer la taille qui est extrêmement grosse et autres charges de ceste ville, laquelle est considérable, fort commode et spatieuse pour avoir un collège, estant la seconde en la province et bien propre pour cela, aiant une rivière navigable et encores un siège roial, eslection et bourse de marchands, *et lorsque les Révérends Pères de l'Oratoire s'établirent en ceste ville, ce fut avec ceste condition qu'ils enseigneroient et feroient des classes ;* mais comme ils n'ont point eu de fondation pour cela, l'on a esté privé de ceste espérance : néantmoins comme la majeure partie des habitans ne sont en pouvoir d'envoyer leurs enfans ailleurs, que plusieurs auroient l'intention de les faire estudier, le dit a eu plusieurs conférences à ce sujet avec les d. pères de l'Oratoire, et le R. P. Denis, supérieur, nous a dit qu'il en avait communiqué aux supérieurs de la congrégation qui luy ont tesmoigné qu'ils auroient une forte inclination pour l'establisement du d. collège en leur maison, afin de rendre le service au public, lesquels enseigneroient jusques à la philosophie inclusivement moyennant une fondation suffisante, et comme il est impossible de trouver autre expédient que d'appliquer soubz le bon plaisir du Roy une partie des deniers d'octroy de ceste communauté qui ne sauroient estre plus utilement emploiez, les d. pères aiant assez de logement à l'exception de quelques classes dont la despence ne seroit pas grande, nous requérons que la compagnie délibère. »

« A esté unanimement délibéré, arrêté et par nous conclud que l'on accepteroit les offres des RR. PP. de l'Oratoire et que le corps consent à ceste fin soubz le bon plaisir de Sa Majesté qu'il soit pris *annuellement sur le prix du bail de la moitié du dixième la somme de mille livres*, payable par l'adjudicataire aux d. pères de l'Oratoire, moyennant qu'ils establiront *le collège composé de*

*cinq classes des humanitez et de la philosophie*, à perpétuité, ce que les d. pères se chargeront de faire agréer à Sa Majesté qui en sera très humblement suppliée de manière que, moyennant la somme de mille livres prise sur le bail de la moitié du dixième, le corps ne sera obligé d'y contribuer aucune autre chose que le présent consentement, n'y mesme qu'à l'advenir, pour quelque cause que ce puisse estre, les d. Pères puissent directement ou indirectement s'adresser au général ny au particulier du corps, à quoy ils renonceront par le concordat qui en sera passé avec eux, pour lequel passer ou en régler les clauses et conditions ont esté nommez commissaires avec nous d. maire et le procureur sindic les personnes de Christophle Augier, Philippe Gaugaing, eschevins, Louis Madien et Pierre Vaslet l'esné, pairs, lesquelles clauses et concordat dressés, que sera auparavant que cela passe porté au corps pour l'approuver, et que pour le bastiment des classes on sollicitera tout aultant que l'on pourra les particuliers à contribuer suivant leurs forces, et se mettront les d. Pères en estat de faire cet establissement le plus tost que faire se pourra, afin que cela faict et lorsqu'ils enseigneront effectivement ils reçoivent la d. somme de mille livres mesme dès la feste de S<sup>t</sup>-Michel prochaine, sy faire se peult et que les enfans de la religion prétendue réformée seront reçus indistinctement avec les catholiques. »

Ce dessein de collège paraissait établi sur des bases plus solides que ceux qui avaient précédé. On s'adressait à une congrégation dans le sein de laquelle on était assuré de trouver les ressources de savoir nécessaires pour l'enseignement; puis le corps offrait une subvention annuelle de mille livres. Cependant il ne fut donné aucune suite au projet. Pendant les deux années que subsista encore le corps des cent pairs, aucune discussion nouvelle n'eut lieu à ce sujet; du moins, pas une trace n'en est restée dans les registres de l'époque. Le maire, Cochon du Puy,

préparait déjà la déchéance du corps de ville qui effectuée en 1681 ; il paraît donc certain que la proposition ne rencontra aucun appui de la part de l'autorité royale. D'un autre côté, les offres de l'échevinage furent sans doute regardées comme insuffisantes par les supérieurs de l'Oratoire. Après que la mairie perpétuelle eut été imposée à la ville en 1692, l'établissement d'un collège fut sûrement une des choses dont se préoccupa le moins l'acquéreur de la charge, le sieur de Pierre-Levêque. D'ailleurs, aucune initiative en ce sens n'était possible au milieu des embarras financiers de la fin du règne de Louis XIV ; ce fut seulement après la mort du grand d'Orléans que les habitants de Niort purent soulever de nouveau la question du collège si souvent débattue et la faire aboutir. Enfin, un siècle après leur première tentative et quarante ans après l'échec de la troisième.

Durant ce dernier intervalle, la ville n'eut donc, comme auparavant, d'autre collège que celui des frères Gastaud. En 1713, le principal en était encore Laurent Gastaud, celui qui, à la mort de son père, lui avait succédé dans le corps de ville. Il mourut cette année-là, et son fils Jacques Gastaud, le dernier, croyons nous, de cette dynastie de professeurs, fit requête pour être investi des fonctions qu'avait exercées son père, ce qui lui fut accordé par décision du 22 décembre (1). Il occupa la place peu

(1) *Assemblée du 22 décembre 1713.* Aujourd'hui 22 décembre 1713, par devant nous Jacques de Chasteauneuf, chevalier, sr de Pierre-La Rivière, la Goupillièrre et autres lieux, lieutenant du roy dans la ville et chasteau de Nyort, maire perpétuel d'icelle et lieutenant général de police du d. lieu, Pierre Thibault de Boutteville, conseiller du roy receveur des tailles de la ville et élection de Nyort, Symon Guillaume, ancien conseiller du roy et commis aux inventaires, André Lafont, conseiller du roy et son procureur en l'élection du d. Nyort, eschevins du corps de cette ville,

A comparu en sa personne Jacques Gastaud, fils de défunt M<sup>e</sup> Laurent Gastaud, principal du collège de cette ville, lequel nous a remontré le jour d'hier il présenta sa requête à nous d. sieur de Pierre-La



temps; en 1722, il n'existait plus, et la classe qu'il faisait fut réunie au collège de l'Oratoire, ainsi qu'on le verra plus loin. Quatre générations de cette famille avaient ainsi professé à Niort sans interruption. Le dernier de ces maîtres portait le même prénom que le père Jacques Gastaud, qui doit être considéré comme le fondateur de l'Oratoire à Niort. Il est probable que l'Oratorien était de la même famille que les professeurs qui, avant 1600, puis dans tout le cours du dix-septième siècle et au delà, occupèrent la principalité; nous n'avons toutefois aucun document qui le prouve absolument.

Dans l'année qui suivit la mort de Louis XIV, après que la paix rétablie eut permis de réparer quelque peu les ruines de la guerre, le corps de ville reprit les négociations avec l'Oratoire. Les bases sur lesquelles on voulut traiter d'abord ne différaient pas sensiblement de celles qui avaient été posées en 1679. En février 1716, il fut arrêté dans une réunion des échevins et des habitants notables qu'un collège serait, si faire se pouvait, établi à perpétuité dans la maison des Pères de l'Oratoire (1). Le général de la congrégation accepta en principe par une lettre du 4 avril; l'évêque de Poitiers consulté écrivit aux maire et échevins de Niort, à la date du 6 avril, que rien n'était plus louable que le dessein

par laquelle pour les raisons y contenues, il nous aurait supplié de le déclarer principal du collège que son père, son aïeul et bisaïeul ont exercé et tenu depuis plus d'un siècle avec honneur et distinction, au bas de laquelle nous d. sieur de Pierre-Levéé avons ordonné par notre ordonnance du jour d'hier qu'il en seroit rapporté au corps pour y être pourvu etc..... et nous requiert de délibérer sur la d. requête.

Pour quoi..... nous maire et eschevins, du consentement du procureur du roi de ce corps, avons unanimement accordé au s<sup>r</sup> Gastaud la faculté de tenir le collège de cette ville pour y enseigner les belles-lettres, ainsi et de la manière que le dessus dit s<sup>r</sup> Gastaud, son père, ses aïeul et bisaïeul ont fait..... et a presté le serment par devant nous au cas requis.

(1) Cette délibération est la première pièce de la liasse qui existe aux archives, concernant le collège de l'Oratoire, nos 2202 à 2298.

france du procureur syndic, le corps de celui qui  
personne notable serait envoyée à Paris auprès  
S. A. R. le duc d'Orléans, régent du royaume, pour  
obtenir les lettres patentes à cet effet. Le député chargé  
fut M<sup>e</sup> Pierre Vaslet, sr de la Chastaudière, avocat au  
parlement et au siège royal de Niort, ancien échevin.  
Puis, selon l'usage adopté pour les affaires importantes,  
les habitants furent consultés en assemblée générale  
réunie le 18 décembre 1716 dans la grande salle de la  
maison de l'Oratoire.

C'est dans cette assemblée (1) que fut exposé en détail  
le projet de fondation du collège. Dès le mois de janvier  
1717, les Pères devaient établir trois classes, sixième,  
cinquième et quatrième. Dans la même année, ils  
devaient y joindre celle de troisième ; puis enfin, lorsqu'ils  
auraient obtenu *par union de bénéfices* les fonds  
nécessaires, ils complèteraient les cours en ajoutant des  
classes de seconde, rhétorique, logique et physique.  
La congrégation ne demandait à la ville que *la somme de*  
*mille livres une fois payée, mais à la condition que*  
*chaque écolier paierait une rétribution annuelle de*  
*cinq livres.*

La matière mise en délibération, les susdites classes  
furent approuvées et en outre déterminées d'une manière  
précise. Il fut arrêté que la somme de mille livres serait  
fournie au moyen d'une collecte faite parmi tous les  
habitants de la ville, privilégiés ou non. Quant aux fonds  
que les Pères espéraient avoir *par union de bénéfices*, ils  
fixa à 2,400 livres de revenu annuel la dotation nécessaire  
pour qu'ils fussent obligés d'enseigner toutes les classes.  
Jusque là, il fut accordé que les écoliers paieraient  
cinq livres par an. Une fois le dit revenu assuré, ils ne donnaient  
plus que la somme d'une livre *pour employer*  
*l'achat de prix ou autres choses à la discrétion*

(1) Voir dans l'Appendice à ce chapitre le procès-verbal in exte

*Révérands Pères.* La séance se termina par la nomination de commissaires pour faire *la dite quête de mille livres*, choisis parmi les personnes les plus considérables de la ville.

Deux mois après cette assemblée, les Oratoriens commencèrent à faire les classes de la sixième à la troisième inclusivement et enseignèrent ainsi jusqu'au sept du mois de septembre 1718. Ils déclarèrent alors ne pouvoir continuer ; *ils n'avaient pu trouver aucuns fonds, ni obtenir aucuns bénéfices* (1) D'autre part, la collecte n'avait produit que la somme de 107 livres (2) ; les promesses de l'assemblée du 18 décembre 1716 n'avaient donc pas été tenues, et l'on ne pouvait plus compter sur une souscription volontaire. Aussi les échevins durent-ils chercher ailleurs les mille livres promises ; dans la séance du 14 octobre 1718 (3) ils les imputèrent sur des fonds *appartenant à cet hôtel et consignés à la cour des Aydes*. Le soin fut laissé aux RR. PP. de faire viser et approuver cette délibération par l'intendant. En fait, pour une cause ou pour une autre, le fonds sur lequel on disposait ainsi était une non-valeur et l'expédient fut de nul effet. Le corps avait eu probablement en vue le prix du remboursement des offices qui ne fut jamais versé en espèces.

La fondation du collège allait se trouver assurée par des moyens plus effectifs. A cette même époque, venait de se produire un fait des plus importants pour les finances de Niort : Par arrêt du Conseil d'Etat du 25 juillet 1718 et lettres patentes du 5 octobre suivant, avait été établi un tarif d'entrée des marchandises et denrées, sur le produit duquel on prévoyait, toutes charges payées, un excédent libre assez considérable.

(1) *Assemblée du 14 octobre 1717.*

(2) *Déclaration* du supérieur de l'Oratoire, insérée aux registres à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 1720. Voir l'*Appendice* à ce chapitre.

(3) Voir dans l'*Appendice* à ce chapitre le texte de la délibération.

maison, comparurent devant le corps de ville, et leur firent entendre ce qui leur avait été promis, ce qu'ils avaient en conséquence, et demandèrent qu'on leur donnât *moyens de soutenir le dit collège naissant*, n'oublant pas de faire miroiter aux yeux du Conseil la possibilité de quelques bénéfices. Séance tenante, le Conseil leur vota une subvention annuelle de 2,400 livres à prendre sur le revenant bon du tarif, sauf approbation des habitants qu'on réunirait en assemblée générale sous le bon plaisir du roi. A cette condition, la corporation s'engageait à tenir un collège complet, composé d'une préfecture et de sept classes, *qui seront enseignés par sept régents et un préfet*, s'interdisant de demander plus d'une livre à chaque écolier. Ils promettaient en outre d'entendre, de déduire de la subvention le revenu provenant d'une réunion de bénéfices qui, disons-le pour toutes, ne s'effectua jamais.

A partir de cet instant, le terrain devenait plus facile et les choses marchèrent rapidement. Dès le lendemain 24 février, l'assemblée générale des habitants approuva la décision des échevins, mais sous cette réserve que les Pères ne recevraient à l'avenir *aucune somme pour les écoliers* (1). Le 23 mars, il fut arrêté qu'un placet serait présenté au roi pour le supplier d'accorder les lettres patentes autorisant le collège. Des copies en forme furent faites de la lettre de l'évêque de Poitiers du 6 avril 1719 pour joindre au placet qui fut présenté au roi, dans les derniers jours de mai, par le chevalier Renau, lieutenant général des armées du roi, grand-croix de l'Ordre militaire de St-Louis, *ayant lettres de service pour les généralités de la Rochelle et du Poitou* (2). Le chevalier Renau d'Elicagaray, le célèbre inventeur des bombes, avait été chargé à Niort de l'affaire du tarif d'octroi.

(1) Voir l'Appendice à ce chapitre.

(2) Assemblée du 1<sup>er</sup> juin 1719.

Le 30 avril 1720, le Conseil d'Etat rendit son arrêt sur l'établissement du collège (1), conforme à la délibération de l'assemblée générale des habitants. Le collège était constitué à sept classes : sixième, cinquième, quatrième, troisième, seconde, rhétorique et philosophie; il était doté de 2,400 livres à prendre annuellement sur le revenant bon du tarif. Les Oratoriens devaient *enseigner gratis, sans rien exiger des écoliers étudiants* (2). L'arrêt du Conseil cite parmi les considérants et motifs qu'avaient présentés à l'appui de leur demande les échevins et habitants de Niort les grands avantages que l'on attendait de l'établissement d'un collège, *tant pour faire refleurir l'ancien commerce de cette ville que pour la conversion des religionnaires dont le nombre est fort considérable en cette province, en contribuant à détruire peu à peu les semences de l'hérésie qui se perpétue dans les familles par la mauvaise éducation que les enfants reçoivent dans la maison paternelle.*

Les lettres patentes qui donnaient la vie légale à l'institution furent signées à Versailles le 20 mai 1720, présentées aux habitants de Niort en assemblée générale le 2 mars 1721, enregistrées en parlement le 28 mai, puis au siège royal de Niort le 13 août de la même année, et enfin à la Chambre des comptes, à laquelle elles n'avaient pas été adressées en temps utile, seulement le 7 mai 1734, en vertu des lettres de relief d'adresse et surannation délivrées à cet effet.

A ce titre primordial de la fondation du collège il faut ajouter d'autres lettres patentes concernant une question accessoire, qui furent données à Versailles le 31 mars 1732. Il s'agit de la réunion au collège de l'Oratoire de la classe de sixième, et ceci demande explication.

(1) Voir l'Appendice à ce chapitre.

(2) Ceci s'applique bien entendu aux élèves externes seuls. Les Oratoriens eurent un internat qui forma sans doute la meilleure partie de leurs revenus. En 1753, la pension d'un interne était de 324 livres, sans compter quelques frais accessoires.

arrêt du Conseil du 30 avril, disaient pourtant explicitement que le collège serait composé des classes *sixième, etc.* On avait apparemment oublié le premier qui possédait le dernier des Gastaud de tenir cette fonction et d'y enseigner les éléments de la langue latine. Le d. de 1683 avait consacré cette sorte de monopole et accordé au titulaire un traitement de 40 livres. Jacques Gastaud réclama, sans doute, et fut maintenu dans les fonctions que l'on appelait *la principalité*. Il mourut en 1722, et paraît bien n'avoir été que momentanément troublé dans sa possession ; cela ressort des termes de la délibération du 14 mars 1722 (1), qui cite les lettres patentes de 1720 comme mentionnant seulement les classes *cinquième, etc.*, puis surtout de la teneur des lettres de 1732, qui rappellent les premières en omettant la classe de *sixième*. L'erreur, le passe-droit si l'on veut, est donc implicitement reconnu par cette prétériton.

Le nouveau collège, composé de sept régents et d'un préfet, en tout huit titulaires, recevait de la ville 2,400 livres, ce qui faisait 300 livres pour chacun. Aujourd'hui

(1) *Assemblée du 14 mars 1722.* — A aussi été proposé par le d. maire que par l'arrêt de Noss. du Conseil du 6 février 1683, d'accorder pour les gages des srs Gastaud qui y tenaient ci-devant la classe la somme de 40 livres à prendre sur les deniers d'octroi. Les d. srs Gastaud sont décédés, et qu'il n'y a plus de régent pour enseigner la langue latine, que d'ailleurs il a plu au Roy accorder le même traitement dans la maison des RR. PP. de l'Oratoire, par lettres patentes enregistrées où besoin a été, pour tenir les classes de *cinquième, quatrième, troisième, seconde, rhétorique, logique et physique*. Il conviendrait de leur accorder *la principalité* et leur donner les 40 livres à ce destinées et accordées par le d. arrêt du Conseil de 1683.

Sur quoi, la matière mise en délibération, a été unanimement résolu que *la principalité* de cette ville sera réunie au collège des RR. PP. de l'Oratoire, à la charge que les d. maire et eschevins nommeront une personne telle qu'ils jugeront à propos pour faire les fonctions et enseigner les principes et les premiers éléments de la langue latine, pour lequel tant quoi les 40 livres portées par l'arrêt du Conseil seront payées aux prêtres de l'Oratoire, dans la maison desquels celui qui sera

maître pour la sixième revenait à une charge supplémentaire de 300 livres par an. C'est ainsi que comptait l'Oratoire, et ce fut en effet ainsi que les choses furent réglées quelques années plus tard. Le corps de ville savait sur quelles bases la congrégation faisait son calcul et n'était pas pour l'instant disposé à s'imposer de plus grands sacrifices en faveur de l'instruction publique. Aussi proposa-t-il aux Oratoriens de prendre *la principalité*, autrement dit la sixième, aux mêmes conditions que la tenait feu Gastaud, c'est-à-dire moyennant 40 livres par an. La maison fournirait un local au nouveau régent qui pourrait faire payer à chaque écolier 25 sols par mois.

Ce régent de sixième devait être un auxiliaire étranger à la congrégation. Les Pères acceptèrent et il fut entendu que le nouveau professeur serait choisi par le corps de ville, sur la présentation de trois candidats faite par l'Oratoire (1). Le premier sur la liste, Edouard Dempsy, irlandais de naissance, fut nommé. Le choix n'était pas merveilleux ; cet Irlandais était fort ivrogne et se présentait souvent au collège hors d'état de faire sa classe. Comme le dirent plus tard fort judicieusement les considérants de l'arrêt du Conseil d'Etat qui réunit *la principalité* au collège de l'Oratoire : *Il est difficile que de tels maîtres puissent*

sera tenu de régenter dans le collège sous l'inspection du supérieur et du Père préfet, et en cas que le régent ne fasse pas son devoir, ils en porteront leurs plaintes aux maire et eschevins pour y être pourvu, et à la charge par les d. prêtres de l'Oratoire de fournir au d. régent une classe dans leur collège, et pourra le régent faire payer par chaque écolier 25 sols par mois.

(1) *Assemblée du 20 mars 1722.* — Entre les RR. PP. Payan, supérieur, et Augustin de Paule, préfet, et les maire et échevins a été convenu.... Le régent sera choisi par le corps de ville sur la présentation de trois personnes faite à nous par les RR. PP. de l'Oratoire ... la somme de 40 livres payée ordinairement au principal sera payée aux Pères.... outre laquelle le régent sera payé de 25 sols par mois par chaque écolier de sixième.

Les trois candidats présentés furent Edouard Dempsy, Richard Dempsy et Joseph Quaissot.

*latine*. Edouard Dempsy fut remplacé par son frère chard, qui ne valait pas mieux et d'ailleurs partit pour son pays natal au mois de septembre 1731. On était alors en instance pour la réunion absolue de la sixième ; mais attendant, il fallait un professeur. Le 3 novembre, le supérieur présenta au corps le sieur François Pontarlier, qui fut choisi d'une voix unanime. La réunion fut effectuée par arrêt du Conseil d'Etat du 29 janvier 1732 et les lettres patentes du 31 mars (1), mais nous savons par un mémoire des Oratoriens conservé aux archives (2), que le Leblanc, supérieur, ne se crut pas tenu de faire profiter la sixième par un membre de la congrégation ; il fit revivre Richard Dempsy pour donner les premiers principes de latin aux jeunes enfants et lui fournit une chambre dans la maison. *Comme on était assez content de cet homme devenu plus sage et plus exact qu'il n'était auparavant on le laissa continuer jusqu'à son décès qui arriva en 1746*. A partir de cette année-là seulement, les maîtres furent tous de l'Oratoire.

Il faut revenir un peu en arrière pour exposer à quelles conditions la classe de sixième devint partie intégrante du collège.

En 1730, le corps de ville, à cause du meilleur état de ses finances et sans doute aussi de la satisfaction qu'il causait la prospérité croissante du collège, accorda un secours à l'Oratoire. Le 28 mars, l'assemblée fut saisie d'une demande présentée par le père Hodoul, supérieur de la maison, qui réclamait le paiement de mille livres de rentes mises par décision du 14 octobre 1718 et devant être imputées sur plus grande somme, qui appartenait à la Cour et était entre les mains du receveur des consignations de la Cour des Aydes à Paris. Nous avons déjà dit qu

(1) Voir l'*Appendice* à ce chapitre.

(2) *Archives de Niort*, n° 2256.



mille livres n'avaient pas été payées ; la délibération du 28 mars dit explicitement que les maire et échevins d'alors s'étaient trouvés *dans l'impossibilité de prouver qu'il était dû au corps une somme de deniers par le receveur des tailles*. Il est vrai que l'allocation n'avait été faite aux Oratoriens qu'en remplacement du produit présumé de la collecte qui n'avait pas eu de succès, et qu'en acceptant le collège après la délivrance des lettres patentes ils s'en étaient remis pour cet argent *à la bonne volonté de M<sup>rs</sup> de la ville de Niort*. Mais ils arguaient aujourd'hui, pour faire revivre cette vieille créance, de dépenses indispensables à faire dans les classes. Leur requête ne fut pas immédiatement admise ; ils la renouvelèrent quelques mois plus tard en portant à 1,500 livres le chiffre demandé. Dans la séance du 7 octobre 1730, le corps alloua mille livres à prendre sur l'excédent du tarif, sauf approbation de l'intendant, laquelle somme leur fut en effet versée par un mandement en date du 12 mai 1731.

Il s'agissait là d'un secours une fois donné, mais dans cette même année 1731 le corps se décida à augmenter la subvention annuelle aux fins de réunir la sixième. Pour ce nouveau régent à établir, les Pères comptaient comme pour les autres 300 livres par an ; ils demandaient en outre que les 40 livres allouées au principal de l'ancien collège, et depuis au régent externe de sixième, leur fussent données pour distribuer des prix de deux ans en deux ans. Le corps délibéra à ce sujet le 20 septembre 1731 (1), admit

(1) *Assemblée du 20 septembre 1731.* — A comparu M. Louis François Madien, avocat au siège royal de cette ville et procureur du roi de cet hôtel, lequel nous a remontré que M<sup>rs</sup> les maire et échevins, nos prédécesseurs, ont obtenu de la bonté du roi des lettres patentes portant l'établissement d'un collège en la maison de M<sup>rs</sup> les prêtres de l'Oratoire de cette ville, le d. collège composé de sept classes : cinquième, quatrième, troisième, seconde, rhétorique, logique et physique, et d'une préfecture, qu'à l'égard de la sixième classe elle a été enseignée par le sr Richard Dempsey.... en vertu de la commission et brevet que nous lui avons accordé, pour raison de quoi il lui a été annuellement

ses à une assemblée générale des habitants, qui fut convoquée le 6 octobre suivant.

L'assemblée générale donna son approbation aux propositions ; elle n'ajouta qu'une seule condition, c'est que les prix donnés seraient marqués aux armes de la ville afin qu'il fût bien déterminé qu'ils étaient dus à sa munificence. L'affaire se poursuivit (1), et l'année suivante furent délivrées, conformément à l'arrêt préalable du Conseil d'Etat, les lettres patentes donnant autorisation définitive (2). Le collège de Niort était ainsi complété. À partir du premier janvier 1733, les Oratoriens furent assurés d'une subvention annuelle de 2,700 livres. moyennant cette dotation qu'ils dirigèrent l'établissement pendant cinquante ans environ. Nous voyons que vers 1780 les conditions financières furent considérablement modifiées.

Les lettres patentes furent enregistrées en Parle-

payé sur nos mandements la somme de 40 livres par le receveur octrois de cette ville, somme destinée pour les gages du principal tenait autrefois le collège de cette ville en enseignant seulement la première classe des humanités.... et comme le s<sup>r</sup> Richard a qui la ville et passé en Irlande, le d. s<sup>r</sup> procureur du roi croit qu'il serait plus avantageux à cette ville que cette classe de sixième fût enseignée par les s<sup>rs</sup> prêtres de l'Oratoire, et que pour la pension de celui d'entre eux qui l'enseignerait il leur soit payé annuellement la somme de 30 livres, qui sera prise, sous le bon plaisir du roi, sur l'excédent du tarif des taxes pour donner de l'émulation aux écoliers, dont on voit avec plaisir le nombre s'augmenter de jour en jour, il serait à propos de leur donner des prix de deux ans en deux ans en suivant la pratique de plusieurs autres collèges, à cet effet employer la d. somme de 40 livres, qui se payait au s<sup>r</sup> Richard et avant lui au principal du d. ancien collège, pour l'achat des prix.

(1) *Assemblée du 18 décembre 1731.* — Au maire, cent livres pour le montant des frais du voyage qu'il avait fait à Poitiers, accompagné d'un gagé, pour les affaires de la ville, en particulier pour la sixième et les prix à distribuer.

(2) Voir dans l'*Appendice* à ce chapitre les lettres patentes du 31 mars 1732, reproduites *in-extenso*.

le 10 décembre 1733, à la Chambre des comptes le 12 août 1734. Ce dernier corps, avant d'enregistrer, rendit un arrêt qui enjoignait de communiquer les lettres concernant la classe de sixième et les prix à Mgr l'évêque de Poitiers, *aux fins d'avoir son consentement pour les dits établissements*. Le dossier fut renvoyé au corps de ville (1) qui, dans la séance du 29 juin 1734, délégua à Poitiers le maire et le procureur du roi pour requérir les consentement et approbation nécessaires.

Les déboursés faits pour l'enregistrement des lettres patentes du 31 mars 1732 s'élevèrent, d'après un bordereau conservé aux archives (2), à la somme de 210 livres 10 s. 6 d. Nous n'avons pas le compte relatif aux lettres de 1720, dont les frais furent d'ailleurs payés par la congrégation, en vertu d'une convention spéciale insérée dans l'engagement qu'avait contracté le supérieur général de l'Oratoire, à la date du 6 décembre 1720.

La première distribution des prix se fit en 1734. Nous avons aux archives le mémoire de la dépense faite à ce sujet (3). Comme on peut le voir, le crédit qui n'était que

(1) *Comptes* du receveur Philippe Arnauld : Pour avoir retiré du bureau de la messagerie le 20 juin 1734 un paquet en toile cirée pour l'établissement du collège et d'une sixième classe, que le comptable a remis le même jour entre les mains de M<sup>rs</sup> les maire et échevins . . . . . ; . 5 livres.

(2) *Archives de Niort*, n° 2252.

(3) *Archives de Niort*, n° 1020. Du 29 août 1734 :

à M <sup>r</sup> Elies le jeune pour livres pris chez lui . . .	40 livres	» sols.
à M <sup>r</sup> Elies le père id. . . . .	27	10
à M <sup>r</sup> Desbordes id. . . . .	26	10
à M <sup>r</sup> Savignac pour le satin, la doublure et la dentelle d'or . . . . .	10	10
à M <sup>rs</sup> Chevallereau et Poulot pour la dorure des livres . . . . .	9	»
à M <sup>r</sup> Poulot pour la dorure des gorges . . . . .	6	»
à la couturière . . . . .	»	10

Total . . . . 120 livres.

ment du corps de ville qui, dès le 29 juillet, avait un supplément de 40 livres. M<sup>r</sup> l'intendant de Poitiers fut invité à honorer de sa présence cette première distribution de prix. On chanta une pastorale qui lui était dédiée (1), et des élèves jouèrent une tragédie. Le ser- d'ordre était fait par les gagés de mairie qui soupèrent soir aux frais de la ville (2). Ces solennités se renouvelèrent chaque année de millésime pair jusqu'en 1754, année où les distributions de prix devinrent annuelles. Pendant vingt ans, de 1734 à 1754, la cérémonie comportait une représentation théâtrale, suivant l'usage qui, de nos jours encore, se perpétue dans les maisons d'éducation religieuses. Le Musée de l'hôtel de ville renferme plusieurs programmes imprimés sur soie de la distribution des rôles dans les pièces représentées, tragédies et comédies (3). Il faut ajouter que le supplément de crédit accordé pour l'achat des livres de prix en 1734, ne fut pas une exception unique ; les comptes de la ville offrent d'autres exemples (4). Beaucoup des mémoires

(1) *Archives de Niort*, n° 1017. Comptes des deniers patrimoniaux. Payé à M<sup>r</sup> Paradis, prestre de l'Oratoire, faisant tant pour le Pouleau que pour autres ses confrères, la somme de 40 livres pour avoir chanté la pastorale en chant dédiée à M<sup>r</sup> l'intendant.

(2) *Archives de Niort*, n° 1020. Mémoire de François Barillot. De la part de M<sup>rs</sup> les maire et échevins, les gagés sont venus souper chez moi, à la réserve des gagés de service, le jour de la tragédie comédienne à M<sup>r</sup> l'intendant. *Archives de Niort*, n° 1023. Mémoire de Barillot, 17 août 1742. Six gagés de mairie sont venus souper le jour de la tragédie de l'Oratoire. . . . . 4 l.

(3) A la distribution des prix du 20 août 1738, on joua une comédie : *Les imposteurs* ; à celle du 16 août 1654, une tragédie : *Démétrius* ; à une comédie : *Le glorieux*.

(4) *Archives de Niort*, n° 1021. Du 24 août 1738, 80 livres pour l'excédent des livres qui ont été donnés à M<sup>rs</sup> les écoliers du collège de cette ville.

Même somme en 1742, d'après les *Registres* de l'hôtel de ville. *Archives de Niort*, n° 1029. Du 28 août 1754, mandement de 69 livres pour des livres fournis en augmentation des prix ordinaires distribués.

détaillés des libraires qui fournissaient sont conservés aux archives. On donnait environ une soixantaine de volumes parmi lesquels reviennent invariablement l'*Histoire de Charles XII*, les *Révolutions de la République romaine*, les *Lettres de Rollin*, puis fréquemment les *Ornements de la mémoire*, les *Merveilles de la nature*, et quelques autres compilations que, trop fidèle à la tradition, le collège de Niort décernait encore en prix près d'un siècle plus tard.

En 1756, les Pères demandèrent au corps de ville de vouloir bien rendre annuelles les distributions de prix; ils en donnaient pour motif le désir d'établir parmi les écoliers des hautes classes une *académie*, à l'instar de celles qui étaient créées déjà dans quelques-unes de leurs maisons. Une *légère récompense à la fin de l'année*, disaient-ils, *en assurerait le succès*. Le 28 mai, le supérieur et le préfet exposèrent leur projet devant les maire et échevins réunis à l'hôtel de ville (1). Le Conseil fit

aux écoliers du collège à la fin de cette année, *l'ayant ainsi délibéré pour exciter l'émulation de la jeunesse et l'application des régents par des motifs particuliers à nous connus*.

(1) *Assemblée du 28 mai 1756*. Aujourd'hui 28 mai 1756, sur les dix heures du matin, en l'assemblée convoquée par nous Jacques Etienne Rouget, conseiller du roi, lieutenant gal de police, maire et capitaine de cette ville de Niort et tenue par nous d. maire et échevins soussignés, étant en la salle de l'hôtel de cette d. ville.

Sont entrés M<sup>rs</sup> Duplex, supérieur de la maison et collège de l'Oratoire de cette ville et Poisson, préfet du collège, lesquels ont représenté que l'émulation qu'ils voient avec plaisir régner parmi les écoliers de ce collège les a aussi émus de leur part à chercher des moyens de l'exciter encore davantage tout au moins pour la soutenir. De tous les expédients qui ont été proposés, il ne leur en est pas paru un plus convenable que celui d'établir parmi les écoliers des hautes classes une *académie* à l'instar de celles qui sont déjà établies dans quelques unes de leurs maisons, et comme nous sommes fondateurs et protecteurs nés de ce collège, pour lequel nous avons toujours témoigné une singulière attention, ils nous prient de donner notre agrément à cet établissement et de prendre les moyens pour en assurer le succès par une distribution annuelle de prix pour

délibéré, fut d'avis qu'une école de mathématique dans le sein du collège, serait plus utile que cette académie. Il fut même arrêté que l'on en poursuivrait l'établissement par les voies ordinaires. En réalité, il ne fut pas donné suite à cette décision; la nouvelle classe de mathématiques ne fut pas créée. Quant à l'académie en question, elle n'existe pas, croyons nous, établie, mais sans que le corps de ville contribue à cette fondation. Modelée sur celle de Jumièges, elle devait se composer du père supérieur *protecteur*, du préfet, des régents de rhétorique, seconde, troisième, appelés *directeurs*, enfin de neuf des meilleurs élèves du savoir : quatre rhétoriciens, trois élèves de seconde, trois de troisième (1).

Ce qui nous fait penser que ladite fondation se fût faite même sans retard, c'est le détail des exercices publics

soutenir le projet, l'espoir d'une légère récompense donnée au vainqueur étant infiniment précieuse et respectable à ceux qui ont l'avantage de parvenir. En supposant que cet établissement soit de notre genre, nous mettons sous les yeux un détail de la forme qu'il faudrait prendre.

Sur quoi, la matière mise en délibération, les d. sieurs supérieur et préfet s'étant retirés, nous avons réfléchi que dans l'état présent serait plus convenable tant au bien du collège qu'à celui du public, de général d'établir une école de mathématiques, la proximité où nous sommes du port royal de Rochefort, de la ville de la Rochelle et des autres ports maritimes, joint au bon air dont nous avons le bonheur de jouir dans ce pays, ne pourrait qu'y attirer beaucoup de personnes propres à cette science, sans compter les habitants de cette ville et lieux circonvoisins, parmi lesquels nous en connaissons beaucoup qui ont un désir marqué de faire cette étude. En conséquence nous avons arrêté et délibéré que nous travaillerons incessamment par les voies ordinaires à faire cet établissement sous la protection singulière de S. A. S. Mgr le prince de Conty, qui sera très humblement supplié de l'avoir pour agréable. Nous ne prétendons pas refuser de faire droit à la proposition de M<sup>rs</sup> de l'Oratoire, mais nous les prions de trouver que l'effet en demeure suspendu pour quelque temps.

Fait et arrêté les jours et an susdits.

Signé : ROUGET, maire ; MORICEAU, L. JUIN DE LA GIRARDIE, CHABOT, PIET, CHERBONNEAU, PIET-BERTON, BARRÉ.

(1) *Archives de Niort*, n° 2258.

furent faits par les élèves à la distribution du mois d'août 1756. Les Pères s'avisèrent, lorsqu'ils eurent en tête leur projet d'académie, que la tragédie comme la comédie était *indigne d'une congrégation respectable*. Du moins, ils le laissèrent dire et développer par le personnage officiel qui prononça le discours d'ouverture, Mr Thomas du Fief-Mauzay, procureur du roi des traites (1). L'orateur exposa que *les vaines douceurs de la tragédie* seraient remplacées par *les agréments inestimables de l'art oratoire, contre lequel quelqu'un est peut-être prévenu*, ajoutait-il. Ce *quelqu'un* était sans doute le corps de ville, accusé de n'avoir pas voulu subventionner *l'art de bien dire*.

Lorsque le discours eut été prononcé et applaudi, quatre élèves parurent sur l'estrade. L'un représentait Jules César, les autres trois capitaines de son armée. La scène se passait sur les bords du Rubicon ; tous les quatre argumentèrent et débattirent la question de savoir s'il fallait passer sur la rive droite, enseignes déployées. Après que César se fut décidé à marcher contre Rome et Pompée,

(1) *Archives de Niort*, n° 2260. Discours de Mr Thomas du Fief-Mauzay. . . . . *La tragédie, une représentation théâtrale, n'est-elle pas indigne d'une congrégation respectable*, faite principalement pour l'ornement et la règle des mœurs, d'une congrégation que l'éducation a polie, que la science éclaire, que le sentiment conduit, que les grands exemples aiguillonnent, que les talents décorent, que la vertu anime ? . . . . . Mais la rhétorique, l'art de bien dire. . . . . Que l'on compare à présent, si on l'ose, *les vaines douceurs de la tragédie avec les agréments inestimables de l'art oratoire*.

Préparez-vous, aimables athlètes, à mériter les lauriers qu'on vous destine, rendez aimable à toute cette assemblée *un art contre lequel quelqu'un est peut-être prévenu*.

Rendez-le aimable à ce sexe respectable qu'un faux préjugé fait regarder comme ennemi du haut goût, des sciences, de la littérature. . . . . Mais, ô surprise agréable, ô douceurs, je le vois ce sexe, je le vois déjà promettre à cet exercice toute son attention, toute sa bienveillance . . . . . Pour vous, dignes disciples d'un digne maître, pouvez-vous commencer sous un plus favorable augure, et puis je finir avec plus de satisfaction ?

pas été bien béotiens, en préférant une école de mathématiques aux émotions d'un *poème dramatique* (1) palpitant d'intérêt. Toutefois, ils ne vinrent pas à rescence, et ce fut seulement en 1773 que leurs succès fournirent les ressources nécessaires pour avoir une distribution de prix annuelle. Ils le firent par un virement de crédit, en destinant à l'achat de livres la somme de 40 livres que l'arrêt de 1683 avait allouée *pour les galeries que l'on fait venir de tout temps*, sujet qui sera traité dans un autre chapitre.

À cette époque, *la vaine tragédie*, et même la comédie, étaient rentrées en grâce auprès de l'Oratoire ; le 11 août 1773, les élèves chantèrent une pastorale, jouèrent *Le Bourgeois gentilhomme*. Le 8 août 1774, le programme ne comprenait qu'une pastorale. C'est ce que nous apprennent les affiches sur soie du Musée de l'école de ville.

Outre les crédits supplémentaires qui furent votés pour la distribution des prix, l'échevinage accorda, plus d'une fois et à divers titres, des secours à l'Oratoire. Ainsi, le 13 mars 1742, le corps de ville disposa de 110 livres pour l'acquisition d'une machine pneumatique, *la somme des objets nécessaires à la vie ne laissant pas de fondre le collège pour cet achat*. Le 30 décembre 1754 fut donné un mandat pour un globe d'électricité (?). Le 28 octobre 1756, les Oratoriens présentèrent requête à l'intendant pour obtenir que la ville fût astreinte à faire les réparations urgentes aux classes du collège. Rien d'ailleurs, dans les archives, ne témoigne qu'il ait été fait droit à cette demande.

Vingt ans plus tard, ce ne fut plus seulement une question de réparations, mais bien celle de la reconstruction d'une partie des bâtiments du collège, qui se posa

(1) *Archives de Niort*, n° 2259. — Programme de l'exercice pour la distribution des prix du 13 août 1756.



le corps de ville et la congrégation de l'Oratoire. Déjà dans deux requêtes, l'une de 1763 au corps de ville (1), l'autre de 1771 au Contrôleur général des finances (2), les Pères avaient exposé le mauvais état de leur maison et l'impossibilité où ils étaient, par défaut de ressources suffisantes, de faire le nécessaire à cet égard. Ils faisaient beaucoup valoir, entre autres motifs à l'appui, la gratuité absolue de l'instruction pour les externes. Malgré tout, ils n'avaient rien obtenu et, en 1777, ils renouvelèrent leurs démarches (3) ; les bâtiments étaient, disaient-ils, en si mauvais état qu'il y avait danger de les voir s'effondrer au premier jour. Le corps de ville continuant à faire la sourde oreille, le supérieur envoya son ultimatum par la lettre suivante adressée au maire, qui était sur le point de partir pour Paris (4) :

« Niort, le 4 mars 1778.

« Monsieur, je me suis présenté sur les six heures à votre hôtel pour vous pévenir de la nécessité où nous sommes de suspendre *hic et nunc* les exercices du collège. Aucun de nos régents ne veut exposer davantage sa vie et celle de ses élèves. J'ai eu l'honneur d'en écrire à M<sup>r</sup> l'intendant.

« Je vous souhaite, Monsieur, un heureux voyage, et nos Muses un prompt retour.

« Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

« LE CLERC, prêtre de l'Oratoire. »

Les échevins comprirent qu'il fallait aviser. Dans la séance du 26 avril, le procureur du roi exposa l'état de la question. « Depuis quelque temps, dit-il, le collège

(1) *Archives de Niort*, n° 2263.

(2) *Archives de Niort*, n° 2265.

(3) *Archives de Niort*, n° 2271. — Requête à l'intendant, du 10 février 1777.

(4) *Archives de Niort*, n° 2274.

ses exercices.... Cette interruption de classes a eu  
motif le dépérissement de quelques parties des  
ments du collège. M<sup>rs</sup> de l'Oratoire ont présenté  
requête, dès le 10 février dernier, à l'effet d'avoir  
logement provisoire ; cette requête vous a été ren-  
dus le 12 ; vous avez fait des démarches à cet égard.  
Sans en attendre la réponse, M<sup>rs</sup> de l'Oratoire ont  
qu'il était instant de démolir.... La reconstruction  
fait pas. »

Voici en résumé ce qui s'était passé : le corps de  
avait fait des démarches sans résultat pour louer  
maison, rue du Mûrier, à proximité du collège, ce  
M<sup>r</sup> Chalmot de S<sup>te</sup>-Ruhe. Or, la congrégation pours-  
un dessein plus étendu ; elle demandait qu'on lui  
donnât l'immeuble vacant des dames de S<sup>t</sup>-François  
de l'hôpital, ou mieux le couvent des Cordeliers qui n  
alors occupé que par quatre religieux. Les Orato-  
dans une requête aux officiers municipaux, du 25 fé-  
alléguaient *que l'on ne pourrait, quand même on  
en état d'acquérir toutes les maisons enclavées dans  
terrain, y faire un bâtiment régulier et capable de  
tenir le nombre d'élèves qu'ils se proposaient de rec-*  
*Il y manquerait toujours les jardins et les cours n-*  
*saires.* Les officiers municipaux, en cela d'accord  
l'intendant, ne voulaient pas déposséder les Corde-  
Quant au terrain des Franciscaines, ils objectaient le  
sinage de l'hôpital et du cimetière. « L'emplacement  
est au-dessus de la place de la Brèche, disaient-ils,  
conviendrait beaucoup mieux ; la position du collège  
sera plus favorable et, posé sur une route publique  
attirera l'attention des voyageurs. Plus à portée  
citoyens, on éviterait le désagrément du voisinage  
l'hôpital général et de cimetières qui, quelques pr-  
tions qu'on prenne, exhalent souvent un mauva-

et pourraient occasionner des maladies fâcheuses. » Il ne fut pas donné suite à ce dernier projet, mais il est intéressant d'observer que les échevins de 1778 avaient, à peu de chose près, visé l'emplacement qui a depuis été choisi pour y construire le Lycée. Aucune détermination ne fut prise d'ailleurs dans la séance du 26 avril ; il fut seulement arrêté que M<sup>rs</sup> de l'Oratoire seraient invités à se trouver à l'hôtel de ville le mercredi suivant, 29 du mois, à deux heures de relevée.

La conférence qui eut lieu ce jour-là ne donna aucun résultat précis. On décida seulement que de nouvelles démarches seraient faites auprès de M<sup>r</sup> de S<sup>te</sup>-Ruhe, et celui-ci ne se montra pas mieux disposé qu'auparavant. Il ne voulait pas affermer parce que, disait-il, et peut-être avec assez de clairvoyance, *il ne pourrait plus déloger de sa maison les pères de l'Oratoire*. Les maire et échevins écrivirent à l'intendant, en le priant d'employer son autorité, autrement dit, demandèrent, non pas l'expropriation, mais, comme on dirait aujourd'hui, l'occupation temporaire de la maison du propriétaire récalcitrant. Le 2 juillet M<sup>r</sup> de Blossac leur écrivait : « Je trouve, comme vous, Messieurs, un peu fortes les clauses et conditions qu'exige M<sup>r</sup> de S<sup>te</sup>-Ruhe.... mais comme les bons procédés sont toujours préférables à toutes autres voies, je vous conseille de ne venir à celle de l'autorité que comme à une dernière ressource. »

Ce fut après cette réponse de M<sup>r</sup> de Blossac que les bases d'un accord se posèrent entre la ville et l'Oratoire. La congrégation renonçait à demander la concession d'un autre immeuble, se décidait à reconstruire ses propres bâtiments, mais à deux conditions, d'abord que pendant la durée des travaux la ville fournirait pour le collège un logement provisoire et commode, puis que la subvention annuelle serait portée à 5,400 livres, c'est-à-dire doublée. La question fut discutée à l'hôtel de ville le 16 juillet, entre les officiers municipaux et les prêtres de l'Oratoire. Après l'examen et le rejet de différentes propositions, les

Les Oratoriens, ne doutant pas que la convention avec l'échevinage ne fût approuvée, reprirent leurs cours. Dès le commencement de 1779, ils s'installèrent proprement dans une maison de la rue du Mûrier, qui probablement était celle de M<sup>r</sup> de S<sup>te</sup>-Rube, bien qu'aucun document ne dise explicitement qu'un accord fût venu entre la ville et lui. Mais l'affaire était encore d'être terminée. M<sup>r</sup> de Blossac trouvait exagérées les demandes des Pères et ne se hâtait pas de les adopter par l'autorité compétente. Deux ans plus ou peut s'en faut, les choses n'étaient pas bien avancées car l'intendant écrivait au maire, le 2 avril 1780, qu'à son avis on pouvait accorder à M<sup>rs</sup> de l'Oratoire depuis 450 livres jusqu'à 500 pour chacun d'eux, non au-delà « Ils sont persuadés, disait-il, qu'eux

(1) *Assemblée du 16 juillet 1778.* — Ont comparu M<sup>rs</sup> Jean Duvivier, prêtre et visiteur de la congrégation de l'Oratoire, Louis Le Clere, prêtre de l'Oratoire, supérieur de la maison de Niort, Pierre Chevas, prêtre de l'Oratoire et missionnaire d. maison.... ont dit que pour se mettre en état de faire face à leurs affaires ils avaient jugé convenable de demander :

1<sup>o</sup> Que la ville leur procurât un emprunt sans intérêts de la somme de 20,000 livres, dont ils feraient le remboursement par parties égales dans l'espace de cinq ans, ou plus tôt s'ils le pouvaient.

2<sup>o</sup> Qu'on portât la totalité de leurs honoraires à la somme de 6,000 livres.

Le corps de ville refuse pour l'emprunt, disant que la ville a elle-même faire un emprunt considérable destiné à acquérir les biens communaux. Quant aux honoraires, il ne lui est pas possible, eu égard à ses facultés, de porter si haut l'augmentation.

Les Pères restreignent leur demande, renoncent à demander l'emprunt et se contenteront de 5,400 livres annuellement, à la charge toutefois par la ville de leur fournir gratuitement un logement provisoire et commode.

Leur proposition réduite à ces termes est acceptée par le conseil de ville.

(2) *Archives de Niort*, n<sup>o</sup> 2292.

saurait les remplacer, ce qui cependant n'est nullement impossible. » Les maire et échevins n'étaient pas du même sentiment ; ils reconnaissaient que la pension de 5,400 livres serait une lourde charge pour la ville, mais, d'autre part, ils ne doutaient pas que ces messieurs ne fussent résolus à abandonner le collège si l'augmentation n'avait pas lieu, ce qui d'abord *ferait baisser l'octroi d'entrées et serait en outre une perte irréparable pour la ville*. M<sup>r</sup> de Blossac se rendit à ces raisons et, dans l'assemblée du 8 avril, les officiers municipaux décidèrent que l'on écrirait à M<sup>r</sup> Amelot, ministre secrétaire d'Etat, pour obtenir l'approbation de la délibération du 16 juillet 1778. Dans une autre réunion qui eut lieu quelques jours après, le 14 avril, on arrêta que ces démarches seraient communiquées aux Oratoriens, auxquels on donnerait en même temps l'assurance *du vœu unanime de la ville pour les conserver* (1). Malgré ce témoignage de bonne volonté, les Pères, fatigués des lenteurs que subissait l'affaire du collège, usèrent du moyen qui, une fois déjà, leur avait réussi, et déclarèrent qu'ils allaient cesser les cours (2).

Sur cette notification péremptoire, le maire se rendit sans délai à Poitiers pour voir l'intendant et lui demanda la permission d'aller solliciter à Paris l'arrêt réclamé. M<sup>r</sup> de Blossac autorisa et le maire partit en toute hâte. Lorsqu'il se présenta au bureau de M<sup>r</sup> Amelot, il fut très

(1) *Assemblée du 14 avril 1780.* — Arrêté que demain, à neuf heures, nous nous rendrons chez M<sup>rs</sup> de l'Oratoire, et que nous leur ferons part des nouvelles démarches que nous avons faites près de M<sup>r</sup> Amelot, que nous demanderons à M<sup>r</sup> le supérieur d'en instruire sur le champ ses supérieurs majeurs, et que nous-même nous écrirons pour leur renouveler le vœu unanime de la ville pour les conserver parmi nous.

(2) Du 15 avril 1780. — A M<sup>rs</sup> les maire et échevins : « En vertu des pouvoirs que je vous présente, je suis obligé de vous notifier que nous cesserons de fournir des professeurs et des régents à la St-Luc (18 octobre) de la présente année, à moins que vous ne soyez assurés, avant le mois de juillet prochain, que le doublement de dotation sera effectué pour l'année prochaine.

« LOUIS LE CLERC, prêtre et supérieur de l'Oratoire. »

15 avril, c'est-à-dire précisément du jour où la commission avait envoyé son deuxième ultimatum. Nous donnons *in extenso* cette pièce (1), qui constitue la dernière délibération du collège des Oratoriens. Il est croyable que les Pères, instruits du peu de chaleur que mettait l'intendant du Poitou à recommander leur affaire, avaient cherché d'autres voies. L'ignorance dans laquelle ils paraissent être restés de la décision du Conseil d'Etat peut être due, non quer par la lenteur des communications, mais il est difficile de supposer aussi qu'ils avaient voulu dissimuler leurs démarches qu'ils faisaient en dehors de l'autorité officielle.

Ainsi fut réglée la question du collège de Niort. Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1780 (2), les Oratoriens reçurent annuellement 5,400 livres de subvention. Durant les années 1779 à 1782, ils occupèrent la maison de la rue du Commerce dont la ville paya le loyer pendant quatre ans, sur

(1) Voir l'Appendice à ce chapitre.

(2) *Archives de Niort*, n° 2296. — Mandements et quittances de la ville de Niort à l'Oratoire, de 1783 à 1788 :

Nous, maire et échevins de la ville de Niort soussignés, vu l'arrêt du Conseil du 30 avril 1720, 29 janvier 1730 et 15 avril 1780, Mr François-Elisée Prioleau, receveur syndic des deniers communaux excédent du tarif de cette ville, de payer à Mr Roman, supérieur de la maison et collège de l'Oratoire, la somme de cinq mille cinq cent cinquante livres, savoir : *six cent soixante-quinze pour les trois mois de janvier, février et mars de l'année dernière 1780, et quatre cent cinquante pour les neuf derniers mois, à raison de treize cent cinquante livres par quartier*, suivant et au désir de l'arrêt du 15 avril dernier, plus celle de *huit cents livres pour deux ans de loyer* de la maison et chambres accordées à ladite maison d'Oratoire, suivant aussi et conformément au dit arrêt, lesquelles dites sommes se montant ensemble à celle de cinq mille cinq cent vingt-cinq livres seront allouées au dit sr Prioleau dans la dépense de ses comptes rapportant la quittance du dit supérieur de l'Oratoire, laquelle sera enregistrée, avec le présent mandement, sur le registre à ce destiné.

Fait à l'hôtel de ville de Niort, le 3 janvier 1781.

*Signatures.*

de 400 livres par an, d'après les mandats conservés aux archives. Les travaux de réparations et constructions indispensables durèrent donc à peu près ce laps de temps. Les pères avaient acquis plusieurs maisons contiguës ou voisines de la leur, sur l'emplacement desquelles ils firent élever, entre autres, les bâtiments neufs que l'on voit encore à l'angle des rues Saint-Jean et du Musée, et qui, par leur aspect comme par leur manque de solidité, font peu d'honneur aux architectes de l'Oratoire.

Nous ignorons quels étaient au juste les travaux exécutés lorsque les Oratoriens abandonnèrent la maison de la rue du Mûrier et se réinstallèrent dans les bâtiments, tant anciens que neufs, leur appartenant ; ils firent après cela, ou commencèrent au moins d'autres constructions sur lesquelles nous n'avons pas de données précises. Alexandre Briquet, qui pouvait être exactement renseigné à l'époque où il écrivait son *Histoire de Niort*, parle très succinctement des agrandissements de l'Oratoire. « Les Pères, dit-il (1), avaient fait l'acquisition; en 1781, d'un terrain vague et de deux maisons (2), en face de la porte d'entrée de leur église. Ils comptaient y bâtir des classes et une salle d'exercices publics. Ils achetèrent aussi une autre maison, avec ses dépendances, rue Saint-Nicolas, pour y loger les pères de l'Oratoire, excepté les préfets de pension. Déjà ils s'occupaient à reconstruire cette dernière maison, lorsque la Révolution vint anéantir leurs projets. »

Une fois sa nouvelle organisation assurée, le collège de Niort avait repris sa marche régulière. La dotation de 5,400 livres fut payée par la ville jusqu'à la suppression

(1) *Histoire de la ville de Niort*, par Hilaire-Alexandre Briquet. Niort, Robin, 1832, t. II, p. 154.

(2) M. Léo Desaiivre a publié dans les *Bulletins* de la Société de statistique (janvier-mars 1889, p. 263) une notice sur les bâtiments neufs de l'Oratoire, où se trouve la désignation de trois immeubles acquis par la congrégation.

était devenue annuelle depuis 1772. D'après les co de la ville, la somme attribuée pour cette dépense f année de 120 livres en moyenne dans les derniers t Au point de vue des crédits visés par les mandats, e décomposait ainsi : 40 livres, traitement de l'anc principalité ; 40 livres allouées pour les gazettes qu faisait plus venir ; 40 livres à prendre sur les d patrimoniaux. Pour cette somme de 120 livres, on n pas plus de 50 à 60 volumes, suivant les mémoi libraires qui existent presque tous aux archives po dernières années. C'était du reste le contingent de mières distributions, sans variation depuis l'époq elles avaient été instituées.

## § 2. — Cours d'obstétrique professé aux frais de la v

Dans une des publications de la Société de statistiq M. Léo Desavre a donné un extrait du *Plumitif* d diences du siège royal de Niort concernant un diff qui s'éleva, en 1695, entre les maîtres chirurgiens ville et le sieur Cochon du Puy, médecin du roi, c de leur faire un cours d'anatomie et de médecine c toire. M<sup>r</sup> Cochon du Puy était rétribué pour ces le 50 livres par an, payées par lesdits chirurgiens deniers de la ville n'étaient donc pas engagés d question et nous ne citons le fait que pour mémoire.

Dans l'année 1765, une dame du Coudray, *ma matrone de la ville de Paris*, vint à Niort, appel l'administration municipale, pour y donner des d'accouchement, et y professa pendant deux mo maire sortant, Jacques-Etienne Rouget, présenta l'assemblée du 27 juin, le compte des frais dus à ce

(1) La congrégation de l'Oratoire fut supprimée par une 5 avril 1792.

(2) *Bulletins* de la Société de statistique (janvier-mars 1889),



par la ville. Ils avaient été avancés par lui ; le total en était de 889 livres 10 sols. Pour honoraires et frais de transport, il y était compté 389 livres 10 sols. La maîtresse sage-femme avait été logée et défrayée chez M<sup>me</sup> la comtesse du Bourdet, à raison de 100 livres par mois, soit 200 livres. Enfin, en partant, elle avait laissé à la ville *une forme pour l'usage de l'instruction*, c'est-à-dire un mannequin figurant une femme sur laquelle on exécutait les manœuvres d'un accouchement. Cette pièce était estimée 300 livres. Le paiement de ces dépenses fut imputé sur l'excédent du tarif. Nous ajouterons qu'il n'existe pas dans nos archives d'autre exemple de cours de médecine opératoire.

### § 3. — La bibliothèque publique.

La bibliothèque publique de Niort a été fondée le 23 mai 1771. Voici de quelle manière et dans quelles circonstances :

Ce jour-là, les officiers municipaux s'assemblèrent à l'hôtel de ville. Le maire, M<sup>r</sup> Rouget de Gourcez, annonça au corps que le curé de Notre-Dame était dans l'intention de donner sa bibliothèque à la ville. Nous laissons maintenant la parole au procès-verbal de la séance : « Dans cet instant a comparu messire Jean-de-Dieu-René Bion, archiprêtre de Niort, curé de la paroisse de Notre-Dame de la dite ville, et l'un des conseillers du corps municipal (1), lequel a dit que c'est avec la plus grande satisfaction qu'il voit se former et adopter un projet de bibliothèque publique pour lequel il respirait depuis longtemps... ; il a présenté et laissé sur le bureau le catalogue des livres (2)

(1) Le curé Bion avait été nommé *conseiller* le 30 mai 1770, conformément à la nouvelle organisation municipale en vigueur depuis 1765.

(2) Le registre sur lequel a été inscrite une copie de ce catalogue, disposée par ordre de matières, est conservé à la bibliothèque. La donation du curé Bion comprenait 1,382 volumes. Les acquisitions faites de 1772 à 1789 ont été inscrites à la suite, dans chacun des titres.

donner avec les six armoires qui les renferment, à condition néanmoins de ne pouvoir être déplacés de chez son vivant, attendu que son âge avancé et ses infirmités ne lui permettraient plus de se rendre dans le lieu qui est destiné pour la bibliothèque, ajoutant au surplus qu'indépendamment de la dite donation il est prêt à fournir telles autres assurances qu'il serait jugé nécessaire pour la rendre encore plus certaine s'il est possible et tout à fait irrévocable, que d'ailleurs il se confie aux soins et à la vigilance de messieurs les officiers municipaux pour le choix et la préparation d'un lieu convenable.

Après avoir ainsi manifesté ses intentions, le curé se retira. Il voulait, comme on le voit, donner seulement après sa mort. Séance tenante, les officiers municipaux prirent les résolutions suivantes :

« Il sera député chez M<sup>r</sup> le curé de Notre-Dame pour lui témoigner toute la reconnaissance et la parfaite gratitude du corps, et pour le prier néanmoins de rembourser qu'en remplissant son bienfait de son vivant, non seulement il déterminerait tout de suite l'établissement de la bibliothèque, mais aussi l'agrément nécessaire pour les dépenses qu'il viendrait faire, tant pour le lieu qui y sera destiné que pour un autre fonds à employer en livres qui ne se trouvent pas parmi les siens, que cependant il lui sera tout à fait libre de retenir chez lui tous les livres qu'il jugera à propos, comme de faire prendre à la bibliothèque ceux qui lui feront plaisir.

« Il sera préparé un appartement au-dessus de l'hôtel des assemblées de cet hôtel de ville pour servir à l'entretien de la bibliothèque ; en conséquence il sera fait les réparations utiles et nécessaires suivant les formes établies.

« Il sera fait un fonds annuel qui sera pris sur le produit du tarif de la somme de 500 livres, pour être employé annuellement en livres qui seront jugés nécessaires.

augmenter utilement la bibliothèque et en acquitter les gages du bibliothécaire, suivant qu'ils seront réglés aux meilleures conditions qu'il sera possible. »

En présence de cet empressement et de cette bonne volonté, messire Bion se rendit aux désirs du corps de ville, et le même jour, dans la salle des séances de la maison commune, fut passé l'acte par lequel il donnait de suite et sans réserve sa bibliothèque à la ville de Niort (1).

L'intendant, M<sup>r</sup> de Blossac, approuva, par ordonnance du 28 novembre 1771, la délibération du 23 mai et permit de disposer annuellement sur l'excédent du tarif d'une somme de 500 livres, dont deux cents seraient appliquées au paiement des gages du bibliothécaire et trois cents à l'acquisition de nouveaux livres (2), après néanmoins que les dépenses nécessaires pour la mise en état de la salle auraient été acquittées (3).

La salle, étant située au-dessus de celle des séances, se trouvait sous la toiture du côté qui a vue sur la rue des Halles. Un an après la donation, les aménagements nécessaires étaient terminés et, dans l'assemblée du 30 mai 1772, le corps de ville examina les mémoires dont le total s'élevait à 903 livres 6 sols 6 deniers (4). Dans cette même

(1) L'acte de donation fut reçu par M<sup>e</sup> Bion, notaire, frère du curé de Notre-Dame, qui ne voulut rien prendre pour ses honoraires. Les frais de contrôle et de timbre s'élevèrent à 104 livres 3 sols.

Cet acte a été publié par M. l'abbé Alfred Largeault dans les *Mémoires de la Société de statistique*, année 1885, p. 107.

(2) Les pièces justificatives des comptes de la ville comprennent un mémoire de livres fournis par Elies, libraire, à la bibliothèque, s'élevant à 835 livres pour les neuf années de 1774 à 1782, deux autres de Lefranc pour 1786 et 1787, qui montent à 97 livres 10 sols. Mais il n'est pas certain que ces mémoires représentent la totalité des livres achetés.

(3) *Assemblée du 30 mai 1772.*

(4) *Détail des mémoires pour l'aménagement de la salle de la bibliothèque :*

A Devois, charpentier, pour avoir refait en entier

de 200 livres par an. La place fut donnée à l'abbé Pe  
vicaire de Notre-Dame.

Il fut arrêté que la bibliothèque serait ouverte aux  
teurs deux jours par semaine, les lundi et vendredi  
huit à onze heures et de deux à cinq dans la période  
Pâques et la Saint-Michel, de neuf heures à onze h  
et demie et de deux à quatre pendant le reste de l'an

La bibliothèque publique de la ville, dont celle du  
Bion a fourni le premier noyau, est aujourd'hui ét  
comme on sait, dans les anciens bâtiments de l'Orato

---

## APPENDICE.

### I.

#### *Assemblée générale des habitants de la ville de Niort*

« Assemblée générale des habitants de cette vi  
Niort, tenue et convoquée ce jourd'huy, 18 décembre  
sur les deux heures après-midi, par M<sup>rs</sup> les maire et  
vins de cette dite ville, étant dans la grande salle  
maison des pères de l'Oratoire, en présence du Rév

le plancher de la chambre. . . . .	73 l.
A Daniau, blanchisseur, chaux, chaple, journées pour crépir et blanchir. . . . .	48 l.
A Pinoteau, m <sup>d</sup> de bois, sapin et bois blanc pour le plancher et armoires. . . . .	304 l.
A Moinsnier, cloutier. . . . .	34 l. 49 s
A Huguet, serrurier. . . . .	88 l. 49 s
A Lucas, vitrier, pour les armoires. . . . .	150 l.
A Fleury, peinture des armoires et boiseries. . .	24 l.
A Bernier, secrétaire, pour sept écritoirs. . .	8 l. 8 s
Total. . . . .	903 l. 6 s

(1) *Extrait des registres de l'hôtel de ville.*

Père Durand, supérieur de ladite maison, à laquelle assemblée ont assisté :

« Messire Jacques de Chasteauneuf, chevalier, seigneur de Pierre-Levée, lieutenant pour le roy des chasteau et ville du d. Niort, inspecteur des milices bourgeoises du haut et bas Poitou, maire perpétuel et juge de police de cette d. ville ; messire Emmanuel Augier de la Terraudière, archiprestre et curé de Notre-Dame de cette d. ville ; Jacques Baston, curé de St-André de cette d. ville ; Jean Pinet, prestre ; Madreu, prestre ; Barrault, prestre, et Desmier, prestre ; M<sup>rs</sup> Jean Gerbier, écuyer, seigneur de Mornay, conseiller du roy, trésorier de France au bureau des finances de la ville et gouvernement de la Rochelle et président en la sénéchaussée et siège royal de cette ville ; Daniel Madien, lieut<sup>t</sup> particulier, assesseur civil ; Paul Esserteau, lieut<sup>t</sup> particulier, assesseur criminel ; Alexandre Follet, s<sup>r</sup> de Ste-Ouene ; Pierre Palustre, s<sup>r</sup> de Boismé, tous conseillers du roy, juges et magistrats au d. siège ; M<sup>rs</sup> M<sup>e</sup> Jean Arnault, conseiller et procureur du d. siège ; Jacques Poudret, procureur du roy de la police ; M<sup>rs</sup> M<sup>e</sup> Nicolas Avice, écuyer, s<sup>r</sup> de la Motte ; Benet, conseiller du roy, président de l'élection de cette ville ; Jean Decemme, lieut<sup>t</sup> particulier ; Pierre Boucher ; Pierre-Gabriel Macé, tous conseillers du roy, élus en la d. élection ; André Lafiton, procureur du roy ; Antoine Jouselin, enquêteur au d. siège ; messire Claude de Condé, chevalier, s<sup>r</sup> de Condé ; Jacques de Brémond, chevalier, s<sup>r</sup> de Vernon, Le Chironnail et autres lieux ; Antoine Vidard, écuyer, s<sup>r</sup> des Bouchetières, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis ; Louis de Villiers, écuyer, s<sup>r</sup> de Chantemerle, d'Antes et autres lieux ; René Clémenson, écuyer, s<sup>r</sup> de Bellefois, chevalier du guet, prévôt provincial au département de cette ville ; Jean Thibault, écuyer, s<sup>r</sup> du Planty ; Pierre Thibault, écuyer, s<sup>r</sup> de la Gaschère ; Joseph Savignac, écuyer, s<sup>r</sup> des Roches ; Pierre Savignac, écuyer, s<sup>r</sup> de la Brumaudière ; Joseph Louveau, écuyer, s<sup>r</sup> de Ligné ; Pierre-Moïse Bouchet, s<sup>r</sup> de Martigni ; M<sup>e</sup> Jacques

Thibault de Boutteville, avocat au parlement et  
eschevin ; Jean Huguteau, s<sup>r</sup> de Chaillié, avocat ;  
Thomas de la Chapelle, procureur du roy des tra  
foraines et avocat ; Antoine Fautret d'Alleret, avocat ;  
de Bonneval, avocat en parlement ; M<sup>e</sup> Pierre Augier  
Terraudière, ancien subdélégué et avocat ; Simon Gu  
deau, ancien commissaire aux inventaires et ancien e  
vin ; Jacques Hyppolyte Baudoin, ancien élu contrô  
René Chauvegrain, ancien lieut<sup>e</sup> criminel de la d. élec  
Antoine Berthon, ancien avocat du roy de la d. élect  
eschevin ; M<sup>rs</sup> Pierre Bastard, procureur et ancien e  
vin ; Louis Madien, procureur ; Jean Piet, procure  
ancien eschevin ; Jacques Allonneau, procureur ; Ja  
Arnault, procureur et marguillier de S<sup>t</sup>-André ;  
Brunet, procureur ; Pierre Cassin, procureur ;  
Ferré, procureur ; Pierre Perault, greffier ; M<sup>rs</sup> Alex  
Clémenson, notaire royal ; Jean Sabourin, Antoine  
ton et Jean-René Mangou, aussi notaires royaux ;  
Baptiste de Bonneval, inspecteur des manufact  
Jacques Pelletier, le jeune, greffier des traites fora  
Pierre Coezard, hérault commis à la recette des ta  
M<sup>e</sup> Jean Juin, juge des consuls en exercice et esch  
Jacques Fradin, eschevin ; Jean Martin, eschevin ;  
les Urtebise, tous anciens juges des marchands ; A  
Urtebise ; Jean Clerc, le jeune ; Charles Allonneau ;  
les Rivollet ; Abraham Allonneau de la Bouchetière ;  
Clerc, l'ainé ; Gabriel Birault ; François Garen  
Michel Jouhot ; Jean Varvarée ; Louis Marot ; Ph  
Doreil ; Louis Pelletier, s<sup>r</sup> de Nizeau ; Jean Gigault ; S  
Binet ; Louis Cruvelier ; Jean-de-Dieu Bion, s<sup>r</sup> du I  
Henri Augier ; Louis Allonneau, s<sup>r</sup> du Planisseau ;  
Bernard ; Noël-Joseph Gaultier ; Jean Elier ; Fra  
Taillefert ; Pierre Binet ; Jacob Pillot de Beaure  
Jean Perot, s<sup>r</sup> des Ousches ; Philippe-Elisée Viet ;  
Desbordes et Jean Mestreau, tous marchands, faisant  
les corps et habitans les plus notables de la d. ville.

« Les dits sieurs, maire et eschevins, et M<sup>r</sup> Alexis Barré, l'un d'iceux faisant les fonctions de procureur du roy de l'hostel de cette dite ville, ont dit qu'il n'y aurait rien de plus utile pour cette ville qu'un collège pour l'instruction des enfants, dont la plupart des pères sont hors d'état de répondre à leurs dispositions, leur donner la direction nécessaire et leur faire apprendre la langue latine, aussy bien qu'à ceux des lieux circonvoisins dont la majeure partie se trouvent enfants de nouveaux convertis. Ils ont ce requis et prié, faisant pour le général des dits habitants, lesdits RR. PP. de l'Oratoire, établis depuis plusieurs années en cette ville, de vouloir accepter à perpétuité et irrévocablement, par une permission expresse du roy, par des lettres patentes qu'ils espèrent obtenir de l'avis de M<sup>gr</sup> nostre illustrissime et révérendissime évesque de Poitiers, et de M<sup>gr</sup> l'Intendant de la généralité de cette province de Poictou, ledit collège et iceluy tenir composé des classes de sixième, cinquième, quatrième, troisième, seconde ou humanités, rhétorique et philosophie, de dire les moyens pour parvenir et ce qu'ils désirent des habitants, en attendant que les dits RR. PP. aient trouvé des fonds convenables et suffisants par l'union de bénéfices qu'ils pourront obtenir, ou autrement, en faveur dudit collège.

« Les dits RR. PP. de l'Oratoire, par la bouche du R. P. Durand, leur supérieur, ont dit que pour répondre aux intentions des dits habitants ils acceptent volontiers, sur le bon plaisir de leur très R. P. supérieur général et de son conseil, ledit collège qu'ils commenceront les premiers jours du mois de janvier de l'année prochaine 1717, sous les permissions et approbations requises et nécessaires. L'establisement du dit collège pour trois classes, savoir la sixième, cinquième et quatrième, lesquelles trois classes seront enseignées par deux régents, que l'année suivante 1717 ils y joindront la classe de troisième et un régent de plus, que dans la suite, et lorsqu'ils auront les fonds qu'ils pourront obtenir par union de bénéfices, ils seront tenus

littres, métaphysique, logique et physique enseignées par régent, toutes lesquelles susdites classes qui composent le dit collège en son entier seront conduites et enseignées par sept régentes et un préfet. Les dits RR. PP. ne demandent aux dits habitants pour enseigner que la somme de mille livres une fois payée, aux conditions néanmoins qu'ils prendront de chacun des escoliers estudiantin une somme de cinq livres par chacune année pour l'entretien des deux régentes de l'année prochaine 1717, et des années suivantes, en attendant l'établissement parfait du dit collège et les fonds nécessaires pour parvenir.

« La matière mise en délibération, tous les dits habitants ont unanimement accepté, sous les permissions, approbations requises et nécessaires, les offres et conditions proposées par les dits RR. PP. de l'Oratoire, auxquelles en conséquence de la promesse par eux ci-dessus faite, ils ont payé, par cette dite ville, la dite somme de mille livres par eux demandée, *qu'à cet effet on se transportera dans les maisons des dits habitants, exempts et non, exemptes, privilégiés et non privilégiés, pour recevoir d'eux, qu'ils voudront donner volontairement pour compléter la dite somme de mille livres, de laquelle il sera faite délivrance, aux dits RR. PP. de l'Oratoire, par trois parties, savoir : Un tiers quinze jours après qu'ils auront commencé à enseigner la sixième, cinquième et quatrième l'autre tiers à la fête de Saint-Jean-Baptiste prochain et enfin l'autre tiers restant à payer à la fête de Tous-saints de la dite année 1717, desquels dits paiements seront tenus de donner quittances aux dits sieurs notaires et eschevins, pour être déposées au secrétaire du dit hôte de ville et jointes à ces présentes ; est arrêté que lorsque les dits RR. PP. auront obtenu, en faveur du dit collège, des fonds par réunion, donation, jusqu'à la concurrence de la somme de deux mille quatre cents livres de revenu annuel, ils ne pourront plus prendre de chacun escolier*



soit de cette ville ou d'ailleurs, la dite somme de cinq livres, mais seulement celle de une livre pour employer à l'achat de prix ou autres choses à la discrétion des RR. PP., et alors seront tenus d'enseigner tous les dits escoliers gratuitement à la raison de la dite somme de une livre pour chacun des dits escoliers des huit classes composant le dit collège enseignées par sept régents.

« Et afin de faire la dite quête de la dite somme de mille livres, les dits habitants ont prié les dits sieurs maire et eschevins de la faire incessamment, et pour commissaires pour travailler conjointement avec eux à faire la dite quête, ils ont nommé M<sup>rs</sup> les curés de cette ville, et en leur absence M<sup>rs</sup> les vicaires, M<sup>rs</sup> Gerbier, président de ce siège, de La Mothe Avice, président de l'élection, M<sup>rs</sup> de Villiers et Thibault de La Gaschère, eschevins, M<sup>rs</sup> Thibault de Boutteville, avocat et ancien eschevin, Sabourin, notaire royal, Juin, marchand, juge des consuls en exercice, lesquels dits sieurs maire et eschevins et commissaires seront tenus de remettre ce qu'ils amasseront en la dite quête entre les mains de M<sup>r</sup> Bernard Pellerin, procureur au dit siège, et faisant les fonctions de secrétaire du dit hostel de ville, lequel s'en chargera et sera tenu de le délivrer aux dits RR. PP., par ordre des dits maires et eschevins, dans les termes ci-dessus expliqués et non plus tard, moyennant quoi le dit sieur Pellerin en sera quitte. Consentent les dits habitants que le dit sieur Pellerin délivre grosses des dites présentes, tant aux dits RR. PP., stipulant et acceptant le contenu en icelles, qu'aux dits sieurs maire et eschevins. Fait et arrêté les jours, an, heure et lieu susdits, et ont signé : *Suivent les signatures des habitants présents.*

« Et après que le présent acte a été communiqué aux communautés régulières pour approbation, se sont sous-signés ce vingt-six décembre 1716, ainsi signé :

« Fr. P. Rabot, gardien des Cordeliers, Bairault, docteur en théologie, Fr. Ravallon, vicaire, Fr. Félix de Civray, capucin, vicaire de la communauté des capucins,

Niort, Fr. Barnabé de Poitiers, prédicateur, capucin, ancien missionnaire apostolique dans les Missions étrangères, Fr. René Chauvegrain, prieur des religieux de la Charité, Fr. Marc Antoine Masson. »

## II.

### *Assemblée du corps de ville.*

« Aujourd'hui, 14 octobre 1718, étant en la salle des assemblées du corps et maison commune de cette ville de Niort, par devant nous, François Desprez, écuyer, sieur de la Potterie, conseiller du roy, receveur ancien des taxes et maire de cette ville, Louis Blactot, conseiller du roy, lieutenant des eaux et forêts, eschevin, Jean Thomas, de la Chapelle, Pierre Thibault de Boutteville et Jean Dieu Bion du Parc, aussi eschevins, a comparu M<sup>e</sup> J. Baptiste de Bonneval, avocat en parlement et au conseil royal de cette ville, procureur du roy dudit corps, lequel nous a remontré qu'il a été informé que, par acte d'assemblée du 18 décembre 1716, qui est es mains du Pellerin, ci-devant commis secrétaire du corps de cette dite ville, les maire et eschevins qui nous ont précédé le général des habitants de cette ville, sous le bon plaisir du Roy, ont offert à perpétuité, aux RR. PP. de l'Oratoire de cette ville, un collège en leurs maisons, lequel ils ont accepté, et deux mois après ils ont enseigné les classes sixième, cinquième, quatrième et troisième, ce qu'ils ont continué de faire jusqu'au sept du mois de septembre dernier, et comme le dit procureur du roy a appris que le bien-être de ce collège, si utile aux habitants de cette ville et lieux circonvoisins éloignés des autres villes où y a des collèges, est sur le point de tomber, parce que depuis la dite année 1716, les RR. PP. de l'Oratoire n'ont pu trouver aucun fonds ni obtenir aucuns bénéfices

entretenir les préfets et régents qui enseignent les dites classes, que d'ailleurs ils ne sont pas en état de bâtir les classes qui leur manquent, il croit qu'il est de l'intérêt public de soutenir cet établissement, et pour y parvenir de faire présent aux dits RR. PP. de quelques sommes pour aider à entretenir les dits préfets et régents, et aider à bâtir les classes qui manquent, et d'autant que les deniers patrimoniaux de cet hôtel de l'année présente ne suffiront pas pour faire faire les réparations publiques urgentes et nécessaires, il estime que l'on ne peut employer plus utilement partie de la somme qui est entre les mains du greffier ou receveur des consignations de la Cour des aydes de Paris appartenant à cet hôtel, et qui y a été déposée par des receveurs des tailles de cette dite ville, qu'à donner aux dits RR. PP. de l'Oratoire les moyens d'aider à nourrir les dits régents et à bâtir les classes qui manquent, requérant qu'il nous plaise délibérer sur sa remontrance et s'est soussigné,

. « BONNEVAL. »

« Arrêté.... que les dits RR. PP. de l'Oratoire *se feront payer de la somme de mille livres....* prient les receveur des consignations et greffier de la Cour des aydes de Paris de faire le paiement de la dite somme de mille livres, après que les RR. PP. auront fait approuver et viser la délibération par M<sup>sr</sup> l'intendant.... ce que le R. P. Payan, supérieur de la maison de l'Oratoire, a accepté. »

### III.

#### *Assemblée du corps de ville.*

« Aujourd'hui, 23<sup>me</sup> jour de février 1719, en l'assemblée ordinaire tenue en la salle de l'hôtel de ville de Niort, par nous, François Desprez, écuyer, sieur de la Potterie,..... ont comparu en personnes M<sup>re</sup> François Payan, prêtre, supérieur de l'Oratoire de cette ville, et M<sup>re</sup> François

collège, lesquels nous ont remontré que par acte de la  
assemblée générale des habitants de cette dite ville  
du 18 décembre 1716.....

« En conséquence de cet acte, les dits PP. de l'Oratoire  
ont enseigné les classes de sixième, cinquième, quatrième  
et troisième en l'année 1717, et depuis ils ont fait faire  
des régentes pour enseigner la seconde ou humanité, la  
rhétorique, et comme ils ont fait le tout à leurs dépens  
les cinq livres qu'ils ont fait payer à chacun escolier, en  
conformité du susdit acte, n'ayant point suffi pour entretenir  
les dites classes, et qu'il n'est pas possible qu'ils puissent  
continuer à enseigner les susdites classes, sans qu'ils aient  
secours de cette ville, jusqu'à ce que qu'ils aient obtenu  
la réunion de quelques bénéfices en faveur du dit collège,  
ils nous prient d'avoir égard à leur remontrance et de leur  
donner le moyen de soutenir l'établissement du dit collège,  
naissant aux offres qu'ils font, tant pour eux que pour  
de leur congrégation, d'exécuter toutes les clauses et  
conditions ci-dessus et celles établies en le susdit acte,  
et ont signé :

« PAYAN, prêtre et supérieur de l'Oratoire de cette ville.

« DUPLEIX, prêtre de l'Oratoire et préfet du collège. »

« Le procureur syndic de cette dite ville.....  
attendu que les RR. PP. de l'Oratoire de cette ville  
sont point en état de soutenir la dépense qu'il leur faut  
faire pour entretenir les sept régentes et un préfet, et  
qu'il est de son devoir de nous remontrer qu'il se doit  
propos de prendre sur le revenant bon des droits de  
qui se perçoivent aux portes de cette ville depuis le  
premier octobre dernier, la partie du roy préalablement  
acquittée, la somme de deux mille quatre cents livres  
sera annuellement payée aux RR. PP. de l'Oratoire de  
charge par eux de tenir le dit collège composé des sept  
sept classes et d'une préfecture, qui seront enseignées

sept régents et un préfet, et qu'ils ne pourront recevoir qu'une livre de chacun escolier, et comme il est ci-dessus expliqué, à la charge aussi qu'aussitôt que les dits RR. PP. de l'Oratoire auront obtenu quelques réunions de bénéfices, ou qu'il leur sera donné quelques biens à quelque titre que ce soit jusqu'à la concurrence de la susdite somme de 2,400 livres, on cessera de leur en faire le paiement, et au dit cas seront tenus à toujours et à perpétuité d'enseigner les susdites classes, sans pouvoir s'en dispenser, sous prétexte que les dites réunions de bénéfices et dons à eux faites n'ont été faites qu'en faveur de leurs maisons et non du collège, et a signé,

« BONNEVAL. »

« Sur quoy, la matière mise en délibération, attendu que nous ne pouvons disposer des deniers communs de cette ville, sans le consentement des habitants de cette dite ville, avons arrêté et délibéré que le présent acte d'assemblée leur sera par nous communiqué en assemblée générale, qui sera par nous convoquée demain, une heure de relevée, au Palais-Royal de cette dite ville..... »

#### IV.

##### *Assemblée générale des habitants (1).*

« ..... les habitants sont d'avis qu'il soit annuellement payé aux RR. PP. de l'Oratoire, par demi-année, la somme de 2,400 livres pour la nourriture des dits préfet et régents, laquelle somme sera prise, sous le bon plaisir du Roy, sur le revenant bon ou excédant des droits d'entrée.....; le paiement diminuera au fur et à mesure que les RR. PP. de l'Oratoire obtiendront la réunion de quelques bénéfices, ou qu'il leur sera fait quelques dons qui seront toujours présumés faits en faveur du dit collège,

(1) *Extrait des registres de l'hôtel de ville.*

réunion et de donation ou autrement, ce que les RR. PP. ont accepté, promis d'exécuter et faire approuver par leur R. P. général; ont promis, ce requérant les habitants, ne plus recevoir à l'avenir aucune somme des escoliers, tant pour prix qu'autrement, au moyen d'un paiement annuel de la somme de 2,400 livres. F. arrêté..... »

## V.

### *Arrêt du Conseil d'État sur l'établissement du collège de l'Oratoire (1).*

« Extrait des registres du Conseil d'Etat sur la requête présentée au roy, estant en son conseil, par les magistrats, eschevins et habitants de la ville de Niort, concernant leur ville qui est grande et fort peuplée, et qui est un trepôt des provinces circonvoisines, manque néantmoins d'establissemens les plus utiles et les plus nécessaires, entre autres d'un collège pour l'instruction de la jeunesse que dans la vue d'y pourvoir, sous le bon plaisir de Sa Majesté, ils se seraient unanimement assemblés et ont par un acte du 18 décembre 1716, ils auraient requis le R. P. Durand, supérieur de la maison des pères de l'Oratoire de sa communauté établie depuis longtemps dans la ville, d'accepter à perpétuité le dit collège pour y tenir six classes de sixième, cinquième, quatrième, troisième, seconde, rhétorique et de philosophie, et qu'en attendant que les dits RR. PP. eussent trouvé les fonds convenables pour son entretien, les dits supplians seraient contents de leur donner une somme de mille livres une fois payée et auraient consenti qu'ils reçussent de chaque escolier étudiant 100 sols par an, aux conditions toutefois qu'ils auraient obtenu en faveur du collège des fond

(1) *Extrait des registres de l'hôtel de ville.*

par réunion de bénéfices, soit par donation, jusques à la concurrence de la somme de 2,400 livres de revenu annuel, ils ne recevront plus que 20 sols de chaque escolier par an, que par autre acte d'assemblée du 5 septembre 1717, tenue du consentement et par les exhortations du sieur Evesque de Poitiers, et en vertu de l'ordonnance du sieur de la Tour, maître des requêtes et intendant de la généralité de Poitiers, du deux du même mois, les suppliants auraient consenti à l'union de quelques chapelles en faveur des RR. PP. pour contribuer à l'établissement du dit collège, que depuis ayant plu à Sa Majesté de leur accorder, par arrêt du 25 juillet 1718 et lettres-patentes du 5 octobre ensuyvant, la commutation de leurs impositions en un droit à percevoir sur les marchandises et denrées qui entrent dans la ville, l'adjudication qui a été faite du dit droit par les sieurs commissaires de Sa Majesté produisant un excédant au-dessus de leurs impositions, dont une partie pouvait être utilement employée à l'entretien du dit collège, ils auraient, par autre acte d'assemblée du 26 février 1719, délibéré et arrêté que Sa Majesté serait très humblement suppliée de leur en accorder ses lettres patentes, et que *pour en soutenir la dépense, il leur serait permis, sous son bon plaisir, de prendre sur l'excédant du produit de leur tarif une somme de 2,400 livres pour être payée annuellement, et de six mois en six mois, aux dits RR. PP. de l'Oratoire pour l'entretien de sept classes et d'une préfecture, qui seraient enseignées par sept régents, avec ces clauses aussi que si par réunion de bénéfices ou par donation ils obtenaient jusqu'à la concurrence de la dite somme de 2,400 livres de revenu annuel, le dit paiement cessera de leur être fait par les suppliants, comme aussi qu'il diminuera à proportion du revenu des dites réunions ou donations, qu'ils enseigneront gratis sans rien exiger des escoliers étudiants, et comme les motifs qui engagent les suppliants à demander une pareille grâce à Sa Majesté sont assez puissants pour oser l'espérer de sa bonté, à cause des grands avantages qu'il y a lieu de*

trier de cet établissement, tant pour y faire l'ancien commerce de cette ville que pour la conversion des religionnaires, dont le nombre est fort considérable dans cette province, en contribuant à détruire peu à peu les semences de l'hérésie qui se perpétue dans les familles par la mauvaise éducation que les enfants reçoivent dans la maison paternelle. A ces causes, requièrent les supérieurs qu'il plaise à Sa Majesté, en autorisant les dites délibérations ci-dessus énoncées, leur accorder des lettres de l'établissement du dit collège en la maison des RR. PP. de l'Oratoire, conformément aux conditions portées aux dits actes d'assemblée du 18 décembre 1716 et 26 février 1717 et en conséquence qu'il leur soit permis de disposer de l'excédant du produit de leur tarif, leurs obligations préalablement acquittées, une somme de 2,400 livres pour être payée aux dits RR. PP. de l'Oratoire, de six en six mois et d'année en année, sur leurs simples quittances visées des maire et eschevins par le receveur des tailles de l'exercice, et ce à commencer du premier janvier 1718 en charge par eux d'enseigner gratis et d'exécuter les clauses et conditions insérées aux dits actes ; Vu la ratification des dits actes d'assemblée du 18 décembre 1716, du 26 février 1717 et 26 février 1719, ensemble le consentement du dit sieur Evêque de Poitiers du 6 avril 1717, l'ordonnance du sieur de la Tour du 2 septembre 1717, l'arrêt du Conseil du 25 juin 1718, l'arrêt du Conseil du 5 octobre 1718, l'adjudication faite le 3 mars 1719 par les dits sieurs commissaires de Sa Majesté des droits de la dite ville à Jean Savarit, moyennant 49,700 livres par chascun an, à commencer du premier janvier 1718, l'arrêt du Conseil qui confirme la dite adjudication du 18 avril ensuyvant, où le rapport du sieur Law, contrôleur général des finances, le Roy estant en son Conseil, de l'avis de M. le seigneur le duc d'Orléans, régent, a autorisé et homologué les dites délibérations des dits sieurs maire et eschevins et habitants de la dite ville de Nio-



18 décembre 1716, 5 septembre 1717 et 26 février 1719, jointes à la minute des présentes, ordonne Sa Majesté qu'elles seront exécutées selon leur forme et teneur, et conformément à icelles, a promis et promet Sa Majesté aux dits maire et eschevins de disposer en faveur des dits Pères de l'Oratoire jusqu'à la concurrence de la somme de 2,400 livres pour l'entretien de leur collège, à prendre sur le revenant bon et excédant des droits du tarif de la dite ville, les impositions préalablement acquittées, laquelle somme de 2,400 livres leur sera payée de six mois en six mois, en continuant ainsi d'année en année, sur leurs simples quittances visées des maire et eschevins, par le receveur des tailles en exercice, et ce à commencer du premier janvier 1719, lesquelles quittances seront passées et allouées dans les états et comptes que le dit receveur rendra du dit excédant et par devant qui il appartiendra, à la charge par les dits RR. PP. de l'Oratoire d'exécuter de leur part les clauses et conditions portées aux actes d'assemblées et notamment en celui du dit jour 23 février 1719, enjoint Sa Majesté au sieur de la Tour de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, pour l'exécution duquel arrêt seront toutes lettres nécessaires expédiées si besoin est. Fait au Conseil du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le 30<sup>me</sup> jour d'avril 1720. *Signé* PHÉLIPPEAUX.

« LOUIS, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à notre ami et féal conseiller en nos Conseils, maître des requêtes ordinaire de notre hôtel, le sieur de la Tour, commissaire départi pour l'exécution de nos ordres dans la généralité de Poitiers, salut ; Nous, de l'avis de notre très cher et amé oncle, le duc d'Orléans, régent, nous mandons et enjoignons par ces présentes signées de nous de tenir la main à l'exécution de l'arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie, ce jour d'huy donné en notre Conseil d'Etat, nous y étant, pour les causes y contenues ; commandons au notre huissier ou sergent sur ce requis de signifier le

n'en ignore, et de faire pour son exécution tous les  
et exploits nécessaires sans aucune permission, car  
est notre plaisir. Donné à Paris le 30<sup>me</sup> jour d'avril  
et de notre règne le cinquième. *Signé* Louis et  
*bas* : Par le Roy, le duc d'Orléans régent. S  
PHÉLIPPEAUX ».

« Jean Baptiste des Gallois, chevalier, s<sup>sr</sup> de la T  
conseiller du roy en ses Conseils, maître des requ  
ordinaire de son hôtel et Intendant de justice, polic  
finances en la généralité de Poitiers.

« Vu l'arrêt du Conseil d'Etat ci-dessus et  
sur iceluy du grand sceau de cire jaune, nous ordon  
qu'il soit exécuté selon sa forme et teneur. Fait à N  
le 21 novembre 1720, *Signé* DE LA TOUR. »

A la suite, sur les registres de l'hôtel de ville :

« Jesus Maria

« Nous soussigné Pierre-François Delatour, supér  
général de la congrégation de l'Oratoire de Jésus-Ch  
notre Seigneur, de l'avis et consentement des P  
Gilles François de Monteil, Jean Mérendol et Fran  
Joseph de Vezien, nos assistants, promettons co  
mément aux actes des assemblées de la ville de Nior  
18 décembre 1716 et 23 février 1719, premièrement  
notre collège dans la d. ville sera fourni de sept rég  
et d'un préfet, et qu'on n'exigera rien des écolier  
conséquence du fonds de 2,400 livres par an que la d.  
nous accorde pour l'entretien du d. collège ; secun  
que les frais de l'enregistrement des d. lettres  
l'établissement du d. collège seront payés par  
maison de Niort ; tertiò, *et quant aux mille livr*  
*nous promises par l'assemblée de 1716, sur lesqu*  
*on n'a encore perçu que la somme de 107 livres,*  
voulons que nos Pères de Niort s'en remettent à la b  
volonté de M<sup>rs</sup> de la ville de Niort. Fait à Par

6<sup>me</sup> décembre 1720. *Signé* P.-F. DELATOUR, G. T. MONTEIL, MÉRINDOL, DE VEZIEN, *et plus bas* : de l'ordre de notre T. R. P. général et de son conseil. F. GALIPAULT, secrétaire. »

*Et au dos est écrit* : « Je soussigné, supérieur de l'Oratoire de cette ville de Niort, certifie que le pouvoir et les seings apposés de l'autre part, savoir : du T. R. P. Delatour etc... sont véritables et ceux dont ils se servent ordinairement. A Niort le 19 décembre 1720. *Signé* : PAYAN, supérieur et prêtre de l'Oratoire.

« Les originaux des arrêt et pouvoirs ci-dessus sont restés ès mains de M<sup>e</sup> Claude Arnauldet, secrétaire du corps de cette ville, conformément à l'acte de ce jour d'huy, 19 décembre 1720, dont nous maire et échevins soussignés, ce requérant le d. procureur syndic, avons donné acte les jour et an que dessus, et s'est le sieur Payan avec nous soussigné.

*Signé* « ESSERTEAU, maire, LOUIS ARNAULDET, VASLET MALLERAY, BION DU PARC, échevin, MACÉ, PAYAN, supérieur de l'Oratoire, ARNAULDET, secrétaire. »

## VI.

*Lettres patentes pour l'établissement d'un régent pour la sixième classe au collège de Niort en Poitou (1).*

« LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE à tous ceux qui ces présentes verront Salut; nos chers et amez les Maires, Echevins et habitants de la ville de Niort, généralité de Poitiers, Nous ont fait représenter que nous aurions par arrest de notre Conseil du trente avril 1720 et nos lettres patentes sur iceluy du vingt may en suivant autorisé et homologué leurs délibérations des dix-huit décembre 1716, cinq septembre 1717

(1) *Archives de Niort*, n<sup>o</sup> 2240.

plaisir ils ont requis les Prestres de l'Oratoire établis  
la ditte ville, il y a plus d'un siècle, d'accepter à perpétuité  
un collège dans leur maison pour y tenir les classes de  
*cinquième, quatrième, troisième, seconde, rhétorique  
logique, physique* (1) et une préfecture, et en conséquence  
Nous avons ordonné que les d. délibérations  
seroient exécutées selon leur forme et teneur aux clauses  
et conditions y énoncées et, conformément aux d. délibéra-  
tions, avons permis auxdits maire et échevins de dispenser  
en faveur des dits Prêtres de l'Oratoire jusqu'à concurrence  
de la somme de deux mil quatre cent livres de l'entretien  
du dit collège, à prendre sur le revenant-bon et excédant  
des droits de tarifs de la ditte ville et de ses impositions  
préalablement acquittées, ainsi qu'il est plus amplement  
expliqué par nos dits arrêts et lettres patentes, lesquelles  
ont été enregistrées en notre Parlement en la manière  
accoutumée suivant l'arrêt du vingt huit may 1721 et au  
greffe du siège royal de la ditte ville le neuf juillet de la  
même année, que les exposants ont veu avec une entière  
satisfaction et ont promis de faire le dit collège; les écolliers  
y faire tous les progrès auxquels on pouvoit s'attendre et  
détruire en la ditte ville l'hérésie par les soins et les  
attentions continuelles des Prêtres de l'Oratoire; mais  
que depuis ayant considéré avec les dits habitants que le  
s<sup>r</sup> Richard d'Emery, habitant de la ditte ville, qui ensei-  
gnoit la sixième classe en vertu de la commission qu'ils  
luy avoient donnée, étoit parti de la ditte ville et passé  
en Irlande, lieu de sa naissance, dès les premiers jours  
de septembre dernier et qu'il seroit beaucoup plus utile et  
plus avantageux qu'une sixième classe, comme les autres,  
fût enseignée par les dits prestres de l'Oratoire, parce  
qu'il est difficile de trouver des personnes établies dans  
une ville, que des aff

(1) Les lettres patentes de 1720 portaient : *sixième, cinquième, quatrième, troisième, seconde, rhétorique et philosophie*.

domestiques occupent, qui demeurent éloignées du collège, puissent se rendre en classe aux heures marquées avec cette exactitude absolument nécessaire pour contenir de jeunes enfants, que le bon exemple qu'on doit donner à de jeunes écoliers si susceptibles (à cet âge) de mauvaises impressions n'est pas d'une moindre considération, qu'il est souvent arrivé que ces régents externes se sont présentés au collège hors d'état de pouvoir faire la classe, ce qui a obligé de renvoyer les écoliers, qu'il est difficile que de tels maîtres puissent élever les enfants dans la piété et leur en donner les principes plus nécessaires encore que ceux de la langue latine ; enfin que la manière d'enseigner, souvent différente de celle du collège, retarde et même dégoûte les enfants du latin, que les dits exposants ayant aussy considéré que pour donner de l'émulation aux écoliers du dit collège, dont le nombre s'augmente de jour en jour, il seroit à propos de leur distribuer des prix de deux ans en deux ans, suivant la pratique des autres collèges, ils se sont assemblés avec les d. habitants et par leur délibération du six octobre dernier, acceptée par le supérieur de la maison des dits Prêtres de l'Oratoire, il a été sous notre bon plaisir unanimement convenu d'établir une sixième classe pour être enseignée dans le collège des dits Prêtres de l'Oratoire par l'un d'entre eux ; et qu'il sera distribué de deux ans en deux ans aux écoliers du dit collège des prix qui seront marqués aux armes de la ditte ville et distribués au nom du corps de ville en présence des exposants et de leurs successeurs, maires et échevins, par les supérieurs de la maison et preffet du dit collège, au jour qu'il sera convenu entre les d. supérieurs, preffet et les maires et échevins, et que pour en soutenir la dépense il seroit pris sur l'excédant des droits de tarif et octroys sur quitances visées des maires et échevins par le receveur de la ditte ville, à commencer du premier janvier mil sept cent trente trois, en continuant ainsy de six mois en six mois et d'année en année et que les dittes

le dit receveur rendra du dit excédent et octroys  
devant qui il appartiendra, à la charge par les pr  
de l'Oratoire d'exécuter de leur part les clauses et  
ditions portées ausdits actes d'assemblée, avons en  
à notre commissaire départy en la généralité de Poi  
de tenir la main à l'exécution de notre dit arres  
lequel nous avons ordonné que toutes lettres nécess  
soient expédiées, lesquelles les exposants nous ont  
humblement fait supplier leur vouloir accorder. A  
CAUSES, de l'avis de notre Conseil et conformément  
notre dit arrêt du vingt-neuf janvier dernier cy att  
sous le contre-scel de notre chancellerie, nous avons  
ces présentes signées de notre main autorisé et h  
logué, autorisons et homologuons la ditte délibér  
des maires et échevins et habitants de la ditte vil  
Niort du six octobre mil sept cent trente un, ordon  
qu'elle soit exécutée selon sa forme et teneur et co  
mément à icelle permettons auxd. maire et échevi  
disposer en faveur des d. prêtres de l'Oratoire ju  
concurrence de la somme de trois cent livres  
l'entretien du régent qui enseignera la sixième clas  
dit collège à prendre sur le revenant bon et excéder  
droits du tarif de la ditte ville ses impositions pr  
blement acquittées et la somme de quarante livres  
l'achat des prix que nous voulons estre distribués  
écoliers du dit collège de deux ans en deux ans  
manière expliquée en la ditte délibération du six oc  
mil sept cent trente un à prendre sur les octroys  
ditte ville, lesquelles deux sommes seront payées, so  
celle de trois cent livres de six mois en six moi  
celle de quarante livres d'année en année sur les si  
quittances des dits prêtres de l'Oratoire visées des  
maire et échevins par le receveur de la ditte vil  
commencer du premier janvier mil sept cent trente  
en continuant ainsy de six mois en six mois et d'  
en année, voulons que les dittes quittances soient pa

et allouées dans les états et comptes, sur le revenant bon du dit tarif la somme de trois cent livres pour estre payée annuellement ausdits prestres de l'Oratoire pour l'entretien du régent qui enseignera la ditte sixième classe, les impositions de la ditte ville préalablement acquittées à condition que les d. prêtres ne pourront rien prendre ny exiger des écoliers, qu'il a encore été convenu par la même délibération qu'il seroit pris annuellement sur les deniers d'octroys qui appartiennent au corps de la ditte ville la somme de quarante livres destinée pour les gages du principal qui enseignoit les premières classes des humanités en conformité de l'arrêt de notre Conseil du six février 1683, laquelle avec celle cy dessus de trois cent livres sera payée ausdits prêtres de l'Oratoire, à commencer le premier payement au premier janvier 1733 et en continuant d'année en année à la charge par eux d'exécuter les clauses et conditions insérées au dit acte et sans donner atteinte à celles énoncées dans les d. délibérations des dix-huit décembre 1716, cinq septembre 1717 et vingt-six février 1719, les exposants s'estant pourvus par devant nous. Nous aurions par arrêt de notre Conseil du vingt-neuf janvier dernier, conformément à l'avis du s<sup>r</sup> de Baussan, autorisé et homologué la ditte délibération des maires et échevins et habitants de la ditte ville de Niort du six octobre dernier qui est demeurée jointe à la minutte de notre dit arrêt du vingt-neuf janvier aussy dernier, ce faisant avons ordonné que la ditte délibération seroit exécutée selon sa forme et teneur, et conformément à icelle avons permis ausd. maires et échevins de disposer en faveur des d. prêtres de l'Oratoire jusqu'à concurrence de la ditte somme de trois cent livres pour l'entretien du régent qui enseignera la sixième classe du dit collège, à prendre sur le revenant bon et excédant des droits du tarif de la ditte ville, ses impositions préalablement acquittées et la somme de quarante livres pour l'achat des d. prix qui seront distribuez aux écolliers du dit collège de deux

deliberation du six octobre 1731, à prendre sur  
octroys de la ditte ville, lesquelles deux sommes ser  
payées, scavoir celle de trois cent livres de six mois  
six mois et celle de quarante livres d'année en an  
sur les simples quittances des prestres de l'Oratoire  
dit receveur rendra compte du dit excédent et octroys  
devant qui il appartiendra, à la charge par les dits pres  
de l'Oratoire d'exécuter de leur part les clauses et condit  
portées ausdits actes d'assemblée. SY DONNONS EN M  
DEMENT à nos amez et féaux conseillers, les gens ten  
notre cour de Parlement à Paris, sénéchal de Poitou  
son lieutenant général à Niort et à tous autres  
justiciers et officiers qu'il appartiendra que ces prése  
ils aient à faire registrer et du contenu en icelles f  
jouir et user les dits exposants plainement et paisiblem  
selon leur forme et teneur, car tel est notre pla  
Donnée à Versailles le trente unième jour de mars  
de grâce mil sept cent trente deux et de notre règn  
dix-septième.

*Signé: « LOUIS ».*

*« Par le Roy : PHÉLIPPEAUX. »*

*« Registrées ouy le procureur général du Roy p  
estre exécutées selon leur forme et teneur et jouir par  
impétrans et les dits prestres de l'Oratoire du collèg  
la ville de Niort et leurs successeurs au d. collèg  
leur effet et contenu aux charges et conditions por  
aux dittes Lettres patentes, en celles du vingt may  
sept cent vingt, en l'arrest d'enregistrement d'icelle  
vingt-huit may mil sept cent vingt et un, en la dé  
ration du six octobre mil sept cent trente et un, sui  
l'arrest de ce jour à Paris en parlement le dix décem  
mil sept cent trente trois.*

*Signé: « DUFRANC ».*

*« Registrées en la Chambre des Comptes ouy  
procureur général du Roy pour jouir par les impétr*



*de l'effet et contenu en icelles et estre exécutées selon leur forme et teneur suivant et aux charges portées par l'arrest sur ce fait le douze aoust mil sept cent trente quatre.*

*Signé : « NOBLET ».*

## VII.

### *Arrêt du Conseil d'État qui autorise l'augmentation de la dotation du collège (1).*

« Vu par le Roy, étant en son Conseil, la délibération prise le 16 juillet 1778, par les maire et eschevins de Niort en Poitou, sur les représentations du sieur Jean Servant Duvivier, prêtre et visiteur de la congrégation de l'Oratoire, Joseph-Louis Leclerc, prêtre de la dite congrégation, supérieur de la maison et collège de Niort, et Pierre Chevas, aussi prêtre de la congrégation et missionnaire de la dite maison, les dites représentations contenant que les bâtiments, où se tiennent les classes et qui leur appartiennent, menaçaient tellement ruine que, pour prévenir les accidents que leur chute pourrait occasionner, ils ont fait démolir une partie des dits bâtiments, et que ce qui reste sur pied est dans un tel état de dépérissement qu'il est indispensable de reconstruire le tout, qu'ils n'ont pour fournir à cette dépense et à celle de leur nourriture et de leur entretien qu'une somme de 2,700 livres qui leur est annuellement accordée par la communauté pour un préfet des classes et huit régents, que cette somme est insuffisante, surtout actuellement que toutes les denrées sont renchéries, que dans cet état il serait à désirer que la dite communauté augmentât la dite dotation, et qu'elle la portât annuellement à 600 livres pour chacun des huit régents et préfet. Ce qui ferait une somme annuelle de 5,400 livres, au moyen de laquelle les dits prêtres de

(1) *Extrait des registres de l'hôtel de ville.*

reconstruction des bâtiments du dit collège, sur lesquels représentations les dits maire et échevins ont pris la délibération du 16 juillet 1778, sur laquelle ils ont arrêté de porter la dite dotation des dits prêtres de l'Oratoire desservant le collège de Niort à la somme annuelle de 5,400 livres, et de leur fournir un logement pendant le temps que durera la reconstruction des bâtiments du dit collège, à la charge par les dits prêtres de l'Oratoire de reconstruire à leurs frais les dits bâtiments, vu par conséquent l'avis de l'intendant de la généralité de Poitou, où le rapport,

« Le Roy étant en son Conseil a approuvé et confirmé l'arrêté qui approuve et confirme la dite délibération prise le 16 juillet 1778 par les maire et échevins de la ville de Niort, vu qu'elle soit exécutée en toutes ses charges, clauses et conditions, et qu'en conséquence il soit payé annuellement des fonds et revenus de la ville de Niort au préfet et aux huit régents qui desservent le collège de la ville la somme de 5,400 livres, à raison de 600 livres pour chacun d'eux et de leur fournir un logement convenable pendant le temps que durera la reconstruction des bâtiments du dit collège, à la charge néanmoins par les dits prêtres de l'Oratoire desservant le collège de faire faire la reconstruction à leurs frais. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté étant, tenu à Versailles le 15 avril 1780.

*Signé « AMELOT. »*

---

## CHAPITRE X.

### **Etablissements religieux et assistance publique.**

Les établissements charitables de la ville de Niort ont été étudiés par Apollin Briquet. Le travail qu'il avait

sur ce sujet a été publié, après sa mort, par Abel Bar-  
donnet (1). L'auteur s'occupe d'abord de deux fondations  
d'aumône, celle dite du *Bilon*, et une autre connue sous  
le nom de *Charité de la Blée*. La première était admi-  
nistrée par le prieur de Notre-Dame ; la seconde par le  
corps de ville. Les comptes du receveur de la commune,  
pour l'année 1487-88, contiennent sur la Charité de la  
Blée des détails intéressants qui sont reproduits et com-  
mentés dans un mémoire de Briquet, antérieur et publié  
par lui-même (2). Bien qu'en principe les finances de la  
ville ne fussent pas intéressées dans cette fondation cons-  
tituée par des donations particulières, cette année-là le  
corps ajouta 47 livres aux fonds disponibles et l'usage  
d'une subvention à cet égard paraît avoir été habituel,  
pour une somme plus ou moins élevée. La Charité de la  
Blée disparut d'ailleurs dans le cours du xvi<sup>e</sup> siècle, à une  
époque indéterminée, c'est-à-dire que les quelques rentes  
en blé qu'elle possédait cessèrent d'être payées, ou furent  
réunies aux Aumôneries.

La ville avait, dès le xi<sup>e</sup> siècle, deux établissements de  
ce nom, celui de St-Georges-de-Beauchamp, le plus  
important, et celui de St-Jacques. Les administrateurs  
étaient, dans le principe, des ecclésiastiques, et furent pris  
ensuite dans le sein du corps de ville qui nommait à ces  
fonctions l'un de ses membres, sous le titre d'aumônier,  
avec dix livres de gages suivant les plus anciens documents  
connus. Ces émoluments furent ensuite portés à cinquante  
livres. Après la réduction de 1681, le maire devint de  
droit aumônier et ne dut rien toucher pour cette charge.  
Ainsi que nous l'avons indiqué dans les sommaires des  
chapitres, le budget de la ville et celui des aumôneries  
étaient distincts. Les deniers de la ville ne contribuaient

(1) *Les établissements charitables à Niort*. Œuvre posthume de  
M. Apollin Briquet. (*Mémoires de la Société de statistique*, 2<sup>e</sup> série, xx.)

(2) *Commentaires sur les comptes rendus par les receveurs de  
Niort (1487-88, 1490-91)*, par M. Apollin Briquet. (*Mémoires de la  
Société de statistique*, 1<sup>re</sup> série, ix.)

l'on sait de cette administration par l'échevinage est leurs une mauvaise page de son histoire ; nous avons plusieurs endroits cité les faits qui firent peser sur les aumôniers de graves soupçons de malversation dans le maniement du fonds des pauvres.

Après ces indications préliminaires, nous exposons maintenant, dans la mesure où le permettent nos archives, ce que la ville de Niort fit aux différentes époques pour assister les pauvres et les malades, et aussi pour subvenir aux besoins du culte religieux.

En 1454, les aumôniers élus par le corps de ville recevaient dix livres. L'assemblée nommait aussi un receveur de la Charité de la Blée aux gages de cent sols, ou qui donnait un supplément de pareille somme au receveur de la commune pour remplir ces fonctions (1). En outre, il est dit expressément, dans un procès-verbal de 1455, que les *fruits* de la Charité de la Blée ne sont pas suffisants et le surplus sera donné aux frais de la ville (2). En 1457, le surplus de distribution est liquidé à 70 sols (3). En 1536, la ville donna, comme il est dit plus haut, 47 livres ; en 1536, 20 livres sans compter les frais accessoires, 30 livres en 1537 et 1538. Le 30 juin 1536, le procureur syndic *avait remontré* que sur les rentes autrefois données pour cette œuvre de bienfaisance, il y en avait très peu payées, et qu'en fait la charité se faisait aux dépens de la ville. L'époque n'était pas éloignée où elle devait tomber absolument en désuétude. A la vérité, cette institution ancienne n'était pas pour les pauvres un soulagement efficace ; l'aumône consistait en une distribution de pain faite un seul jour de l'année, le 3 mars, fête de la Sainte Croix.

Un usage curieux de cette époque, et qui se perdit

(1) *Assemblée du 19 mars 1454.*

(2) *Assemblée du 7 février 1455.*

(3) *Assemblée du 27 août 1457.*

longtemps, était l'allocation de gages à un ou plusieurs médecins sur les deniers publics. En 1454, un seul, nommé Jehan Tartax, recevait 10 livres par an (1). Il fut congédié dans cette même année, nous ne savons pour quelle raison, et alla résider à Poitiers, d'où il fut rappelé ensuite, mais ne voulut pas revenir. Il fut remplacé par M<sup>e</sup> Robert, puis par M<sup>e</sup> Guillaume Lemoyne qui touchait 15 livres. Ce dernier ne satisfaisait sans doute pas le public, car, en séance du corps, Jehan Bastien et Jehan Jourdan firent opposition au paiement de ses gages (2). Beaucoup plus tard, en 1536, la ville subventionnait deux médecins, M<sup>es</sup> Jacques Gastavoyne et Nicolas Pageau, et la même opposition qu'autrefois au paiement de leurs émoluments se produisit dans l'échevinage (3). L'année suivante cependant, ceux des membres qui avaient refusé la dépense s'étaient départis de leur opposition ; aussi M<sup>e</sup> Gastavoyne demanda alors et obtint d'être continué dans ses gages, qui étaient de 20 livres par an, en plus d'être payé d'un arriéré se montant à 15 livres. Cela fut décidé sous la condition qu'il n'y aurait plus aux gages de la ville qu'un seul médecin, qui visiterait les malades des aumôneries *une fois par semaine*, et en outre traiterait gratuitement les pauvres. L'institution d'un médecin rétribué sur les fonds de la commune ne subsista pas longtemps après cette époque ; nous ne pouvons indiquer précisément quand elle fut supprimée, à cause de la longue lacune de 30 ans que présente ici la série des registres. Ce fut assurément dans cette période, car les archives de l'hôtel de ville n'en font plus mention dans les années postérieures.

Les dépenses faites par la ville, au cours du xvii<sup>e</sup> siècle, en faveur de quelques ordres religieux présentent le caractère d'assistance publique indiqué dans le sommaire général des chapitres de ce travail ; mais, dans les xv<sup>e</sup> et

(1) Assemblée du 2 janvier 1454.

(2) Assemblée du 19 septembre 1457.

(3) Assemblée du 30 septembre 1536.

xvi<sup>e</sup> siècles, les sommes attribuées par l'échevinage aux établissements religieux, de même que la contribution des corps à certaines cérémonies, n'eurent d'autre objet que de relever l'éclat du culte, d'aider ses desservants, d'associer la religion à la vie publique en favorisant son exercice et ses pratiques.

L'échevinage de Niort était bienfaiteur du couvent des frères mineurs de Saint-François, autrement dit des Cordeliers, très anciennement établis dans la ville. Il n'est sans doute beaucoup aidé à la fondation de cette maison que depuis il protégeait et aidait de ses deniers (1).

(1) *Assemblée du 26 octobre 1537.* Les Cordeliers, vu leur pauvreté et les réparations urgentes qu'ils sont obligés de faire, demandent une somme des deniers de la ville.

*Assemblée du 29 mars 1538.* Les religieux de Saint-François remontrent que leur vieux dortoir est tombé et qu'ils n'ont pas de quoi pour payer les ouvriers qui le refont, et demandent à ce que la ville leur aumône quelques deniers et qu'ils prient Dieu pour le salut de la ville,

Délibéré qu'on leur aumônera 10 livres sur la première entrée d'argent.

*Assemblée du 24 septembre 1638.* Sur ce qui a été remontré par Louis Coyaud, eschevin, faisant pour les susdictz religieux Cordeliers de ceste ville, que la congrégation des pères de cette province estant assignée au commencement du mois de septembre prochain, auquel se doivent rendre jusques au nombre de quatre religieux, au moyen de quoy les d. gardiens et religieux de ce couvent seront obligés de faire de grandes et extraordinaires despences pour replanter le corps de vouloir bien leur faire départir quelques charités pour y subvenir.....,

A été délibéré et conclud à la pluralité des voix qu'il sera fait le plus promptement que faire se pourra aux gardiens et religieux Cordeliers de ceste ville la somme de cent cinquante livres par moitié sur le revenu du dixiesme et de l'aumosne de cette ville, et en ce payant seront et demeureront les receveurs et aulmosnier deschargez, — sans toutesfoys que les d. religieux ne puissent en façon quelconque user d'aucune contraincte pour le payer ces cent cinquante livres comme estant une simple aumosne de la ville entend leur faire, et où ils voudroient se mettre en devoir de faire le d. corps les a dès à présent desclarez descheuz de ceste ville.

Le registre de 1457 contient mention d'une subvention accordée à un autre ordre religieux : dix livres aux Augustins de Poitiers pour leur aider à tenir un chapitre général.

les échevins, conseillers et pairs du corps étaient-ils, en reconnaissance de leurs bienfaits, reçus *des confrères du dit ordre*, et qui plus est, admis à *être ensevelis, si bon leur semblait, en habit du dit ordre et dans le couvent de cette dite ville, et étaient tenus les dits religieux de bailler le dit habit* (1). En outre, chaque année, un service était célébré dans la maison de Saint-François pour les membres du corps décédés (2).

Après que Niort eut été reconquis sur les Anglais par le connétable Du Guesclin, l'usage s'établit et se perpétua longtemps de faire, le jour anniversaire de la reprise, une procession à la chapelle de Recouvrance construite en commémoration de cet événement à l'extrémité du faubourg du Port. La messe d'actions de grâces était chantée dans l'église de Notre-Dame (3), mais les Cordeliers figuraient en première ligne dans la cérémonie, et la somme qui leur était allouée pour ce service était beaucoup plus forte que celle des honoraires de l'officiant de Notre-Dame comptés à cinq sols. En 1491, les religieux de Saint-François recevaient 40 sols (4), et en 1537, 60 sols (5). Nous devons ajouter que les comptes d'Abraham Gaschet, document très complet et intégralement conservé, ne renferment aucun article de dépense pour la procession du jour de la reprise (6). Dans l'intervalle, cette solennité patriotique était tombée en désuétude, probablement par le fait des guerres de religion.

(1) *Thrésor de Nyort*, p. 159.

(2) *Thrésor de Nyort*, p. 215.

(3) Le xv<sup>me</sup> jour d'avril à Messire Jehan Bonnet, vicaire de Notre-Dame, pour la messe à notte et pour faire la procession le jour de la reprinse. . . . . v sols.

(Comptes de Guillaume Tarquex, 1490-91.)

(4) Item a baillé et payé le dict receveur à Guyot Sabiron, apothicaire, receveur des frères mineurs de la dicté ville pour le service que les dits frères mineurs ont accoustumé faire par chacun an à la procession et reprinse de la dicté ville la somme de xl sols tournois. (*Comptes de Guillaume Tarquex*, 1490-91.)

(5) *Assemblée du 27 avril 1537*.

(6) Voir ces comptes dans l'*Appendice* au chapitre de la **Gestion financière**.

confrères, les maire, echevins, conseillers et pairs de Niort, leur était payé dix livres de toute ancienneté. L'allocation en fut confirmée par l'arrêt de 1683. Cette cérémonie religieuse paraît avoir été d'usage constant jusqu'à la fin de l'ancien régime. Le corps de ville, dans sa séance du 14 février 1748, liquidait quelques dépenses arriérées, parmi lesquelles le coût des lettres d'invitation pour le service aux Cordeliers de feu Thibault de Bouteville, mort dans l'exercice de la mairie le 4 octobre 1747. Plusieurs maires et échevins furent enterrés dans le cimetière, entre autres Augier de la Terraudière. Les armoiries de ceux qui y avaient leur sépulture étaient placées sur les cloîtres. En 1679, au sujet d'un secours accordé aux religieux pour la construction des voûtes de leur église, fut décidé que les armes de Niort seraient apposées sur l'une des clefs (2). On doit conclure des termes de la délibération qu'il n'y eut pas avant cette année-là de vote en pierre au-dessus de l'église de Saint-François.

Les Cordeliers, et plus tard également les Capucins, faisaient à Niort des prédications payées par le corps de ville. Un procès-verbal d'assemblée de 1538 contient une appréciation très flatteuse des talents d'un religieux de l'ordre de Saint-François, M<sup>re</sup> Jehan de Troye, qui avait prêché l'Avent et le Carême. Le corps de ville lui con-

(1) *Assemblée du 4 juillet 1625.* Les religieux Cordeliers de cette ville seront payés des *dix livres qu'ils ont accoustumé d'avoir chascun an* pour le service à l'hôpital de ceste ville. Leur sera payé 20 livres pour les deux années du dit service à eux deues et échues la feste de St-Jean-Baptiste du mois passé.

(2) *Assemblée du 16 juin 1679.* Proposé par Christophe Auzanet que les Cordeliers font voûter leur église et demandent aide. On leur donne 300 livres à charge du service annuel pour les maire et échevins le 12 juin. Les armes des plus considérables de la ville sont dans les cloîtres ; on apposera sur la voûte les armes de la ville.

[D'après les termes de ce vote, le corps avait l'intention, à cause de cette subvention de 300 livres, de s'exonérer du *paiement annuel de dix livres pour le service*. L'arrêt de 1683 ne tint pas compte de cette délibération et rétablit la rétribution de dix livres.]



ses honoraires plus largement qu'il n'avait coutume, et eut en outre pour lui des attentions particulières (1). Même à l'époque où les Cordeliers étaient le seul ordre d'hommes existant à Niort, ils n'avaient pourtant pas le monopole des prédications extraordinaires. En 1535 et 1536, on avait eu M<sup>re</sup> Loys Benet, docteur en théologie, prieur des Carmes d'Aulnay, qui reçut 10 livres pour l'Avent et 15 livres pour le Carême, puis après lui, en 1536 et 1537, un Dominicain, le frère Dominique Feret, auquel il fut alloué pour les mêmes causes 7 livres et 15 livres.

Apollin Briquet a écrit dans ses *Commentaires sur les comptes des receveurs* que, chaque année, un moine de l'ordre des Dominicains venait à Niort prêcher l'Avent et le Carême, et que ces prédications se faisaient sous la halle, les curés ne voulant pas permettre qu'un étranger vînt dans les églises paroissiales empiéter sur leur ministère. Nous ne croyons pas que ceci soit exact. D'abord, le prédicateur n'était pas nécessairement un dominicain ; puis l'existence d'une chaire sous la halle ne prouve pas que le prédicateur étranger ne se fit pas entendre ailleurs. Cette chaire sous la halle était d'ancienne date (2). En 1491, le corps de ville la faisait réparer (3). Elle subsistait en 1624 ; un père Calixte, de

(1) *Assemblée du 24 mars 1538*. Il sera donné au prédicateur 100 fagots pour le soulagement de sa personne.

*Assemblée du 26 avril 1538*. Touchant M<sup>re</sup> Jehan de Troye, religieux de l'ordre de Saint-François, qui a prêché l'Avent et le Carême en cette ville, vu sa qualité, sa littérature, son travail et qu'il n'a pas quêté, il lui sera donné 25 livres ; le receveur paiera ses frais de conduite de Poitiers à Niort et lui donnera 50 sols pour le faire reconduire à Poitiers ; de plus, on le priera de rester pour gardien en cette ville et on le fera élire.

(2) Il y a d'autres exemples de ces chaires en plein vent. A Vitré, par exemple, on en voit une en pierre accolée extérieurement à l'église paroissiale.

(3) Le 20 may 1491, feys fère une eschalle pour la chaire du prescheur qui est en la halle de la dite ville avec deux grans crochetz de fer pour tenir l'eschalle à la dite chaire, dont j'ay payé de la dite eschalle et crochetz xij sols vj deniers. (*Comptes de Guillaume Tarquex, 1490-91.*)

des prédications incendiaires, approuvant et encourageant les gens qui pillaient les grains amenés au port de Niort pour y être embarqués. Sur la plainte de l'échevinage, fut rappelé à l'ordre par l'évêque de Poitiers.

Ces prédications en plein vent avaient cependant subi une longue interruption, d'abord pendant les guerres de religion, par force majeure, tout le temps que les réformés dominèrent à Niort, et légalement ensuite en vertu d'un règlement fait pour l'exécution de l'Edit de Nantes. Lorsque les troubles religieux surgirent de nouveau du fait de la minorité de Louis XIII, le règlement de 1599 fut ouvert, et, en 1622, les réformés réclamèrent vainement contre la reprise de ces prédications formellement autorisées auparavant par lettres royales de l'année précédente. Le blocus de la Rochelle était commencé et les catholiques pouvaient librement opprimer la minorité protestante. Il fallut l'incident de l'émeute de 1624 pour faire sentir le danger des excitations qui empruntaient le prestige et l'autorité de la religion. Sans que cela soit dit explicitement dans les documents qui nous restent, il paraît certain que les prédications de la halle tombèrent en désuétude à partir de cette époque. Mais la ville n'en continua pas moins à verser chaque année les honoraires d'un prédicateur étranger qui parlait du haut de la chaire des églises paroissiales ; c'est dit expressément, comme nous allons le voir.

Les registres du XVII<sup>e</sup> siècle ne contiennent qu'un procès-verbal d'assemblée relatif aux honoraires des prédicateurs, et cette délibération (2) nous apprend d'abord

(1) D'après le rapport des commissaires Chalas et Amelot, envoyé à Niort en 1623 pour juger les griefs allégués tant par les protestants que par les catholiques, les Capucins auraient été autorisés à faire les prédications sous la halle par lettres patentes du 24 mai 1621. Ces lettres avaient été obtenues du roi pendant son séjour dans la ville ; il y était entré le dimanche 23 mai.

(2) *Assemblée du 28 avril 1679.* Il ne se trouve pas de fonds affectés aux paroisses pour la récompense et honoraires des prédicateurs qui prêchent la Dominicale alternativement aux dites paroisses.

que ce n'était plus pour les sermons de l'Avent et du Carême que le corps faisait une allocation, mais pour ceux de la Dominicale, c'est-à-dire de tous les dimanches de l'année, sauf précisément ceux de l'Avent et du Carême. Ces prédications se faisaient alternativement dans chaque paroisse, et enfin elles étaient devenues le privilège presque exclusif de l'ordre des Capucins. Cette sorte de monopole leur fut même reconnu par l'arrêt de 1683 qui attribuait *aux Pères Capucins, pour le paiement du prédicateur de la Dominicale* la somme de cent livres par an. En 1679, la délibération citée plus haut allouait 60 livres pour le même objet, et il faut remarquer la source où les puisait le corps de ville; non content de faire financer les juges consuls pour les gages des régents, comme nous l'avons vu au chapitre de l'**Instruction publique**, il leur imposa les honoraires du prédicateur, avec menace de leur retirer la chambre de l'hôtel de ville, s'ils refusaient. Les juges consulaires ne furent rien moins que satisfaits de cette exigence nouvelle et l'on sait que peu d'années après ils s'installèrent dans un local leur appartenant.

sont d'ordinaire les Pères Capucins de cette ville. Les commissaires nommés à l'assemblée de Notre-Dame n'auraient pas trouvé d'expédient plus prompt et plus certain que de prendre le dit fonds de la location de la chambre qu'occupent les juges consuls, *lesquels pourraient être augmentés*, attendu que ce qu'ils ont accoustumé de donner est très peu considérable eu égard à l'importance de la d. chambre et aux dégradations qui se commettent à cette occasion dans le présent hostel, dont mesme tous les degrés ont esté ruynés par l'affluence des parties qui viennent aux cours des juges consuls, lesquels d'ailleurs pourront aisément prendre ce fonds sur les amendes qu'ils reçoivent.

Conclud qu'il sera pris annuellement la somme de 60 livres pour le paiement des honoraires pour les prédicateurs de la Dominicale, laquelle somme sera payée par advance à chascune élection de juge consul.... *outré ce qu'ils ont accoustumé de paier aux sieurs Gastaud, principaux du collège....* Si les juges consuls refuseront faire la soumission à ce payement, a esté arresté que la d. chambre leur sera interdite, sauf à eux à se pourvoir comme ils adviseront pour acheter un hostel ou quelque autre endroit pour l'exercice de leur juridiction.

partir de 1683, une subvention de cent livres sur les revenus d'octroi, et même elle fut accrue ensuite par le corps de ville qui prit le supplément sur les deniers patrimoniaux. En 1732, les religieux demandèrent 250 livres pour leur en fut accordé 150, c'est à dire 50 livres en plus qu'ils touchèrent annuellement jusqu'en 1761 (2). L'année-là, ils revinrent à la charge et demandèrent 200 livres par an ; ils les obtinrent, même avec rétroaction pour 1760 (3). Ils furent rétribués ainsi pendant un certain temps, mais, d'après les comptes des dernières années, moins depuis 1774, ils paraissent avoir été ramenés au chiffre de 150 livres, tout compris.

(1) *Assemblée du 25 août 1732.* Les Pères Capucins ont présenté au Mgr l'intendant requête contenant que la rétribution de 100 livres pour la Dominicale n'est pas suffisante. Ils demandent 250 livres et paieront pendant l'Octave du Saint-Sacrement outre la Dominicale.

La requête a été renvoyée au corps de ville qui alloue 150 livres sur l'approbation de Mgr l'intendant. La Dominicale n'est prêchée qu'un mois, déduction faite de l'Avent, du Carême et des vacances pendant lesquelles le dominicallier ne prêche pas. Pendant l'Octave du Saint-Sacrement, cela concerne les fabriques. Des honoraires de 250 livres seraient une rétribution exorbitante.

(2) *Assemblée du 3 mai 1752.* Au R. P. Fulgence, gardien des Capucins, 50 livres de gratification, parce que la rétribution de 100 livres pour prêcher toute l'année la Dominicale alternativement dans les deux paroisses est trop modique.

Cette allocation est reproduite chaque année de 1732 à 1759.

(3) *Assemblée du 14 avril 1761.* Les Pères Capucins ont présenté au Mgr l'intendant de Poitou la requête suivante :

« Supplient humblement les Capucins de Niort et vous remercient respectueusement qu'ils sont chargés de prêcher les dimanches et fêtes dans les deux paroisses de cette ville, depuis la Toussaint jusqu'à la Nativité de la Sainte-Vierge, excepté l'Avent et le Carême pour lequel emploi ils sont obligés d'avoir un religieux unique occupé à cet objet ; la ville en paie l'honoraire à raison de 100 livres en conséquence de l'arrêt du Conseil du 6 février 1683, ce qui n'est pas suffisant pour la nourriture et l'entretien du prédicateur. Les Capucins vous prient très instamment d'ordonner qu'il leur soit alloué par le corps de ville la somme de 200 livres. »

Après délibération, le corps vota les 200 livres et ordonna ainsi pour l'année 1760.

L'arrêt de 1683 comprend trois articles concernant des rentes dues aux paroisses, chapelles et confréries religieuses, l'une de trois livres au curé de Saint-André, une autre d'une livre au chapelain de la chapelle de la Cagouette desservie en l'église Notre-Dame, enfin une troisième de 7 livres 10 sols aux confrères de Saint-Nicolas. Ces rentes étaient de tradition ancienne ; celle des confrères de Saint-Nicolas avait été mise, vers 1650, à la charge du fermier de la coutume de Sèvre, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué. Cette clause fut abolie par l'arrêt précité.

Ce même arrêt de règlement alloua 15 livres *pour les chandelles qui se distribuent aux maire et échevins à la Purification*, et 30 livres *pour les frais de la cérémonie du Sacre (Fête-Dieu), tant pour les flambeaux que le maire offre que pour les armoiries* ; c'est-à-dire que le corps de ville assistait officiellement aux deux processions de la Chandeleur et du Saint-Sacrement, les maire et échevins portant des cierges dans ces cérémonies. L'usage était ancien, mais nous devons dire cependant que les comptes du quinzième siècle ne comprennent aucune dépense à ce sujet. La première mention s'en trouve dans ceux d'Abraham Gaschet (1593-96), et encore ne s'agit-il que des cierges de la Fête-Dieu. Le libellé de l'article pouvait, il est vrai, ne pas avoir été fait avec détail complet. Depuis lors, les registres parlent souvent de cette dépense de cierges d'une manière plus ou moins explicite, citant quelquefois les deux fêtes, d'autres fois seulement celle du Saint-Sacrement (1). Dans le dix-huitième siècle,

(1) *Assemblée du 28 juin 1641*. Pierre Sergent sera payé de la somme de quatre livres à luy dheues pour les armoyries par luy fournyes au jour de la Feste-Dieu dernière.

*Assemblée du 26 juillet 1641*. Proposé de payer le sieur François Bastard ciergier de la somme de 12 livres 5 sols à luy dheues pour avoir fourny à la Chandeleur et Feste-Dieu dernière dix-sept cierges, comme il appert de ses partyes de luy signées.

*Assemblée du 31 mai 1675*. Arrêté que nous maire serons païé et

de l'arrêt de 1683 ; on prenait l'excédent sur les deniers patrimoniaux (1). On trouve aux registres de la même époque trace de dépenses extraordinaires faites par la ville pour les processions. Le six août 1738, le receveur payeur a versé 24 livres à deux joueurs de hautbois qui avaient joué grand-messe et à la procession (2).

Nous avons vu au chapitre de l'*Administration* les rivalités de préséance qui s'élevèrent souvent avec les officiers du siège royal au sujet des processions. Le corps de ville eut aussi maille à partir avec le commandant du château à cause du détachement de milice urbaine que l'on mettait sur pied pour maintenir l'ordre et rehausser la pompe des dites cérémonies. Le commandant jalousait le poste de premier pour les soldats de sa garnison et ceux-ci vinrent quelquefois sur son ordre déplacer la garde bourgeoise postée aux côtés du dais (3).

Le receveur a été remboursé des frais qu'il a convenu faire pendant ces deux dernières et la présente par le grand receveur et qu'il luy sera payés dans ses comptes pour la procession du Sacre.

*Comptes de Michel Arnault du Pasty, 1678-81.* Pour le luminaire des deux Sacres, années 1680 et 1681. . . . . 80

(1) *Assemblée du 30 mai 1722.* Legay ciergeur ne peut fournir les flambeaux du Sacre pour 30 livres ; la cire blanche est plus chère, il faut 4 livres la livre pesant. Il faudra en plus 18 livres qui seront payées sur les deniers patrimoniaux.

*Assemblée du 27 août 1724.* Les flambeaux coûteront 50 livres au lieu de 30.

(2) *Archives de Niort, n° 1015.* Comptes des deniers patrimoniaux.

(3) *Assemblée du 14 août 1731.* On avait décidé de mettre sous les armes pour la procession de l'Assomption un détachement de 60 hommes. Mais, sans l'agrément de M<sup>r</sup> de la Mare, commandant du château, le maire et échevins sont allés au château pour le solliciter. M<sup>r</sup> de la Mare a répondu que le commandant était chez les Pères de la Visitation. Le corps de ville s'est transporté au collège, où M<sup>r</sup> de la Mare leur a fait dire sans vouloir les recevoir : « Ces messieurs sont au château dans le temps qu'ils savaient que je n'y étais pas ; dites-leur qu'ils fassent de leur côté ; je ferai du mien. » On a tenté encore de le voir au château pour avoir des explications, mais sans succès.

*Assemblée du 28 mai 1739.* Trente hommes par compagnie a

Les maire et échevins avaient dans les églises paroissiales de la ville un banc spécial placé du côté du pupitre, où ils s'asseyaient *immédiatement après le curé*, et plus haut que les autres prêtres ou ecclésiastiques qui pouvaient assister aux offices. M<sup>r</sup> Prugnier, curé de Notre-Dame au temps d'Augier de la Terraudière, considéra qu'il y avait abus et voulut que les maire et échevins ne prissent place qu'après les ecclésiastiques. Le différend se manifesta au mois d'août 1673 et ne fut arrangé qu'au mois de novembre suivant, au moyen d'une transaction passée par devant notaire. La querelle fut soutenue très âprement par le curé qui alla jusqu'à interrompre le service divin, un jour que le maire, accompagné de plusieurs du corps, avait fait déplacer les prêtres qui occupaient les sièges jusque-là réservés à l'échevinage. L'évêque et l'intendant, M<sup>rs</sup> de Clérambault et de Marillac, furent saisis de l'affaire, et c'est sous leurs auspices que fut conclu le traité de paix, en vertu duquel les maire et échevins perdirent d'ailleurs la primauté et durent ne plus prendre place qu'après les ecclésiastiques, immédiatement après eux, dans un banc qui fut clos par les soins du curé, mais construit, orné et tapissé aux frais de la ville (1). Nous donnons en note les divers

été mis sous les armes, comme d'usage, pour la procession de la Fête-Dieu ; douze hommes étaient de chaque côté du dais. M<sup>r</sup> de la Mare les a déplacés pour y mettre vingt hommes de la garnison du château. Arrivé vers l'Oratoire, il a défendu aux tambours de battre en arrivant aux reposoirs, comme c'est l'usage. Le maire malade était absent. Procès-verbal a été dressé et sera adressé *aux puissances*.

*Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 1741.* L'an dernier, à la suite de la plainte faite au prince de Conti, M<sup>r</sup> de la Mare avait laissé les grenadiers près du dais, à la procession. Cette année, il les a de nouveau déplacés pour y faire mettre les soldats du château. On sait que les garnisons des châteaux des villes voisines, Saumur, Blois, Angers, Nantes, Angoulême, ne figurent pas aux processions. Plainte sera de rechef adressée au prince de Conti.

(1) Ce banc fut décoré d'un tableau aux armes de la ville, sur lequel était écrit en grosses lettres : PLACES ET SÉANCES POUR M<sup>rs</sup> LES MAIRE, ESCHEVINS ET PAIRS. Il fut en outre garni de tapisseries et de fleurs de lys (*Assemblée du 30 mars 1674*).

cette petite guerre (1). On observera que le curé de Sa

(1) *Assemblée du 26 août 1673.* Le maire expose que bien qu'au temps immémorial le corps se soit placé dans l'église Notre-Dame *immédiatement après le curé, au banc du côté du pupitre, et non* moins le dit curé *prétend que tous les prêtres et ecclésiastiques* placent au banc avant le corps, ce qui est une atteinte à l'autorité de la charge, à quoi il y a nécessité de pourvoir.

Arrêté unanimement que, pour éviter un scandale, Mr le curé ne sera visité par deux personnes de ce corps qui sauront de lui ce qu'il lui faut faire, après lui avoir remontré qu'il ne peut ignorer le droit du corps de la ville. S'il est de sentiment contraire, la possession sera maintenue et l'autorité de la charge ; au cas où il voudrait troubler cette possession, une plainte sera formée pour raison du dit trouble par devant juges compétents contre ceux qui l'auront fait, et en outre que l'on se pourvoira devant Mgr l'évêque de Poitiers pour lui déclarer et l'avertir que depuis quelque temps il ne se dit plus de matines à la dite paroisse, qu'il ne fait plus de processions par la ville et au grand cimetière hors de la ville comme l'on avait accoutumé de faire, et que cette année on a dû aller à une procession où, de temps immémorial, on allait dans la ville de Magné à la chapelle de Sainte-Macrine.... ; toutes ces choses ont causé et causent journellement des scandales, non seulement parmi les catholiques, mais parmi les personnes de la religion prétendue réformée dont le nombre est très grand en cette ville et de plus de la tierce partie.

*Assemblée extraordinaire du 11 septembre 1673.* Le sieur Deshayes rend compte de sa visite à Mgr de Poitiers au sujet des difficultés existantes avec le curé de Notre-Dame. Mgr l'évêque a répondu qu'il n'a connaissance de cette sorte d'affaires appartenait plutôt aux juges laïcs qu'aux juges ecclésiastiques, et n'a rien voulu décider. Le sieur Deshayes, chargé de voir le sieur curé, rend compte de sa mission. Il a avoir demandé quinzaine pour se déterminer, le sieur curé a déclaré qu'absolument il ne permettait pas que nous, ni les échevins, ni les pairs, prissions séance dans le chœur au banc accoutumé, et qu'il entendait que le banc fût occupé par les ecclésiastiques et non par nous, que, si nous nous y plaçons, il cessera le service et ne dira plus la messe.

Arrêté unanimement que la possession du banc sera maintenue et que le maire qui se fera accompagner pour cela de quelques échevins et de quelques pairs, et si le banc est occupé par des ecclésiastiques, les en fera ôter.

*Assemblée du 13 novembre 1673.* Le maire expose ce qui s'est passé depuis qu'il a été question dans l'assemblée du conflit avec le curé de Notre-Dame. Le sieur curé n'ayant pas eu égard aux civilités qu'il



André ne prit pas fait et cause pour son confrère et laissa l'échevinage en possession des places qui lui étaient attribuées par ancienne tradition dans son église.

ont été faites par le corps, le maire a continué à prendre sa place accoutumée, dont le sieur curé aurait conçu tant de dépit qu'il aurait fait cesser le service divin et n'aurait dit de grandes messes à quatre différents dimanches, et même le jour de la Toussaint, et comme le dit jour les prêtres diacres habitués en la dite église s'étaient de dessein assis en notre place pour ouïr la prédication, voyant le refus fait par l'un de nous rendre la dite place, après l'avoir prié civilement nous l'aurions suivant les ordres du corps fait ôler de la dite place. Mgr de Marillac mis au courant de ces faits a écrit le 10 courant au maire pour lui proposer un accommodement conclu d'accord avec Mgr l'évêque de Poitiers.

Arrêté que le maire ira à Poitiers pour passer du différend ci-dessus par les avis de Mgr l'évêque et de Mgr de Marillac et des personnes qu'ils choisiront pour conseils, au jugement desquels le corps promet d'acquiescer comme à arrêt de cour souveraine.

Assemblée extraordinaire du 16 novembre 1673. Le maire expose que depuis la dernière assemblée il a fait faire sommation au curé de Saint-André qui a déclaré ne point vouloir approuver la contestation élevée par le curé de Notre-Dame, et consentir que nous continuerons à prendre nos séances dans son église à la manière accoutumée. De plus, le maire a recouvré une pièce décisive, un concordat conclu en 1653 entre le curé de Notre-Dame et le corps de ville, portant que le banc dont il est question nous demeurera de la manière dont nous l'avons toujours occupé, et comme ces pièces sont décisives, requiert le corps de délibérer si l'avis émis dans la dernière assemblée sera suivi.

Arrêté unanimement qu'encore bien que par le moyen de la découverte des pièces ci-dessus l'affaire en question soit de la nature de celles qui ne doivent pas être mises en compromis, néanmoins par le respect que cette compagnie porte à Mgr l'évêque de Poitiers et à Mgr de Marillac, conformément à ce qui a été arrêté à la précédente assemblée, on s'en rapportera à leur décision.

Assemblée du 24 novembre 1673. Lecture est donnée de la transaction signée le 19 novembre. [Le résumé de cette pièce est au *Thésor de Nyort*, p. 265.] Le nouveau banc de l'échevinage était situé au devant de la chaire, hors du chœur, à prendre puis le pilier du chœur à main droite jusques à l'autre pilier le suivant immédiatement du même côté, de largeur de quatre pieds. Il communiquait avec le banc du chœur par un tambour tournant autour du pilier contre lequel est la place du maire.

Depuis la transaction du 19 novembre 1673, la décoration du banc de Notre-Dame fut entretenue sur les deniers communs. Les registres comprennent plusieurs mentions de dépenses à ce sujet (1). Bien entendu, la fabrique était responsable de la conservation du banc à la place indiquée par la transaction. Un procès-verbal d'assemblée de 1723 prouve que le curé de Notre-Dame ne mettait pas toujours beaucoup de bonne grâce à remplir cette obligation et peut-être même eût été bien aise de voir le maire et les échevins déguerpir de leurs places privilégiées (2).

La ville contribuait à la réparation des églises dans les cas extraordinaires. Nous pouvons en citer deux exemples, l'un pour l'église de Notre-Dame, l'autre pour celle de Saint-André. Dans la séance du 22 janvier 1738, le corps examina un devis dressé par M. de Ponchon, ingénieur, pour la réparation de la flèche de Notre-Dame, qui avait été frappée par la foudre le 25 septembre de l'année précédente. Par suite du même accident, la nef elle-même était gravement endommagée. On résolut de demander une imposition répartie *sur la ville et l'élection, attendu*, dit le procès-verbal, *que cette flèche est un des plus beaux et*

(1) *Assemblée du 9 août 1718*. Les bancs de l'échevinage dans l'église Notre-Dame sont dégarnis de la tapisserie qui les décorait. Cette tapisserie était à fleurs de lis. Arrêté qu'ils seront réparés.

*Archives de Niort*, n° 1015. Pour le banc de M. le maire à Notre-Dame, 2 livres 7 sols [Comptes des deniers patrimoniaux, année 1729].

*Adjudication du 8 avril 1729*. Bail des réparations à faire au banc de Notre-Dame. Il convient relever la balustrade, mettre 12 aunes de tapisserie, faire une serrure avec neuf clés. Le travail est adjugé à Gaultier, tapissier, pour 83 livres.

[Les neuf clés prouvent qu'en outre du maire et des six échevins prenaient place dans le banc de l'échevinage le procureur du roi et le secrétaire.]

(2) *Assemblée du 17 décembre 1723*. Les bancs concédés au corps de ville dans l'église Notre-Dame par la transaction de 1673 ont été démolis. M. le maire et M. Decemme se transporteront chez M. le curé qui sera prié de les faire rétablir. A faute de ce faire, sera formée instance en complainte contre les sieurs Barbelevée et Gaultier, marguilliers.

*hardis ouvrages de ce royaume.* Un nommé Jean Compagnon, dit Faron, était monté à la cime du clocher pour visiter les dégâts causés par la foudre. Il avait reçu pour cela la somme de trois livres (1).

L'imposition fut autorisée, mais seulement sur *tous les héritages des deux paroisses*, sans distinction de privilégiés ou non. La ville était comprise au rôle, à raison de ses revenus, pour 69 livres. Les paroissiens de Saint-André contribuèrent, comme on voit, aux réparations de Notre-Dame ; mais, après l'achèvement des travaux, ils adressèrent une requête aux maire et échevins demandant la réciprocité, c'est-à-dire que ceux de Notre-Dame contribuassent à leur tour aux réparations urgentes qui étaient à faire à Saint-André. Entre autres choses, la muraille de cette église, du côté du jardin des Ursulines, était dans un très mauvais état et se dégradait de plus en plus. Les motifs allégués dans la requête furent admis (2), et les deux paroisses taxées, comme on avait fait pour les réparations de Notre-Dame, mais à une somme moindre, car la quote-part de la ville ne fut dans cette nouvelle imposition que de 53 livres.

Pour terminer ce que nous pouvons dire des rapports financiers entre l'échevinage et les paroisses, nous citerons l'attribution à celle de Saint-André d'une amende infligée à un nouveau converti (3), puis une subvention toute particulière du corps de ville à la fabrique de cette même église. En 1760, l'église de Saint-André n'avait que deux

(1) *Archives de Niort*, n° 1,017. Comptes des deniers patrimoniaux.

(2) *Assemblée du 10 novembre 1740.*

[Il est observé en marge de la requête des habitants de Saint-André que les marguilliers qui l'avaient signée accusaient dans la paroisse 10,000 communicants, tandis qu'il n'y avait pas 10,000 habitants. *Erreur de copiste sans doute*, dit la note marginale.]

(3) *Cour du maire, novembre 1691.* Procès fait à un nouveau converti pour n'avoir pas salué le Saint-Sacrement. Interrogatoire de l'accusé et des témoins. Amende de 12 livres applicable à l'église de Saint-André pour l'acquisition d'un dais.

troisième. Le corps de ville accepta d'être parrain de la cloche *qui fut nommée Nyort*, et aida à son acquisition par un cadeau de 500 livres imputé sur les deniers patrimoniaux (1).

Les dépenses que nous venons d'indiquer donnent peu près la mesure dans laquelle la ville contribua, sous les circonstances, à l'exercice du culte catholique. Ce qu'il nous reste à énumérer sont principalement relatives à l'assistance publique ; non entièrement toutefois nous trouverons le partage de subventions d'origine ecclésiastique entre des établissements charitables et d'autres purement religieux.

Le mode d'assistance publique vis-à-vis des malades subit de grands changements dans la première moitié du dix-septième siècle. Après la destruction, en 1568, des bâtiments des aumôneries situés en dehors des murs, le service hospitalier avait été, après quelques années, concentré dans une maison dite *du Soultré*, sise entre

(1) *Archives de Niort*, n° 1,031. Comptes des deniers patrimoniaux.

M<sup>r</sup> Arnouldet, avocat au parlement et receveur des deniers communaux de cette ville de Nyort, payera à M<sup>rs</sup> les marguilliers de la paroisse de St-André la somme de cinq cents livres que nous avons accordée pour contribuer à la dépense de la troisième cloche que l'on a jugé nécessaire à la dite paroisse, de laquelle on nous a établi parrain et que nous avons nommée *Nyort*, laquelle somme lui sera passée dans ses comptes de deniers patrimoniaux en rapportant le présent mandement quittancé par les dits sieurs

A Niort, le 16 may 1760

*Signé* : ROUGET, maire ; CHANTECAILLE, CHARRIER MARCARD  
CHERBONNEAU

Nous soussignez, Pierre Arnault de la Jolinière et Christophe Juchet, la Giraudrie, marguilliers de la paroisse de St-André de cette ville de Niort, reconnaissons avoir reçu de M<sup>r</sup> Arnouldet, receveur des deniers patrimoniaux de cette ville, la somme de 500 livres pour les causes requises au mandement de l'autre part, de laquelle nous le tenons quitte avec tous autres.

A Niort, ce 19 may 1760.

*Suivent les signatures.*

rues Basse et de Saint-Gelais, à la hauteur de la rue de Beauchamp actuelle. Dans l'année 1622, l'administration en fut confiée aux religieux de la Charité, autrement dit frères du bienheureux Jean-de-Dieu (1). Il leur était payé quatre sols par journée de malade, sur les fonds des aumôneries. On trouve à cette époque, dans les comptes de Pierre Beraud, receveur de 1621 à 1623, trace d'une subvention sur les deniers de la ville, une rente constituée aux pauvres sur le Poids-le-Roy. L'aumônier en touche un quartier évalué à 9 livres 18 sols. Cet article de dépense n'est pas répété dans les comptes suivants.

Les Charitains eurent de suite un service des plus difficiles. Les malades et les blessés de l'armée royale, qui bloquait la Rochelle, furent envoyés en grand nombre à Niort. Les fonds des aumôneries devinrent insuffisants et la ville dut leur venir en aide par des avances et des subventions; nous donnerons les détails à ce sujet au chapitre des **Dépenses militaires**. Les registres mentionnent un secours de 232 livres 16 sols voté aux frères de la Charité dans l'assemblée du 12 juin 1623, puis, dans celle du 4 juillet 1625, cent livres encore *pour dresser une boutique d'apothicaire à l'Hôpital*. Les documents font défaut pour les dernières années du siège de la Rochelle; le déficit avait sans doute été toujours croissant.

Les religieux se trouvèrent bientôt à l'étroit dans le local *du Soultré* et, dès l'année 1628, achetèrent une maison située près de Notre-Dame, à l'endroit où s'élève le Palais de Justice actuel; ils firent d'autres acquisitions, construisirent et enfin, en 1652, s'installèrent dans leurs nouveaux bâtiments. Ceux de la rue Saint-Gelais furent concédés aux religieuses Hospitalières (2), qui avaient ailleurs

(1) Assemblée du 1<sup>er</sup> mars 1622.

(2) Cette concession fut faite aux Hospitalières par acte du 25 septembre 1654, à charge de retour à la ville si elles venaient à abandonner les dits bâtiments pour une cause ou pour une autre. L'éventualité prévue se réalisa en 1784. Un décret de l'évêque de Poitiers du 3 mars 1781, et à la suite des lettres patentes d'avril 1783, enfin un arrêt du Parlement du



alors conclu entre les frères de la Charité et les maîtres échevins agissant en qualité d'administrateurs des aumôneries. Il fut accordé aux religieux 150 livres par an pour les médicaments, 400 livres de pension annuelle, 300 livres pour chaque enterrement de malade décédé à l'hôpital, la journée de malade était portée à cinq sols. Tout cela était payé sur le produit des aumôneries ; le point seulement l'échevinage agissait au nom de la commune. Il délaissait aux Charitains la jouissance d'une maison dite du Sanitat, sise près du nouvel hôpital, condition qu'elle serait employée, sous la surveillance des frères, *pour la retraite des pauvres passants*, se réservant du reste la faculté de *reprandre la dite maison, en laissant aux religieux 150 livres pour bâtir un lieu de demeure des dits religieux ou tout près pour servir aux pauvres passants*.

Le corps de ville usa sans doute et dans un bref délai de cette faculté pour une cause que nous ignorons ; car en 1667, les frères de la Charité demandèrent à arrenter la maison du Sanitat, moyennant huit livres par an à perpétuité, à la charge d'y faire 300 livres de réparations. Le conseil délibéré en séance du corps sur cette proposition a décidé que si les frères voulaient prendre à ferme la

le 2 avril 1784, ordonnèrent l'extinction et suppression de la communauté des filles de Saint-François établies près de l'Hôpital général, et de leurs biens tant aux dames Hospitalières de Niort qu'aux religieux de Saint-François de Poitiers et de Pezay-le-Vieux. Les habitants de Niort furent réunis en assemblée générale, le 21 août 1784, et eurent sur l'opportunité de la mesure, avant que l'enregistrement du Parlement la rendît définitive. Ils consentirent à la translation des Hospitalières dans l'ancien couvent des Franciscaines, *local plus grand et plus salubre*. Il fut décidé en même temps qu'un plan serait levé de la maison de la rue Saint-Gelais *pour fixer la portion qui devait retourner à la ville*. Les Hospitalières, d'après cela, avaient au lieu de cette maison en acquérant des terrains et des bâtiments contigus qui appartenaient à la ville, ou plutôt aux aumôneries.

(1) *Assemblée du 29 octobre 1667.*

maison, pour neuf années, à un prix raisonnable, ils le pourraient à la charge que au cas où la ville fût affligée de maladie ou peste la ferme demeurerait résolue sans dommages-intérêts, mais qu'on n'en passerait aucun arrentement. Cette clause résolutoire n'était que la reproduction de celle insérée dans le traité de 1652 au sujet de la concession gratuite. La maison du Sanitat resta donc propriété de la ville. En 1679, le corps était poursuivi pour en rendre déclaration au roi *comme dépendant des aumôneries*. Le procureur syndic fut chargé de rechercher et fournir les preuves à ce sujet (1), ce qui semble bien signifier que le corps n'admettait pas que cette maison fit partie du domaine des aumôneries. Du reste, à l'époque de la Révolution, elle fut vendue comme bien de la commune ; jusque-là les frères de la Charité en avaient sans doute conservé la jouissance. Il n'en est fait aucune mention aux registres dans tout le cours du dernier siècle.

Au sujet des secours fournis aux établissements charitables sur les fonds communaux proprement dits, il y a lieu de faire une observation générale ; c'est qu'ils se sont en somme réduits à fort peu de chose. L'assistance publique avait à Niort son budget spécial formé par les revenus des aumôneries, et la ville ne contribuait à l'augmenter que dans une mesure très modique, par des allocations toutes de circonstances. L'arrêt de règlement de 1683 ne comprend aucun article de dépense à cet égard. C'est seulement dans les dernières années de la monarchie que la municipalité fit directement des sacrifices considérables pour le soulagement des pauvres. D'ici-là on rencontre seulement quelques rares subventions accordées par l'échevinage ; nous les citerons successivement.

Dans le courant du dix-septième siècle, sans qu'on puisse dire précisément de quelle époque datait cet usage, le maire adjugeait chaque année, vers la fin du carnaval, le droit de vendre de la viande aux malades et aux infirmes

(1) Assemblée du 28 avril 1679.

pendant les temps d'abstinence. C'est ce qu'on appela le *bail du Bureau des chairs* ; nous en avons ce mot dans la PREMIÈRE PARTIE, au chapitre de la **Boucherie**. Le produit de cette adjudication était attribué aux hôpitaux et couvents. Ainsi, en 1663, le montant de 125 livres qui furent réparties comme suit : 20 aux frères de la Charité, 25 aux Hospitalières, 20 Cordeliers, 20 aux Capucins, 40 aux filles de Saint-Jacques. En 1665, un nouvel établissement vint au pays. C'était l'Hôpital général, fondé cette année-là par le duc de Navailles, gouverneur de Niort, à la suite d'une déclaration royale de juin 1662 sur l'entretien des pauvres et des orphelins. Quelques années plus tard, en 1675, le duc de Navailles faisait la part du lion dans le *bail des chairs*. Le gouverneur avait demandé que la totalité lui en fût attribuée ; le corps de ville ne put que s'incliner devant l'express ce désir (1).

Le duc de Navailles avait proposé et fait accepter au même temps de remplacer pour les divers établissements autres que l'Hôpital général, leur part du *bail des chairs* par une part dans *les amendes qui se pourraient encourir*. L'occasion ne tarda pas à se présenter d'appliquer cette disposition. Au mois de janvier 1676, peu après que le duc de Navailles venait d'être fait maréchal, la duchesse et son fils, le duc de Navailles, faisaient une entrée solennelle à Niort. La compagnie de cavalerie ayant été commandée pour aller au devant d'eux, les manquants furent condamnés

(1) *Assemblée du 14 juin 1675*. Proposé par nous maire de Niort, à la dernière assemblée de l'Hôpital général de cette ville Mgr le duc de Navailles tesmoigna souetter que le prix du *bail des chairs* fût employé au dit hospital général et qu'au lieu que nous avons l'ancienne coutume de le distribuer à tous les hospitaux tant d'hommes que de femmes, et dames de la Miséricorde et religieux de cette ville, nous n'estre privés pas des charités qu'ils avaient accoustumé de recevoir, nous applicassions à ce toutes les *amendes* qui se pouvoient encourir, sur quoy nous requérons l'avis de la compagnie.

Arrêté dans les termes de la proposition.



amendes que l'on attribua par tiers aux Cordeliers, aux Capucins et aux Charitains.

Les adjudications du *bail des chairs*, relevées dans les registres jusqu'en 1691, varient de 65 livres, prix minimum, à 210 livres, prix maximum et exceptionnel. La moyenne était de 120 livres, qui étaient toujours encaissées par le trésorier de l'Hôpital général. A partir de 1691, les registres ne mentionnent plus cette adjudication que l'on fit cependant jusqu'en 1789. En 1689, il fut distrait par une clause spéciale une portion du produit au bénéfice des dames de la Miséricorde (1), qui durent recevoir de l'adjudicataire 250 livres de chair, et des Capucins qui furent gratifiés d'une peau de bœuf verte ou dix livres d'argent à leur choix. Ces mêmes conditions étaient imposées en 1690, et une autre en sus : l'étaquier eut droit de prendre la viande qui lui serait nécessaire lors des passages de troupes en carême à deux sols et demi la livre. En 1691, les dames de la Miséricorde reçurent deux cents livres de viande et les pères de la Charité cinquante. D'après un acte cité par Abel Bardonnnet dans ses *Ephémérides* (2), l'adjudication fut faite en 1789 pour trois ans par le lieutenant-général de police. En outre de l'Hôpital, les religieux de la Charité, les Capucins, les Hospitalières, les dames de la Miséricorde et les *officiers de police* durent avoir diverses quantités de viande, gratuitement ou à un prix inférieur au tarif.

Dès la fondation de l'Hôpital général, le corps de ville s'était mis en quête de quelques ressources éventuelles

(1) Les dames de la Miséricorde étaient une association de dames de la ville fondée dans le but d'assister les pauvres et les malades sous la direction des Pères de l'Oratoire. Elle fut autorisée par une bulle du pape Alexandre VII, du 10 janvier 1656, obtenue par le zèle et aux frais de Magdeleine Assailly [*Archives départementales*, H. 266]. La première supérieure fut la duchesse de Navailles. Cette confrérie se perpétua pendant tout le dix-huitième siècle. En 1757, l'échevinage lui accorda, à l'occasion de la *convalescence du roi*, après l'attentat de Damiens, 120 livres pour distribuer aux pauvres honteux des deux paroisses de la ville [*Assemblée du 22 mars 1757*].

(2) *Mémoires de la Société de statistique*, 3<sup>me</sup> série, I, p. 260.

loyers de corps de garde abandonnés (1), celui d'une pièce de terre inculte, dite l'Ouche Barrault, près de Romagné qui fut affermée alors pour trois livres 10 sols par an, et encore le produit de quelques amendes (3). Au même moment, on chercha, mais sans succès, à reprendre possession du *Marc à draps*, pour en faire également don à l'Hôpital (4).

Le corps de ville montrait beaucoup de bonne volonté en faveur de la fondation du duc de Navailles, mais les minces bribes qu'il détachait ainsi de son avoir ne pouvaient grossir beaucoup les revenus de l'établissement. Un acte de générosité plus sérieux de la part de l'échiquier, un peu contraint forcé, il est vrai, fut l'attribution d'une somme de cent livres de rente annuelle à l'hôpital, somme que le gouverneur comprit dans son arbitrage des dommages intérêts infligés à M<sup>rs</sup> de la Mortmartin et consorts, qui avaient, le 27 janvier 1679, tué un homme sous la halle et insulté le maire Cochon du Puy. Cette affaire a été exposée en détail au chapitre de l'**Administration**.

En 1737, le docteur Cuvillier Champoyault, qui desservait gratuitement l'Hôpital général, demanda une gratification annuelle ; les directeurs de l'établissement

(1) *Assemblée du 24 décembre 1665*. Proposé par nous maire, d'avoir un hôpital en cette ville qui n'a pas de fonds suffisants pour l'entretien et assistance des pauvres, qu'il y a des corps de garde aux portes de cette ville qu'on pourrait louer, et encore quelques petites choses.

(2) *Assemblée du 26 juin 1666*.

(3) *Cour du maire, 4 avril 1665*. Dix livres d'amende applicable à l'Hôpital contre Caillet pour avoir blasphémé le saint nom de Dieu.

(4) Voir PREMIÈRE PARTIE, p. 247.

(5) Les terres des aumôneries, qui formaient la grosse part du budget de l'assistance publique, s'affermèrent au-dessous de 2,000 livres à la fin du dix-septième siècle. Ce revenu était réparti entre les trois hôpitaux de la ville, Charitains, dames Hospitalières et Hôpital général. Le revenu de ferme progressa ensuite jusqu'à 3,450 livres, somme qu'il avait atteinte dans les dernières années de l'ancien régime.

répondirent qu'ils n'avaient pas de fonds disponibles. Il adressa alors à l'intendant une requête qui fut renvoyée aux maire et échevins. Ceux-ci proposèrent de lui accorder 200 livres par an sur le revenu de l'*Octroi fixe*, attendu qu'ils n'avaient aucune autre ressource à cause de la dépense extraordinaire que nécessitait la construction des casernes. Cet octroi n'ayant été concédé que pour un temps déterminé, l'intendant approuva l'allocation jusqu'au terme de la période. Depuis elle fut continuée, comme d'ailleurs l'imposition sur laquelle elle avait été imputée (1).

Après l'établissement du tarif des droits d'entrée, en 1718, la ville fit un sacrifice considérable en faveur des établissements hospitaliers. Le mieux traité fut l'Hôpital général, qui obtint, dès 1724, la franchise entière pour toutes les denrées et matières qui s'y consumaient. Les frères de la Charité et les dames Hospitalières furent exemptés des droits pour des quantités limitées de bois et de vin. Les chiffres ont été donnés au chapitre du **Tarif de 1718**. Il y a seulement lieu de faire ici une rectification en ce qui concerne les frères de la Charité. En vertu d'une convention faite en 1766 avec l'échevinage, ils furent mis sur le même pied que l'Hôpital général, c'est-à-dire obtinrent l'exemption absolue des droits d'entrée. Ceci ressort d'une lettre, conservée aux archives, qu'écrivait le 2 juillet 1770 M<sup>r</sup> Gaultier, secrétaire de l'intendant, à M<sup>r</sup> du Courday subdélégué à Niort (2). Le fermier du tarif faisait des difficultés, et ce n'est pas surprenant, car les baux de cette époque, et même ceux postérieurs, ne mentionnent toujours pour les religieux de la Charité qu'une franchise limitée (3). D'après cela, l'exemption totale devait faire

(1) Voir PREMIÈRE PARTIE, p. 72.

(2) *Archives de Niort*, n° 2, 161.

(3) Vers cette époque, les Capucins obtinrent, en vertu d'une clause formelle imposée au fermier du tarif, la franchise *pour toutes denrées* généralement. La collection des baux étant fort incomplète, on ne peut préciser l'année. La mention de cette franchise générale pour ledit ordre a été omise au chapitre consacré dans la PREMIÈRE PARTIE au **Tarif de 1718**.

l'objet d'un compte entre le fermier et la ville, comme cela se pratiquait d'ailleurs pour quelques autres privilèges.

Nous terminerons cette matière de l'assistance publique par l'exposé des mesures auxquelles, dans les derniers temps de l'ancien régime, eut recours l'échevinage pour soulager la misère extrême provenant de la disette des grains. Trois fois en vingt ans, il fallut employer des moyens extraordinaires.

Les ateliers de charité qui furent créés à la fin de 1769 et continués dans les années suivantes, pour les travaux de la place de la Brèche et de la terrasse Saint-Georges, apportèrent quelque adoucissement, mais devant les besoins croissants de la classe nécessiteuse, ils ne pouvaient suffire. Au mois de mai 1770, le blé avait atteint le prix exorbitant pour l'époque de 300 livres le tonneau (1), soit environ 30 livres le sac ou hectolitre d'aujourd'hui. La population de Niort s'était soulevée (2) et avait voulu empêcher les grains de la campagne, les voituriers des provinces voisines de lever le blé sur le marché. Dans l'assemblée du 18 mai, le maire proposa d'acheter au compte de la ville des blés que l'on céderait ensuite avec une certaine perte sur les prix courants. Il fut arrêté que l'on disposerait de 12,000 livres, somme suffisante pour acquérir 40 tonneaux de froment. Ces grains devaient être placés dans un magasin qui se trouvait ouvert aux pauvres de la ville les mardi et samedi, de 8 heures du matin à midi, le jeudi depuis une heure jusqu'à sept heures du soir. Le prix en était fixé à cinq sols le boisseau au dessous du cours, soit un vingtième en moins seulement.

Il était évident que cette mesure ne pouvait être qu'un palliatif ; aussi d'autres avaient été prises simultanément. Le maire, peu de jours après, dans la séance du 22 mai,

(1) Le tonneau de froment pesait 2,400 livres ; il se composait de 60 boisseaux contenant, en mesure de nos jours, 25 litres.

(2) De pareils troubles, et même plus graves, se produisirent dans plusieurs provinces. L'exportation des grains fut prohibée par un arrêt du conseil royal du 14 juillet 1770.

rendit compte de ce qui avait été obtenu de la charité privée, sur les sollicitations de la municipalité. On avait visité toutes les maisons aisées. Le quartier de Notre-Dame, depuis la halle jusqu'à la porte et faubourgs, avait souscrit pour 2,429 livres de pain par semaine ; dans le reste de la ville, on en avait recueilli 2,764, en tout 5,193 livres, et il en faudrait pouvoir fournir, dit le maire, 6,325 livres pour faire face aux besoins connus. En résumé, le déficit était de 1,132 livres. Le corps arrêta, séance tenante, quel'on prendrait sur les deniers publics la somme nécessaire pour couvrir ce déficit, et même ce qui pourrait manquer par la suite, *attendu que des familles honteuses qui méritaient des secours ne s'étaient pas déclarées*. D'après les comptes du receveur, les frais de fourniture de pain faits par la ville pendant la durée de la crise s'élevèrent à 1,629 livres 4 sols 9 deniers. Il faudrait y ajouter, pour avoir la somme totale consacrée à l'assistance publique, la perte éprouvée sur la vente du blé aux indigents.

En 1785, le même mode d'assistance fut employé, mais sur une plus grande échelle. A la fin de l'année, les prix des grains étaient supérieurs à ceux de 1770. Le froment valait 340 livres le tonneau ; le seigle 245. Le maire rendit compte le 16 décembre des mesures déjà prises, devant une assemblée qui comptait dans son sein un certain nombre de notables adjoints pour la circonstance aux membres du corps ; puis il leur demanda d'arrêter dans ses détails l'organisation des secours à donner ultérieurement.

La rareté des grains était si grande qu'il avait été malaisé d'en acquérir la quantité nécessaire pour approvisionner la ville. On espérait recevoir, avant la fin de janvier, 7,000 sacs de froment et 1,500 de seigle. L'intendant avait procuré en attendant 360 sacs de froment et annonçait 50 milliers de riz. Il est vrai que cette dernière denrée n'était pas entièrement destinée à la ville de Niort ; elle devait être partagée entre plusieurs élections. D'après une lettre de l'intendant, M<sup>r</sup> Boula de Nanteuil, à M<sup>r</sup> Blactot, subdé-

circonscription. L'envoi était fait par le contrôleur général et paraît avoir été un secours accordé par l'Etat, un aumône dans le sens absolu ; le riz devait être, non pas vendu, mais donné aux indigents inscrits sur les listes dressées à cet effet. Il n'en était pas de même des grains achetés par la ville, qui étaient destinés à être vendus comme en 1770, à prix réduit.

L'assemblée des notables de Niort décida que le froment serait vendu *aux malheureux* sur le pied de 320 livres le tonneau, et le seigle à raison de 230 livres. On fit en outre une taxe du pain spéciale pour les indigents, à 2 sous 3 deniers la livre, en dédommageant les boulangers sur une base qui n'est pas d'ailleurs indiquée. Le maire fut autorisé à emprunter, si besoin était, une somme de 1,200 livres. On nomma un receveur, pour la vente des blés emmagasinés par la ville ; nul n'était admis à bénéficier de la distribution sans un certificat établi, sur formules imprimées, par les curés des paroisses.

Quatre ans plus tard, en 1789, la disette sévissait de nouveau ; le prix des grains était sensiblement le même qu'en 1785. Les mesures d'assistance prises par la municipalité ne furent pas tout-à-fait les mêmes que dans les crises antérieures. Il ne paraît pas que l'approvisionnement ait été aussi difficile que pendant la famine précédente ; on pensa que les boulangers pourraient se procurer la matière première, sans qu'il fût nécessaire de recourir pour cela aux voies extraordinaires, et on procéda en leur imposant une taxe inférieure au prix de revient du pain, une indemnité leur était allouée sur les deniers communs. A vrai dire, les choses ne furent pas de suite aussi équitablement réglées à l'égard des boulangers.

Dans une assemblée de notables, du 8 août, présidée par le maire M<sup>r</sup> Rouget de Gourcez, celui-ci expliqua qu'il

(1) *Archives historiques du Poitou*. Poitiers, Oudin, 1889, t. I, p. 167.

la réunion avait pour objet de *rétablir l'ordre dont on s'était écarté dans celle tenue tumultueusement le deux de ce mois*. On avait demandé, *prononcé et proclamé tout de suite avec éclat*, une diminution de cinq deniers par livre sur le pain de première qualité et trois deniers par livre sur la seconde. Il en résultait une perte effective pour les boulangers, et cependant on ne s'était point inquiété de leur allouer une indemnité; les prix ainsi fixés par ce vote arbitraire correspondaient au cours de 260 livres pour le tonneau de blé, tandis qu'il en valait 340. Le maire proposait de fixer sur cette base l'indemnité, pour la période du deux au quinze août, sauf diminution pour dix tonneaux de blé offerts par M<sup>r</sup> Panvillier au prix de 310 livres.

L'assemblée, plus rassise que la précédente, se rangea à cet avis et autorisa le maire à emprunter la somme nécessaire, car l'hôtel de ville n'avait pas de fonds disponibles; ses revenus étaient même saisis à *l'occasion d'un prétendu droit d'amortissement exigé sur le terrain de la place de la Brèche*. Ce droit était ce que l'on appelle aujourd'hui droit de main-morte, comme nous l'avons indiqué antérieurement. Au demeurant, ni les registres, ni les comptes ne nous apprennent pendant combien de temps et pour quelle somme furent payées les indemnités aux boulangers.

Les derniers registres de l'échevinage, desquels nous avons extrait ces détails sur les secours donnés pendant les disettes, font connaître quelques incidents qui, par leur nature, se rattachent aux matières du présent chapitre. La ville de Niort, à trois reprises différentes, en 1764, 1765, et encore en 1786, se trouva en lutte avec les autorités ecclésiastiques qui se refusaient à laisser accroître ou même tendaient à diminuer les ressources de l'assistance publique (1). On put éviter l'amoindrissement, mais on échoua dans toutes les tentatives d'augmentation.

(1) La notice d'Apollin Briquet déjà citée, sur les établissements charitables, mentionne l'action qu'eut à soutenir l'échevinage de Niort contre l'ordre de Saint-Lazare, en 1678, au sujet des aumôneries. Les

paroisses et hôpitaux de Niort. Le 14 décembre 1762 le chapitre de Saint-Liguaire prit une délibération (1) laquelle, sous le bon plaisir de l'évêque de Saintes qui était leur diocésain, ils consentaient à être sécularisés et unis à la ville de Niort, où ils transféreraient leurs offices de fondation. Ils demandaient que les religieux existants pussent résider là où bon leur semblerait et eussent la jouissance des revenus de l'abbaye, comme par le passé. Après leur décès, les dits revenus seraient appliqués aux besoins de l'hôpital général, sauf une portion destinée aux vicaires des deux paroisses. Conformément à cet acte capitulaire, le roi autorisa, par un brevet donné à Fontainebleau le 26 octobre 1763 (2), les maire et échevins à poursuivre l'extinction et la suppression de la maison conventuelle, *pour les dits revenus être employés à l'entretien de trois vicaires dans chacune des deux églises suivant la répartition et distribution qui serait faite des dits revenus par le sieur évêque de Poitiers et pour être le surplus, si surplus il y a, appliqué au profit de l'hôpital général de Niort* (3).

Le commendataire de l'abbaye était M<sup>r</sup> de Rabreau, doyen de l'église de Poitiers. Il s'opposa à la réunion projetée, disant s'être lié les mains par la parole qu'il avait donnée au chapitre de Saint-Pierre de Poitiers d'y faire cette réunion. En conséquence, il fut arrêté, dans la séance du 24 mars 1764, que le maire et le procureur

religieux de cet ordre prétendaient, en vertu d'un édit de réunion rendu par Louis XIV, s'emparer de l'administration de ces fondations. La ville eut gain de cause ; il fut jugé que l'édit n'était pas applicable, en ce qui la concernait. Les poursuites avaient commencé en 1674.

(1) *Archives de Niort*, n° 1974.

(2) *Archives de Niort*, n° 1975.

(3) L'abbaye de Saint-Liguaire était de l'ordre de Saint-Benoît. Son revenu est estimé quatorze mille livres dans l'*Etat de l'élection de Niort* de 1716. (*Mémoires de la Société de statistique*, 3<sup>me</sup> série, III, p. 21.)



roi iraient à Poitiers, pour communiquer et même signifier à M<sup>r</sup> de Rabreuil l'arrêt du Conseil d'Etat rendu en exécution du brevet du roi, le même jour 26 octobre 1763. Celui-ci *trouva bon* qu'on lui fit cette signification, n'ayant pas d'autres motifs, disait-il, de refuser le consentement requis que ceux indiqués ci-dessus. En fin de compte, la réunion ne fut pas effectuée, à cause de l'opposition que fit l'évêque de Saintes. Ce qui suit fera voir en outre que le budget de l'assistance publique, aussi bien que celui du culte catholique, restèrent jusqu'à la Révolution, tels qu'ils étaient à l'époque où fut tenté ce rattachement.

L'année suivante, la question n'était plus d'obtenir des ressources nouvelles pour les paroisses et l'hôpital, mais bien d'empêcher que ces établissements ne fussent dépouillés, et cela au profit d'un bénéficiaire fort éloigné. Autrement dit, il avait été projeté de réunir les biens du prieuré de Notre-Dame au chapitre noble de Brioude. Le corps de ville délibéra à ce sujet, le 27 août 1765, et arrêta d'abord que l'on ferait opposition devant l'Official. « *Nous avons ici* », dit le procès-verbal, « *deux curés à portion congrue, c'est-à-dire 306 livres par an, des vicaires qui n'ont d'autre revenu que le casuel, sauf 200 livres de fondation particulière à Saint-André. La ville ne dispose que de quatre lits à la Charité et aux Dames Hospitalières ; l'Hôpital général renferme 284 pauvres et n'a pas les revenus suffisants pour les entretenir. La ville a 18 à 20,000 habitants.....* » Ce dernier chiffre était un peu exagéré pour les besoins de la cause.

Le deux septembre, la question fut de nouveau discutée en séance de l'hôtel de ville. M<sup>rs</sup> Arnouldet du Mairé et Clémanson furent chargés de faire une enquête et de recevoir les observations des habitants. Le corps, de son côté, rappelait l'origine des donations faites au prieuré ; elles avaient en pour but de procurer aux habitants les secours spirituels et de soulager les pauvres (1), s'il y avait un

(1) Le prieur devait, en vertu des anciens titres de donation, une demi-livre de pain, trois fois la semaine, à chaque pauvre qui se

transférés à un chapitre étranger.

Bien que les registres ne le disent pas explicitement, cette translation n'eut pas lieu. Vingt ans plus tard, que de Poitiers voulut à son tour s'emparer des biens du prieuré. Le corps de ville reçut assignation à comparaitre devant le sieur abbé de Cressac, vicaire général du diocèse, *pour consentir à l'extinction du prieuré et à la réunion de son revenu au grand séminaire*. Il fut naturellement arrêté que l'on ferait opposition formelle à la mesure projetée. Les considérants étaient toujours les mêmes : le dénuement de l'hôpital, les curés, sans vicaires, réduits à la portion congrue ; on donnait cependant un motif nouveau, *la situation du collège qui, sans aucuns ressources, manque de tout et ne subsiste que par la plus grande économie sur ses pensionnaires*. Il y avait en effet un temps que la ville avait été obligée de doubler la subvention qu'elle faisait aux Oratoriens. « *Enfin* », ajouta le maire dans la séance du 25 août 1786, « *les véritables revenus du prieuré, ce sont les dîmes ; c'est pour le service des paroisses, le besoin des pauvres du territoire qu'un pareil droit a été établi ; tous les biens ecclésiastiques n'ont été donnés qu'à de pareilles conditions* ».

Le maire de Niort traduisait ainsi, pour la défense de ses légitimes intérêts de la ville maladroitement menacés, que chacun, aux approches de la Révolution, disait. Le prieuré ne fut pas rattaché au grand séminaire, mais, trois ans plus tard, ses biens furent réunis au séminaire, comme d'ailleurs tous les biens du clergé. Une longue et véhémement discussion, que souleva ce grave sujet dans le sein de l'Assemblée nationale, fut close par le célèbre discours de Mirabeau qui entraîna le vote de la loi. Remontant à l'origine des donations faites à l'Université,

présentait depuis le premier dimanche de carême jusqu'à la Saint-Jean. Cette obligation fut convertie en une rente annuelle en faveur de l'Université. (Archives de Niort, n° 1925.)

l'illustre orateur établit qu'elles n'avaient eu d'autre but que le service du culte et le soulagement des pauvres. Montrant ensuite, d'une part les desservants réduits à la portion congrue, les populations dans la misère, et en regard les hauts dignitaires ecclésiastiques vivant dans le luxe, il fit voir comment et à quel degré ces richesses avaient été détournées de leur véritable destination. Sa parole détermina peut-être cette dépossession considérable, mais il faut dire qu'elle puisait sa force dans le sentiment public, dont elle ne fut ce jour-là que l'éloquente expression.

---

## CHAPITRE XI.

### Dépenses militaires.

---

#### § 1. — Défense et sûreté de la ville.

La question des fortifications ayant été traitée dans l'un des chapitres précédents, nous aurons seulement à rechercher ici de quelle manière il fut, suivant les époques, pourvu à la défense des remparts et à la sûreté de la ville, c'est-à-dire quelles furent les forces dont on disposa, quels étaient leur organisation et leur armement.

Les titres les plus anciens à ce sujet sont les lettres de Jean, duc de Berry et comte de Poitou, de juin 1378, par lesquelles *il octroya aux maire, échevins, bourgeois et habitants de Niort le guet sur les manants et habitants de St-Remy et de St-Maxire, étant de la châtellenie de Fontenay-le-Comte, et sur les habitants de Chauray, étant de la châtellenie de St-Maixent* ; puis d'autres lettres octroyées par le même duc de Berry, adressées au sénéchal

*manants et habitants de la ville, à veiller et faire le et garde en cas d'éminent péril* (1). Le droit de garde sur les gens de Saint-Remy, Saint-Maxire et Chalon n'était pas accordé à toujours, mais à un an seulement. Le droit de contraindre même les gens d'église à faire le service des remparts n'était donné que pour le cas de danger imminent. En dehors de ces mesures extraordinaires, la ville avait certainement à Niort une milice urbaine organisée, mais comment ? Avant le dix-septième siècle, on ne peut que conjecturer à cet égard. Le maire en était capitaine, cela n'est pas douteux, et très probablement les échevins commandaient sous ses ordres un certain nombre de compagnies.

Quelle que fût d'ailleurs cette organisation, elle était fort rudimentaire. On peut en juger par le détail des préparatifs (2) qui furent faits lorsque la ville se mit en état de défense, au moment de l'invasion de Charles-Quint dans le midi de la France.

Le 28 juin 1536, le maire, assisté de sept échevins et de six pairs, se transporta à la tour du Maire, qui servait d'arsenal, et constata qu'il y avait des boulets, *des trébuchets* de la poudre à canon et du soufre. On décida que ces munitions seraient transportées à l'hôtel de ville. Deux jours après, on y réintégra *les bâtons de la ville*, qui furent recueillis d'après l'inventaire chez Durand Maignen, auquel on alloua 24 livres 10 sols pour les avoir gardés. Il est probable qu'ils avaient été placés provisoirement, pendant les grands travaux de reconstruction d'alors, dans la maison de Maignen qui était sise rue Yver en face de l'hôtel de ville (3).

(1) *Thrésor de Nyort*, pp. 209, 210.

(2) Ce qui concerne ces préparatifs est extrait des registres de l'hôtel de ville, 1535-38, dont la bibliothèque de la Société de statistique renferme un dépouillement complet, par Apollin Briquet.

(3) Bibliothèque de la Société de statistique. *Déclaration des teneurs de 1619*. (Fonds Briquet )

Ces bâtons, avec des piques et des hallebardes, formaient l'armement de la majeure partie des habitants. En faisant le récolement, on reconnut qu'il n'en existait pas un nombre suffisant et, d'un autre côté, les habitants parurent peu disposés à s'en procurer *sous prétexte qu'ils ne voulaient pas en acheter dans la ville*. Ceci nous apprend que les miliciens devaient s'armer à leurs frais, au moins de ces bâtons, et de plus qu'il n'y avait pas à Niort de fabricant réputé de ces sortes d'épieux ferrés.

On fit aussi le récolement de l'artillerie sur un inventaire déjà ancien et l'on reconnut qu'il manquait onze pièces, *tant faulconneaux que arquebuses à crochet de fer*. Elles étaient, paraît-il, dispersées dans les maisons de la ville et *au dehors*, ce qui prouve que depuis bien des années la défense de la ville était une des moindres préoccupations des habitants ; il fut arrêté qu'elles seraient retirées de là où elles étaient, puis nettoyées et essayées. Il y avait aussi un certain nombre d'arbalètes qui durent être remontées. On parla également d'acheter d'autres arquebuses que l'on trouvait à cent sols la pièce.

Les nouvelles du midi étant favorables, on ne se hâtait pas beaucoup à Niort de se mettre en état de défense. Cependant, il fallut suivre le mouvement ; le ban et l'arrière-ban de Saintonge et d'Angoumois étaient réunis à la Rochelle ; Poitiers, plus éloigné que Niort du théâtre de la guerre, fermait strictement ses portes. On prit le parti d'en faire autant, seulement à la date du 18 août ; le guet se fit sur les murailles et les portes furent gardées. Le maire fit publier et crier par les rues une ordonnance enjoignant aux habitants de se procurer *des munitions et instruments de guerre*, et rendant responsables les maîtres qui avaient *des serviteurs étrangers*. Le maire, accompagné d'un membre du corps de ville, dut passer la revue des maisons pour faire exécuter ces dispositions.

Un garde de l'artillerie et des munitions fut institué aux gages de cent sols par an. Il s'appelait Jehan Baudin et, depuis sa nomination, le rétablissement de l'armement de

même bien après que la retraite de l'armée espagnole eût éloigné toute crainte de péril.

Le 15 septembre 1536, Jehan Baudin reçut en *21 faulconneaux, plus un autre qui était rompu* et *sept arquebuses à crochet de fer, sept grosses pièces d'artillerie montées sur roues* ; quelques jours après, trois autres *fauconneaux* retirés de chez M<sup>e</sup> J. Bastard, avocat au Parlement, furent achetés. Un *Marché* fut fait avec Antoine Perrotin, *arbalestrier*, pour *nettoyer et remonter de cordes les arcs et bandes de deux douzaines d'arbalestres de la ville et assorts de noix à sept d'icelles à 8 sols pièce et fourbir les alouettes à 2 sols 6 deniers pièce*. On fit venir de Poitiers un marchand, nommé Jehan Tatin, qui arriva avec des arquebuses, hallebardes, piques et bâtons ; il fit son état et ne vendit en tout et pour tout qu'une arquebuse. On lui demanda si la ville voulait lui acheter ses armes et il réclama, dans le cas contraire, *quelque taxe pour ses frais*. Le corps, assemblé le premier octobre, lui fit payer de séjourner encore un jour pour vendre à ceux qui n'étaient dépourvus d'armes, et que d'ailleurs il lui avait donné cent sols *pour ses intérêts*. Les maires et échevins ne voulaient faire faire aux habitants *montre en armes* et attendaient pour cela qu'ils s'en fussent munis. L'ordonnance, il ne paraît pas qu'ils se soient mis en route et la revue n'eut sans doute pas lieu.

Seul, le service de l'artillerie était en bonne voie. Le 27 octobre, on paya 10 livres 10 sols pour avoir réparé quatre grosses pièces appelées *faucons*, plus sept livres pour un *rouhier* pour trois paires de roues neuves avec les essieux, plus deux essieux, plus des réparations aux autres. Enfin, le 29 décembre, Bastien Grimault recevait 6 deniers pour avoir remonté à neuf de roues et d'essieux le *gros canon*. Nous n'avons aucune description de ce dernier engin. Un autre article de dépense, du 27 avril, donne le poids de deux *pièces d'artillerie à croc* qui étaient rompues et furent refondues *de marché fait*.

*Nycolas Nouyon*. Elles pesaient 80 livres chacune ; on paya à Nouyon 6 livres 10 sols de façon et 6 livres 12 sols pour 33 livres de métal à 4 sols la livre *pour adoucir la matière*. Les pièces furent essayées à double charge de poudre et de plomb et acceptées. Le 23 février de cette même année, on avait payé à Pierre du Rousseau, *faiseur de pouldre*, 30 livres 12 sols pour 153 livres pesant de poudre à 4 sols la livre (1).

Toute cette artillerie était logée dans une maison sise près des Cordeliers, maison en si mauvais état *qu'il pleuvait sur les pièces comme si elles eussent été dehors*, disait le procureur syndic dans la séance du 26 novembre 1535. Elle était grossièrement couverte en pierres plates dont le poids avait fait rompre la charpente. Le 16 juin 1536, on décida qu'elle serait réparée et recouverte en tuiles. L'artillerie fut, en attendant, placée partie dans le château, partie dans l'hôtel de ville. Nous savons par ce qui a été dit au chapitre de l'**Instruction publique** que cette mesure, réparée tant bien que mal, devint le logement du régent des écoles. Sur la requête de Jehan Baudin, on avait parlé de la remplacer par un *ballet* ou hangar qui devait être construit également près des Cordeliers ; mais il ne paraît pas que ce projet ait été exécuté et l'artillerie resta sans doute là où elle avait été provisoirement placée. En 1572, le régent fut délogé d'urgence et sa maison encore une fois utilisée comme arsenal, puis de nouveau abandonnée, et finalement elle tomba en ruine, après avoir cependant été louée quelque temps ; les comptes d'Abraham Gaschet, 1593-96, la mentionnent, mais pour dire qu'on n'en tirait alors aucun revenu. Ce n'était plus à cette époque qu'une mesure inhabitable.

Les registres de 1535-38, en outre de ces détails sur le

(1) Les comptes de 1490-91 comprennent une dépense de 16 livres 17 sols 6 deniers pour achat et transport d'une charge de soufre destinée à faire de la *pouldre à canon*. Ce soufre avait été acheté d'un négociant de la Rochelle, nommé Baltazar Dupérat.

le personnel qui le manœuvrait. Jehan Baudin, notaire maître de l'artillerie en 1536, à cent sols de gages par an, fut confirmé dans ces fonctions le 16 juin 1537, et autorisé à *perpétuité en reconnaissance des services qu'il rendus à la ville dans son emploi*. Ce même jour le conseil délivra cent sols pour acheter deux hoquetons à livrée, *seront donnés*, dit le procès-verbal d'assemblée, *à deux hommes demeurant à Niort, de bonne renommée et de bonne conduite, qui seront tenus servir le maire et lui en conseil pour les affaires de la ville, sous la charge du dit Baudin*. Celui-ci, quinze jours après, mettant à profit la décision et la volonté du corps, déclara que ses gages étaient insuffisants et demanda qu'on lui donnât *une casaque*, ce qui fut lui-même accordé. On lui promit les dix livres de *droit d'insigne* du premier pair qui serait reçu, pour les employer à l'achat *d'une casaque des couleurs et devises qu'il lui plairait*. En même temps on arrêta qu'il ferait porter sur les deux hommes les hoquetons *à découvert*, afin qu'ils fussent connus. Dès l'année suivante, le maître de l'artillerie revint à la charge; le 21 juin 1538, il annonça au corps qu'il avait employé l'an passé les cent sols pour acheter deux hoquetons à livrée, et que maintenant il ne pouvait trouver d'hommes pour le servir dans l'exercice de sa charge, à moins d'avoir chacun 50 sols de gages. Après délibération, les gages furent alloués; on doit conclure d'après tout cela que Jehan Baudin était un canotier fort réputé et considéré comme indispensable. Ses talents ne furent pas d'ailleurs mis à l'épreuve.

Il faut arriver à la période des guerres de religion pour trouver à Niort autre chose que des préparatifs de défense et voir la ville partie active dans les luttes sans merci. Durant trente ans, désolèrent le royaume et surtout la ville de la France.

Niort fut assiégé au mois de juin 1569 par le comte de Lude et défendu par le capitaine protestant Pluvier. Lorsque l'approche de l'armée catholique ne laissa plus



doute sur l'attaque qui allait avoir lieu, les gens de guerre mirent le feu aux maisons du faubourg du Port, afin d'empêcher que l'ennemi ne s'y logeât et fortifiât. Cinquante ans après, les traces de cette destruction n'étaient pas encore effacées (1). L'historien La Popelinière a donné un récit fort détaillé de ce siège, mais nos archives ne renferment aucun document qui y ait trait. Pour l'époque de la Saint-Barthélemy et du premier siège de la Rochelle, nous avons un registre assez incomplet des années 1572-73, qui fournit quelques détails sur la milice urbaine. Jean-Baptiste Chabot, *échevin d'un étendard* (2), se plaint dans une des assemblées de ce que la plupart des habitants inscrits aux rôles dédaignent de faire leur service et se rendent au camp de la Rochelle, de telle sorte que les étendards sont presque sans troupes et incapables de repousser une surprise. Les catholiques s'en allaient, comme on voit, en grand nombre pour prêter main forte à l'armée royale sous les murs de la Rochelle. Le corps de

(1) *Déclaration des maisons pour la taille, de l'an 1619. Art. 239.* Une maison et ses appartenances de jardin et aultres qui fust cy devant en mazures, au moyen du feu qui fust en l'an 1569 mys au port et faulxbourg de Nyort universellement par les gens de guerre, pour doubte du siège qui tost après arriva devant la ville du d. Nyort par l'armée du Roy commandée par Mgr le c<sup>te</sup> du Lude, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en pays de Poictou. (*Bibliothèque de la Société de statistique. Fonds Briquet.*)

(2) Les compagnies de milice urbaine étaient d'après cela commandées par les échevins. Le maire, *capitaine de la ville*, et par suite chef de la milice, en outre de ce commandement général, avait celui de l'une des compagnies. Le 20 mars 1616, le corps délibérant sur les honneurs qui seraient rendus au comte de la Rochefoucauld, lieutenant général en Poitou, à son entrée à Niort, décida que l'on mettrait sur pied une partie de la milice urbaine comme suit : *Ne sera faicte aultre compaignie que celle du maire qui sera grosse jusqu'à trois cens des plus capables habitans de ceste ville et sera prise l'enseigne blanche. En la dicte compaignie seront condampnez chascun des contrevenans à vingt livres d'amande.* D'après les termes ci-dessus, la compagnie du maire était formée ce jour-là d'hommes empruntés à toutes les autres.

...soldats et d'habitants payés sur les amendes infligées absents. Ces amendes furent fixées à 50 sols.

Niort était, à cette époque, rentré sous l'autorité royale. Après que le comte du Lude eut été obligé de lever le siège, dans les premiers jours de juillet 1569, les réformés s'y étaient maintenus quelque temps ; mais, dès le mois d'octobre suivant, le duc d'Anjou avait repris possession de la ville et, depuis lors jusqu'à la prise par le sieur de Saint-Gelais, c'est-à-dire pendant vingt ans sans interruption, les catholiques y prédominèrent. Ce ne fut pas, à dire, sans que les protestants essayassent de reprendre dessus. Les registres de 1578-81, une des rares séries de ce temps-là qui aient échappé à la destruction, lors du pillage de 1588, mentionnent les mesures prises contre une tentative alors faite par les réformés. Comme d'autres avaient précédé (1), elle échoua ; mais le péril n'en était pas moins réel et imminent chaque jour. Dans la masse de la population, les protestants étaient en minorité ; cependant, pour la direction des affaires publiques, ils balançaient l'influence des catholiques, parce que les principales familles se partageaient entre les deux religions, sans avantage sensible d'une part ni de l'autre. Au sein du corps de ville les forces s'équilibraient, et il avait été convenu que lorsqu'il y aurait lieu de remplacer un échevin ou un pair, le membre nouveau serait de même religion que celui qui pour une cause ou pour une autre, laissait la place vacante. Les catholiques ne conservaient donc le pouvoir qu'au prix de quelques concessions, mais ils firent bien voir qu'ils étaient les maîtres lorsque le roi de Navarre fit campagne en Poitou. Ils lui fermèrent les portes et se mi-

(1) La nuit d'entre le lundi 16 et 17 mai 1575, la ville de Niort fut prise par escalade par les huguenots qui y étaient arrivés sur l'ordre du jour du matin et se retirèrent à Pied de Fond, où étant, ceux de la ville sortirent desquels un fut tué et deux ou trois blessés par les huguenots (*Journal de Guillaume et Michel Le Riche, 1534-1575*, publié par M<sup>r</sup> de la Fontenelle, p. 226).

en état de défense ; le gouverneur de la province, M<sup>r</sup> de Malicorne, vint pour cela à Niort et s'y trouvait le jour où la ville fut surprise et enlevée par les capitaines huguenots.

Parmi les catholiques de Niort, un des plus ardents était le lieutenant-général Laurens, dont le nom a été déjà prononcé au sujet des luttes que l'échevinage eut à soutenir pour la défense de ses privilèges. Dans l'année 1588, il fit augmenter l'armement de la ville, s'en occupant avec beaucoup plus d'activité que le gouverneur, M<sup>r</sup> de Malicorne, qui était d'un grand âge. On raconte qu'il fit fondre deux couleuvrines *pour saluer*, disait-il ironiquement, le roi de Navarre lorsqu'il approcherait des murailles. Ces deux pièces, dites couleuvrines bâtardes, furent décorées des armes du roi de France, de celles de la ville et aussi de celles du maire en exercice, pour bien montrer qu'elles avaient été faites à Niort et des deniers communs (1).

(1) *Archives de Niort*, n° 2345.

Nous François Chanson, sieur du Boys de la Rochelle, commissaire ordinaire de l'artillerie de France et lieutenant de Monseigneur le duc de Scully, pair de France, en le département de Poitou pour la dicte artillerie, certiffions à tous qu'il appartiendra qu'en le maguazin du chasteau de ceste ville de Nyort, lorsque ceste d. ville fut prinse par le seigneur de Parabère soubz le commandement du Roy nostre sire, il y avoit au dict maguazin nombre de poudre et boulets dont je ne say aultrement le nombre certain, ny d'où les d. boulets et pouldres sont venues, comme aussy il y avoit au dict maguazin *deux piesses de canon, appelées couleuvrines battardes, et lesquelles sont encores de présent au dict maguazin, faictes et fondues en ceste ville en l'année mil cinq cent quatre-vingt huict, qui est l'année que la dicte ville fut prinse par le d. sieur Parabère, et estoit lors mayre en la dicte ville Jacques Pastureau, sieur de la Roche Quartault, qui auroyt faict fondre et faire les dictes piesses et sur icelles faict mettre les armoyries du deffunt Roy, celles de la ville et celles du d. Pastureau mayre, comme il se veoid sur les dictes piesses, estant pour monstrier que les d. piesses ont esté faictes au d. Nyort et la despense faicte par les d. mayre et eschevins, dont de tout ce que dessus je certifie véritable, ay aussy aux sieurs mayre et eschevins octroyé le présent acte pour leur valloir et servir ce que de raison. Faict au dict Nyort le vingt troisième décembre mil six cent huict.*

CHANSON.

la ville neuf pièces de canon de batterie.

Depuis cette époque, les documents de nos archives parlent plus d'artillerie existant à Niort ou du moins appartenant à la ville. Les registres de 1599 à 1625, série t complète, ne comprennent aucune délibération relative des acquisitions d'armes, quelques-unes seulement concernant des approvisionnements de poudre (1). D'après ce que nous avons vu touchant cette matière au temps François premier, les habitants inscrits aux rôles devaient en principe se fournir d'armes. Dans cette dernière période de vingt-cinq années, la ville dut plusieurs fois se mettre sur le pied de guerre ; nous l'avons indiqué au chapitre des **Fortifications**. Si, en même temps, il y avait quelques frais importants pour l'armement, les procès-verbaux de l'hôtel de ville en eussent gardé la trace. Enfin tard on trouve bien mention d'achat d'armes, mais sans détails (2).

En fait de dépenses pour la sûreté de la ville, les registres et les comptes, à partir des premières années du dix-septième siècle, renferment plusieurs délibérations et de nombreux articles concernant le bois et la chandelle consommés dans les corps de garde. Cette dépense paraît nouvelle ; cependant elle avait dû se faire de tout temps ; auparavant elle se prenait sans doute sur des ressources qui n'entraient pas en ligne de compte. Ainsi les états de dépenses de 1593-96 n'en contiennent aucune de ce genre. Depuis ce moment où les archives nous donnent des chiffres à cet égard, leur importance plus ou moins grande permet d'apprécier le plus ou moins de précautions que l'on prenait pour se garder. En 1615 par exemple, année de troubles

(1) *Assemblée du 31 janvier 1625*. 200 livres de poudre achetées à une foire, à 19 sols la livre, pour mettre au magasin du corps.

(2) *Assemblée du 20 septembre 1665*. Sur la demande du duc de Vieuville, disant que Niort est frontière et voisine de la Rochelle, conclu qu'il sera fait achat de poudre et de plomb, et armes, pour mettre dans les magasins du corps jusqu'à la somme de 1,200 livres.

la dépense est relativement très forte, 572 livres 9 sols, y compris quelques réparations aux corps de garde (1). Sur d'autres comptes, elle est beaucoup moindre, parfois même citée comme nulle, pour mémoire seulement.

En 1621, la milice urbaine, sur laquelle nous n'avons pu donner jusqu'ici que des indications assez vagues, fut régulièrement organisée sous le nom de *Régiment royal de Niort*. Elle fut ainsi constituée par ordonnance royale (2), rendue au camp de Saint-Jean-d'Angély pendant que Louis XIII assiégeait en personne la ville rebelle. Le gouverneur de Niort, M<sup>r</sup> de Parabère, désigna les officiers et sergents des douze compagnies (3) qui composèrent le régiment, et l'organisation de ces cadres est bien un signe des temps. Six compagnies durent avoir capitaine et enseigne catholiques, lieutenant et sergent protestants ; les six autres, à l'inverse, capitaine et enseigne protestants avec lieutenant et sergent catholiques. Ces premières nominations furent faites par ordonnance royale ; par la suite, les officiers reçurent leurs commissions du gouver-

(1) *Comptes de Lucas Coutocheau, 1615-1616.*

Achat de châlits et réparations aux corps de garde.	64 l. 16 s.
Bois pour les gardes. . . . .	356 45
Chandelle . . . . .	150 18

Total . . . . . 572 l. 9 s.

(2) Le Roy désirant establir quelque ordre pour la garde et la conservation de la ville de Nyort, par le moyen duquel tous ses sujets, tant catholiques que de la religion prétendue réformée, y seront aduis, et s'estant fait représenter le rolle des principaux habitants de la dite ville, veult et ordonne qu'il soit estably douze compagnies soubz la charge de douze capitaines, lieutenans et enseignes cy dessous desnommez. Mandons et ordonnons au sieur de Parabère, gouverneur de la dite ville, de prendre et recevoir leur serment et en suite les establir et ordonner à la garde des portes de la dite ville et leur commander ce qu'ils auront à faire pour la seureté et conservation d'icelle, tenant la main à ce qu'ils vivent et se comportent ensemblement en toute union, amitié et concorde. Fait au camp de Saint-Jean-d'Angély, le 26 juin 1625. *Signé LOUYS et plus bas PHÉLIPPEAUX* (*Trésor de Nyort*, p. 253).

(3) A la date du 23 janvier 1625, l'effectif des compagnies fut réglé à 110 hommes par le baron de Neuillan, gouverneur de Niort.

Du temps d'Augier de la Terraudière, il était d'usage constant que les capitaines fussent pris parmi les échevins, lieutenants et enseignes parmi les pairs du corps. Le maréchal était de droit colonel du régiment. Lorsque l'assemblée des cent pairs eut cessé d'exister, c'est-à-dire à partir de 1683, cette dernière règle fut la seule qui subsistât. Pour la formation des rôles, la ville était partagée en douze quartiers dont les habitants étaient pour chacun affectés à la même compagnie. Les forces urbaines de Niort furent augmentées d'une compagnie de cavalerie créée en 1683 et d'une compagnie de grenadiers ajoutée en 1706, ce qui porta à treize le nombre de celles d'infanterie. Les grenadiers formaient l'élite du régiment, étant presque tous d'anciens militaires.

Chacune des compagnies du régiment de Niort devait avoir un tambour payé et habillé aux frais de la ville. Dans les premiers temps, la dépense à ce sujet ne fut pas constante et régulière; on ne possédait pas toujours les caisses, on les louait et même les hommes pour les battre. Ensuite elle fut déterminée par l'arrêt de règlement de 1683, qui la fixa à 70 livres par an (2). Quelques années auparavant

(1) Par exception, pendant les vingt dernières années du règne de Louis XIV, l'hôtel de ville fit les nominations d'officiers *de sa propre autorité*. Il avait acquis ce droit, fort contre son gré, ainsi qu'on verra plus loin. C'était une *réunion* forcée, comme pour les corporations municipales.

(2) Pour les gages de douze tambours servant aux douze compagnies du régiment créé par le Roy en la dite ville, 40 livres. Pour les fournitures du corps qui seront fournis aux dits tambours de six ans en six ans, la somme de 30 livres par chacun an, qui demeurera entre les mains du receveur qui sera en charge jusqu'à ce qu'il y ait six années écoulées, qui feront la somme de 180 livres. (*Arrêt du Conseil d'Etat de France de 1683.*)

Lorsque cette somme était dépassée, l'excédent se prenait sur les deniers patrimoniaux. En 1729, l'habillement des treize tambours du régiment coûta 374 livres 4 sols. On employa 18 aunes  $3/4$  de drap bleu, 66 aunes de sargette rouge. Les galons étaient d'argent. (*Arrêt de Niort*, n° 1015. Comptes des deniers patrimoniaux).

les gages étaient de 30 livres, suivant la mention d'un incident futile insérée aux registres (1). Le tambour major et le sous major, c'est-à-dire les tambours de la compagnie colonelle et de celle du lieutenant-colonel, avaient prétendu, dans l'année 1677, toucher seuls cette somme ; les dix autres tambours réclamèrent et les officiers furent réunis pour arranger le différend. Le régiment avait nécessairement un étendard et des enseignes de compagnie ; avant comme après la formation de 1621, on faisait à cet égard ou on complétait suivant les circonstances. Nous n'avons pas du reste aux comptes d'article special à ce sujet, seulement aux registres quelques mentions relatives à ces drapeaux de la milice bourgeoise (2). Malgré le règlement de 1683, l'entretien du matériel de toute sorte ne se fit jamais avec une grande régularité ; les choses furent remises en état, surtout dans les occasions où le régiment fut appelé à prendre part à la défense des côtes. Nous rejetterons les détails de ces mobilisations au paragraphe suivant, préférant ne nous occuper dans celui-ci que du service urbain.

Dans le chapitre de l'**Administration et police**, nous avons dit le nécessaire au sujet du service de patrouilles que faisait la milice bourgeoise pour la sûreté de la ville. Elle eut quelquefois à faire un service extraordinaire pour la garde des prisonniers de guerre qui, à diverses reprises, furent internés au château. Voici le premier exemple que nous en puissions citer. C'était après la victoire de Rocroy : « Les prisonniers étaient un grand embarras ; jamais on

(1) *Assemblée du 29 octobre 1677.*

(2) *Assemblée du 20 février 1613.* Seront les enseignes faites aux despens du corps à la charge qu'elles demeureront au dit corps.

*Assemblée du 25 juillet 1680.* On fera faire un guidon pour la compagnie de cavalerie qui doit aller au devant du maréchal de Navailles.

*Assemblée du 7 décembre 1700.* En vue du passage annoncé du roi d'Espagne, qui du reste n'eut pas lieu, on achète un drapeau colonel pour le régiment.

*Assemblée du 2 juillet 1739.* Pour avoir réparé les drapeaux du régiment, une livre.

groupes sur les villes ouvertes de la Champagne.... dans l'Ouest, à Rouen, Nantes, Loches, Niort. Leur su-  
tance était mise à la charge des villes qui réclamaient  
compensations toujours promises et rarement données.

A Niort, les prisonniers furent logés dans le château où il fut établi un corps de garde pour lequel le régiment dut assurer un service journalier. Les comptes de Clément Arnaudeau, receveur des deniers patrimoniaux, 1645, comprennent plusieurs articles de dépense à ce sujet (1).

En 1676, on trouve aux comptes des deniers patrimoniaux 15 livres *pour la nourriture des Espagnols*. Le 1<sup>er</sup> juillet 1691, le corps de ville s'occupait encore du logement de prisonniers espagnols (2). Dans l'année 1712, une arrivée de prisonniers fut signalée par un événement tragique ainsi relaté dans l'inventaire des archives du grand siége royal de Niort : « Meurtre de l'échevin Gabriel de la Gastière, capitaine de la milice bourgeoise, par »

(1) *Histoire des princes de Condé*, par M<sup>r</sup> le duc d'Aumale, l'Académie française, t. IV, p. 127.

(2) A Jacques Fournier Vadepié 4 livres 10 sols pour ses salaires et dépense d'avoir été à Poitiers porter un paquet de lettres à M<sup>r</sup> d'Arson et rapporter réponse touchant le logement et assurance des capitaines et soldats prisonniers.

23 août 1645. Il est ordonné de payer à la vefve Angicourt 50 livres pour du papier par elle vendu pour fère les ordonnances et recevoir les salaires journaliers des habitans qui doibvent la garde au chasteau pour la conservation et assurance des prisonniers Espagnols, Vallons et Italiens y estant, suivant qu'il a été arrêté au corps.

4 octobre 1645. Il est ordonné au recepveur.... de payer à M<sup>r</sup> Quariliand, menuisier, la somme de 3 livres 6 sols 6 deniers pour la vente d'une table neuve pour servir au corps de garde que font les habitans pour la conservation des capitaines et soldats Espagnols et Vallons prisonniers, laquelle somme.....

14 octobre 1645. Il est ordonné au recepveur.... de payer à M<sup>r</sup> Carillan, menuisier, 3 livres 11 sols pour deux grands bantz neufs pour servir au corps de garde des Espagnols, laquelle somme.....

(3) *Assemblée du 26 juillet 1691*. Nous avons reçu des ordres de recevoir des Espagnols prisonniers et les garder. Il serait bon de n'en laisser que les compagnies en état.



officiers du régiment de Normandie, tenant garnison au château, sur un conflit d'autorité pour le logement au donjon de quelques prisonniers de guerre » (1). D'après l'ordre du roi conservé aux archives, ces prisonniers faits sur les alliés en Flandre étaient au nombre de trois cents (2).

A partir de cette époque, il y eut encore des prisonniers de guerre internés au château de Niort (3), mais ils ne furent sans doute plus confiés à la garde de la milice bourgeoise. La série des registres de l'hôtel de ville étant sans lacunes depuis 1718, on devrait y trouver des mentions analogues à celles qui viennent d'être citées, si le cas s'était présenté.

Jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, le régiment de Niort paraît avoir été maintenu régulièrement sur pied. Nous avons aux registres un rôle de la compagnie de grenadiers et de celle de cavalerie, de 1734. Le régiment figurait au complet, en 1749, dans la cérémonie qui accompagna la proclamation de la paix d'Aix-la-Chapelle, et cette même année le maire, en qualité de colonel, présentait ses officiers au gouverneur du château, M<sup>r</sup> de Carrel, qui venait d'être nommé, par lettres données à Versailles le 28 décembre 1748, en place de M<sup>r</sup> de la Mare décédé. Le corps des dits officiers fut complété par ordonnance du prince de Conti, datée du 29 décembre 1751. C'est à partir de ce temps-là que le régiment de Niort semble avoir été fort négligé. Lorsque les Anglais, en 1757, occupèrent l'île

(1) *Extrait* de l'article publié au sujet de cet événement par M<sup>r</sup> Léo Desaiivre. (*Bulletins* de la Société de statistique. Janvier-mars 1889, p. 259.)

(2) *Archives de Niort*, n<sup>o</sup> 2349.

(3) Pendant la guerre pour l'indépendance des Etats-Unis, un grand nombre de prisonniers anglais furent envoyés à Niort. D'après les *Affiches du Poitou*, le 28 janvier 1780, 266 prisonniers de cette nation, détenus dans le château, furent envoyés à Rochefort pour y être embarqués par suite d'un cartel d'échange. En quittant Niort, ils remercièrent le commandant du château, M<sup>r</sup> de la Pomélie, et le maire de Niort, M<sup>r</sup> Rouget de Gourcez, pour le bon traitement dont on avait usé vis-à-vis d'eux.

sur pied un détachement de la milice bourgeoise, plusieurs places d'officiers étaient vacantes et d'autres occupées des titulaires incapables de faire un service actif. reproduisons plus loin les détails que fournissent les lettres au sujet de cette alerte ; il n'y a lieu d'en retenir qu'un seul relatif à l'armement qui consistait, paraît-il, cinq à six cents fusils, dont beaucoup en mauvais état. « Nous sommes absolument dépourvus de pièces d'artillerie et de toutes autres munitions de guerre », dit le procès-verbal du premier octobre 1757.

A la suite de cet événement, les cadres du régiment de Niort furent réorganisés, mais sans grande hâte, et ce n'est qu'après ils ne le furent que sur le papier. D'après les comptes de la ville, on avait cessé, vers 1753, d'habiller les tambours et ce ne fut qu'en 1775, lors des réjouissances pour le mariage de Louis XVI, qu'on leur fit faire des tenues neuves qui coûtèrent 660 livres. Quant à leurs gages, ils avaient plusieurs jours été payés. En même temps, on compléta le cadre des officiers ; les maire et échevins firent les présentations, mais les nominations furent confirmées et signées seulement à la fin de l'année suivante par le duc d'Orléans, gouverneur du Poitou (1).

(1) Le duc d'Orléans écrivit à ce sujet aux maire et échevins la lettre suivante : (*Archives de Niort*, n° 2516.)

« 2 décembre 1776.

« Messieurs, l'ancienneté de vos titres, les services que vous avez rendus à certaines époques, l'utilité dont vous êtes journellement à la police de la ville de Niort, particulièrement dans les temps de trouble, sont de justes motifs pour mériter de ma part soutien et protection. Je confirme en conséquence la nomination des officiers que vous m'avez présentés et vous assure que je serai dans tous les temps disposé à vous donner des marques de ma bienveillance.

« Je suis véritablement, Messieurs, votre affectionné

« L. P. J. D'ORLÉANS. »

Les cadres avaient été réorganisés comme suit :

Le maire, colonel ; le lieutenant de maire, lieutenant-colonel.

JACQUES-CLAUDE-LOUIS ARNAULDET DE MAIRÉ, major ;

Le procès-verbal de l'assemblée du 27 juin 1775 où furent arrêtées les présentations, après avoir rappelé les dernières nominations qui étaient de 1760, se termine par ces mots : *Depuis cette époque, on ne s'est plus occupé du régiment.* Cependant, il y en eut toujours une fraction tenue à peu près en état ; ce fut la compagnie de grenadiers créée en 1706 et composée, comme nous l'avons dit, en grande partie d'anciens soldats. Dans les dernières années de la monarchie, elle figurait souvent seule dans les cérémonies (2), et sans doute fournissait presque exclusivement les gardes pour la police de la ville.

La ville dépensa, de 1771 à 1789, près de 6,000 livres pour l'équipement de cette compagnie (1); les hommes por-

TAILLEFERT, aide-major ; JEAN-BAPTISTE BARRÉ, sous-aide-major.

ALEXIS-PIERRE CHEVALLEREAU DE LA SAUNERIE et ANDRÉ PIET BOIS-NEUF, porte-drapeaux.

CHARLES BAUDIN, chirurgien major. PIERRE PIET-BERTON DU VIGNEAU, aumônier.

*Compagnie de grenadiers* : ROUGET DE GOURCEZ, lieutenant-criminel, capitaine ; FRANÇOIS-CONSTANT THIBAUT, lieutenant ; FRANÇOIS-CHRISTOPHE MARTIN, sous-lieutenant.

*Chacune des douze autres compagnies* : un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant.

*La compagnie de cavalerie* était composée de 40 cavaliers, un fourrier, quatre maréchaux-des-logis, quatre brigadiers, un trompette. Elle avait pour officiers : le maire, capitaine ; ANTOINE-ETIENNE PIET-BERTON, capitaine en second ; FRANÇOIS TAILLEFERT, lieutenant ; PIERRE-ISAAC BASTARD, sous-lieutenant ; CHARLES-ALEXIS ROUAÏLLE DE LA RABRIE, porte-étendard.

(2) La compagnie de grenadiers fut seule mise sous les armes, lorsque M<sup>r</sup> Elie de Beaumont vint prendre possession pour le comte d'Artois de son apanage de Poitou, en 1779. Toutes les compagnies avaient cependant été assemblées lorsque le prince était passé à Niort en 1777 ; on lui présenta alors les lettres de fondation de Louis XIII. Ce fut peut-être la dernière fois que le régiment figura en entier.

(1) *Archives de Niort*, n° 2523. Etat des mémoires et fournitures faites pour la compagnie des grenadiers du régiment de Nyort, de 1771 à 1789.

Armurier . . . . .	1,243 l. 5 s. 6 d.
Fourbisseur et doreur . . . . .	1,426 12 3
Buflleteries . . . . .	987 5
Fournitures diverses. . . . .	2,128 12 3
Total . . . . .	5,785 l. 15 s.

boutons dorés étaient aux armes de la ville et un bon poils garni d'une plaque, de quatre glands et d'un pl. Leurs armes et leurs buffleteries étaient entretenues les deniers communs. Il est probable que les crédits a pour l'habillement des tambours, et qui n'étaient pas tuellement dépensés, furent attribués aux grenadiers, mais, d'après les chiffres indiqués plus haut, ils étaient de suffire.

Les archives contiennent un certain nombre de r de la compagnie passées par les commandants mili de la province (1). La première est du 26 septembre M. de la Tour du Pin, maréchal de camp, constate c compagnie de grenadiers de la ville de Niort est com de 48 hommes, dont plus de la moitié a fait la guerre bien armés, bien habillés uniformément et coiffés bonnets. *Cette compagnie*, ajoute le rapport, *a pu être en état de rendre de bons services*. La revue de l'année suivante accuse un effectif de 54 hommes.

La milice bourgeoise, outre les treize compagnies d'hommes de pied, en comprenait une de cavalerie sous Louis XIV, vers 1672, ainsi que nous l'avons vu déjà. Elle subsista jusqu'aux derniers temps de la monarchie. Le 13 juillet 1775, elle figura aux fêtes du sacre de Louis XVI, où elle était en bataille près de l'église Notre-Dame. En 1777, elle se rendit au devant du comte d'Artois à une certaine distance de la ville. D'après l'état de ce corps comptait une cinquantaine de cavaliers. Du reste nous ne savons rien de sa tenue, ni de son armement. Les archives de l'hôtel de ville sont muettes à ce sujet. À la mobilisation de 1674, les cavaliers bourgeois devaient se fournir à leurs frais de chevaux, pistolets et mousquets, et il est croyable qu'il en fut toujours ainsi de cette troupe qui ne se recrutait que parmi les habitants aisés.

(1) *Archives de Niort*, nos 2519-2522.

Le privilège concédé aux habitants de Niort de posséder un *régiment royal* de milice bourgeoise, privilège dont ils paraissent avoir été assez fiers, devint contre eux un expédient de finance, sous Louis XIV, au moment où la vénalité des charges de toutes sortes fut un des moyens les plus fructueusement employés pour remplir les caisses du Trésor. Il faut ajouter cependant qu'il n'y eut pas d'exemption pour les villes où pareille organisation n'existait pas ; elle y fut alors établie pour les besoins du fisc.

Au mois de mars 1694, parut un édit portant création d'officiers héréditaires à gages des régiments de bourgeoisie (1). Les officiers en fonctions, et nuls autres d'ailleurs, ne se montrèrent disposés à faire l'acquisition de ces charges ; aussi, le 24 août suivant, fut rendu en Conseil d'Etat un arrêt (2), qui gardait et maintenait pour toujours les maire, échevins et habitants des villes de Poitiers, Niort, Châtellerauld, Saint-Maixent, Fontenay, les Sables-d'Olonne, Thouars, Parthenay, Montmorillon, Civray et Bressuire en la possession d'établir des colonels, majors, capitaines, lieutenants et autres officiers de bourgeoisie ; à cet effet, *réunissait et incorporait aux dits hôtels de ville* moyennant finance les offices créés par l'édit du mois de mars et toujours sans acquéreurs. On voit que les habitants des villes voisines n'avaient pas été, plus que ceux de Niort, tentés par cette nouvelle institution. La ville de Niort était taxée à 9,200 livres et les deux sols par livre pour lesdites charges, savoir : 700 livres pour le colonel, 500 pour le major, 400 pour chacun des onze capitaines, onze seulement, parce qu'une des compagnies était commandée par le maire colonel, ainsi que cela était d'usage, enfin 300 livres pour chacun des lieutenants. La finance totale paraît avoir été réduite à 7,000 livres et les deux sols ; mais la ville paya malaisément. On alla jusqu'à mettre des garni-

(1) Archives de Niort, n° 2479.

(2) Archives de Niort, n° 2480.

saires chez le maire et les échevins, et il fallut pour la main levée de cette garnison que les officiers fissent l'avance d'une partie des fonds (1). En 1704, il y eut une nouvelle taxe de 2,000 livres et les deux sols *pour confirmation d'hérédité*. La ville essaya de la faire payer par les officiers, ceux-ci refusèrent, disant que les charges avaient été réunies en 1694 à l'hôtel de ville, qui depuis faisait les nominations *de sa propre autorité* et devait par conséquent acquitter les droits de confirmation de ce privilège.

Les offices de milice bourgeoise se prêtèrent, sous l'impression des circonstances, à d'autres mesures financières ; ils furent supprimés par édit de 1706, puis rétablis en 1708, c'est-à-dire remis en vente une deuxième fois. Les mises à prix étaient un peu plus élevées qu'en 1704 : les charges de capitaine avaient été portées à 450 livres et les deux sols, soit 495 livres. Un seul acquéreur, le sieur Clémanson, se présenta, et ce fut pour un office de capitaine. Aussi, le 20 août 1711, l'intendant, en vertu d'un arrêt du Conseil dont nous ignorons la date, ordonna le maire et échevins d'imposer sur les bourgeois et habitants la somme de 3,355 livres et les deux sols par livre de la somme laquelle avait été, sous le bon plaisir du roi, modifiée par la finance, sous déduction toutefois de la somme de 495 livres payée par le sieur Clémanson. Le libellé de cette contrainte nous apprend que les gages à payer par les acquéreurs étaient fixés au denier seize, sans compter les exemptions et exemptions habituellement accordés aux acquéreurs d'offices. L'intérêt était élevé et aurait pu tenter si ce n'avait eu la crainte assez justifiée qu'il ne demeurât impayé.

Après avoir été ainsi exploité à diverses reprises sous le soi-disant privilège de réunion et d'hérédité des offices d'officiers du régiment de milice bourgeoise dissous définitivement, en vertu des édits de suppression d'offices rendus au début de la Régence.

(1) *Archives de Niort*, n° 2481.

§ 2. — Service dû par les forces urbaines  
dans l'armée royale.

Réquisitions de guerre imposées à la ville.  
Son contingent dans les milices provinciales.

Dans l'année 1414, le duc Jean, oncle du roi Charles VI et son lieutenant dans les pays de Berry, d'Auvergne, de Poitou, de Languedoc et de Guyenne, convoqua le ban et l'arrière-ban de ces provinces à l'encontre du duc de Bourgogne. Etaient mandés *tous sujets nobles et autres qui ont accoutumé servir les armes et autres qui tiennent fiefs et arrière-fiefs revenant à vingt livres tournois par an, ou au-dessus, montés et armés suffisamment*. En outre, il était enjoint aux bourgeois et habitants des bonnes villes de ces pays d'envoyer *gens d'armes et de trait pour servir le Roy*. Mais, en même temps, par lettres spéciales, données à Paris le 6 juillet 1414, le duc de Berry octroyait aux maire, échevins, bourgeois et habitants de sa bonne ville de Niort, *qu'ils ne fussent contraints ni tenus de venir ni envoyer au dit mandement et armée*, et les lettres motivent cette exemption sur ce qu'il faut que les habitants *demeurent en notre dite ville à la garde et défense d'icelle* (1). Tel est le titre primordial en vertu duquel les maire, échevins et habitants de Niort ont, pendant toute la durée de l'ancienne monarchie, réclamé et obtenu la dispense du ban et de l'arrière-ban. Cette dispense devint particulièrement intéressante après l'anoblissement par Louis XI des maire, échevins et conseillers, ceux d'entre eux qui abandonnaient leurs professions pour acquérir la noblesse étant soumis aux mêmes obligations militaires que les nobles d'autre origine, c'est-à-dire devant se présenter en personne aux montres ou revues, et *servir en armes* en dehors de la ville dès qu'ils étaient mandés.

Le duc de Berry, en 1414, avait aussi exempté les habitants de Niort d'envoyer à l'armée *gens d'armes et de trait*.

(1) Archives de Niort, n° 84. *Trésor de Nyort*, p. 113.

dégarnir la province de Poitou que menaçaient les Anglais, mais elle n'eut pas lieu d'être maintenue, la ville ne pouvant, en dehors des circonstances extraordinaires, contribuer à la formation de l'armée royale. Louis Charles VII forma la première infanterie régulière en 1445, sous le nom de *francs-archers*, la ville de Niort fournit un certain nombre ; leur habillement et leur armement étaient à sa charge. Les francs-archers de Niort prirent sans doute part à la dernière campagne contre les Anglais, celle qui se termina par la victoire de Castillon et la reddition de Bordeaux. C'est dans cette ville que, la guerre terminée, ils allaient chaque année à *la montre*. En septembre 1455, ils reçurent six livres pour frais de route, trois livres 10 sols pour réparations de brigandines, achat d'une dague et d'un *vouge*, ou épée. En 1456, vers la même époque, le corps leur alloua six livres pour leur voyage à Bordeaux et pour la réparations de brigandines *qu'ils y avaient fait faire*, dit le procès-verbal. Ces dépenses, et autres qu'il y eut lieu de faire pour le même objet, ne furent pas du reste payées sur les revenus ordinaires de la ville, mais au moyen d'une taille sur les habitants à cinq sols par feu. On comptait 240 feux imposables (1).

Les registres de cette époque parlent des réquisitions qui furent faites pendant la campagne de Gascogne. La ville de Niort dut fournir des vivres à *l'ost du roy*. Plus tard, Jehan Duvolier, Regnauld Laydet, Jehan Yver, demandèrent au corps quittance des fournitures qu'ils avaient faites (2). Les procès-verbaux ne disent pas si la ville reçut pour cela une indemnité, mais d'ailleurs peu probable.

Dans les années 1488, 1490, 1491, les comptes de Fécamp et Tarquex mentionnent des fournitures de vivres

(1) *Assemblée du 23 décembre 1456.*

(2) *Assemblées des 12 septembre 1453 et 10 juillet 1454.*



l'armée qui marchait contre le duc de Bretagne. A vrai dire, en 1490, les vivres ne furent pas livrés. Ils devaient être envoyés à Clisson ; mais Jehan Beauharnois, lieutenant du prévôt des maréchaux de France, exempta la ville de cette réquisition. Le corps de ville lui donna, en reconnaissance de ce service, deux écus d'or valant 70 sols.

Dans cette même année, le ban et l'arrière-ban de la province furent mandés pour la guerre de Bretagne. La ville de Niort fit valoir les privilèges qui l'exemptaient et ne négligea pas de disposer favorablement par des présents, le sénéchal et autres officiers. Le receveur acheta quatre *bussards* de vin de Saint-Symphorien et deux *rondelles* de vin de la Foye-Monjau, les fit transporter à la Mothe-Saint Héraye et les offrit au sénéchal du Poitou, Jacques de Beaumont, seigneur de Bressuire, afin qu'il eût *en recommandation* les affaires de la ville.

En 1488, pareille convocation avait eu lieu et à la suite pareilles démarches pour obtenir dispense. Cette année-là, on fit à Niort la montre des francs-archers (1). Les capitaines et commissaires qui vinrent pour cela furent défrayés de toutes leurs dépenses à *l'oustellerie de l'Escu de France*. Le détail en a été reproduit par Apollin Briquet dans ses *Commentaires sur les comptes des receveurs* pour les années 1487-88 et 1490-91 (2).

Les registres de 1535-1538 nous donnent le récit complet de toutes les difficultés qu'eut alors à surmonter le corps de ville pour faire reconnaître son exemption du ban et de l'arrière-ban. C'est d'une analyse inédite de ces registres par Apollin Briquet que nous extrayons ce qui va suivre (3).

Il s'agit de la convocation de 1536. L'armée royale venait d'envahir la Savoie et de passer la frontière d'Italie. François premier était encore à Paris, et c'est là que les

(1) Les francs-archers ne subsistèrent pas au-delà des premières guerres d'Italie.

(2) *Mémoires* de la Société de statistique, 1<sup>re</sup> série, IX, 2<sup>e</sup> série XIII.

(3) *Bibliothèque* de la Société de statistique. Fonds Briquet.

rapporter les lettres confirmatives du privilège d'exemption. Léon Bouhier, celui des échevins qui avait été député, revint avec les lettres, mais, pour une cause n'est pas indiquée, il les rapportait non scellées, c'est-à-dire que le corps ne recevait qu'une pièce sans valeur. Aussi, le 8 mars, fut-il arrêté que l'on enverrait en diligence quelqu'un à la cour pour les faire sceller, et obtenir d'autres. Le receveur fut autorisé à remettre l'envoyé 30 écus sol pour ses frais. Puis, le 16 du même mois, il fut décidé que ce serait le même Léon Bouhier qui de nouveau irait à Paris, et qu'il recevrait seulement 28 écus sol. Mais, sur ces entrefaites, le roi quitta Paris pour se transporter à Lyon, à proximité du théâtre de opérations militaires. Léon Bouhier s'y rendit ; il paraît que Niort on était fort impatient du résultat, et apparemment l'envoyé ne donnait pas de ses nouvelles. On lui dépêcha le 18 avril, un messager, le grand Mathurin, un marin d'émérite sans doute, auquel on donna pour ce voyage 100 livres. Il n'alla probablement pas jusqu'à Lyon, car, le 25 avril, Bouhier était de retour avec les lettres, et le corps de ville à Poitiers quatre de ses membres, dont Bouhier était l'un, pour présenter les privilèges d'exemption le 2 mai, jour de la *cri de l'arrière-ban*. On alloua aux députés pour leur défrayer les dix livres de l'entrée du dernier pair reçu.

L'échevin Bouhier n'était décidément pas heureux dans ses missions, car le lieutenant-général refusa d'accepter les lettres comme n'étant pas suffisantes. Le 23 mai, le corps délibéra sur la question ; il fut arrêté que Bouhier serait contraint de rendre l'argent qu'il avait reçu, attendu qu'il avait pris l'engagement de rapporter *de plus autres lettres*, en outre que l'on enverrait un autre membre du corps, auquel serait allouée la taxe de voyage d'échevin de pair, suivant sa qualité, et en outre 30 écus pour la délivrance des lettres. Ce même jour, M<sup>e</sup> Jehan Bertin, fils d'un échevin en exercice et assesseur au siège de la ville, proposa un marché au corps de ville. Moyennant cent

sol et la promesse d'une place de pair, il s'engageait à obtenir et faire parvenir céans dans le délai de six semaines des lettres d'exemption pour le présent et l'avenir, ou au moins telles que les habitants de Fontenay les avaient eues pour 50 écus. S'il ne les rapportait pas en temps voulu, on lui rabattrait 30 écus, et enfin, s'il ne les obtenait pas, il ne recevrait rien. \*

A la séance du lendemain, 24 mai, M<sup>e</sup> Jacques Berland, licencié ès-lois, et l'un des échevins, s'opposa à ce que le receveur délivrât *aucuns deniers, lettres de chartes et privilèges* pour aller solliciter à la cour, à peine pour ceux qui donneraient de l'argent de la perte de la somme, et pour ceux qui délivreraient les chartes de dommages-intérêts. Le 28 mai, le corps décida qu'un autre délégué serait choisi, vu l'opposition faite à ce que M<sup>e</sup> Berthelin fût chargé d'aller en cour, *à cause des inconvénients qui pourraient en résulter*. Ces inconvénients paraissent avoir été que M<sup>e</sup> Berthelin était étranger au corps. Le choix de son remplaçant fut laissé au maire qui, le 9 juin, confia la mission à M<sup>e</sup> Jacques Laurens le jeune, licencié ès-lois, qui était échevin. On lui délivra neuf pièces extraites du trésor de l'hôtel de ville, et en outre, le 18 juin, Léon Bouhier remit des lettres du roi portant exemption de l'arrière-ban, signées à la Roche-Guyon le 6 mars 1534 (1), et qui lui avaient été confiées comme pièces à l'appui pour en obtenir de nouvelles.

Dès le 4 juillet, les échevins commencèrent à s'inquiéter et, ce jour-là, il fut décidé, *comme le cri de l'arrière-ban avait été fait pour le 17 juillet*, qu'on enverrait un homme à pied dans la ville où était le roi pour savoir si Laurens pourrait avoir les lettres avant cette époque et, s'il les avait

(1) Les lettres du 6 mars 1534, dont l'original existe aux archives sous le n° 86, indiquent les motifs de l'exemption dans les termes suivants : *afin de garder la dite ville qui est close et fermée de murailles, tours, portaux et fossés, de belle et grosse fortification et emparement, l'une des bonnes et fortes villes du royaume, après Poitiers la meilleure et principale du Poitou, assise à cinq lieues de la mer.*

messenger. Le roi était toujours à Lyon ; les frais de voyage de l'express furent comptés à 6 livres 10 sols.

Le 9 juillet, on n'avait encore aucune nouvelle de Laurens, et l'on convint que, faute d'en avoir avant le 17, on ne se présenterait pas à Poitiers. Cependant, Jacques Berland fut chargé d'aller s'enquérir de ce que faisaient les autres villes. Il était invité à rester à Poitiers jusqu'au jour de la montre ; s'il ne le pouvait absolument, on enverrait un messenger pour rapporter les nouvelles.

M<sup>e</sup> Jacques Laurens écrivit enfin qu'il avait obtenu ses lettres ; le 28 juillet, le corps délibéra pour savoir si on irait au-devant de lui à Poitiers, afin de présenter le plus tôt possible la dispense au commissaire de l'arrière-ban ou si on l'attendrait à venir. C'est ce dernier parti qui fut adopté. Dans l'assemblée du 18 août, le député rendit compte de son voyage et présenta un état de ses dépenses. Il avait été absent 38 jours qui, au taux d'échevin, devaient lui être payés à raison de 35 sols, soit 66 livres 10 sols. Le scel des lettres avait coûté 11 écus ; le total de ses dépenses de toute sorte s'élevait à 163 livres 3 sols 6 deniers ; en outre, pour autres menus frais, il avait donné deux testons au messenger que lui avait dépêché la ville. Le compte fut approuvé, le receveur Pierre Giraudeau fut invité à payer la somme, sous déduction de 30 écus déjà remis à Laurens, mais il déclara sur le champ qu'il n'avait aucun fonds en caisse, les deniers d'octroi ayant été saisis par le receveur. Laurens fut alors renvoyé à se faire payer par Adam Bidault, précédent receveur, sur le reliquat de son compte, et quinze jours après reçut effectivement de ce dernier 73 livres, 3 sols, 6 deniers, montant de sa créance (1).

Les lettres furent présentées au lieutenant du sénéchal de Niort, pour en avoir l'exécutoire. On lui demanda en même temps d'assigner un jour pour faire la montre de l'arrière-ban.

(1) *Assemblée du 15 septembre 1536.*

ban *dans la ville* ; puis le maire dut aller avec un échevin à Poitiers, porter au commissaire la montre et les lettres patentes. Ces lettres n'étaient autres que celles délivrées à la Roche-Guyon le 6 mars 1534, renouvelées à la date du 8 juillet 1536, et scellées du grand sceau à double queue, ainsi qu'il est énoncé dans la décharge donnée par le maire Philippe Berland à son prédécesseur, Guillaume de Vieille-Seigle.

Le maire, accompagné de Jacques Laurens l'ainé, se rendit à Poitiers ; mais ils n'y trouvèrent pas le commissaire qui était le sieur Gabriel de Saint-Georges, écuyer, seigneur de Vêrac et Couhé. Il leur fit savoir, après leur retour à Niort, qu'ils eussent à se présenter à sa maison de Plessis-Sénéchal. On décida, le 5 septembre, que le maire, Laurens l'ainé échevin et Mathurin Jouslain pair, iraient par dévers M<sup>r</sup> de Vêrac. Ils furent chargés d'obtenir de lui l'exemption pour les descendants et les veuves *des vingt-cinq*, c'est-à-dire des échevins et conseillers, ou au moins pour les descendants. Ceci pourrait faire croire que les dispenses de 1534 et 1536 n'étaient pas aussi larges que celle de 1414, qui comprenait les habitants de Niort en général, et qu'elles ne s'appliquaient plus qu'aux échevins. Mais on peut entendre aussi que le corps de ville demandait à faire profiter du privilège les descendants et veuves d'anciens échevins résidant, *non précisément dans la ville, mais aux environs* (1). Alors ils sollicitaient effectivement une extension qui du reste fut admise.

Afin d'avoir d'ailleurs meilleure assurance que le commissaire ne fût pas tenté d'interpréter autrement, il fut délivré aux députés 40 écus sol pour distribuer en présents, comme ils le jugeraient convenable. Vingt livres furent données au maire et à Laurens l'ainé pour leur

(1) Un siècle et demi plus tard, les diverses lettres de dispense du ban et de l'arrière-ban étaient citées en séance de l'hôtel de ville comme s'appliquant à tous les habitants de Niort. Voir en note un peu plus loin un extrait de l'assemblée du 22 avril 1689.

quatre jours. Les frais de celui qu'ils allaient faire à Plessis-Sénéchal furent alloués comme d'ordinaire.

Quel que soit le sens que l'on doit attribuer à l'extension de dispense dont nous venons de parler, il résulte des termes d'une délibération du 30 septembre qu'elle fut accordée aux veuves et descendants d'échevins. La date de ceux-ci avait été fixée au 3 octobre ; mais les armoiries manquaient des *harnois* nécessaires et l'on demanda une prorogation après la foire prochaine où ils pourraient aller procurer. Il fut décidé en même temps qu'une enquête serait faite aux frais de la ville.

L'année suivante 1537, la montre de l'arrière-ban fut faite à Poitiers le 23 août. Ceux qui y étaient mandés de Niort ne s'y rendirent cependant pas ; il fut jugé suffisant que le maire et deux échevins allassent à Poitiers pour présenter les lettres d'exemption et le procès-verbal de la montre de 1536 (1). La dispense fut en effet délivrée le 24 août par le seigneur du Puy du Fou, qui avait été commissaire pour tenir l'assemblée du ban et de l'arrière-ban (2).

Pendant près d'un siècle, les dispenses d'arrière-ban furent ainsi accordées aux échevins de Niort sur la production des anciens titres (3), mais non toujours sans inci-

(1) *Assemblée du 17 août 1537.* Comme l'arrière-ban a été fixé à Poitiers, que les montres du ressort et bailliage de cette ville ont été assignées le 23 août, pour savoir si l'on se présentera pour les 25 exempts, veuves et enfants des dits et si l'on retirera le procès-verbal de la montre de 1536, le dernier passé par devant Mr le lieutenant du sénéchal de cette ville, commissaire et exécuteur des lettres d'exemption, lequel demandera 60 sols pour ses vacations, et pour son clerc un écu pour la garde du procès-verbal qui contient deux peaux de parchemin, délibéré que le procès-verbal et autres pièces seront retirées des mains du dit lieutenant et seront payées les vacations autant qu'il lui plaira, que le maître et les sieurs Laurens et Bastard iront à Poitiers se présenter à la montre. Pour cet effet, leur sera donné cinq écus à chacun et leur a été donné les lettres d'exemption données le 6 mars 1534, autres lettres du 15 mars 1536, et l'exécutoire donné par le lieutenant du sénéchal à Niort.

(2) *Archives de Niort*, nos 90, 91.

(3) *Archives de Niort*, nos 92-98.

Les comptes d'Abraham Gaschet, 1593-96, nous apprennent qu'en 1594 saisie avait été faite des fiefs appartenant aux maire et échevins, faute d'avoir comparu au ban et arrière-ban d'Aunis. Sentence de main-levée fut d'ailleurs obtenue en vertu des privilèges octroyés jadis.

En 1635, les choses se passèrent tout autrement. D'après les attestations de *service au royaume en armes*, qui ont été conservées aux archives (1), les échevins de Niort durent se rendre à l'armée de Lorraine. Il faut se souvenir que le cardinal Richelieu, par édit de cette même année, avait enlevé au corps de ville de Niort les privilèges de noblesse et d'exemption de taille, ne laissant subsister ce dernier que pendant la durée des fonctions de l'échevinage. Il n'est donc pas surprenant qu'il n'eût pas voulu reconnaître aux échevins anoblis antérieurement le droit de dispense de l'arrière-ban, d'autant mieux que, depuis la prise de la Rochelle, l'ouest de la France était absolument pacifié et que les nobles de Niort ne pouvaient guères arguer de la nécessité de défendre leurs murailles pour se faire exempter du service militaire dans les armées royales.

Cette sorte de révocation de la dispense d'arrière-ban ne fut cependant pas définitive. Au début de la guerre contre les puissances coalisées à Augsbourg, le ban et l'arrière-ban du Poitou furent convoqués dans la crainte d'une descente des Anglo-Hollandais sur nos côtes ; on adjoignit même aux forces locales réunies l'arrière-ban de provinces éloignées. Soixante gentilshommes de Bourgogne vinrent loger à Niort (2) ; les habitants reçurent d'ailleurs assez mal ces auxiliaires. Le corps députa vers le marquis de Vêrac, commandant de la province, pour éviter cette charge à la ville, du reste sans succès. Un marchand, nommé Louis Collon, refusa d'ouvrir une écurie, qu'il avait rue Saint-André, pour y recevoir les chevaux du sieur d'Assan, gentilhomme bourguignon ; il fallut en forcer la porte

(1) Archives de Niort, nos 99, 100.

(2) Assemblée du 16 juin 1690.

dans la convocation de l'arrière-ban de Poitou, ils valent pour être exemptés de ce service les lettres de les dispenses accordées depuis par les rois, et enfin le dernier argument l'existence du régiment royal de qui pouvait être appelé à la défense des côtes, et qui a été en effet quelques années auparavant (1). Il est probable que ce dernier motif fut considéré comme le plus valable, et, sans que les registres le disent explicitement, les habitants de Niort paraissent avoir été dispensés du ban de l'arrière-ban, lors de cette convocation de 1689 et d'autres qui furent faites durant le règne de Louis XIV.

C'est ici le lieu de dire en quelles circonstances l'usage de milice bourgeoise fut appelé à faire un service dehors de la ville.

Dans les derniers jours de l'année 1672, les maires et échevins de Niort reçurent l'ordre de mettre sur

(1) *Assemblée du 22 avril 1689.* Proposé par le procureur qu'ayant plu à Sa Majesté de convoquer le ban et l'arrière-ban de la province... et comme tant nous maire et échevins que les bourgeois et habitants de cette ville sont exempts du dit arrière-ban, et en ont toujours été dispensés, conformément aux premières lettres de concession du dit privilège et exemption accordées par Jean tils du Roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poitou, données à Paris le sixième juillet 1414... Ainsi qu'il se voit par divers actes de dispense du 18 juillet 1522, 8 septembre 1537, 24 août 1537, 28 novembre 1551, 6 octobre 1567, 10 décembre 1567, et autres, ce qui doit d'autant plus avoir lieu présentement que le Roy de l'année 1621 a établi en cette ville un régiment... qui sert sur les côtes...

Arrêté que députation sera faite à Poitiers auprès du sieur lieutenant général pour lui représenter les privilèges et exemptions, à la charge de se tenir en bon ordre et état pour la garde et conservation de la ville, comme ils l'offrent et s'y soumettent. A cette fin a été nommé Alexis Assailly, sieur de Laubonnière, pour député en la ville de Niort.

*Assemblée du 29 avril 1689.* Le sieur Assailly est allé à Poitiers. On y requiert communication des pièces justificatives de l'exemption. Les titres seront cherchés et portés dans la huitaine par Pierre J... procureur syndic. Des frais de voyage sont alloués aux sieurs J... et Bastard.



quatre compagnies d'infanterie du régiment royal *et une de cheval-légers*, pour être en état de marcher, en cas de nécessité, au premier mandement de Mgr le duc de Navailles. Nous rencontrons ici la première mention de la compagnie de cavalerie qui fut créée à cette occasion (1) et subsista jusqu'en 1789. L'ordre fut adressé au corps de ville par le comte de Parabère, lieutenant général au gouvernement du Haut-Poitou, Châtelleraudois et Loudunois. Le rôle des hommes incorporés dans les quatre compagnies d'infanterie et celle de cavalerie est inséré aux registres, à la date du 18 décembre 1672, et approuvé par le duc de Navailles, gouverneur et lieutenant général pour sa Majesté de la Rochelle, pays d'Aunis, îles de Ré, d'Oleron et autres adjacentes, gouverneur particulier des villes et châteaux de Niort et Lourdes.

Cet appel de milices bourgeoises fut motivé par les craintes que l'on eut, dès la première année de la guerre de Hollande, de voir la flotte hollandaise opérer une descente sur la côte. L'événement se produisit, mais plus tard ; l'amiral Tromp s'empara, au mois de juillet 1674, de l'île de Noirmoutier qui n'était pas défendue. Voici ce que dit à ce sujet Camille Rousset dans son *Histoire de Louvois* : « Il y demeura trois semaines, attendant toujours quelque émotion parmi les religionnaires du Poitou, de l'Aunis et de la Guyenne ; les religionnaires étaient contre lui sous les armes. Il est vrai que Louvois, par prudence, leur avait donné *quelque douceur*. Le duc de la Vieuville, gouverneur du Poitou, avait l'autorisation de permettre aux gentilshommes protestants de se réunir le dimanche pour l'exercice de leur culte ; *mais*, ajoutait Louvois, *vous*

(1) Le 29 août 1672, le corps décidait que le maire irait au devant de l'intendant, Mr de Miromesnil, accompagné du *plus grand nombre de pairs et habitants qui pourront monter à cheval*. Le 30 octobre 1673, il est arrêté que pour l'arrivée de Mr et M<sup>me</sup> de Marillac, la *compagnie de cavalerie montera à cheval*. Il est évident, d'après les termes de ces deux délibérations, que la compagnie de cavalerie avait été organisée dans l'intervalle.

dale et que l'endroit où ils s'assembleront soit éloigné de l'église du lieu, et que la grâce que Sa Majesté leur a accordée ne doit point tirer à conséquence, après la séparation des milices. Il n'y avait rien à faire avec des gens qui ne se contentaient de si peu de chose. Tromp perdit patience et fit voile pour la Méditerranée, où l'appelait le gouvernement espagnol, effrayé du mouvement de Messine. Il s'évanouit cette menace formidable qui avait donné du soucis à Louvois (1). »

Nous dirons d'abord que les compagnies mises sur pied avec des armes en 1672 ne marchèrent point. En 1674, il en fut autrement ; la mobilisation comprit un effectif plus considérable ; puis le corps ainsi formé fut envoyé sur les frontières où il séjourna quelque temps. Nous avons reproduit le passage de l'*Histoire de Louvois*, concernant l'expédition de l'amiral Tromp, parce qu'il peut expliquer certains faits d'indiscipline grave qui se produisirent à Niort de la part des réformés, lors de la formation du détachement. Il y avait chez eux un mécontentement justifié par l'intolérance du gouvernement et ils prêtèrent sans doute l'oreille aux excitations. On chercha à les amadouer pour l'instant, mais le fait ils n'osèrent rien, mais les craintes de Louvois n'étaient pas sans fondement.

L'ordre du duc de la Vieuville de tenir prêtes des compagnies d'infanterie, à cent hommes chacune, et des compagnies de cavalerie à soixante hommes, fut enregistré le 2 mai 1674 au secrétariat de l'hôtel de ville. Le duc de la Vieuville avait été mandé quelques jours auparavant à Fontenay-le-Comte, où se trouvait le gouverneur, pour y recevoir ses instructions. Un rôle de cinq cents hommes pris sur douze compagnies pour en former cinq, armées de mousquetons et fusils, avait été arrêté le 29 avril par le conseil de la Vieuville. Les officiers furent nommés au sort ; ceux qui n'étaient pas en état de faire campagne donnèrent

(1) *Histoire de Louvois*, par Camille Rousset, t. II, p. 116.

démission et d'autres furent désignés à leur place. On fit le contrôle des miliciens qui n'avaient pas d'armes et il fut décidé qu'ils seraient aidés, pour s'en procurer, par ceux qui ne devaient pas marcher.

Ce rôle des mobilisés ne fut pas formé sans réclamations, dont quelques-unes des plus violentes. A une revue passée le 3 mai, deux miliciens, Cadillac et Laroche, *jurèrent le saint nom de Dieu* qu'ils n'obéiraient pas aux ordres de départ, si l'on ne faisait venir *ceux de la compagnie qui n'y étaient pas*. Ils menacèrent le maire, qui était alors Augier de la Terraudière. Celui-ci tira son épée et Cadillac voulut dégainer la sienne ; le maire la saisit et se blessa à la main. Les gagés de mairie mirent alors la main au collet des deux rebelles et les conduisirent à la prison de l'hôtel de ville. Le 14 mai, ils furent élargis, *vu leur repentance*, après être passés cependant devant un conseil de guerre.

Peu de jours après, vint un nouvel ordre de M<sup>r</sup> de la Vieuville, daté de Talmond, le 16 mai, enjoignant de tenir prêts à marcher encore 80 hommes compris dans le rôle général. D'après les pièces insérées au *Thrésor de Nyort*, ceux-ci ne furent pas mis en route ; le détachement d'infanterie se borna aux cinq cents hommes désignés d'abord, que l'on dirigea vers l'île de Bouin, située vis-à-vis celle de Noirmoutiers. Ils furent mis en route le 6 juillet et passés en revue à Beauvoir-sur-Mer le 13 du même mois (1).

Une feuille volante insérée dans les registres donne l'aperçu des fournitures et autres frais à faire pour le détachement (2). Les gages sont calculés pour un mois. Par le

(1) *Thrésor de Nyort*, p. 257.

(2) 8 chevaux . . . . .	960 livres
2 chariots . . . . .	200
Harnois . . . . .	120
Justaucorps . . . . .	150
12 caisses . . . . .	100

A reporter. . . 1,530 livres

corps traita avec un soumissionnaire pour la d... totale, sauf les gages dont le montant ne pouvait être prévu.

Le 4 juin, on reçut ordre du duc de la Vieuville de prêter la compagnie de cavalerie, et c'est dans la troupe que se produisirent les faits les plus graves de subordination venant des officiers et soldats. Elle avait pour capitaine le sieur de Pied-de-Fonds, qui fut dispensé comme valétudinaire et remplacé par Joseph Rivet, sieur de la Guignaudière, échevin. Deux cavaliers de la religion réformée (1), les sieurs Jousseaulme et ... folle, dirent au maire que ni eux ni les autres ne marcheraient, si ceux qui avaient été dispensés ne marchaient pareillement. On était alors au 29 juin; le maire parut à la revue et avait remis un ordre du gouverneur de disposer à partir incessamment. Sur 60 cavaliers, il n'en avait que 32 présents; les absents furent condamnés à dix livres d'amende et il leur fut en outre enjoint de marcher à cheval le 30, sous peine de cinquante livres et de prisonnement. La rébellion s'accrut, car le cap...

	<i>Report.</i> . . .	1,55
Gages de 4 chartiers à 20 s. par jour pour un mois .		11
Poudre à vue claire . . . . .		56
3,000 livres de plomb. . . . .		23
Mèches . . . . .		5
Cheval du trompette . . . . .		10
La trompette. . . . .		9
Pour le hoqueton du trompette. . . . .		4
Pour l'estandard . . . . .		4
Pour les gages du trompette à 30 s. par jour . . .		4
Pour les gages des 5 tambours à chacun 10 l. pour la campagne . . . . .		5
	Total. . . .	2,74

(1) Augier de la Terraudière note dans son procès-verbal de la rébellion que le sieur Jousseaulme aussi bien que le sieur Te... sont de la religion prétendue réformée. Tous les deux, de conseil de guerre, refusèrent de faire la moindre excuse.

échevin Rivollet s'insurgea à son tour ; lui et sa femme insultèrent le maire, l'accusant d'avoir reçu de l'argent de plusieurs cavaliers pour les dispenser. L'ordre fut alors mis entre les mains du lieutenant, Gabriel Berault, sieur du Petit-Vergne, pair du corps.

Le sieur de la Guignaudière se décida toutefois à obéir à l'ordre de départ qui fut délivré le 6 juillet. La première étape était Sainte-Gemme, près Luçon, et il fut arrêté que les cavaliers se rassembleraient à la porte du Pont, en dedans des murs, afin que l'on pût faire le contrôle des partants. Au jour dit, le maire vint se placer pour cela auprès de la porte de ville. Mais le dit Rivollet persista dans son insubordination ; dès qu'il eut trois ou quatre cavaliers réunis, il leur commanda de partir, malgré les remontrances du maire qu'il insulta de nouveau. Un des gagés voulut fermer la porte ; le capitaine tira ses pistolets et menaça de le tuer. Il sortit ainsi malgré le maire ; les autres cavaliers arrivèrent successivement par petits groupes et, en somme, on ne put s'assurer qu'ils eussent rejoint leur enseigne.

Ceci se passait le 7 juillet ; dès le 20, plusieurs déserteurs, hommes de pied et cavaliers, étaient revenus à Niort. Le 21, le conseil de guerre réuni les condamna à rejoindre sous vingt-quatre heures, à peine de la vie. A la vérité, on n'osait sévir aussi rigoureusement ; il était notoire que plusieurs des mobilisés avaient laissé leurs familles dépourvues de moyens d'existence. Le corps de ville présenta à l'intendant une requête pour retirer quelques deniers d'octroi, afin de venir en aide aux plus nécessiteux. Les désertions pouvaient donc avoir leur excuse ; mais il ressort des divers actes d'indiscipline que nous venons d'énumérer, qu'il ne faut pas accepter sans réserves le certificat de bons services décerné des Sables-d'Olonne, le 31 juillet, au détachement de Niort par le duc de la Vieuville (1).

(1) *Trésor de Nyort*, p. 256.

On doit observer cependant qu'il n'est pas question dans le certificat

les compagnies du régiment de Niort furent de retour dans leurs foyers. Il n'en fut rien cependant, au moins pour le corps de cavalerie qui paraît avoir été en tête de la révolte. Le maire avait donné l'ordre aux cavaliers de se réunir pour être passés en revue, le 25 du mois d'août, au grand cimetière de la porte Saint-Jean. Très peu d'hommes s'y rendirent et, à l'heure indiquée, le capitaine promenait avec ostentation sous les halles. Procès-verbal fut dressé et le maire condamna les absents à vingt livres d'amende. Le 31, le corps était réuni à l'hôtel de ville. M. Rivollet se leva et requit l'avis de l'assemblée sur les condamnations, lui demandant de décider que le maire n'avait pas eu le droit de les prononcer. En effet, les membres présents, au moins en majorité, émirent et votèrent *chacun séparément leur avis motivé que les sentences fussent supprimées*. Tel fut l'épilogue de l'expédition à l'île de Bouin ; le maire baissa pavillon et l'assemblée supérieure ferma les yeux.

En 1689, quand l'arrière-ban du Poitou et ceux de quelques autres provinces furent appelés pour garnir les régiments, le régiment de Niort ne paraît pas avoir été mobilisé. Lorsque la flotte anglo-hollandaise vint, dans l'année 1695, bombarder les Sables-d'Olonne et l'île de Ré, non seulement l'arrière-ban fut rassemblé, mais la milice bourgeoise dut fournir un détachement de 300 hommes qui furent envoyés à la Rochelle (1). M<sup>r</sup> de Pierre-Levée inscrit dans ses comptes des deniers patrimoniaux les frais considérables que lui avait causés la convocation de la noblesse, en outre 60 livres *pour les frais extraordinaires du détachement du régiment de milice de Niort, tant pour le vin donné pour encourager que pour faire raccom-*

de la compagnie de cavalerie. Il ne mentionne que les cinquante hommes d'infanterie.

(1) *Mémoire de Thibault de Boutteville, 1742. (Mémoires de la Société de statistique, année 1886, p. 208.)*

*les armes.* En 1702, la flotte anglaise, réunie à celle de la Hollande, se dirigeait vers Cadix ; on put croire que les côtes de France étaient encore une fois menacées. Le maréchal de Chamilly, commandant militaire du Poitou et de l'Aunis, demanda 25 hommes par compagnie du régiment de Niort, pour former un détachement de 300 hommes. En exécution de cet ordre, les officiers du régiment se réunirent le 17 juillet dans l'hôtel de M<sup>r</sup> de la Terraudière, deuxième capitaine et lieutenant-colonel, afin d'organiser le corps expéditionnaire. Les hommes désignés furent prévenus d'avoir à se munir de pain pour quatre jours, au moment du départ, d'un quarteron de poudre et d'une livre de balles de calibre, en outre de tenir leurs fusils en bon état. Les mobilisés étaient formés en six compagnies de cinquante hommes, ayant chacune un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, deux sergents et deux caporaux. On tira au sort les lieutenants et sous-lieutenants qui devaient partir. Le maire, M<sup>r</sup> de Pierre-Levée, fut invité à fournir, aux frais de la ville, *deux charrois attelés* pour conduire les équipages des officiers (1).

Cette alerte ne fut pas la dernière pour le régiment de Niort, durant les guerres du règne de Louis XIV. Dans l'année 1706, les Anglais projetèrent une expédition contre la Guyenne ; leur escadre de la Manche avait embarqué un corps assez nombreux, composé en grande partie de protestants réfugiés. Les vents firent échouer leur dessein ; mais les précautions n'en avaient pas moins été prises contre cette menace. Il avait été fait, sur les ordres du maréchal de Chamilly, un détachement composé de la compagnie de grenadiers nouvellement créée et de cent hommes pris dans les autres compagnies. Ce petit corps fut dirigé sur la Rochelle comme précédemment (2).

(1) *Archives de Niort*, n° 2497.

(2) *Mémoire de Thibault de Boutteville*, 1742. (*Mémoires de la Société de statistique*, année 1886, p. 206.)

et arriver à la période de la guerre de septans pour tr  
un exemple de mobilisation du régiment de Niort, q  
le dernier du reste. Une forte escadre anglaise, conv  
dix à douze mille hommes de débarquement, était p  
entre les îles de Ré et d'Oleron et s'était emparée,  
septembre 1757, de l'île d'Aix qui commande l'en  
chure de la Charente. Le but de l'entreprise ét  
destruction des établissements de Rochefort. L'ém  
très grand ; on n'avait pas de troupes disponibles  
gardes françaises et suisses partirent de Paris  
septembre ; puis la maison du roi, gardes du corps,  
quetaires, gendarmes et cheveu-légers furent mis en  
le deux octobre (1). Mais, à cette date, la flotte an  
s'était déjà éloignée ; les préparatifs de défense, org  
avec les forces locales seulement, avaient intim  
Anglais. La noblesse du Poitou avait été rassemblé  
les ordres du lieutenant général, marquis de Fougèr  
les milices réunies. Le régiment de Niort, dès que l'a  
eut été donnée, forma six pelotons prêts à marcher ;  
en même temps savoir au maréchal de Sennecterre,  
mandant de la région, qu'on pourrait lui envoyer c  
six cents hommes armés à peu près convenablemen  
le fait de la retraite précipitée des Anglais, cette  
volonté devint inutile ; le détachement du régiment  
pas mis en route et les troupes envoyées de Paris re  
l'ordre de rétrograder. La ville avait fait, pour arm  
et équipement, une dépense de quelques centaine  
livres qui ne fut soldée qu'en 1760, à cause de la p  
de deniers où l'on se trouvait lors de l'événement (2)

(1) *Mémoires de Barbier*, t. vi, pp. 585-591.

(2) *Assemblée du 4 octobre 1760*. Règlement de dépenses au

A Savignac, marchand, habillement d'un tam-  
bour ; sept chapeaux bordés à sept autres tambours  
dans les circonstances où ils étaient sur le point  
de partir avec la troupe bourgeoise pour aller



En résumé, les services militaires rendus par le régiment de Niort en dehors de ses murs ne furent pas très importants. Une obligation beaucoup plus sérieuse fut celle imposée à la ville, sous Louis XIV et depuis, de fournir des miliciens qui prenaient place dans l'armée active. De même que pour les francs-archers institués par Charles VII, l'équipement de ces miliciens se faisait sur les deniers de la commune.

Nous empruntons à l'*Histoire de Louvois*, de Camille Rousset, ce qui a trait à la première organisation des milices :

« Au mois de décembre 1688, une ordonnance royale prescrivit aux intendants de faire procéder dans toutes les paroisses de leur généralité, suivant l'importance de la contribution foncière acquittée par chacune d'elles, au choix d'un ou de plusieurs miliciens (1), à prendre parmi les gens non mariés de 20 à 40 ans. Tout milicien devait être habillé et armé, mais sans aucune obligation d'uniformité (2), aux frais de la paroisse et recevoir d'elle une solde de deux sols par jour, moyennant quoi il devait se tenir aux ordres des officiers nommés par le roi et s'exercer

sur la côte . . . . .	88 l.		
A Lavollée, raccommodage des caisses des tambours. . . . .	87	4 s.	
Réparations à la maison de M <sup>r</sup> Rouget, lieutenant criminel, que l'on fut obligé de prendre pour loger M <sup>r</sup> le marquis de Rouffia, maréchal de camp, envoyé ici pour commander dans la circonstance de la descente des Anglais. . . . .	92	4	8 d.
A Lemoine, armurier, pour avoir raccommodé les fusils de plusieurs habitants, soldats du régiment de milice bourgeoise, destinés à marcher sur la côte. . . . .	31		
A Viguier, chaussetier, guêtres pour les tambours. . . . .	24		
A Arnault, cordonnier, souliers pour les tambours. . . . .	31	10	
Total :	323 l.	18 s.	4 d.

(1) Un milicien par 2.000 livres de taille.

(2) Un bon chapeau, un justaucorps et des bas de gros drap ou de treillis doublé de toile.

armes... Il y eut ainsi 30 régiments donnant un effectif général de 25,000 hommes environ... Le milicien, d'après l'ordonnance, n'était engagé que pour deux ans. Si le milicien mariait à son retour, il devait être, pendant les deux années suivantes, exempt de la taille, mais il faut bien dire que les promesses de l'ordonnance, sur la durée du service, ne furent pas régulièrement tenues. »

La première mention que nous trouvons de la milice aux registres, très incomplets d'ailleurs, de 1688 à 1701, est dans un procès-verbal d'assemblée générale des habitants du 18 mars 1691. Une ordonnance de l'intendant du 4 mars, enjoignait de désigner six soldats de milice en place de deux qui avaient eu leur congé et de quatre qui étaient restés malades par les chemins. L'assemblée n'y fut pas en nombre, ordre fut donné aux syndics des corporations de métier de choisir les six miliciens, ce qu'ils firent à pluralité des voix.

Le 20 février 1701, le maire informe le corps qu'il a été envoyé l'ordre de dresser un état des hommes mariés de 22 à 40 ans, ayant au moins cinq pieds de hauteur, et de les faire tirer au sort pour fournir six soldats de milice.

Le 17 février 1702, on demande deux miliciens aux échevins *remontrent* l'impossibilité de les fournir, à cause du grand nombre de garçons qui se sont engagés pendant l'année présente pour la milice.

L'intendant sera prié d'agréer que l'on prenne sur les deniers d'octroi la somme convenable pour la levée des dits deux soldats, sur le pied réglé pour ceux de l'année présente, laquelle somme sera mise aux mains de M. le brou, subdélégué.

Les procès-verbaux d'assemblées et les comptes des receveurs nous font voir combien était impopulaire le recrutement de la milice. Le 21 avril 1727, le corps informé que quatre miliciens sur vingt fournis par la

ont déserté. On a envoyé trois archers pour les reprendre et les conduire à Saint-Maixent ; les frais de poursuite, nourriture et autres, se sont élevés à 166 livres 10 sols qui seront imputés sur les deniers patrimoniaux. En 1743, on paie au sieur Joubert, concierge de la prison royale, la somme de 459 livres 14 sols pour la dépense de pain, nourriture et lits fournis aux miliciens incarcérés (1). Ceux-ci étaient des vagabonds qu'on avait saisis et incorporés de force dans la milice, en déduction du contingent dû par les habitants de Niort qui se trouvaient ainsi exonérés d'autant (2). Le 2 mai 1747, on paie au même Joubert, concierge, la somme de 209 livres 13 sols pour 599 journées de gîte, géolage, ustensiles et aliments par lui fournis aux miliciens emprisonnés comme fuyards de la présente année, à raison de sept sols par jour (3).

L'âge auquel on prenait les miliciens n'était pas toujours le même, au moins dans le principe ; le 3 février 1733, il est arrêté par le corps de ville qu'un rôle sera dressé des garçons de 16 à 40 ans. Ils seront visités et ceux qui seront reconnus bons tireront au sort. Une ordonnance du 12 novembre 1733 réglementa la matière et introduisit des dispositions nouvelles. Nous trouvons pour la première fois aux registres, en 1734, un état de frais d'habillement des miliciens, qui du reste paraît incomplet (4). L'année suivante, la ville fut taxée par ordonnance de l'intendant

(1) *Archives de Niort*, n° 1023. Comptes des receveurs.

(2) *Assemblée du 23 janvier 1743*. Ces vagabonds étaient au nombre de treize ; ils avaient été arrêtés par les cavaliers de la maréchaussée, qui reçurent pour cela 10 livres par homme, soit 130 livres à prendre sur l'excédent du tarif.

(3) *Archives de Niort*, n° 1025. Comptes des receveurs.

(4) *Assemblée du 18 février 1734*. Pour 10 miliciens :

A Bonifleau, cordonnier, 10 paires de souliers . . . . .	32 livres	10 sols.
A Brunet, guétrier, 10 havresacs . . . . .	7	10
20 chemises . . . . .	50	
20 cols. . . . .	5	
Total . . . . .	95 livres.	

frais accessoires, soit 180 livres pour six auxquels la  
était imposée (1) ; les frais accessoires consistaient pr  
palement dans une somme de cinq livres par milicien  
était attribuée au commissaire chargé de surveill  
tirage (2). En outre, la ville donnait encore une inden  
aux exempts chargés de conduire les miliciens au lie  
rassemblement (3).

Ces chiffres ne varièrent pas jusqu'à la fin de la m  
chie ; les registres et les comptes les reproduisent tou  
identiques. Nous ajouterons, comme détail, que les num  
étaient extraits de l'urne par un enfant (4), et non co  
aujourd'hui par les intéressés eux-mêmes. L'opér  
était souvent tumultueuse parce que les inscriptions  
liste ne se faisaient point en vertu d'une règle absol

(1) *Assemblée du 9 mars 1735.*

(2) *Assemblée du 7 mars 1745.* Mr de la Mongerie a été cha  
conduire les 40 miliciens à Fontenay, pour y être incorporés  
bataillon de milice de cette ville ; il y a en même temps porté le  
livres, sur laquelle somme il n'a donné que 1,000 livres pour l'  
ment et équipement, et retenu les 200 livres pour les dro  
commissaire qui a fait faire le tirement.

Décharge à M. de la Mongerie de la somme de 1,200 livres, et  
il n'y a pas eu de commissaire pour le tirage, les 200 livre  
remises au receveur pour être employées aux besoins communs.

*Assemblée du 22 février 1748.* Remise aux maire et échev  
cinq livres par milicien, en tout 75 livres, comme commissai  
tirement en vertu de l'ordonnance du roi du 12 novembre  
« Comme nous, maire et échevins ne voulons profiter de cette  
pour gratification, ainsi que nous en avons usé dans les préc  
milices, et n'étant pas d'usage que nous prenions des gratificati  
les opérations que nous faisons pour le bien et l'utilité de cette  
la somme sera remise au receveur pour la porter en recette d  
deniers patrimoniaux. »

*Assemblée du 17 mai 1753.* Sur les 180 livres des nouveau  
ciens, 30 livres reviennent au maire comme commissaire du tir  
Il les abandonne aux miliciens pour gratification.

(3) *Assemblée du 2 août 1741.* A la maréchaussée, pour avoir  
des miliciens à Saint-Maixent, 30 livres.

(4) *Assemblée du 10 avril 1719.*

égale pour tous. Les exemptions étaient nombreuses et déterminées surtout par la protection des gens influents. En 1739 particulièrement, le tirage fut interrompu par les manifestations des appelés qui criaient : « pas d'exemption ! que tous tirent ! » On ne demandait cependant cette année-là que huit miliciens, nombre bien inférieur à celui qui fut exigé quelquefois.

Afin de mettre le plus d'ordre possible dans cette étude complexe des dépenses militaires, nous avons groupé les documents qui permettent de déterminer la part contributive de la ville dans la formation des contingents de l'armée. Il a cependant été dit quelques mots, au début de ce paragraphe, des réquisitions imposées à la ville, et c'est là ce qui reste à compléter. Elles furent de différentes sortes ; nous pouvons en citer plusieurs exemples remarquables dans les opérations de guerre qui eurent lieu à proximité de Niort.

C'est pendant les deux sièges de la Rochelle que la ville fut surtout mise à contribution par les commandants de l'armée royale, pendant le second surtout, à cause de sa longue durée.

Après le massacre de la Saint-Barthelémy, la résistance des réformés se concentra dans la Rochelle. L'armée royale vint mettre le siège devant la ville dans la fin de l'année 1572, et les opérations furent poussées avec vigueur, après que le duc d'Anjou eut pris le commandement au mois de février 1573. Le comte du Lude était alors gouverneur de Niort ; la ville et ses alentours étaient donc complètement sous l'influence catholique. Dès le mois de janvier, le corps de ville fut avisé d'avoir à fournir pour le ravitaillement du camp de la Rochelle 2,000 charges d'avoine et 2,000 charretées de foin. Tout en s'inclinant par force majeure devant cette injonction, les maire et échevins demandèrent au roi d'être exemptés de trois années de taille ; cette exemption fut en effet accordée par lettres du 4 mars 1573, et il semble que cette décharge d'impôts ait constitué toute l'indemnité pour les réquisitions de diverse nature qui

celles-ci que pour celles qui eurent lieu à d'autres époques ; il n'est question dans les registres de remboursements de la ville. Le corps ne pouvait certainement pas suffire aux dépenses extraordinaires avec ses deniers ; il était même tenu d'en faire l'avance, puis la charge était répartie sur les habitants de Niort et même, par faveur spéciale, sur ceux de quelques paroisses voisines ; mais, avant tout, il était responsable de la livraison des choses réquisitionnées et supportait, pour le moins, tous les frais accessoires.

Les maire et échevins objectèrent la difficulté, l'impossibilité de se procurer les quantités d'avoine et de foin demandées. Le munitionnaire général maintint ses exigences, et ordre fut donné de visiter les maisons de la ville et les habitations de la campagne, pour découvrir les approvisionnements que l'on soupçonnait pouvoir être cachés par les possesseurs.

Le grand maître de l'artillerie, le baron de Biron, ordonna de son côté 500 paires de souliers ; les cordonniers de la ville furent avertis et mis en demeure de les fournir. On envoya en outre un de ses officiers, le capitaine Chabot, avec ordre de mettre en réquisition toutes les hottes de la ville (1) pour le travail des tranchées, et ce qu'on pouvait avoir de lattes pour confectionner des gabions. Enfin, un peu plus tard, il demanda que l'on expédiât au camp des pionniers. Le corps de ville désigna ceux qui pouvaient faire ce service et les convoqua, mais ils ne se rendirent pas à l'appel. Leurs femmes vinrent présenter leurs excuses : les uns étaient malades, les autres partis en ville pour un voyage. Ils furent ajournés au lendemain sous peine de vingt livres d'amende. Si l'on ajoute à cela une réquisition de 18,000 pains de munition, on aura l'idée

(1) A cette époque, beaucoup de transports se faisaient en ville par le moyen de hottes, à cause du mauvais état des rues. Les manoeuvres qui portaient ces hottes étaient appelés *barasseurs*.

des principales charges qu'imposa à la ville ce premier siège de la Rochelle, qui fut infructueux, comme on sait.

Lors du second siège, dès le début des opérations, la ville de Niort dut contribuer dans une large mesure à l'entretien de l'armée royale. L'investissement de la place fut commencé en 1622 par la construction du fort Louis, élevé entre la ville et la pointe de Chef-de-Baie, dans une position commandant le chenal qui donne accès au port. On dit que cet ouvrage se fit sous la direction d'un ingénieur italien que le pape avait envoyé au roi. L'armée royale était sous les ordres de Louis de Bourbon, comte de Soissons, un très jeune général, à peine âgé de vingt ans, alors fidèle serviteur du roi qu'il trahit plus tard pour embrasser la cause des duc de Guise et de Bouillon. Il fut tué en 1641 à la journée de la Marfée où, à la tête des Espagnols, il battit l'armée française commandée par le maréchal de Chatillon. Les mémoires du temps le dépeignent brave et orgueilleux.

Le 16 juin 1622, le comte de Soissons envoyait aux élus, maire, échevins et habitants de Niort commission pour lever dans les paroisses 4,000 boisseaux d'avoine à envoyer dans les quinze jours à Marans. Les termes de la demande font voir que la réquisition portait non seulement sur la ville, mais sur toute l'élection.

Dans la même année, la ville était taxée, *pour sa part*, à une fourniture considérable de vivres et autres objets pour l'avitaillement du fort Louis. Le corps en fut avisé par lettres du comte de Soissons, datées du 21 septembre (1), et se réunit le 4 octobre pour délibérer à ce

(1) Nous mandons et enjoignons que vous ayés à fournir, envoyer et faire amener promptement pour la part de votre ville les vivres, ustanciles et choses concernant le dict avietuaillement à quoi vous avés été taxés et mentionnés à l'extraict du dict département général cy soubz notre contre-scel attaché et le tout faire délivrer en espèces dans le dixiesme jour d'octobre prochain en ce lieu de Laleu.....

La ville de Niort doit porter et avancer *pour sa part* : quinze tonneaux de bled et farine, par moitié ; vingt et un tonneaux et demi de vin ;

par devers le comte lui remontrer que la ville ruinée la grêle, par le passage des troupes, était dans l'impossibilité d'accomplir la commission sans ruine totale ; tâcher de s'en faire décharger. Les 13 et 14 octobre nouvelles lettres maintenant la commission et nommant une députation chargée de pouvoirs pour obtenir exemption ou modération, et transiger à cet effet avec les agents du commandant de l'armée royale.

Les députés ne partaient pas sans quelque crainte d'être enlevés par les partis de huguenots qui tenaient la campagne ; la ville leur garantit leur rançon, au cas qu'ils tomberaient entre les mains des ennemis de Sa Majesté. Le corps avait chargé ses délégués d'une autre affaire qui intéressait également les finances de la ville ; ils devaient demander à Mr de Barentin, intendant de justice et finance à l'armée du roi, si les fermiers de la coutume de Sèvre pouvaient faire payer, sur la rivière, aux fournisseurs de l'armée le droit d'un sol par tonneau. En 1621 la ferme de la coutume avait été adjudgée à un prix plus que d'ordinaire, 300 livres seulement, à cause des troubles. Comme dans la même année, le 26 novembre, on accorda au fermier une diminution de cent livres, il est fort probable qu'il ne fut pas fait droit à cette requête du conseil de ville.

En ce qui touchait leur mission principale, les ennemis ne furent pas beaucoup plus heureux. Le 22 octobre

douze milliers pesant de chair salée, les deux tiers chair de bœuf, l'autre tiers chair de pourceau ; dix-sept boisseaux de fèves et dix boisseaux de pois, mesures de Saintes ; deux cents livres de froment d'Auvergne, de Normandie et d'Holande ; six boisseaux de sel pour les barriques de vinaigre ; une barrique d'huile de noix, partie à manger, le surplus à brûler au corps de garde ; seize livres d'huile de chandelle ; soixante huit livres de chandelle ; soixante huit paillasses, de la longueur et largeur pour servir à trois personnes ; seize paillasse-linceuls neufs ; huit vingt linceuls pour panser les malades blessés.  
*Faict au camp de Laleu près la Rochelle, le vingt et unième de septembre 1622.*

*Signé : LOUIS DE BOURBON*



étaient de retour ; ils avaient obtenu réduction du quart de la réquisition, moyennant engagement de payer les trois autres quarts en espèces sonnantes avant la fin du mois. Le corps décida que cette somme serait prise d'urgence sur les deniers communs ; on aviserait plus tard à la remplacer.

Les termes de la délibération semblent indiquer la volonté de faire immédiatement le versement de la contribution demandée. Il n'en fut rien cependant ; les échevins crurent avoir intérêt à temporiser et à s'acquitter en nature. Mais, le 28 novembre, ils reçurent une sommation sérieuse ; le comte de Soissons écrivait qu'en présence du retard mis à exécuter ses ordres, il avait traité avec un marchand pour avitailler le fort Louis. C'est à ce marchand que la ville devrait verser les 4,100 livres, montant des trois quarts de la somme à laquelle elle avait été primitivement taxée ; le sieur Louvet était détaché avec cinq compagnies de cheveu-légers pour contraindre la ville à payer.

Sur ce commandement, le corps députa de nouveau au camp de la Rochelle pour exposer que la ville avait dû faire des emprunts afin de satisfaire aux ordres du comte de Soissons. Il y avait des vivres achetés déjà, et l'on ne pouvait plus payer les 4,100 livres. Les échevins présentaient leurs très humbles supplications et demandaient qu'on fit retirer le capitaine Louvet.

Dès le deux décembre, les envoyés revinrent ; ils avaient reçu ordre de remettre au commandant du fort Louis les vivres par eux achetés, consistant en 15 tonneaux de vin et des chairs salées, pour le reste de s'acquitter immédiatement. En effet, le lendemain, le corps recevait signification du sieur de Vaux, aide de mestre de camp à l'armée, de payer sous peine d'être contraints par l'envoi de cinq compagnies de cheveu-légers et du régiment du maréchal de Vuitry. Alors il y eut une nouvelle ambassade, les échevins faisant valoir non seulement leurs emprunts, les réparations urgentes à faire aux mu-

causaient les nombreux malades de l'armée envoyés  
les hôpitaux de Niort. On évacuait les malades  
blessés sur les villes environnantes qui les soignaient  
leurs frais, et Niort, à cause du voisinage et de  
importance, en recevait un grand nombre. Cette charge  
qui, au début de la guerre, paraissait déjà lourde, ne  
bien s'aggraver par la continuation des hostilités. En  
mai 1626, il était dû 400 livres aux religieux de la Clarté  
*pour la nourriture des malades et des blessés de l'armée*  
*devant la Rochelle*. Il n'y avait aucun fonds aux  
neries ; le receveur des deniers communs dut faire l'avance  
de la somme.

Quelque bonnes que pussent être les raisons  
faisaient valoir les députés de Niort, ils n'obtinent  
modération. Le 9 décembre, ils rendirent compte de leur  
mission ; ils avaient réglé à 3,175 livres, plus les  
achetés, le tout formant la somme de 4,100 livres. La ville  
leur remboursa la somme qu'ils avaient avancée de  
deniers personnels et versée comptant. On requit  
charrettes pour transporter au fort Louis le vin et la viande  
salée.

Au mois de décembre 1622, les échevins reçurent  
ordonnance de M<sup>r</sup> de Barentin adressée aux élus  
autorisait une taxe de 4,100 livres à répartir sur la ville  
sur les paroisses d'Allonne, Saint-Pardoux, Secondigny  
Xaintray, au sol la livre de la taille. Nous ne sommes  
renseignés sur les motifs qui avaient fait désigner  
paroisses assez éloignées de Niort, dont la contrainte  
fut un dégrèvement accordé à la ville.

Les registres de l'hôtel de ville n'existent pas pour  
deux dernières années du siège de la Rochelle. Les  
situations que nous venons de citer ne furent sans  
pas les seules imposées à la ville de Niort pendant  
lutte mémorable, la dernière des guerres religieuses  
ensanglantèrent l'ouest de la France ; mais nous n'avons  
cause de cette regrettable lacune, aucun détail sur

qui purent encore être exigées. Bien des années après, le corps de ville cherchait des expédients pour obvier aux poursuites qu'occasionnaient *les dettes contractées pendant le siège de la Rochelle*.

Les frais d'hôpital pour les malades et blessés de l'armée se renouvelèrent certainement toutes les fois que des troupes furent massées sur les côtes du Poitou et de l'Aunis. Le cas se présenta plusieurs fois sous le règne de Louis XIV, mais nous n'avons aucun document explicite à cet égard. Plus tard, pendant la guerre de sept ans et pour le même motif, les menaces de descente des Anglais, des forces importantes furent rassemblées à proximité de Niort, et notre ville fut une des places sur laquelle on évacua les malades ; de blessés, il n'y en eut pas, aucun engagement n'ayant eu lieu dans la région. Les registres municipaux d'alors nous renseignent avec détails sur les dépenses qui furent de ce chef imposées à la ville.

Nous avons vu le régiment de Niort en partie mobilisé, lors de l'occupation de l'île d'Aix par la flotte anglaise, en 1757 ; l'émotion fut grande à Paris, d'où l'on expédia en grande hâte la maison du roi, suisses, mousquetaires, tous corps qui ne faisaient campagne que dans des circonstances exceptionnelles. La leçon porta ses fruits et l'imprudence commise de laisser dégarnis de troupes les abords de Rochefort fut réparée. La suite prouva que les précautions n'étaient pas inutiles ; au mois d'avril 1758, une escadre anglaise attaqua, à l'embouchure de la Charente, cinq vaisseaux de ligne et des transports chargés de troupes et de munitions pour le Canada, dont ils empêchèrent le départ. L'année suivante, le maréchal de Conflans se fit battre par l'amiral Hawke à la hauteur de Belle-Isle, et une partie de ses vaisseaux se réfugia dans la Charente qui fut après cela bloquée par la flotte anglaise. Enfin, en 1761, les Anglais s'emparèrent de Belle-Isle, et plus que jamais les côtes de la Bretagne, du Poitou et de l'Aunis furent incessamment menacées. Pendant cinq ans, jusqu'à la paix de 1763, il fallut y maintenir pour la défense des forces importantes.

un hôpital militaire. Celui des religieux de la Charité et l'hôpital général étaient reconnus insuffisants ; au dernier, on construisait alors des bâtiments nouveaux qui n'étaient pas terminés. Par ordre de l'intendant, on aménagea quelques appartements des casernes non occupées et la ville y fit placer de suite cent lits complets. En 1758, il devint nécessaire d'en ajouter douze autres. Dans la séance du 25 septembre, les échevins furent informés que le maréchal de Sennecterre annonçait l'arrivée de cinq à six cents malades ; on ne savait où les loger. Il fut question de prendre l'église Notre-Dame, *un vaisseau assez vaste à portée de l'hôpital de la Charité, mais qui pourrait être trop froid*. Cette raison fit qu'on porta ses vues ailleurs.

Le supérieur de la Charité résidait à la Rochelle avec le maire et un échevin, M<sup>r</sup> Moriceau, s'y rendirent et il fut convenu qu'on prendrait la maison des religieux de la Charité, faisant des aménagements aux frais de la ville. Il s'agissait d'une maison que l'ordre possédait, attenante à l'hôpital qu'il louait au sieur Leballeur, capitaine de la brigade de fermes. On y pouvait mettre 26 lits, moyennant quelques travaux. Ordre fut donné à Leballeur de déloger les religieux. La ville s'engagea à payer les 150 livres de loyer qu'il devait aux religieux. Mais ce local devint insuffisant ; on prit encore une maison qui appartenait au curé de Notre-Dame, située vis-à-vis l'hôpital, pour laquelle on lui payait en 1763, 90 livres de loyer et d'indemnité pour dérangements. On plaça des malades, même dans la chapelle de la Charité ; enfin, à un instant où leur nombre était plus grand que jamais, la ville occupa durant quinze jours

(1) *Assemblée du 1<sup>er</sup> octobre 1757.*

(2) Ces 112 lits entrèrent plus tard dans l'ameublement des casernes pour l'usage de la garnison.

(3) *Assemblée du 25 septembre 1758.* 62 livres allouées pour le voyage de la Rochelle.

jeu de paume qui existait d'ancienne date à l'extrémité de la rue du Mûrier en face le château (1). Le sieur Guillot, paumier, reçut 75 livres de loyer et d'indemnité *eu égard à la privation de son revenu ordinaire et de ce qu'il eût profité par le séjour des officiers de dragons du régiment Mestre-de-camp général.*

Ces dépenses extraordinaires furent payées sur l'excédent du tarif. Les registres, outre plusieurs articles particuliers, comprennent deux règlements de compte d'ensemble, l'un dans l'assemblée du 10 janvier 1763, l'autre dans celle du 11 mai 1767. Le premier jour, on liquida un total de frais qui s'élevait à 2,354 livres. La somme avait été avancée par le sieur Suire, marchand, qui fut alors remboursé. Il réclama encore, à la date du 17 mai 1763, 314 livres pour cent chemises fournies à l'hôpital de la Charité, qui lui furent également payées. Le règlement de compte du 11 mai 1767 (2) est surtout une liquidation d'avances faites aux religieux de la Charité et remboursables par eux à des termes déterminés, sans intérêts ; il comprend aussi les loyers qui leur étaient dus. Du procès-verbal d'assemblée de ce jour-là, il résulte que leur maison fut occupée par la ville jusqu'au 28 juin 1766, par conséquent plusieurs années encore après la cessation de la guerre.

En résumé, les frais de toute nature furent considérables, et toutefois la ville ne reçut jamais à la fois cinq ou six

(1) *Assemblée générale des habitants du 26 février 1612.* Pour le regard de la femme du sieur Gascougnolles et au *grand jeu de paume devant le chasteau*, ne sera taxée, attendu que le sieur Gascougnolles, son mary, est taxé à Tonay-Charente.

(2) *Assemblée du 11 mai 1767.* Pour mettre les religieux de la Charité en état de recevoir le grand nombre de soldats malades que l'on envoyait de la Rochelle dans la dernière guerre, la ville leur a prêté, à différentes reprises, 7,095 livres 13 sols. Ils ont rendu 5,095 livres 13 sols, et doivent payer 1,000 livres cette année, 1,000 livres en 1768. Mais on leur doit, pour loyer de la maison occupée, 5 ans et un quartier, du 28 mars 1761, à 150 livres par an, total : 787 livres 10 sols, en outre 80 livres 12 sols, avancées à Pairé et Daviau pour réparations locatives. Depuis le 28 juin 1766, elle n'est plus occupée.

de Sennecterre en 1758. Le nombre en avait été moindre ; « *Niort en a reçu jusqu'à quatre cent fois* », dit le procès-verbal du 10 janvier 1763.

On peut remarquer que pendant cette occupation des côtes aucune réquisition de vivres ne fut faite par les troupes. Les délibérations de l'échevinage en ont certainement fait mention.

### § 3. — Garnisons et troupes de passage.

#### Logements militaires

Dans la séance du 4 juin 1454, le corps de ville prit une délibération pour faire fournir le *logement et* à quinze lances de la compagnie de Lohéac, c'est-à-dire une centaine d'hommes. Le maréchal de Lohéac et ses capitaines qui, l'année précédente, avaient combattu devant Castillon et chassé, par une brillante victoire, les Anglais des derniers points qu'ils occupaient en France. Le 28 juillet, les échevins décidaient que l'on écrirait au maréchal pour que les gens d'armes qui étaient logés en ville eussent à payer ce qu'ils devaient. Les soldats, à cette époque, qui est celle des premières compagnies permanentes, prétendaient donc être indemnisés par eux faits pour le logement et l'entretien des troupes. En fait, ils ne le furent jamais entièrement en temps ; les charges à cet égard furent toujours très lourdes et redoutées des particuliers astreints au logement. Quant à ce qui est du budget de la ville, les deniers communaux furent et à mesure de l'accroissement des armées, furent plus en plus mis à contribution. Dans certains cas, la ville avait bien à faire qu'une avance de fonds, sauf à la rembourser ensuite avec les officiers ou les munitionnaires ; les remboursements subissaient de longs délais et ne se réalisaient pas toujours intégralement (1).

(1) Plus se charge le comptable de la somme de six cens livres receue en la ville de Poitiers des sieurs et Thebaul

Les registres de 1535-1538, très complètement analysés par Apollin Briquet, ainsi que nous avons eu occasion de de le dire, nous fournissent des détails circonstanciés au sujet des garnisons et logements militaires de ce temps-là. Le 30 juin 1535, le corps prit une délibération pour le logement de la compagnie de M<sup>r</sup> de Montpezat qui venait tenir garnison à Niort. Il fut attribué une indemnité aux logeurs, à raison de 20 sols par mois pour les gens d'armes et de 10 sols pour les archers. Les fonds pour cela devaient être faits par une taille (1) mise sur tous les habitants et même les gens d'église, *à raison de leurs facultés et de leurs logis*, en exceptant toutefois les habitants payant moins de 20 sols de taille et ceux qui logeraient, malgré l'indemnité qui leur était accordée, ce qui prouve qu'elle n'était regardée que comme une compensation insuffisante des charges qu'ils avaient à supporter.

Quant à l'avitaillement, c'est-à-dire à la fourniture de vivres et autres denrées à faire pour les troupes, la ville devait y pourvoir conformément aux ordonnances (2). Voici le résumé des règlements qui existaient à cet égard : Les gens d'armes devaient être logés dans les villes closes du royaume et s'y fournir de vivres et provisions, tant

au paiement des estappes pour une estappe de six cent soixante livres dheue au corps, sur laquelle il aurait fallu faire remize de la somme de soixante livres, sur les difficultez apportées par les préposez au paiement. (*Comptes de Pierre Jouslain, maire, 1654. Archives de Niort, n° 892.*)

(1) *Assemblée du 25 janvier 1537.* On nomme des commissaires pour lever les deniers à mettre sur les habitants pour payer le logement des gens d'armes. Sont nommés : A. Coyault, F. Guilhem et J. Gaillard.

*Assemblée du 29 mars 1538.* Les comptes de P. Thibault et Fr. Gaucher, commissaires pour lever les deniers pour payer les logements des gens d'armes, ont présenté un reliquat de 6 à 7 livres qu'ils veulent garder pour leurs frais et vacations. Délibéré qu'ils seront contraints par corps à rendre ce reliquat.

(2) *Ordonnances sur le service et la résidence des gens d'armes.* La Ferté-sous-Jouarre, 20 janvier 1514. Bordeaux, 15 juillet 1530. (*Recueil d'Isambert, t. XII, pp. 2 et 346.*)

*vivre sur le pauvre peuple des champs.* Pour ce gouverneur du pays ou son lieutenant, avec les officiers du roi, le capitaine ou lieutenant des corps en garnison, *quelques bons prudhommes de la ville*, se réunissaient et *faisaient la taxe des vivres en ayant égard à l'abondance et fertilité qui pourra être au pays, et aussi aux besoins qu'ont les gens de guerre, le plus près de la raison que faire se pourra.* Puis on faisait le *département* sur chaque paroisse de ce qu'il conviendrait fournir ; cet acte devait être signifié *aux bonnes gens* par un sergent ou autre officier *en même temps qu'ils seront dûement avertis de ce qu'ils devront, chacun en droit soi, fournir et mener par ses propres moyens en la dite ville pour la provision des dits gens d'armes, pour être mis en munition, laquelle deux prudhommes de la ville auraient charge de la recevoir pour la distribuer aux gens d'armes, en les payant selon le taux qui en aura été fait et après des deniers qu'ils en recevront en déduction des bonnes gens.* Les officiers municipaux étaient spécialement chargés d'assurer l'approvisionnement ; les ordonnances édictaient des pénalités, à la fois contre ceux des villages qui seraient défailants d'apporter et contre les officiers des villes qui commettraient des abus, des exactions dans la gestion de ces fournitures. L'article troisième de l'ordonnance de 1530 introduisait ou rappelait une exception à l'obligation imposée aux gens d'armes de payer entièrement ce qu'ils avaient reçu ; il les dispensait de payer *le bois, la paille et autres menues choses consommées aux anciennes ordonnances.*

Il y avait, d'après les règlements ci-dessus, beaucoup d'arbitraire dans l'établissement de la taxe des vivres et dans le *département* des paroisses contribuant à la provision. D'un autre côté, la peine et la responsabilité étaient grandes pour ceux qui devaient pourvoir à ces approvisionnements. Aussi ne sera-t-on pas surpris de voir les échevins de Paris louchoyer au milieu des difficultés et s'efforcer, par des présents faits à propos, de se rendre favorables les officiers militaires.



Le 19 juin 1535, le corps de ville nomma pour l'avitaillement trois commissaires qui furent les sieurs Pierre Combault, Guillaume Joyeux et Robin Desmoulins. Ces fonctions étaient attribuées pour six mois ; elles n'étaient pas gratuites, car lesdits commissaires touchaient des vacations après qu'ils avaient rendu compte (1). Puis on fit porter les commissions d'avitaillement dans les paroisses et seigneuries désignées (2). Mais deux d'entre elles se dirent exemptées par M<sup>r</sup> de la Trémoille, gouverneur du Poitou ; c'étaient la principauté de Marsillac et la capitainerie de Chizé. Les échevins députèrent, à ce sujet, Jacques Laurens, un des leurs (3), pour obtenir deux autres localités qui supporteraient les charges. Le gouverneur répondit à messieurs du corps de ville la lettre suivante, datée de Thouars le 1<sup>er</sup> juillet 1535 :

« Messieurs, vous entendez que la terre de Marsillac est loin de contribution et appartient à Madame de la Rochefoucauld, et pour ce je vous prie d'adviser quelque autre ayde à la moindre charge et oppression du peuple qu'il vous sera possible, et je vous le feray bailler en m'en advertissant ; par ce moyen tenez exempt le dit lieu de

(1) *Assemblée du 12 décembre 1535.* Pierre Combault et... chargés de lever les vivres sur les seigneuries et paroisses contribuables, disent qu'ils ont exercé cet emploi depuis le 19 juin dernier, et qu'à la fin du mois il y aura plus de six mois..... ; demandent à être déchargés de leur commission et à rendre leurs comptes. Sont nommés pour les remplacer Jehan Arnauldet, François Pern, marchands.

*Assemblée du 29 décembre 1536.* Les anciens commissaires pour l'avitaillement demandent à être payés de leurs vacations ; délibéré qu'il leur sera fait taxe, après que leurs comptes auront été ouïs et clos.

(2) *Assemblée du 27 octobre 1536.* En juin 1535, Martin Clerc a porté les commissions d'avitaillement à Mougou, Notre-Dame de Celles, Ensigné, Civray, Aulnay Ville-Dieu d'Aulnay, Chizé, Dampierre-sur-Boutonne, Marsillac, Villefaignan, Tusson, Fontaines, Chef-Boutonne, Coutures, Paizay-le-Chapt, Asnières et Villemort. Il a passé huit jours et reçu 50 sols.

(3) *Assemblée du 9 juillet 1535.* Le député reçut sept livres pour ses frais de voyage.

je prie Dieu Notre Seigneur vous donner ce que vous désirez. »

La terre de Marsillac avait été comptée pour un homme d'armes et deux archers. Nous ignorons la quote-part de Chizé et les registres ne nous apprennent pas s'il fut bué d'autres localités en échange.

Avant l'arrivée de la garnison, le maréchal des logis et le fourrier, avec un guidon, étaient venus marquer les logements ; le corps de ville, pour les bien disposer, qu'ils seraient défrayés et leur donna en outre les deux tiers des trois derniers paires reçus, soit 30 livres, en leur ajoutant de plus celle du premier qui serait admis.

Les commissaires aux vivres devaient veiller à la fraude qui se commettait fréquemment ; on leur comptait plus de chevaux qu'il n'y en avait en subsistance. Le 6 septembre, il fut proposé au sein du corps de ville de nommer un contrôleur pour vérifier la manutention des vivres et le nombre des chevaux ; mais on considéra cela comme suffisant que les commissaires retirassent des cens de certains des habitants qui logeaient les gens d'armes.

Cette garnison de la compagnie de Montpezat partit en février 1536, mais non sans encombre. Elle fut mal mandée, au moins dans les derniers mois, par le manque des logis qui se nommait Jehan de Saint-Martin, écuyer du seigneur dudit lieu. Cette désignation et la similitude du nom font croire qu'il était frère d'un échevin de la ville. Malgré cela, l'entente ne fut pas parfaite entre lui et le corps de ville. Les commissaires avaient retiré des cens pour 26 hommes d'armes et 52 archers, en comptant un archer par homme d'armes. Au mois de février, Jehan de Saint-Martin réclama d'autres vivres et de nouveaux logements ; quelques-uns des gens d'armes menaçèrent de *prendre les champs* s'ils n'étaient avitaillés convenablement. La peine édictée en ce cas était grave cependant il ne s'agissait pour eux de rien moins que d'être *étranglés par leurs gorges*. Toutefois, les échevins

se défiaient peut-être de la connivence de leurs chefs déclarèrent que *l'on chercherait à les satisfaire*.

Le 8 mars, après le départ des gens d'armes, le corps ordonna une enquête sur les exactions commises par eux envers les marchands, au moment où ils allaient quitter la ville, et sur les autres excès commis précédemment. Cette enquête, suivant la délibération, devait être adressée à M<sup>rs</sup> de Montpezat et de la Trémoille.

A la fin de l'année 1536, une nouvelle garnison fut envoyée à Niort. M<sup>r</sup> de Bonnefons présenta une commission qui le chargeait de faire loger en Poitou les cent hommes d'armes des compagnies Dacier et de Crussol. Le duc de la Trémoille écrivait en même temps que ces compagnies venaient de servir le roi à la conquête de la Savoie. M<sup>r</sup> de Bonnefons vint à Niort et demanda à être défrayé ; le corps lui alloua d'abord 20 livres. Les délégués des autres villes qui recevaient partie de cette garnison se réunirent à Niort, pour faire la répartition des gens d'armes, et durent contribuer au paiement des dépenses que faisait le commissaire royal à l'auberge du Dauphin où il était installé. Ils donnèrent pour leur part 19 écus sol ; restaient 13 écus qui furent payés sur l'ordre du corps de ville à Giraudeau, hôte du Dauphin (1).

M<sup>r</sup> de Bonnefons paraît avoir été un commissaire peu accommodant. Le corps lui offrit d'abord douze écus *pour avoir égard à la ville et à son ressort*. Il les refusa ; alors, dans l'assemblée du 29 décembre 1536, on décida de lui faire présent de trois *rondelles* de vin, jusqu'à concurrence de 15 livres, à prendre sur les deniers des intrants. Cela ne l'empêcha pas de *remontre*r que, d'après l'ordonnance du roi donnée à Amboise, les vivres des gens d'armes devaient être exempts du huitième, dixième, quatrième et

(1) L'auberge du Dauphin était rue Saint-Gelais, à la hauteur de la rue Vieille-Rose. A l'entrée de cette dernière se trouvait un puits appelé d'abord puits Dauphin, du nom de l'auberge, puis ensuite puits du Relais, à cause du voisinage de la poste aux chevaux.

autres subsides, et que l'on eût en conséquence à déléguer un homme pour détailler aux gens d'armes le vin exempt d'impôts. Le corps lui répondit qu'il pouvait se décharger de ces impôts en achetant le vin en gros (1). Le commissaire royal fit encore une autre réclamation, et celle-ci était personnelle ; il prétendit avoir droit à ses *munitions*, sans rien payer aux commissaires de l'avitaillement. Les échevins ne cédèrent que dans une certaine mesure ; ils lui donnèrent *pour tout* une pipe de vin (2), à prendre sur les deniers des intrans. Déjà ils en avaient donné une au capitaine des gens d'armes, présent d'usage au moment de son entrée en garnison (3). La dispense de payer les munitions, qui avait été à peu près refusée à M<sup>r</sup> de Bonnefons, fut accordée au fourrier de la compagnie Dacier (4).

Le corps de ville éleva le taux des logements beaucoup au-dessus du tarif de l'année précédente. Par délibération du 12 décembre 1536, il alloua 40 sols par mois pour un homme d'armes et 25 pour un archer, *afin d'alléger les frais de ceux qui logent*, dit le procès-verbal. Malgré cela, il y eut des réclamations ; on fit valoir, entre autres raisons, qu'à Fontenay et autres lieux on donnait 60 et 40 sols. L'échevinage accorda, le 17 janvier 1537, que les logeurs recevraient 60 sols par homme d'armes et 30 sols par archer. Les fonds devaient être levés, par une crue sur la taille au sol la livre, sur tous ceux payant au moins 20 sols de taille. Le taux était donc triplé ; cette très grande différence des tarifs de 1535 et 1537 fait croire que les commandants de la garnison avaient imposé des exigences nouvelles pour les logements. Toujours est-il que le corps de ville prit des mesures pour s'assurer au moins que les

(1) Assemblée du 17 janvier 1537.

(2) Assemblée du 23 février 1537.

(3) Assemblée du 25 janvier 1537.

(4) Assemblée du 27 avril 1537. Sur sa requête, Jehan Desbordes, écuyer, fourrier de la compagnie Dacier, est exempté de payer ses munitions aux commissaires de l'avitaillement pour les mois précédents et suivants.

logements comptés étaient effectifs ; le procureur syndic et le secrétaire reçurent mission de visiter les maisons et de constater la présence des gens d'armes ; il leur fut taxé des vacations pour ce travail. Les registres contiennent plusieurs procès-verbaux de ces visites.

Dans l'année 1537, les délégués pour le *département* des gens d'armes se réunirent à Fontenay, et ce fut à Parthenay que furent convoqués ceux qui devaient faire la taxe des vivres. Pour la première opération, les députés de Niort, au nombre de six, furent absents cinq jours, du vendredi 2 février au mardi suivant. Ils versèrent quatre écus d'or pour la quote-part de leur ville dans la dépense faite par M<sup>r</sup> de Bonnefons. Quant à la seconde affaire, les députés furent le maire et les trois commissaires de l'avitaillement nouvellement nommés ; ils se rendirent à Parthenay le 24 juillet. Antérieurement, dans une séance du corps de ville tenue le 16 juin, il avait été dit qu'il conviendrait de diminuer le prix du foin fourni par les paroisses contribuables, *à cause de la fertilité de cette année*. Il fut arrêté, à la suite de cette proposition, que l'on en conférerait avec le lieutenant du sénéchal. On doit conclure de là que le prix payé par les gens d'armes était inférieur à celui que la taxe accordait aux producteurs, *aux bonnes gens*, comme disaient les ordonnances. Sans cela, on ne s'expliquerait pas que l'échevinage de Niort prit l'initiative d'une réduction des prix d'achat. Si la ville, au contraire, supportait la différence, elle y avait intérêt.

Une portion seulement de la compagnie Dacier était logée dans Niort ; à la fin de juin, le maire fut prévenu que le capitaine de Gavarres allait venir pour faire en ville la montre de toute la compagnie. « Toutes les montres », dit le procès verbal d'assemblée du 30 juin, « ont été faites à Niort, ainsi que l'assiette de la garnison et la répartition des compagnies Dacier et de Crussol ; il conviendrait que celle-ci, qui sera encore *à la grande foule du peuple*, eût lieu dans une autre ville. » Ces revues

étaient souvent en effet la cause de désordres, malgré les précautions extraordinaires que prenait l'échevinage (1). Aussi fut-il décidé que l'on enverrait un exprès à Poitiers pour obtenir ce changement. Le 13 juillet, le corps eut à répondre à une demande des gens d'armes, en résidence à Sainte-Hermine, qui auraient voulu être logés à Niort, au lieu et place de ceux de la garnison qui étaient absents. Les échevins refusèrent, disant qu'ils ne devaient le logement qu'à ceux *qui avaient été ordonnés être en garnison à Niort, si ce n'est en cas de montre*.

Au mois d'octobre, la compagnie Dacier quitta Niort ; le 26 de ce mois, on votait 15 sols à Jehan Delaunay qui, sur l'ordre du corps, allait à Saint-Maixent chercher la dépêche *pour faire déloger* les gens d'armes.

La garnison de l'année 1538 donna lieu à des incidents beaucoup plus graves que les précédents. Le premier février, le corps de ville délibérait au sujet de l'avis qui lui en avait été donné. La compagnie du sieur de Saint-Pol, duc d'Estouteville, composée de cent hommes d'armes au complet, venait prendre ses quartiers en Poitou. M<sup>r</sup> de la Trémoille avait envoyé le sieur de Daillon (2), l'un des gentilshommes de sa maison, pour

(1) *Assemblée du 13 juillet 1535.* Il est défendu aux enfants et compagnons de porter des armes par la ville, de ne courir la nuit dans les rues et sous les halles et de ne faire aucune insulte aux gens d'armes ; il est enjoint aux hôteliers qui auraient ôté leurs enseignes de les remettre et de loger les gentilshommes qui viennent à la montre.

Il est défendu aux bouchers d'enchérir la viande et de vendre aux étrangers les bêtes dont la ville doit être fournie, et aux revendeurs d'enchérir leurs marchandises, aux taverniers d'enchérir le vin, et doivent le vendre déchargé de tout droit de huitième et dixième.

*Assemblée du 12 mars 1538.* Seront faites inhibitions et défenses à tous marchands, hôteliers, revendeurs, pannetiers et autres qui amènent vivres pour vendre en cette ville de ne pas les enchérir à cause de la montre des gens d'armes, mais de les vendre à prix raisonnable ; autrement sera promptement pourvu aux dits prix à peine de confiscation et d'amende.

(2) Les de Daillon sont plus connus sous le nom de du Lude. C'est Guy de Daillon, comte du Lude, qui assiégea Niort pendant les guerres de religion, en 1569.

faire le *département* ; celui-ci avait établi pour les vivres un règlement, dont les procès-verbaux d'assemblée reproduisent les traits principaux : « Les *logis et ustensiles* des dits hommes d'armes seront payés par les dites paroisses (1), *selon leur regard* ; il est ordonné que les munitions pour les gens d'armes seront par mois de 25 quintaux de foin, 25 quintaux de paille, 50 boisseaux d'avoine, mesure de Niort, 12 charges de bois en hiver et 8 en été ; aux archers, il sera donné moitié. Pour chaque quintal de foin, il sera remboursé 2 sols tournois ; pour chaque boisseau d'avoine, 12 deniers. » Les échevins étaient invités à nommer des commissaires pour l'avitaillement M<sup>r</sup> de Daillon, ainsi que le maréchal des logis et le fourrier, voulaient être défrayés des dépenses qu'ils avaient faites dans la ville, lors du *département* (2). Le maréchal des logis entendait placer lui-même les gens d'armes, sans recevoir les logements fixés par l'administration communale.

Le corps de ville se mit en mesure de donner satisfaction à ces demandes qui, sans nul doute, excédaient la lettre et l'esprit des ordonnances. Le secrétaire, Jehan Chalmot, passa cinq journées *pour les assignations, expéditions et pour le bien public*. Il requit, à l'assemblée du 22 février, taxe de ses vacations, en considération du travail qu'il avait eu et de ce que ses gages étaient *moindres de tous les officiers de la ville, voire même des sergents*. On lui alloua pour ce travail extraordinaire 60 sols.

(1) La liste n'en est pas aux registres.

(2) Jacques Sarreau, hôte de Saint-François, remit le détail suivant des dépenses faites dans son auberge .

Le commissaire, le maréchal des logis et le fourrier, au nombre de sept hommes et sept chevaux, restèrent le samedi et dimanche jusques après déjeuner ; soit 15 sols par homme et par cheval. Total : 105 sols. Le secrétaire et le sieur Barrault sont restés pendant cinq jours et ont fait chez lui 20 tables à 4 sols la table, compris la chandelle et le bois. Total : 4 livres. Plus 6 tables de Jehan Berthelin l'ainé, Regnier, Garnier, Pierre Lemoyne, appelés par le commissaire, qui sont 24 sols et 6 tables du secrétaire et du sieur Barrault pour le samedi et dimanche matin qui sont 24 sols.

La compagnie de Saint-Pol était des plus indisciplinées. Dès le mois de mars, les hommes se mirent à *tenir les champs*, sans vouloir retourner à leurs garnisons, à moins qu'on ne les fournit de vivres pour eux, leurs serviteurs et leurs chevaux, *sans rien payer jusqu'à la montre prochaine*. Le corps employa le moyen habituel ; il décida, le 12 du mois, que l'on ferait présent au maréchal des logis de trois barriques de vin de la Foye-Monjault à 100 sols la barrique ou d'un marc d'argent, s'il le préférerait, *pour soulager la ville autant qu'il le pourrait*. En même temps, on dépêcha Jehan Chalmot vers le duc de la Trémoille, avec mission de solliciter de lui les mesures convenables pour faire rentrer les gens d'armes dans la garnison et les forcer de recevoir leurs vivres selon l'ordonnance de M<sup>r</sup> de Daillon.

Les gens d'armes ne rentrèrent point dans leurs quartiers, pas tous au moins. Le 2 juin, un certain nombre battaient encore la campagne, *commettant des oppressions et exactions sur le pauvre peuple*, et ce jour-là les échevins faisaient commencer une information sur ces désordres. Le lieutenant de la compagnie, M<sup>r</sup> de la Faiolle, était cependant venu à Niort prendre le commandement jusque-là exercé par le maréchal des logis ; on avait décidé, pour se le rendre favorable, que chaque jour il lui serait envoyé, aux frais de la ville, quatre grands pots de vin à chaque repas. Dans le mois précédent, la compagnie avait été réunie pour la montre générale ; il avait même été question de faire cette revue à Niort dans le temps de la foire de mai. Les échevins, effrayés du désordre que pouvait causer ce rassemblement de soudards en ce moment d'affluence, gratifièrent le maréchal des logis de dix écus sol, lui promettant en outre qu'il recevrait tous ses vivres sans payer, s'il obtenait que la montre eût lieu dans une autre ville.

Dans l'intervalle, il s'était produit d'autres faits au préjudice de Niort et des villes du Poitou qui avaient aussi garnison. M<sup>r</sup> de la Trémoille, après avoir reçu le secrétaire



de l'hôtel de ville, député auprès de lui, l'avait renvoyé à M<sup>r</sup> de Daillon qui fit alors, sans doute pour apaiser les gendarmes, une taxe des vivres, dont le taux était *excessif* et à la *foule du pauvre peuple* (1). L'exaction était telle que les villes intéressées résolurent d'envoyer *en cour* pour obtenir réforme de ce tarif. Parthenay et Saint-Maixent promirent 40 écus pour leur part des frais de députation ; Niort 20 écus, plus 10 pour Fontenay *qui ne voulait pas contribuer*. Le rendez-vous des délégués était à Poitiers. Le receveur, qui était allé dans cette ville pour y porter les 30 écus, revint le 9 avril et annonça que le voyage avait manqué *par l'absence du lieutenant de la justice*, que cependant il s'était entendu avec M<sup>r</sup> de Saint-James, procureur du roi à Poitiers, qui allait en cour pour les affaires de la ville. Ce dernier s'était chargé de la lettre du sénéchal, et on lui avait promis 30 écus s'il obtenait une réponse favorable, savoir : 15 de la part de Niort et 15 de celle de Saint-Maixent.

Il est probable qu'il fut fait droit dans une certaine mesure aux plaintes des villes du Poitou, car, le 22 mai, M<sup>r</sup> de la Trémoille adressa de son château de Thouars une ordonnance nouvelle sur les vivres, plus équitable, comme le prouve une délibération du corps du 30 mai. Le lieutenant de la Faiolle requérait que les vivres fussent fournis aux gens d'armes selon le *dernier taux* fait par M<sup>r</sup> de Daillon. On lui répondit que la livraison serait effectuée suivant le règlement du 22 mai et que, si les gens d'armes y contrevenaient, ce serait à leurs risques et périls.

Les registres s'arrêtent là, et nous ne savons pas si la garnison de 1538 présenta d'autres incidents. Jusqu'à la période des guerres de religion, les choses durent se passer à Niort à peu près de même, sauf quelques variantes ; nous n'avons du reste aucuns documents à ce sujet, les *papiers secrétaires* présentant ici une lacune de près de trente

(1) Les registres de l'hôtel de ville ne produisent aucun chiffre à cet égard.

années. La guerre civile interrompit nécessairement le régime régulier des garnisons, mais il est remarquable qu'après la pacification, et pendant plusieurs années, la ville de Niort ait été dispensée de recevoir des troupes en subsistance. Les registres de 1600 à 1625 ne contiennent aucune désignation précise de corps ou compagnies logées à Niort, comme nous l'avons vu de 1535 à 1538 et comme nous le verrons encore après 1630; ils ne mentionnent d'autres venues de gens de guerre que celles nécessitées par les troubles qui eurent lieu pendant la minorité de Louis XIII, et se renouvelèrent avec plus ou moins de violence jusqu'à la prise de la Rochelle. Il y avait cependant la garnison permanente du château, et quelques-uns des hommes qui en faisaient partie étaient peut-être logés en ville. C'est à ceux-ci et aux troupes de passage que peuvent s'appliquer les termes d'une délibération du 2 mars 1601. Le corps fait valoir, à l'appui de ses réclamations contre l'impôt de la *pancarte*, que les habitants *ont toujours eu les soldats et gens de guerre logés en leurs maisons et en ont encore*. Dans les années qui suivirent la réduction de la Rochelle, de 1630 à 1632, Niort fut ravagé par la peste et le moment n'était pas opportun pour y rétablir des garnisons. En fin de compte, après l'interruption que nous venons d'indiquer, la ville ne paraît avoir eu de troupes en quartiers, avec une certaine continuité, que depuis 1634. Un procès-verbal d'assemblée de 1642, concernant des violences commises par les soldats du régiment de Périgord, détermine incidemment cette date par un détail rétrospectif (1).

(1) *Assemblée du 7 février 1642.....* Le diet seigneur de Villemontée sera veu de la part de ceste communaulté .. les diets députez lui feront entendre les grandes plainctes que toute ceste ville a subject de faire des cinq compaignies du régiment de Périgord qui ont commis en ceste ville des assassinats, vols et violences.. sera supplié d'en descharger ceste ville qui a toujours souffert des logements pendant sept à huict ans... qu'il lui plaise aussy empescher le logement des gardes de Mgr de la Meilleraye, parce que ce seroit accabler entièrement ceste ville, la com-

Une délibération bien antérieure, du 19 juin 1625, contient, il est vrai, des plaintes très vives de l'échevinage contre les excès des gens de guerre ; mais, d'après sa teneur (1), il s'agit de troupes cantonnées en dehors de la ville. Les plaintes de cette nature reviennent fréquemment dans les registres ; les populations avaient en effet beaucoup à souffrir des brigandages des gens de guerre, bien que les peines portées contre eux par les règlements militaires fussent des plus sévères. Il n'y en avait guère d'autre que la mort, rendue seulement plus atroce pour les cas les plus graves. Un des supplices usités était *l'estrapade*, qui consistait à hisser le patient au haut d'une potence, d'où on le laissait retomber avec une telle force qu'il se brisait les membres sur le sol. Les villes de garnison fournissaient l'instrument qui, sans doute, était dressé en permanence comme épouvantail. Nous avons aux registres de 1640 le montant de la dépense qu'ordonna le corps de ville pour *l'estrapade des gens de guerre* (2).

En dépit du caractère draconien des ordonnances, les

paignée des diets gardes n'ayant de subsistance, ny de fonds pour ses estappès, ainsy qu'il a esté faict entendre par le sieur de Foucaud, capitaine de la dicte compagnie.

(1) *Assemblée du 19 juin 1625.* Ont esté nommez à la pluralité des voix les diets Laignuillier, eschevin,..... pour eux se transporter vers le maréchal de Praslin,..... sur fait de violences qui se commettent par les gens de guerre dans les bourgades, villages circonvoisins, que même sur les grands chemins les pauvres villageois n'osent plus passer pour aller au marché et à leurs affaires,..... La somme de dix livres leur sera allouée pour ce voyage.

(2) *Assemblée du 30 mars 1640.* Sur la proposition d'ordonner du paiement de la somme de 33 livres 4 sols à Jacques Morin, Thomas Giraud et Zacharie Garnaud pour avoir fourny des bois et des choses nécessaires pour faire *une estrapade pour les gens de guerre* cy devant en garnison en ceste ville, ainsy qu'il appert de l'arrest des commissaires nommez par le corps, du sixiesme juin 1639, est délibéré par tous et par nous conclud à la pluralité des voix que la somme de 33 livres 4 sous sera payée par le recepveur des denyers communs et d'octroy, auquel elle sera allouée raportant la partie et acquit des diets Morin, Giraud et Garnaud.

désordres de toute sorte, les attentats contre les personnes et les biens étaient trop fréquents, là où il y avait une garnison ou un cantonnement de troupes. Les officiers montraient une grande tolérance et repoussaient le plus souvent les justes plaintes des habitants et des autorités locales. L'esprit de corps était certainement pour beaucoup dans ce mépris habituel des réclamations, mais on peut croire aussi que la cruauté des châtimens édictés allait contre son but. Les chefs se refusaient à reconnaître la culpabilité de leurs hommes, lorsque la peine était excessive et hors de proportion avec les faits punissables. L'autorité supérieure, en pareil cas, donnait habituellement raison aux chefs de corps.

Le premier essai d'éclairage sous les halles fut motivé, ainsi que nous l'avons exposé dans un chapitre précédent, par les violences que commettaient les soldats du régiment de Périgord, logés à Niort en 1642. La lettre du roi qui ordonnait cette garnison est insérée aux registres de l'hôtel de ville (1), et sa teneur nous montre que le système pour l'entretien des troupes en garnison n'avait pas changé depuis François premier. Le roi enjoignait d'assurer le logement et la subsistance des hommes *moyennant remboursement de la valeur des vivres*. En effet, les réglemens de cette époque ne présentent aucune différence sensible avec ceux de 1530. Il était stipulé une taxe des vivres, *suivant le prix des trois derniers marchés*

(1) *Assemblée du 27 décembre 1641.* A nos chers et bien amez les mayre et eschevins de Nyort de par le Roy :

« Chers et bien amez, ayant ordonné que l'assemblée des cinq compagnies du régiment de Périgord, lesquelles l'on remet sur pied, sera faicte à Nyort, nous vous mandons et enjoignons par cette lettre que vous receviez et logiez les officiers et soldats effectifs des d. compagnies à mesure qu'ils arriveront au d. lieu et leur fournissiez les vivres nécessaires pendant le temps qu'il y séjourneront en payant, sans que vous soyez tenus de leur fournir autre chose, si ce n'est le couvert chez les hostes, une place à leur feu et à leur chandelle. N'y faictes donc faulte, car tel est nostre plaisir. Donné à Saint-Germain-en-Laye le xxii<sup>me</sup> jour de novembre 1641. » Signé : LOUIS et plus bas HUBLET.

*passés avant l'entrée des troupes dans la garnison, avec les maires et eschevins des villes, syndics et principaux habitants des autres lieux* (1). Les officiers et soldats devaient payer, conformément au tarif arrêté, les vivres qui leur seraient fournis.

Des changements considérables à cet égard furent successivement introduits sous le règne de Louis XIV. D'abord, en ce qui concernait les troupes de passage, les corps de ville ne furent plus tenus de pourvoir directement à leur subsistance. Un habitant prenait à forfait la fourniture de l'étape et faisait l'avance des fonds, qui lui étaient remboursés plus ou moins exactement ; si cependant il ne se rencontrait pas de soumissionnaire, chacun de ceux qui logeaient devait fournir les vivres, sauf à être indemnisé plus tard. L'indemnité était alors imputée en bloc sur le produit de la taille (2), puis répartie par les soins du maire. Les choses se pratiquaient ainsi pour les passages ou les séjours de peu de durée. Plus tard, il y eut des *étapiers* établis à poste fixe par diverses ordonnances, dont la première est du 27 mars 1668. Les habitants devaient toujours faire l'avance des vivres ; l'étapier en remettait le prix, suivant un taux déterminé, aux mains des maire et eschevins qui faisaient la distribution entre les intéressés (3).

(1) *Règlement pour les subsistances et la police des gens de guerre pendant l'hiver*. Paris, 4 décembre 1651. (*Recueil d'Isambert*, t. XVII, p. 275.)

(2) *Assemblée générale des habitants, du 9 décembre 1664*. On annonce le passage d'une compagnie d'infanterie ; il s'agit de fournir l'étape pendant huit jours, à la charge de remboursement à celui qui en fera l'avance ou estre déduite sur le fonds des tailles de l'année 1666.

Aucun habitant ne veut prendre l'étape. Arrêté que les soldats seront logés *ès maisons des paroissiens, lesquels gouverneront l'étape* suivant et conformément à l'ordonnance de Sa Majesté et de Mr l'intendant.

(3) *Assemblée du 28 juillet 1672*. Le maire fait donner décharge à lui, ainsi qu'aux sieurs Louveau, Guyot, son prédécesseur, Chebrou, secrétaire, d'étapes reçues du sieur Thibault, *estapier*, étapes dont la distribution a été faite publiquement aux habitants qui avaient eu des logements à fournir.

Quant à l'entretien des corps en garnison, l'innovation fut plus importante et fort au détriment des contribuables. Le pouvoir royal arriva, par la création d'un impôt nouveau et spécial sous le nom d'*ustensile*, à mettre presque entièrement à la charge des habitants la nourriture des troupes qui prenaient leurs quartiers dans les différentes villes du royaume.

Les ordonnances du 20 octobre 1674 et du premier février 1675 fixèrent la contribution de l'*ustensile* à cinq livres par jour pour une compagnie de 50 hommes de pied (1). Il y avait un taux plus élevé pour les chevaux-légers et les dragons. Cet impôt était levé au sol la livre sur le rôle des tailles, et l'argent encaissé par le receveur des deniers communs ; les états en étaient dressés par le maire assisté de quelques échevins et pairs. Le corps de ville, ainsi chargé de la collecte des fonds, devenait responsable de leur rentrée.

La règle de répartition proportionnelle à la taille n'était pas du reste absolue. Nous avons à ce sujet une lettre de M<sup>r</sup> de Marillac (2), intendant de la province, qui pres-

(1) Les premières ordonnances en cette matière faisaient le partage des cinq livres de l'*ustensile* comme suit : le lieutenant recevait 6 sols, le sous-lieutenant 4 sols, l'aide-major un sol, le capitaine 4 livres 9 sols dont il disposait pour sa compagnie.

(2) « A Poitiers, le 12<sup>e</sup> de novembre 1676

« Je vous envoie mon ordonnance pour ce qui concerne le logement et l'*ustensile* des six compagnies qui doivent tenir garnison dans votre ville. Il faut que vous l'observiez exactement et que vous m'informiez de ce que vous ferez pour son exécution, *et quoique j'aye marqué qu'il fallait faire l'imposition de l'ustensile au sol la livre, néanmoins j'estime, ce que je n'ay peu mettre dans mon ordonnance, que vous devez soulager ceux qui logent actuellement et charger davantage les veufes et autres qui ne logeront pas.* Vous pouvez en faire un résultat à votre maison de ville et me l'envoyer de la part de la ville pour l'approuver, ce que je feray ; ce sera un expédient pour donner des aydes à ceux qui logeront, ce qui ne seroit pas facile à faire d'une autre manière, à cause que le Roy entendant que le soldat ne prenne chez son hoste que le feu et la chandelle avec le lit et qu'il se nourrisse de sa solde, on ne pourroit pas supposer ouvertement qu'il

crit au corps certains tempéraments à apporter dans la pratique, laisse entrevoir en même temps les extorsions qui étaient commises par les soldats logés chez l'habitant et, faut-il ajouter, nullement à l'insu des chefs militaires, ni de l'autorité supérieure.

L'ustensile n'était dû en principe que pour une garnison effective; mais le gouvernement royal, par des actes d'un arbitraire excessif, trouva moyen de faire payer l'ustensile et au delà par les villes auxquelles il faisait la faveur de les débarrasser de leur garnison avant le terme fixé et annoncé lors de son arrivée. Il exigeait le paiement immédiat de l'ustensile pour tout le temps qui restait à courir, et en plus une gratification aux officiers et bas officiers. C'est ce qui se pratiqua à Niort pour le bataillon de Champagne, au sujet duquel M<sup>r</sup> de Marillac avait écrit sa lettre du 12 novembre 1676.

Peu après cette date, le bataillon arriva; il y avait six compagnies. Leur installation fut accompagnée des désordres habituels. Les officiers avaient refusé de laisser compter les hommes et, par ce moyen, les soldats *avaient surpris* plus de billets de logement qu'il n'y avait d'effectif. C'était un procédé usité pour battre monnaie;

en coustât davantage à l'hoste, qui se trouvera soulagé en payant moins d'ustensile. Faites un pied raisonnable sur lequel vous croiriez qu'il fallût imposer sur ceux qui logeront et sur ceux qui ne logeront pas, et je l'examineray après que vous me l'aurez proposé pour l'approuver.

« Je sais que vous avez dans votre corps de ville plusieurs particuliers que vous appelez des pairs, qui sont domiciliés à la campagne et qui se réservent toujours les honneurs et prérogatives de cette fonction, et comme il n'est pas juste qu'ils soient du corps pour en avoir les avantages, sans en porter les charges, faites moi savoir s'ils ne sont pas résolus à porter leur part de cet ustensile, car je donneray une ordonnance par laquelle ils seront deschus de leur place au corps de ville par provisions, pour estre remplies d'autres personnes, pendant que je donneray advis à Sa Majesté pour y statuer définitivement.

« Je vous adresse des paquets que vous rendrez au commandant du bataillon de Champagne, quand il arrivera dans votre ville.

« DE MARILLAC »

*Pour M<sup>r</sup> le maire de la ville de Niort.*

ils présentaient, dans quelques-unes des maisons indiquées, les billets qui étaient en sus et se faisaient donner de l'argent pour s'en aller. Même en cas de logements exactement distribués, ils pouvaient encore frauder et y réussissaient avec la connivence de leurs chefs; ils quittaient, moyennant finance, la maison assignée et se rendaient dans celle occupée par un des officiers, en se faisant passer pour être *de ses valets ou de son équipage*; s'ils n'étaient pas démentis, bon gré mal gré il fallait les recevoir. Le corps de ville réclamait, déclarait en assemblée que les sommes surprises seraient versées à l'hôpital, faisait même défense aux habitants de composer avec les soldats, sous peine de 20 livres d'amende, également en faveur de l'hôpital (1); ce n'étaient que vaines paroles. Les hommes commettaient des excès, volaient du linge et de la vaisselle; les officiers refusaient justice et empêchaient même les échevins de faire faire patrouille par la milice urbaine, disant qu'ils s'y opposeraient par la force. Aussi le corps de ville multipliait les démarches pour obtenir le départ du bataillon.

Environ trois mois après leur entrée, les six compagnies qui avaient été mises en quartier à Niort pour 150 jours furent envoyées ailleurs, mais non sans conditions, comme nous allons le voir. Le tout est détaillé dans une lettre de M<sup>r</sup> de Marillac (2), qui est un parfait modèle d'exaction.

(1) *Assemblée du 31 décembre 1676.*

(2) « Chauvigny, ce 30<sup>me</sup> janvier 1677.

« J'ai reçu hier arrivant ici les ordres du Roy pour faire partir les compagnies qui sont dans votre ville, et les ordres que j'ay receus portant de faire paier aux troupes toute l'ustancille des 150 jours et de leur faire paier le quart de leur profiet de leur quartier d'hyver, voici à quoy j'estime cela. Le profiet que j'ay accordé aux capitaines est de faire nourrir leurs soldats; j'estime cette nourriture à 4 sols par jour; c'est donc un sol par jour qu'il leur faut paier. Il y a deux mois encore de quartier d'hyver; il faut donc que chaque hoste qui nourrissait paie un escu, et cela revient à 50 escus par compagnie que je vous ordonne de lever incessamment sur les hostes et de paier à chaque capitaine ou à chaque commandant des compagnies qui sont dans votre ville, c'est-à-



Il s'agissait pour la ville de payer, en plus des 4,500 livres auxquelles aurait monté l'ustensile *durant cinq mois*, près d'un millier de livres de supplément. On ne put *colliger* l'argent, mais le receveur avança une partie de la somme et un marchand prêta le reste ; avant tout il fallait obtenir le *délogement* des soldats. La quittance du chevalier de Verdusan, commandant du bataillon, pour les 900 livres de gratification aux capitaines est attachée au registre. Dans cette même année, le maire déboursa, *pour la descharge de la ville de quelques passages de gens de guerre*, une fois onze écus, d'autres fois deux écus et même un seulement. Le corps lui alloua ces sommes sans discussion (1) ; cela concernait sans doute des passages de petits détachements qui devaient séjourner une seule nuit à Niort. On s'arrangeait avec le chef pour qu'il allât prendre gîte ailleurs.

Les habitants du port et ceux de la paroisse de Sainte-Pezenne, dont les maisons continuaient le faubourg,

dire qu'il faut paier cela le lendemain que vous aurez reçu ordre, sans regarder si les compagnies sont complètes ou non ; si elles ne l'ont pas esté, sans raisonnement quelconque. Car les troupes ne partiront pas que cela ne soit païé, et votre ville répondrait au Roy du retardement de leur départ. Il faut donc avancer les deux mois d'ustancille de février et de mars et payer 50 écus par compagnie aux capitaines et commandants, et rien de plus.

« A l'égard des subalternes, il faut que leurs hostes leur donnent chacun deux ou trois pistolles, selon les facultés de l'hoste.

« Il faut que les plus forts de votre ville avancent ces sommes, ou que vous trouviez enfin un expédient pour le faire. Il faudra d'abord faire aller par la ville et faire entendre aux hostes qu'en payant un eseu chacun ils seront délivrés de leurs soldats, et à ceux qui doivent l'ustancille qu'en payant d'avance les deux mois on sera délivré des troupes ; par là vous tirerez de l'argent, et le surplus pour parfaire ce qu'il faudra pour le paiement des sommes cy-dessus marquées doit estre avancé par les plus forts de la ville, et je promets de faire rembourser cela par ceux qui le devront et de les y contraindre par garnison ; cette lecture vous servira d'ordre comme si elle estoit en forme ; c'est pourquoy n'y faictes faulte.

« DE MARILLAC. »

(1) *Assemblée du 19 mars 1677.*

voulurent se faire exempter des logements militaires imposés à la ville, *attendu qu'ils n'en faisaient pas partie*. L'échevinage de Niort était fort intéressé à repousser leur prétention et combattit auprès de l'intendant cette requête (1), qui en effet ne fut pas admise.

Le procédé que nous venons de voir employé à Niort, d'exiger l'ustensile, non comme prix de l'entretien d'une garnison, mais à titre de rançon pour en délivrer la ville, fut amplifié et généralisé à la fin de 1677. Le deux octobre, le corps recevait la signification d'un ordre du marquis de Louvois, en vertu duquel les villes qui voudraient être dispensées du quartier d'hiver, au lieu de payer une demi-pistole par compagnie et par jour, devraient payer le double. Niort était coté à 13 compagnies, soit 130 livres à verser par jour. L'assemblée décida que l'on demanderait modération, en raison des sommes dépensées pour la réparation du château, de celles exigées pour la taxe des arts et métiers, de la taille excessive et des charges de la dernière garnison, celle du bataillon de Champagne. Enfin les récoltes de l'année étaient mauvaises ; cela était exact, car, par ordre du roi, du 30 octobre, c'est-à-dire un mois plus tard, l'exportation du blé fut interdite.

L'un des pairs, le sieur Berault, fut envoyé à Poitiers (2), pour supplier M<sup>r</sup> de Marillac d'intervenir en faveur de la ville. L'intendant fit des promesses assez vagues. Le

(1) *Assemblée du 9 avril 1677...* Nous remontrâmes à Mgr l'intendant que la ville et les faulxbourgs ne se doivent point diviser, et ce d'autant plus que les habitants du d. faulxbourg du Port font le commerce le plus considérable de la ville et tiennent de grands logis où ils reçoivent indifféremment toutes les personnes qui viennent en ville, ce qui a obligé les maire et eschevins de donner en tout temps des logements à ceux de la d. paroisse de Sainte-Pezenne qui habitent les faulxbourgs... ; cela se pratique partout, notamment à Saint-Maixent pour Exireuil..... ; autrement les habitants se retireraient dans les faulxbourgs pour estre exempts.

(2) Ses frais de voyage lui furent comptés à 30 livres, plus sept jours de location de cheval à 15 sols par jour.

30 octobre, les habitants furent convoqués en assemblée générale et consultés pour savoir s'ils voulaient payer le double ustensile ou loger effectivement les gens de guerre. Ils déclarèrent préférer la double taxe. Le 20 novembre, le corps, réuni en séance extraordinaire, entendit lecture d'une lettre de M<sup>r</sup> de Marillac, qui annonçait que Niort était coté à douze compagnies au lieu de treize, soit 120 livres par jour pendant cinq mois, au total 18,000 livres ; la ville serait contrainte au besoin par les compagnies de cavalerie de la région qu'on enverrait en logement. Puis, le 4 décembre, il y eut contre-ordre. Le corps était informé de l'arrivée très prochaine de douze compagnies du régiment d'Anjou, pour lesquelles on paierait l'ustensile simple, c'est-à-dire 9,000 livres. On députa de suite avec mission de tenter par toutes les voies possibles d'être déchargé de cette garnison. L'assemblée générale des habitants offrait vingt bourgeois pour s'engager avec les échevins et pairs au paiement de 18,000 livres. Rien n'y fit et les douze compagnies furent installées à Niort. Le maire était alors Pierre Jouslain ; ses comptes nous apprennent que cette garnison ne dura que trois mois et demi ; ils comprennent quelques articles de frais occasionnés par les exigences des officiers et les excès des soldats, tant en quartiers que de passage, pendant ses deux années consécutives de mairie, et d'autres relatifs aux dépenses extraordinaires faites pour les logements (1).

(1) *Comptes* de Pierre Jouslain, maire, 1676-1677.

Plus diet le contable que M<sup>r</sup> Rouget ayant fait un payement de 1,500 livres-pour l'ustancille aux officiers qui estoient en garnison en ceste ville, les d. sieurs officiers me rendirent le lendemain une pièce d'Espagne de 30 sols, de grandeur et de largeur comme icelle eust été d'un eseu et m'obligèrent, pour la d. pièce de 30 sols, de leur donner ung eseu, ce qu'il a fallu faire pour n'avoir de dispute.

Pour empescher quelques logements de gens de guerre en ceste ville au temps de la foire de may dernière. . . . . 50 livres.

Item diet le contable que le régiment de cavalerie de Laurière ayant passé en ceste ville, lorsqu'il alla en garnison à Marans et lorsqu'il en

Durant tout le règne de Louis XIV, les choses ne se passèrent pas autrement ; la levée de l'ustensile fut arbitraire à Niort ; quelquefois même des corps de troupes furent envoyés et laissés en quartiers sans qu'il y eût aucun ordre régulier, ni aucune mesure prise pour leur subsistance, de telle sorte que la charge de leur entretien retombait entièrement sur la ville (1). Dans les

est parti, et le d. sieur marquis, maistre de camp, ayant logé au logis des Trois-Rois, faubourg Saint-Jean, au jour du départ le d. sieur maire serait allé avec le secrétaire du corps et quelques gagés chez le nommé de Nyort, cabaretier, qui demeure tout près du logis des Trois-Rois, pour recevoir les plaintes des habitans et faire faire raison par le d. sieur marquis de Laurière des dézordres que peuvent avoir fait les cavaliers, et une autre fois au logis du Chapeau-Rouge, faubourg du Port, dépensé . . . . . 2 livres.

*Comptes du même, 1677-1678.*

Plus dict le countable qu'une compagnie du régiment de Normandie ayant passé en ceste ville, La Fortune, gagé de mairie, fut blessé par plusieurs des soldats, comme il vouloit mettre un homme prisonnier par ordre de Mr Louveau, qui faisoit la mairie en mon absence, et que pour panser le d. La Fortune le d. countable a donné 3 livres à Chevillon, maistre chirurgien.

Pendant la garnison qui a demeuré en ceste ville pendant trois mois et demi, il a fait plusieurs visites dans les maisons des particuliers pour recevoir les plaintes des habitans et qu'en faisant ces visites, crainte d'estre interrompu, il a esté plusieurs fois obligé de manger au cabaret avec ceux qui l'accompagnaient, et selon que la mémoire luy peut fournir, il a dépensé plus de 15 à 20 livres, demande 45 livr.

Pour l'escurie de la Salle-Dorée qui est soubz les halles, pour y loger les chevaux du sieur de la Melonnière, lieutenant-colonel du régiment d'Anjou. . . . . 12 livres.

Pour le grand nombre de logemens à faire pendant son exercice, travail de nuit, flambeaux, etc... . . . . 80 livres.

Le compte antérieur, 1676-1677, contient pour le même objet un article pareil . . . . . 80 livres.

(1) *Assemblée du 23 novembre 1688.* Propozé par nous d. maire que ceste ville est accablée par le logement de la compagnie du régiment des dragons de la Reine, dont le quartier est fini dès le dernier octobre dernier, pour le d. logement de laquelle nous n'avons veu aucun ordre, non plus que pour sa subsistance, et encore la compagnie de cheveu-légères du Breuil arrivée du 21 de ce mois, sans que

registres antérieurs à la mairie de M<sup>r</sup> de Pierre-Levée, nous relevons plusieurs impositions considérables d'ustensile pour *exemptions* de garnison (1). On observe dans les ordonnances à ce sujet que l'ustensile est compté à 5 livres par jour et par compagnie, tandis que nous l'avons vu porté auparavant à 10 livres lorsqu'il s'agissait d'exemption. Mais le résultat pécuniaire pouvait être identique ; il suffisait en effet de doubler le chiffre des compagnies que l'on mettait fictivement en garnison dans la ville. Pour le temps de la mairie perpétuelle, il n'y a que peu de documents. En 1701, l'ustensile fut de 7,000 livres ; en 1716, il y avait une garnison effective de huit compagnies du deuxième bataillon du régiment d'Orléans. Le 12 octobre, le corps de ville demandait d'être délivré de quatre ou au moins deux compagnies, la charge étant trop onéreuse pour la ville.

En terminant ce qui est relatif à l'époque de Louis XIV, il est bon de remarquer que sous son règne les dispositions des anciennes ordonnances, en vertu desquelles les villes devaient assurer et pourvoir directement à la subsistance des troupes en garnison, n'étaient nullement abrogées et

nous y ayons reçu aucun ordre pour sa subsistance, et comme cette ville ne pourrait supporter une telle charge, il serait à propos de députer quelqu'un de la compagnie par devers M<sup>r</sup> de Vérae pour pouvoir obtenir la décharge.

Arrêté qu'on ira par devers M<sup>r</sup> de Vérae et que, si on ne peut obtenir le délogement, celui qui sera député avec l'un des syndics ira par devers M<sup>r</sup> l'intendant pour avoir un ordre et un fonds pour la subsistance. On députe J. Vaslet, échevin, et Jean Hillerin, l'un des syndics de la paroisse de Notre-Dame.

(1) *Assemblée du 19 novembre 1689.* Communication de l'ordonnance de M<sup>r</sup> de la Bourdonnaye qui impose 12,750 livres pour exemption de logement de 17 compagnies d'infanterie pendant 150 jours : « Ordonnons aux maire et eschevins de faire lever sur tous les habitants sujets au d<sup>u</sup> ustensile la somme de 12,750 livres en dix paiements égaux, du 15 novembre 1689 au mois de mars 1690. »

*Assemblée du 2 novembre 1691.* Communication d'une ordonnance qui impose 13,500 livres pour être exemptés du logement de 18 compagnies d'infanterie.

furent appliquées dans les circonstances où le gouvernement y trouvait son intérêt. L'usage de confier le soin des approvisionnements à des entrepreneurs s'établit graduellement et ne devint constant que sous les règnes suivants. Nous pouvons citer à cet égard une lettre de M. de Foucault (1), l'intendant si connu pour avoir âprement poursuivi les réformés après la révocation de l'édit de Nantes ; la fin de cette lettre est bien d'accord avec la réputation attachée à son nom.

Durant le règne de Louis XV, l'imposition de l'ustensile se régularisa et ne fut plus l'objet d'ordonnances spéciales. Sous le nom de *fourrage* et *ustensile*, la ville paya chaque année une certaine somme de contributions pour l'entretien des troupes en général, et ces impôts furent compris avec plusieurs autres dans ceux qui s'acquittaient sur le produit du tarif de 1718. Le régime des garnisons fut également modifié ; elles devinrent

(1)

« Poitiers, ce 12 avril 1688.

« J'ai reçu des plaintes que vous ni les syndics ne vous mettez en peine à Niort de fournir le fourrage à la compagnie de dragons qui y est en quartier ; c'est ce qui m'oblige de vous dire que vous ayez incessamment à faire faire un magasin de foin, de paille et d'avoine, et que vous chargiez les syndics de faire la distribution tous les jours aux dragons, et en cas que les syndics y manquent j'ai donné ordre à l'officier qui vous rendra cette lettre d'envoyer des dragons chez eux. A l'égard du logement, *il faudra qu'il se fasse chez les nouveaux convertis qui ne font pas leur devoir de religion*, lesquels fourniront l'ustensile aux dragons. Ne manquez pas, s'il vous plaît, de tenir la main à l'exécution de tout ce que je vous mande, de telle sorte que je ne reçoive aucune plainte.

« DE FOUCAULT. »

A MM. les maire et échevins de Niort.

Le 23 avril, l'intendant rendit une ordonnance pour fixer la ration de chaque cheval de dragons. Elle était de deux tiers de boisseau d'avoine, mesure de Paris, soit 24 boisseaux au septier, 15 livres de foin, 5 livres de paille. La ville devait être remboursée sur le pied de cinq sols par ration, sauf la retenue de trois deniers, autrement dit cinq pour cent, pour l'hôtel des Invalides. (*Archives de Niort*, nos 2698 et 2699).

permanentes, c'est-à-dire que la ville eut toujours en quartiers quelques troupes de différentes armes, le plus souvent de cavalerie et même exclusivement par la suite. Avant la construction des casernes, on louait pour loger les chevaux toutes les écuries disponibles, principalement celles des auberges, et on fournissait aux soldats le matériel nécessaire pour le nettoyage journalier (1). La ville faisait les réparations et était responsable des accidents causés par le mauvais état des locaux (2). Elle fournissait aussi le bois et la chandelle qui se consumaient au corps de garde de la garnison (3). Il y avait

(1) *Assemblée du 20 novembre 1723*. A chaque compagnie de carabiniers de la garnison, deux fourches de fer, deux pelles, une civière et des balais pour nettoyer les écuries. A prendre sur les deniers patrimoniaux.

(2) *Assemblée du 17 mars 1724*. L'écurie des Trois-Piliers, au port, menace ruine et écraserait les chevaux des carabiniers, ce qui serait à la charge de la ville. Les carabiniers se sont emparés de l'écurie du sieur Hoissard, au Bon-Conseil, qui réclame. Réparations seront faites sur les deniers patrimoniaux.

*Assemblée du 6 avril 1725*. Réparations aux écuries de la garnison pour une somme de 90 livres.

*Comptes du receveur, 1725-1730*. A M. Desgroges, capitaine de cavalerie de la brigade de la Motte, pour le prix de trois chevaux écrasés par la chute du mur de l'écurie des Quatre-Fils-Aymon, 1,000 livres.

*Assemblée du 10 mars 1726*. Etat des maisons servant de casernes, au nombre de 14. Total des loyers : 398 livres 18 s. 2 d. Total des réparations : 407 livres 11 s.

*Assemblée du 4 mai 1727*. Etat des réparations aux casernes : 595 livres 4 s.

*Assemblée du 18 janvier 1728*. Etat des réparations pour le régiment de Clermont : 328 livres 19 s.

*Assemblée du 10 juin 1728*. Etat des réparations aux casernes : 55 livres 7 s.

*Assemblée du 8 juin 1729*. Etat des réparations pour le régiment de Royal-Cavalerie : 122 livres 17 s.

*Assemblée du 25 octobre 1732*. Etat des réparations aux casernes et écuries qui ont servi à la brigade de carabiniers de la Motte : 159 livres 10 s. 3 d.

(3) *Assemblée du 3 septembre 1720*. Bail au rabais sera fait pour le

enfin un chef de dépense plus important que tout cela ; c'était le logement des officiers auquel la ville devait pourvoir sur les fonds communs. Celui des hommes était une charge personnelle pour ceux des habitants qui y étaient soumis ; ils le devaient dans les conditions habituelles, c'est-à-dire donnaient le coucher, place au feu et à la chandelle, chose déjà onéreuse, sans parler des vexations qu'il fallait endurer de la part de ces hôtes exigeants et indisciplinés. Lorsque les casernes eurent été construites, les habitants ne furent plus astreints qu'au logement des troupes de passage. Mais les officiers, dans tout le cours de l'ancien régime, continuèrent à être logés aux frais de la ville. Ce qui changea seulement, ce fut le mode employé pour leur assurer ce logement.

Dans le principe, les maire et échevins cherchaient et désignaient les maisons propres à recevoir les officiers. Ils traitaient avec les propriétaires, car il ne s'agissait plus ici d'une place au feu et à la chandelle. Les officiers en garnison avaient droit à la jouissance exclusive d'une maison, ou au moins de partie d'une maison. Il y avait là naturellement une source de discussions fréquentes entre eux et l'échevinage ; rarement ils se trouvaient assez bien logés. On aurait eu cependant moyen d'agir autrement ; il existait un règlement, du 25 octobre 1716, qui permettait de transformer l'obligation de logement en une indemnité pécuniaire, suivant un tarif déterminé. En 1754, la question vint à l'ordre du jour à Niort ; on discuta l'intérêt qu'il pouvait y avoir à adopter le règlement qui, paraît-il, était appliqué à la Rochelle (1) par

bois et la chandelle à fournir au corps de garde pour les quatre compagnies d'Orléans qui sont en garnison.

*Assemblée du 4 novembre 1722. Mémoire du bois et de la chandelle pour le corps de garde de la garnison : 52 livres 4 s. pour 3 mois et 17 jours.*

(1) Depuis fort longtemps les habitants de la Rochelle s'étaient libérés du logement des gens de guerre en louant et meublant des casernes où les troupes étaient installées. (*Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants. Recueil de Boislisle. Lettre du 7 juillet 1689, tome I, n° 731.*)



exemple, et on conclut qu'il serait avantageux de faire de même, sauf toutefois à modifier les tarifs qui étaient faits *suivant les prix des villes les plus capitales du royaume*, et par conséquent trop élevés pour Niort (1). Aucune modification ne fut d'ailleurs obtenue à cet égard et les choses, par conséquent, restèrent dans l'état.

La cause immédiate, pour laquelle on délibérait alors sur le système de l'indemnité en argent, était une querelle qui avait surgi l'année précédente entre l'échevinage et un officier du régiment de dragons d'Orléans au sujet de son logement. L'officier était un M<sup>r</sup> de Pierre-Levéé, aide-major au régiment, peut-être un petit-fils du maire perpétuel, et à cause de cela l'on n'est pas surpris de le trouver en querelle avec l'administration municipale. Il s'était fait autoriser par M<sup>r</sup> de Carrel, commandant du château, à placer des garnisaires, quatre dragons et un sergent, chez le sieur Gentilleau, greffier en chef de l'élection, sous le prétexte que le logement lui avait été refusé dans sa maison. La vérité, c'est qu'il lui avait été assigné dans une partie vacante de cette maison et non dans les appartements occupés par le propriétaire, où il avait eu cependant la prétention de s'installer. Le maire dressa procès-verbal du fait et le fit porter à l'intendant,

(1) *Assemblée du 28 janvier 1754. Délibération pour faire payer en argent le logement des officiers de la garnison de cette ville qu'on peut difficilement loger :*

La première raison de cette difficulté vient de ce que les maisons qui seraient les plus propres et les plus commodes sont occupées par la noblesse, par les ecclésiastiques, ou par des privilégiés dont le nombre se multiplie tous les jours, tant par les privilèges que l'on acquiert et qui sont déjà établis que par les offices de nouvelle création, comme sont ceux des contrôleurs des différents corps des marchands et artisans que Sa Majesté a jugé à propos de créer, de manière que l'on ne peut trouver à établir des logements d'une façon convenable... En outre, il y a grande incommodité pour ceux qui sont chargés de cette servitude...

Arrêté que l'on appliquera le règlement du 25 octobre 1716 déjà appliqué à la Rochelle, sauf à en modifier les tarifs *qui sont faits suivant les prix des villes les plus capitales du royaume*,

avec une lettre explicative, par le sieur Morisset, commis du greffe. « On tolère cependant beaucoup de la part des dragons », écrivait-il ; « pendant la foire (*celle du mois de mai*), M<sup>r</sup> de Pierre-Levée et autres officiers se promenaient l'épée nue, la passant à travers les toiles des marchands étalagistes. Ils ont été jusqu'à pisser sur un garde de boutique endormi. » Il ajoutait que M<sup>r</sup> du Lac, alors commandant, pas plus que M<sup>r</sup> de Marnésia, commandant actuel, n'avaient voulu écouter les plaintes portées contre leurs officiers. Aujourd'hui les dragons en garnison chez le sieur Gentilleau commettaient toutes sortes de violences ; il était urgent d'y mettre ordre.

L'intendant donna satisfaction et enjoignit de retirer immédiatement les garnisaires. M<sup>rs</sup> de Carrel et de Marnésia reconnurent du reste qu'ils s'étaient mis dans un mauvais cas et demandèrent qu'il ne fût pas donné suite au procès-verbal ; ils s'offrirent même à payer la dépense et les dommages faits par les dragons. Une transaction fut passée à ce sujet avec les maire et échevins et déposée au trésor, c'est-à-dire aux archives de la ville. Dans cette affaire, les officiers municipaux purent donc se faire rendre justice, mais ils avaient toujours à craindre le renouvellement de pareils actes de violence. Ce ne fut cependant que dix ans plus tard, que les officiers reçurent de la ville le logement sous forme d'indemnité en argent à un taux déterminé.

Antérieurement, le loyer payé pour le colonel du régiment en garnison s'élevait à 40 ou 50 livres par mois (1).

(1) *Assemblée du 14 avril 1761*. A M<sup>r</sup> Rouget de Gourcez, loyer du comte de Civrac, colonel du régiment de Royal-Vaisseaux, 4 mois, 200 livres.

*Assemblée du 14 février 1763*. A M<sup>r</sup> Rouget, ancien lieutenant-criminel au siège royal, pour loyer de sa maison occupée meublée par M. le marquis de Ville, colonel du régiment Mestre-de-camp-général, dragons, depuis le 3 juillet 1761 jusqu'au 3 janvier 1762, par M<sup>r</sup> de Brienne, brigadier des armées du roi, colonel du régiment d'Artois, depuis le 12 janvier 1762 jusqu'au 4 mai suivant, par

Le détail des autres loyers n'est ni aux registres, ni aux comptes. En 1764, la ville eut en outre à loger un officier général (1). Il fut donné lecture, dans l'assemblée du 24 mars, d'une lettre de M<sup>r</sup> de Blossac annonçant l'arrivée du comte de Flavigny, maréchal de camp, qui venait commander à Niort. L'intendant écrivait : « Il faut que vous ayez le temps de prendre des mesures pour son logement ; comme il y a apparence que ce commandement sera fixe ou pour longtemps, il faut aussi prendre des mesures un peu stables. Si vous avez la facilité de venir pour un jour ou deux à Poitiers, nous pourrions en raisonner ensemble... Les circonstances sont assez graves pour exiger le voyage..... » On considéra que c'était en effet une grosse affaire pour la ville, et le maire partit pour Poitiers avec le procureur du roi, M<sup>r</sup> Moriceau (2). Ils proposèrent la maison des héritiers du président Gerbier de Sazay, où avaient déjà logé le maréchal d'Estrées et le comte de Chatillon, et qui avait été occupée

M<sup>r</sup> le marquis de Ville depuis le 5 mai 1762 jusqu'au 11 novembre suivant, total 16 mois à 40 livres par mois, 640 livres. Cette somme sera prise sur l'excédent du tarif.

(1) Sous Louis XIV, la ville avait eu en résidence, au moins pendant deux ans, un officier général, le maréchal d'Estrées, oncle de celui qui est nommé dans ce paragraphe. Il avait été logé dans la maison du président du siège, M<sup>r</sup> Jouslard de Fontmort. La ville fit faire à cet effet plus de mille livres de réparations dans la principale partie du logis occupée par M<sup>r</sup> le maréchal, et dans la séance du 28 octobre 1699, le corps décida que M<sup>r</sup> le président recevrait en outre 300 livres pour loyer d'une année et l'usage de quelques meubles. D'après une délibération du 31 décembre 1700, le maréchal était encore à Niort au commencement de l'année 1701. Il était sans doute commandant militaire des provinces du Poitou, Saintonge et Aunis. Le titulaire de ces fonctions résidait habituellement à la Rochelle.

(2) Les frais de voyage furent comptés comme suit :

Frais de poste et cheval du gagé. . . . .	106	livres	8 s.
Dépense à l'auberge . . . . .	15		
Domestiques et entretien de la chaise . . . . .	5		
Au gagé, à 30 sols par jour. . . . .	4		10 s.
Total. . . . .	130	livres	18 s.

dans les derniers temps par le duc de Villequier, colonel de Royal-Pologne, puis par M<sup>r</sup> de Cahuzac, lieutenant-colonel du même régiment. M<sup>r</sup> de Blossac approuva sous condition que les réparations nécessaires fussent faites. Cette maison était située rue Saint-Nicolas, et fut une de celles acquises plus tard par les Oratoriens pour l'agrandissement de leur collège. La ville la prit à loyer pour 550 livres par an et y fit 746 livres 3 s. 9 d. de réparations, suivant le compte présenté à la séance du 14 novembre 1764. M<sup>r</sup> de Flavigny en avait pris possession le premier mai.

Dans le cours de l'année suivante, parut une ordonnance datée du 5 juillet 1765, qui complétait et modifiait celle de 1716, et réglait en particulier la question du logement des officiers généraux. Le corps de ville en reçut communication dans l'assemblée du 13 juillet et, ce même jour, arrêta que les logements des officiers de la garnison leur seraient désormais payés en argent. L'ordonnance de 1765 apportait un correctif à celle de 1716, en statuant que les fonds des impositions provinciales fourniraient une subvention en cas d'insuffisance des deniers communaux (1). Cette clause ne paraît pas du reste avoir été appliquée à Niort.

L'ordonnance de 1765 tarifait à nouveau et comme suit les indemnités de logement des officiers supérieurs : Lieutenant-général, 150 livres par mois ; Maréchal de camp, 100 livres ; Brigadier, 75 livres ; Colonel, 50 livres ; lieutenant-colonel, 40 livres ; Major, 30 livres. Quant aux

(1) *Assemblée du 13 juillet 1765.* Relativement à l'ordonnance de 1716, nous avons depuis longtemps sollicité l'exécution au regard de cette ville sans avoir pu y parvenir par les circonstances des guerres et autres circonstances extraordinaires qui n'auraient peut-être pas permis de fournir les fonds nécessaires. Inconvénient auquel Sa Majesté vient de pourvoir par un principe de sa sagesse ordinaire, en statuant que ce qui manquera sera fourni par l'imposition de la province. Sera exécuté à commencer par le régiment de Royal-Pologne qui doit venir ici en garnison dans les premiers jours du mois prochain.

autres, les chiffres étaient ceux de l'ordonnance de 1716 ; nous les citerons plus loin en donnant le tableau complet pour le régiment. Le chirurgien major ne fut pas d'abord compris dans la liste ; c'est ce que nous apprend incidemment une délibération du 31 août 1766, qui décide par exception que le loyer du sieur de Saint-Paul, chirurgien major du régiment de Royal-Etranger, cavalerie, sera payé par l'hôtel de ville, *à titre de reconnaissance des soins gratuits qu'il ne cesse d'exercer envers tous ceux qui sont dans le cas d'implorer le secours de son art.* Plus tard, cette anomalie disparut et le chirurgien major reçut, lui aussi, l'indemnité de logement.

Les comptes du tarif nous donnent pour un assez grand nombre d'années le montant des indemnités qui furent payées par la ville en vertu des ordonnances susdites :

Royal-Etranger, cavalerie, de 1766			
à 1768 . . . . .	10,645 l.	3 s.	4 d.
Royal-Piémont, cavalerie, arrivé le			
5 novembre 1768. . . . .	9,750		
Royal-Bourgogne, cavalerie, arrivé			
le 15 octobre 1771 . . . . .	967	2	8
Royal-Dragon, arrivé en 1772 . .	2,818		
Pendant les neuf années, de 1774			
à 1782 . . . . .	32,469	17	11
Total . . . . .	56,650 l.	3 s.	11 d.

On voit que la moyenne était de trois à quatre mille livres par an.

D'autre part, les registres de l'année 1776 comprennent un état détaillé de ce que l'on aurait eu à payer par an pour le cadre complet d'officiers :

Colonel. . . . .	600 l.
Lieutenant-colonel . . . . .	480
Major . . . . .	360
<i>A reporter.</i> . . .	<u>1,440 l.</u>

	<i>Report.</i> . . .	1,440 l.
Huit capitaines à 190 livres . . . . .		1,520
Deux aides-majors à 180 livres . . . . .		360
Seize lieutenants et sous-lieutenants à 120 livres. . . . .		1,920
Deux sous-aides-majors à 120 livres. . . . .		240
Deux porte-étendards à 120 livres . . . . .		240
Trois officiers à la suite à 120 livres. . . . .		360
Un chirurgien major . . . . .		180
	Total. . . . .	6,260 l.

Mais le corps d'officiers était loin d'être au complet. La dépense, déduction faite des absents, qui comptaient pour 2,760 livres, se trouvait réduite à 3,500 livres, cette année-là.

La ville avait quelques autres logements militaires à sa charge, d'abord celui d'un bas officier, l'exempt de la maréchaussée, dont il a été question au sujet de la police urbaine. Jusqu'en 1760, il n'avait eu que 20 livres; depuis lors, il lui fut alloué par ordre de l'intendant un supplément de cent livres, à prendre annuellement sur l'excédent du tarif. Puis, les officiers de la compagnie d'invalides qui tenait garnison au château. En principe, ils devaient y loger, et d'abord il en avait été ainsi; mais, par la suite, ils se firent installer en ville comme les autres (1), et ce ne fut que dans les derniers temps qu'ils réintégrèrent les appartements qui leur étaient destinés dans le château même. Ils n'avaient nullement sollicité ce changement de domicile, qui leur fut imposé en 1759 par un ordre du maréchal de Senneckerre, enjoignant de faire rentrer au château les officiers *abusivement logés en ville*, à moins

(1) Les registres de l'hôtel de ville contiennent une seule mention d'indemnités pour logement en ville des officiers de la garnison du château. Elle concerne le sieur Pitault, lieutenant de ladite garnison. Dans la séance du 9 novembre 1735, le corps de ville lui alloua quatre livres par mois pour loyer de *deux chambres occupées par lui, sa femme, son fils et sa servante*, chez le sieur Guillaudeau, notaire royal. Le 8 octobre 1736, il lui est fait une autre allocation, celle-ci plus large: 120 livres pour loyer d'une année chez le sieur François Poudret, procureur du roi de la police. C'est la dernière qui soit portée aux registres.

qu'ils n'y fussent autorisés par le prince de Conti (1). La ville n'y gagna pas grand chose, car elle dut, en vertu d'une ordonnance de M<sup>r</sup> de Blossac (2), meubler ces appartements du château et fournir aux occupants le linge pour le coucher et la toilette. Les comptes du tarif accusent pour ces logements des officiers de la compagnie d'invalides une dépense moyenne de 250 livres par an.

Cela eut lieu au moment où les casernes nouvellement construites furent occupées, après avoir été meublées aux frais de la ville. Les habitants se trouvaient alors débarrassés d'une charge fort lourde, n'ayant plus à leurs foyers ces hôtes qui, le plus souvent, agissaient en maîtres et employaient impunément la violence pour mieux vivre à leurs dépens. Mais cette prestation en nature, qui était ainsi acquittée individuellement par tous ceux que leur condition soumettait aux logements militaires, fut dès lors rejetée sur les finances de la ville. Rien n'était certainement plus juste qu'un pareil dégrèvement ; il y a seulement lieu de faire observer que l'Etat ne contribua en rien aux dépenses qui résultèrent de l'occupation des casernes ; la ville dut supporter tous ces frais considérés comme l'équivalent de ceux imposés jusque-là aux contri-

(1) *Archives de Niort*, n° 2343.

(2) Paul-Esprit-Marie de la Bourdonnaye..... comte de Blossac, sur ce qui nous a été représenté que M<sup>r</sup> le maréchal de Sennecterre est dans l'intention d'ordonner aux officiers de la compagnie d'invalides qui est en garnison dans le château de Niort d'aller occuper dans le d. château les logements qui leur sont destinés aussitôt qu'il aura été par nous pourvu aux fournitures qui y sont nécessaires,

Nous, intendant susdit, ordonnons aux maire et échevins de la ville de Niort de faire fournir par les habitants d'icelle à chacun des officiers de la compagnie d'invalides qui est en garnison au château, et ce dans les appartements qui leur sont destinés au d. château, savoir : un lit garni d'une pailleasse, de deux matelas, ou d'un matelas et d'un lit de plume, de deux couvertures et d'une paire de draps, laquelle sera renouvelée tous les quinze jours, une table, quelques chaises, une armoire fermant à clef, un pot à l'eau, un gobelet, une cuvette et deux serviettes par semaine.

Fait à Poitiers, le 2 juillet 1752.

DE BLOSSAC.

(*Archives de Niort*, n° 2344).

buables. Aucune réclamation ne s'éleva d'ailleurs à ce sujet; la masse des habitants, étant soulagée de bien des rapines et des vexations, ne pouvait être que satisfaite.

Nous avons donné au chapitre des **Bâtiments** le détail de l'ameublement des casernes, comprenant tables, bancs, lits et literie. Les derniers objets mobiliers mis en adjudication avaient été acceptés le 4 août 1759. Aussitôt après, le procureur du roi fit dresser un devis des charges et conditions, auxquelles pourrait être entreprise la conservation de cet ameublement et de celui qui serait ajouté par la suite. Cet entretien fut donné à bail au rabais et soumissionné par un nommé René Viard, qui adjugea le blanchissage des draps à 6 sols par mois, par lit occupé, le changement de la paille dans les paillasses, tous les six mois, à 8 sols pour chaque opération de ce genre; en outre, une rétribution annuelle de 346 livres. Le 10 novembre 1761, l'adjudicataire recevait 1,814 livres 4 s.; le 28 décembre 1762, 1,248 livres 6 s. 4 d. Il est dit, à propos de ce dernier paiement, que ledit Viard ne touchera que les deux tiers des 346 livres convenues, parce que la caserne n'a été occupée que quatre mois par le régiment d'Artois, et dans les huit autres mois, moins de moitié du temps par quatre compagnies de dragons.

Le régime des garnisons était alors fort variable, car on allouait, le 12 octobre 1764, au magasinier, comme on appelait l'entrepreneur de ce service, 2,411 livres pour blanchissage, fournitures et gratification, du 25 mars 1763 au 24 octobre de la même année. Le quartier avait été occupé dans ce laps de temps par deux régiments, Mestre-de-camp général et Royal-Pologne, qui vinrent s'y reformer après la guerre.

Le 23 juin 1765, le bail fut continué à René Viard et à sa femme Jeanne-Nicole Deshayes, agissant comme caution, d'ailleurs aux mêmes conditions, sans avoir égard aux 300 livres d'augmentation qu'il demandait. Toutefois, la délibération à ce sujet dit expressément qu'il s'était acquitté de son service *à la satisfaction des troupes et à la nôtre*.

Ce René Viard paraît avoir été le seul magasinier jus-



qu'au terme de l'ancien régime. Son bail lui fut successivement prorogé par période de cinq années, pour la dernière fois en 1784. D'après les comptes de l'excédent du tarif sur lequel il était payé, il touchait par an de 1,500 à 2,000 livres. Outre cette dépense ordinaire, la ville avait à sa charge la réparation et le renouvellement des meubles et effets de couchage (1).

La construction des casernes n'allégea pas complètement le budget de la ville des loyers d'écuries qu'elle payait pour la garnison. D'après une délibération du 14 avril 1769, les écuries de ces bâtiments ne s'étant pas trouvées suffisantes pour contenir les chevaux des différents régiments de cavalerie et de dragons qui, depuis quelques années, avaient été successivement envoyés en quartier, on avait dû *saisir* plusieurs écuries et magasins pour loger les chevaux et les fourrages. Il était dû alors 1,410 livres de loyers, somme formée, il est vrai, par l'arriéré de plusieurs années (2). Le 3 février 1770, on afferma encore des

(1) *Assemblée du 21 octobre 1771.* Il y a nécessité d'acheter des draps de lits pour les casernes. On réparera ceux qui existent et l'on chargera un marchand de faire venir 1,000 aunes de toile pour en faire 400 paires. Les couchettes seront visitées, réparées ; les matelas, paillasses et traversins rebattus, etc... Le régiment de Bourgogne cavalerie devant arriver bientôt, on fera auparavant blanchir partout à chaux vive.

Les draps coûtèrent 2131 livres 11 sols 8 deniers ; ils furent fournis par Pierre-Paul Fraigneau, marchand, moyennant deux sols pour livre de remise.

(2) *Assemblée du 14 avril 1769.* Il est dû :

1 <sup>o</sup> A la dame Breffort pour une écurie sur la place des Casernes, du premier juillet 1761 au premier juillet 1768, à 50 livres par an	350 livres.
2 <sup>o</sup> Au sieur Delezay, écurie sur la même place, du 25 juin 1764 au 25 juin 1768 . . . . .	240
3 <sup>o</sup> Au sieur Rouget de Gourcez, pour un magasin, rue de la Juiverie, du 4 août 1765 au 4 août 1768 . . . . .	250
4 <sup>o</sup> A M <sup>lle</sup> Thibault, pour un magasin au faubourg du Port, du 4 août 1765 au 4 août 1768 . . . . .	90
5 <sup>o</sup> Au sieur Létang, pour un magasin au même faubourg, du premier juillet 1765 au premier juillet 1768 . . . . .	380
6 <sup>o</sup> A M <sup>me</sup> veuve de l'Herse, pour un magasin au même faubourg, du 4 août 1765 au 4 août 1768 . . . . .	200
Total. . . . .	1,410 livres.

dames de la Miséricorde une écurie sise rue du Vieux-Marché. Cette écurie ne recevait de jour que par la porte. Le mur qui la séparait de la cour d'une maison contiguë appartenait au sieur Bastard, boucher ; on décida d'y ouvrir une fenêtre, à condition toutefois que cette servitude cesserait lorsque l'écurie n'aurait plus sa destination actuelle. L'intendant autorisa le travail *nonobstant l'humeur du propriétaire de la maison voisine*. « Dans l'acte », écrivait-il au maire, « *on fera mention de mes ordres et des motifs qui les ont décidés* ».

Cette insuffisance fut cause de la construction de quelques annexes aux casernes, dont il a été parlé au chapitre des **Bâtiments**, et motiva, en 1788, un projet d'agrandissement (1) qui ne fut exécuté qu'après 1830, et d'ailleurs sur un plan nouveau. Pour compléter ce qui concerne la question des logements, il faut ajouter que l'entretien des immeubles, grosses et menues réparations, incombait entièrement à la ville. Les comptes du tarif contiennent à cet égard des articles de dépense importants, comprenant vitrerie, pavage, etc. Pour 1783, le total s'élève à 4,222 l. 11 sols ; toutefois ce chiffre est certainement supérieur à la moyenne annuelle.

En plus du quartier de la garnison, la ville avait à loyer, depuis 1766, une caserne pour les troupes de passage. Elle portait le nom de *caserne des colonies* (2), et servait à loger les recrues envoyées dans nos possessions d'outre-mer, qui faisaient étape à Niort en se dirigeant sur Rochefort, où elles allaient s'embarquer. Cette caserne était située en dehors de l'enceinte, dans le faubourg d'Echiré. La ville en donnait 220 livres par an et y avait un préposé aux gages de 150 livres. Là aussi, on fournissait les effets de couchage nécessaires et, avec l'entretien du local ainsi

(1) *Archives de Niort*, n° 2462.

(2) Le corps de ville fut invité à établir cette *caserne des colonies* par une lettre de M<sup>r</sup> de Blossac, du 5 mai 1766, en vertu des ordres du roi. La mesure était générale ou du moins appliquée à un grand nombre de villes.

que du mobilier, les frais s'élevaient à sept ou huit cents livres par an. Les comptes du tarif de 1766 à 1773 accusent pour ce laps de temps une dépense totale de 5,106 l. 14 sols, de 1774 à 1782, 6,480 livres 15 sols. Malgré sa dénomination spéciale, ce bâtiment était sans doute utilisé pour tous les corps de troupes qui passaient à Niort, et servait ainsi à dégrever les habitants, au moins pour partie, des logements militaires.

---

## CHAPITRE XII.

### **Présents et allocations diverses.**

Les honneurs rendus aux grands personnages et dignitaires, les présents qui leur étaient offerts, et que pour plusieurs l'usage transforma en redevance, formaient un chapitre considérable des dépenses des villes sous l'ancien régime. Pour en apprécier l'importance à Niort, nous passerons en revue les documents que fournissent à cet égard les registres et les comptes de l'hôtel de ville et, afin d'y établir une sorte de classification, nous rangerons par ordre de dignité les personnages dont il sera question. En tête, par conséquent, le roi et les princes du sang, à moins toutefois que ces derniers ne figurent en qualité de titulaires d'une fonction publique.

La ville de Niort a reçu peu de visites royales, et encore ne pouvons nous donner de détails un peu circonstanciés que sur une seule, celle de Louis XIII, en 1621. Elle eut un caractère particulier. Le roi allait mettre le siège devant Saint-Jean-d'Angély occupé par les rebelles protestants ; or, le gouverneur de Niort, M<sup>r</sup> de Parabère, était lui-même de la religion réformée, très fidèle au roi toutefois ; mais il pouvait être suspecté. Une grande partie

de la population niortaise était protestante, comme on sait ; aussi le roi arriva-t-il en grand appareil militaire et prenant ses sûretés. Nous avons deux sources d'information sur cet événement, d'abord les registres, puis un écrit du temps qui relate les incidents de l'entrée du roi et est fait à sa louange (1). A en croire ce dernier document, Louis XIII serait entré dans Niort comme dans une ville conquise, ou peu s'en faut. *Il est à remarquer, dit l'auteur, que pendant l'arrivée du Roy en la dicte ville pas un des habitans d'icelle n'allèrent en armes, comme on fait ordinairement aux entrées des Roys, et mesme fut deffendu de tirer pas une pièce d'artillerie, tant de la ville que du chasteau, sur peine de la vie.*

Ceci n'est pas absolument exact. Dans l'assemblée du 22 mai, c'est-à-dire la veille de l'entrée du roi, le corps de ville décida qu'il serait fait *entrée à Sa Majesté. Pour ce faire, sera dressé quatre compagnies. A ceste fin, ont esté présentement nommez pour capitaines les dits : Savignac, escuyer, s<sup>r</sup> du Vieulx-Fourneau, Paul Chalmot, escuyer, sieur du Puy-Foulard, Mongin de la Rivière, sieur de l'Hometrou, et Guillaume Symon, sieur de la Figuerasse.* Les deux premiers étaient protestants, les deux derniers catholiques. Dans la même séance, les cadres des quatre compagnies, ainsi formées pour le service d'honneur, furent complétés par des nominations de lieutenants et d'enseignes. La milice bourgeoise fut donc mise sur pied ; on pourrait supposer, il est vrai, qu'il y eut contre ordre émané du roi lui-même, et qu'elle ne figura pas à la solennité ; mais les registres renferment la preuve du contraire. C'est une allocation de trois pistoles à un sergent du régiment des gardes, qui avait aidé *les dicts capitaines nommez pour l'entrée de Sa Majesté à*

(1) *Entrée du Roy en la ville et chasteau de Nyort, le dimanche 23 may 1621, ensemble, tout ce qui s'est passé en icelle par ceux de la religion prétendue réformée.* Paris, 1621. Chez Nicolas Alexandre, rue Boudbrie.

*dresser le bataillon carré, et cela le jour même de l'entrée, le dimanche 23 mai (1).*

*D'après le récit imprimé, quelque temps auparavant l'arrivée de Sa Majesté, estoit entré deux compagnies françoises et deux de suisses pour avant-garde, qui allèrent droict prendre possession du chasteau et de toutes les clefs des advenues d'iceluy, ausquelles l'on planta force corps de gardes, et mesme en dressèrent un de cent à six vingts hommes soubz la halle de la dicte ville qui est proche du chasteau. Dans cette même pièce, on lit que Mr de Parabère alla au devant du roi à une certaine distance des murs et lui fit ses protestations de fidélité, auxquelles Sa Majesté prêta l'oreille avec une très gracieuse et vraiment royale action, tout en continuant son chemin vers la ville, avec le gouverneur à ses côtés.*

On peut aisément se figurer la physionomie de cette entrée royale. Elle fut empreinte de la gravité des événements qui se préparaient. De la part des protestants, au nombre desquels on comptait beaucoup des principales familles, il n'y eut, comme de la part du gouverneur, que des manifestations de fidélité, mais il ne pouvait pas ne pas régner une grande contrainte. Le roi séjourna huit jours à Niort et, pendant ce temps-là, les réformés durent interrompre les offices de leur culte, conformément aux prescriptions de l'édit de Nantes (2), qui leur

(1) *Assemblée du 26 mai 1621.* Aussy a esté conclud du même advis des assistans que le d. Vivien, recepveur des deniers d'octroy, baillera trois pystolles à un sergent d'une des compagnies du régiment des gardes, lequel dimanche auroit, à la prière du corps, aydé les d. capitaines nommez pour l'entrée de Sa Majesté à dresser le bataillon carré, laquelle somme de XXI livres XVIII sols sera allouée au d. recepveur en raportant la présente et quittance du d. sergent.

(2) *Edit de Nantes, avril 1598. Art 14 :* Défendons aussi de faire aucun exercice de la d. religion en nostre cour et suite, ny pareillement en nos terres et pays qui sont au-delà des monts, ny aussi en nostre ville de Paris, ou à cinq lieues de la d. ville. Toutefois ceux de la d. religion demeurant es dites terres et pays au-delà des monts et

interdisaient de faire aucun exercice de leur religion aux lieux où se trouvait Sa Majesté. On doit rappeler aussi que les Capucins de Niort obtinrent du roi, le lendemain de son entrée, des lettres patentes les autorisant à faire des prédications dans la chaire située sous la halle, chose qui blessait profondément les réformés.

Voici d'ailleurs, d'après les registres, quelle conduite tint le corps de ville, quelles dispositions il prit pour la réception de Louis XIII. Le 19 mai, il fut décidé, en assemblée extraordinaire (48 membres étaient présents), qu'il serait député quatre échevins et pairs vers le roi qui était alors à Parthenay. Furent désignés à la pluralité des voix les échevins Savignac, sieur du Vieux-Fourneau, et Dabillon, sieur de l'Imbaudière, l'un protestant, l'autre catholique, deux pairs, tous les deux catholiques ; Symon, sieur de la Figuerasse, et Angevin, sieur du Vieux-Moulin (1). Ce dernier était avocat au siège royal et fut chargé de porter la parole devant Sa Majesté. Ils furent présentés par le comte de la Rochefoucauld, lieutenant général pour le roi en Poitou. Le 22 mai, ils rendirent compte de leur mission au corps de ville, qui leur adressa des remerciements. Dans l'assemblée de ce jour, qui comptait 53 membres présents, furent formés, ainsi que nous l'avons dit, les cadres des quatre compagnies qui devaient être mises sur pied. Il fut enjoint à tous les autres échevins et pairs *d'assister le maire de présence* lorsqu'il irait au devant du roi, et arrêté en outre qu'il serait publié un ban pour

en nostre d. ville et cinq lieues autour d'icelle ne pourront estre recherchez en leurs maisons, ny adstreints à faire chose pour le regard de leur d. religion contre leur conscience en se comportant au reste selon qu'il est contenu en nostre présent édict. (*Recueil* d'Isambert, t. xv, p. 170.)

(1) *Assemblée du 19 mai 1621.* Sera baillée aux dicts depputez pour leur voyage la somme de trente livres par le receveur des denyers d'octroy de céans, laquelle luy sera allouée en ses comptes, rapportant la présente et la quittance des dicts depputez.

avertir les habitants de se porter sur le passage de Sa Majesté. Enfin, ajoute le procès-verbal, *sera fait un poisle, pour lequel porter ont esté nommez à la mesme pluralité des voix les dicts Avice, escuyer, sieur de la Vieille-Cour de Mougon, eschevin, Girauldeau, sieur de la Pigeonnerie, aussy eschevin, Sacher, escuyer, sieur de la Salle, pareillement eschevin, et Bastard, escuyer, sieur de la Mellaisière, aussy eschevin*. Les sieurs Avice et Sacher étaient protestants, les sieurs Girauldeau et Bastard catholiques. Même partage que pour les commandements des compagnies avait été fait entre les deux religions.

Quelques autres mesures accessoires furent arrêtées dans cette même séance. Deux pairs furent délégués pour faire faire *le dit poisle et armoyries* ; deux également pour faire nettoyer le faubourg et regarder à la porte du pont du port et havre de ceste ville par laquelle Sa Majesté fera son entrée. Le roi, qui était alors à Fontenay-le-Comte, devait arriver en effet par les ponts de la Sèvre. Les soins à prendre dans les autres quartiers furent répartis entre un assez grand nombre de pairs. Finalement, il fut voté que tous autres frais nécessaires seraient imputés sur les deniers communs.

Trois jours après l'entrée de Louis XIII, et pendant qu'il était encore à Niort, le corps de ville eut à délibérer sur une dépense d'une nature toute particulière, les droits demandés par les officiers de la maison du roi *à cause de l'entrée faite par Sa Majesté*. Ces gratifications étaient d'ancienne coutume, dit le procès-verbal d'assemblée, et furent payées après composition avec les réclamants. En marge est écrit le détail et le montant des droits en question dont le total s'élève à 193 livres 9 sols (1). Dans la même séance furent votées les trois pistoles au sergent instructeur dont il a été parlé déjà.

(1) Assemblée du 26 mai 1621. Pour délibérer sur les droits demandez par les huissiers de la Chambre du Roy, suisses, fourriers

La liquidation générale des frais pour l'entrée et le séjour du roi fut faite dans l'assemblée du 18 juin. Le roi, arrivé le 23 mai, était resté jusqu'au premier juin (1). Les dépenses furent arrêtées à la somme de 662 livres 17 sols 8 deniers, sans détail du reste (2). Aussi ne pouvons-nous pas dire si les gratifications à la maison du roi étaient ou non comprises dans ce total. En dehors de cet arrêté de

et aultres officiers de Sa Majesté à cause de l'entrée fête le jour de dimanche par Sa dicte Majesté en ceste ville de Nyort, a esté par tous unaniment dellibéré et par nous conclud que les d. droiets seront payez aus d. officiers de la maison du Roy selonc l'antienne coustume et pour composer avecq eulx nommez nous d. maire, et le d. Maronneau seindiq. est ordonné que ce quy sera arresté sera payé par les mains du sr Vivien, recepveur des denyers d'octroy de céans, que luy sera allouhé en ses comptes raportant la présente et les quictances des d. officiers.

<i>En marge :</i> Aux huissiers de salle . . . . .	3 pystolles
Au tambour des gardes. . . . .	1
Aux fourriers du logis du Roy. . . . .	2
Au valet de pied . . . . .	2
Aux suisses de la garde du corps . . . . .	2
Aux tambours du Roy . . . . .	2 1/2
Aux suisses de Mr le connestable. . . . .	1
Aux archers de la garde de la porte. . . . .	2
Aux fourriers ordinaires des logis du Roy. . . . .	4
Aux fifres et tambours du régiment des gardes. . . . .	2
Aux archers des gardes du grand prevost de l'hostel . . . . .	3
Aux trompettes ordinaires du Roy. . . . .	2
<i>A vij livres vj sols la pystolle</i>	<i>Total. . . . .</i>
	26 1/2

(1) D'après les *Mémoires* de Bassompierre, Louis XIII arriva au camp de Saint-Jean-d'Angély le 3 juin.

(2) *Assemblée du 18 juin 1621.* — De l'avis unanime des assistans a esté conclud que les frais faits pour l'entrée de Sa Majesté seront payés par le d. sr Vivien, recepveur des denyers d'octroy de céans sur les mémoires des commissaires.... lesquels montent le tout à la somme de six cens soixante deulx livres xvij sols viij denyers qui luy sera allouhée en ses comptes raportant les d. mémoires et la présente et les mémoires d'eulx signés.

[Ces commissaires étaient ceux nommés dans l'assemblée du 22 mai pour s'occuper des différents préparatifs.]



compte, nous n'avons relevé qu'un paiement de huit livres, à Antoine Hay, vitrier, *pour avoir raccommodé les vitres du logis du roi* (1). Quel était ce logis? Briquet dit, dans son *Histoire de Niort*, que ce fut la maison de l'Oratoire, mais sans donner aucune preuve à l'appui.

Depuis Louis XIII (2), aucun de nos rois n'est entré à Niort. Antérieurement quelques-uns y étaient venus. On peut citer, à des dates certaines, Charles VIII qui s'y arrêta le 26 mars 1485, pendant la guerre de Bretagne, étant en marche sur Parthenay occupé par les rebelles, puis Charles IX qui y coucha le 19 septembre 1565 (3). Un mois plus tard, il datait de Nantes l'édit de création du tribunal consulaire de notre ville. Henri IV passa plusieurs fois à Niort, mais comme belligérant et n'étant encore que roi de Navarre. Les archives départementales renferment une lettre de lui, non datée, adressée au maire dont il venait d'être l'hôte (4). Elle doit être de la fin de l'année 1585.

(1) *Comptes* de Pierre Beraud, receveur des deniers d'octroi, 1620-1623.

(2) Louis XIII vint à Niort pour la dernière fois en revenant de la Rochelle, après la prise de cette ville, le 19 novembre 1628. (*Mémoires* de Bassompierre. Collection Michaud et Poujoulat, p. 291.)

(3) Il a été publié dans les *Bulletins* de la Société de statistique (octobre-décembre 1882), un marché passé par le corps de ville avec Jean Méry, peintre, le 7 septembre 1565, pour la décoration des portes Saint-Jean et du Pont, comprenant armoiries, devises et ornements, en vue de l'entrée prochaine du roi Charles IX.

(4) *Archives départementales*. E. 113. Lettre autographe de Henri IV.

« Monsieur le Mayre, je n'estoys pas au bout de la journée san m'estre aperceu de l'oubly, je vous say bien gré de l'avoyr sytôt réparé et à vostre fyls de sa dylygence à me ratraper, yl ne veut rester an sy bon trayn de zèle et je vous pryé me le retourner ancore avec un chiffré an deus feuyllés que vous debyrés trouver an la grant table de ma chambre où le seigneur du Pin la lessé et comme yl nous va fère faulte lachés là bryde à la dévoeyon du jeune homme. et assurez vous de lamytié de vostre plus affectyonné amy Henry. »

*A Monsieur Laurence, Mayre de la vylle de Nyort.*

[La suscription indique la prononciation du nom du maire, qui en réalité s'écrivait Laurens ; elle prouve qu'on y faisait sentir l's finale.]

La reine-mère Catherine de Médicis séjourna quelque temps à Niort, en 1587.

Les guerres de religion amenèrent aussi dans nos murs, et à diverses reprises, les princes du sang des deux partis, le duc d'Anjou, les princes de Condé ; mais ces visites à main armée ne rentrent pas dans notre sujet. Les plus anciens registres de l'hôtel de ville, ceux de 1453-1457, mentionnent le passage du comte du Maine (1), arrière-petit-fils de Jean le Bon, à la date du 21 janvier 1457 ; une députation du corps lui offrit des présents de la sorte alors usitée, *de l'hypocras, des chapons, des gastelets, une boîte d'arome et des torches de cire*. Pendant la guerre de Bretagne qui avait amené à Niort le roi Charles VIII, son cousin le comte d'Angoulême, celui qui fut le père de François I<sup>er</sup>, passa deux fois dans notre ville, en 1488 et 1491. Le 13 mai 1488, il coucha à *l'oustellerie des Trois-Rois*. Il lui fut fait présent de *14 pintes de vin blanc, rouge ou claret, 4 pintes d'hypocras, 4 livres de dragée perlée, une livre et demie de dragée musquee et six torches de cire*. Au mois d'avril 1491, il logea à l'auberge de la Tête-Noire ; la ville lui fit seulement un présent de vin (2).

En 1679, les députés du corps de ville se rendirent à Poitiers pour complimenter la princesse Marie-Louise d'Orléans, qui allait épouser le roi d'Espagne Charles II. Le contrat avait été signé le 30 août à Versailles et, dans les premiers jours d'octobre, la nouvelle reine, s'acheminant vers l'Espagne, traversait le Poitou. Sa route était par Poitiers, Melle, Saint-Jean-d'Angély et Bordeaux. Les maire et échevins pensèrent d'abord à la faire saluer au nom de la compagnie à Melle, mais on objecta qu'il serait plus à propos d'aller jusqu'à Poitiers, et c'est en

(1) Le titre de comte du Maine s'éteignit en 1481, à la mort du dernier mâle, et l'apanage revint au roi.

(2) *Comptes* de Geoffroy Faifeu, 1487-88, et Guillaume Tarquex, 1490-91.

effet ce qui fut résolu dans l'assemblée du 30 septembre. Quatre membres du corps, les sieurs Augier de la Ter-raudière, Cochon du Puy, Louis Madien et Paul Thibault furent députés au chef-lieu de la province, avec allocation des frais d'usage pour leur déplacement.

A la fin de l'année 1700 la ville de Niort *manqua* d'avoir la visite du roi d'Espagne Philippe V, petit-fils de Louis XIV, qui allait prendre possession de sa couronne. Il était accompagné de ses frères, les ducs de Bourgogne et de Berry. L'intendant, M<sup>r</sup> d'Ableiges, écrivit, le 6 décembre (1), aux maire et échevins que ces hauts personnages seraient à Niort le 21 du mois; il les invitait à se mettre en mesure de les recevoir convenablement. Le maréchal d'Estrées, commandant militaire de la province, alors en résidence à Niort, donna l'ordre de mettre sous les armes le régiment de milice bourgeoise pour *la réception et entrée de Sa Majesté Catholique et de Nosseigneurs les princes de France*. Le corps de ville, dans la séance du 7 décembre, vota 600 livres pour faire faire des habits neufs aux tambours, acheter un drapeau colonel, fournir de bois et de chandelle au poste de cent hommes, qui ferait la garde pendant le séjour des princes, et subvenir à tous autres frais nécessaires. Nous avons vu, au chapitre de l'**Administration**, qu'il fut en outre alloué 600 livres pour les robes des échevins qui en étaient dépourvus. Mais contre-ordre fut donné; le roi d'Espagne prit la route qu'avait suivie la princesse Marie-Louise vingt ans auparavant. Le 19 décembre, les princes étaient à Lusignan; le 20, ils couchaient à Melle et le lendemain se dirigeaient sur Saint-Jean-d'Angély. Les chemins étaient défoncés; le temps très mauvais (2). Ce fut peut-être là le seul motif qui empêcha le roi de passer par Niort, la saison étant peu propice pour allonger son itinéraire.

(1) *Archives de Niort*, n° 2857.

(2) *Voyage du duc d'Anjou* (Philippe V roi d'Espagne) en Poitou, par M<sup>r</sup> Avril de la Vergnée. (*Mémoires de la Société de statistique*, 1<sup>re</sup> série, v., p. 123.

En 1721, les maire et échevins pensèrent que la ville aurait à recevoir *la reine de France*. C'est bien ainsi que l'intendant, M<sup>r</sup> de Latour, nomme la princesse dont on attendait le passage en Poitou. En fait, ce n'était qu'une reine en espérance, âgée alors de trois ans seulement, autrement dit l'infante d'Espagne, destinée à devenir la femme de Louis XV, par convention faite entre les deux cours. Ce projet d'alliance royale échoua d'ailleurs. La petite princesse, amenée à Paris en janvier 1722, fut reconduite en Espagne en 1725, sans être encore en âge de regretter les grandeurs évanouies. Nous ajouterons, pour ce qui nous concerne, qu'elle ne traversa Niort, ni à son arrivée, ni à son départ. M<sup>r</sup> de Latour écrivait, le 22 décembre 1721 (1), aux maire et échevins qu'il ne savait rien sur l'itinéraire de la reine ; dans le cas où elle passerait à Niort, il les prévenait qu'il n'y avait pas lieu de disposer des fonds de l'excédent du tarif pour cette circonstance ; « ils devaient se borner *aux présents ordinaires et aux marques de joie accoutumées*, sans faire de trop grands frais. La ville de Poitiers, qui devait nécessairement recevoir la reine, ne comptait pas agir autrement. » Les registres ne contenant rien à ce sujet, il est hors de doute que l'infante suivit la route habituelle par Saint-Jean-d'Angély, Melle et Lusignan.

Dans le dernier quart du siècle, la ville de Niort eut la visite d'une Altesse royale ; ce fut celle du comte d'Artois, frère de Louis XVI, qui traversa la ville en 1777, allant de Brest à Bordeaux. Il y entra le 25 mai, venant de Nantes, par la porte du Pont et en repartit le 26. Le 30 du même mois, il passa de nouveau et coucha à Niort. Il revenait de Bordeaux par Rochefort. On lui fit une réception brillante ; on abattit même l'angle du bâtiment de la poissonnerie, pour que son carrosse pût tourner dans la rue, dite aujourd'hui des Cordeliers. La municipalité lui offrit les produits de l'industrie locale, de

(1) *Archives de Niort*, n° 2859.

l'angélique pour une valeur de 366 livres, des gants et une culotte de peau. Les frais de toute sorte faits pour son passage montèrent à la somme de 822 livres 4 sols (1).

Deux ans après, en 1779, le comte d'Artois reçut le Poitou en apanage, mais il ne vint pas alors à Niort ; il y envoya M<sup>r</sup> Elie de Beaumont, son intendant des finances, pour prendre possession en son nom, et en effet c'était surtout une affaire de finances. Nous avons parlé incidemment, au chapitre des **Fortifications**, de la réception qui fut faite au mandataire du prince. Dans les années 1779 et 1780, le comte d'Artois fit dresser un état de son apanage, c'est-à-dire un relevé des biens dépendant du domaine royal dans le ressort de Niort. Cette pièce, qui donne des indications précieuses, a été publiée dans les *Bulletins* de la Société de statistique (2).

Suivant l'ordre indiqué au commencement de ce chapitre, nous parlerons maintenant des honneurs rendus aux dignitaires qui représentaient le roi par délégation directe.

L'autorité royale a été, sous l'ancienne monarchie,

(1) *Archives de Niort*, n° 2854. Dépenses faites pour le passage du c<sup>te</sup> d'Artois.

Mémoire du menuisier . . . . .	49 l. 5 s.
Item du serrurier . . . . .	27 12
Item du tapissier . . . . .	9 5
Etat de sable pour garnir la rue de passage. . . . .	67
Pour meubler et démeubler . . . . .	38
Flambeaux venus de Poitiers par M <sup>r</sup> Laurence. . . . .	84
Présent d'angélique . . . . .	366 12
Présent de gants et culotte de peau . . . . .	40 10
Pour les pots à feu qui ont éclairé la halle pour la garde des équipages. . . . .	40
Garde de la ville pendant les deux jours et la nuit . . .	72
Aux valets de ville . . . . .	24
Total. . . . .	822 l. 4 s.

(2) *Reconnaissance, visite et description exacte des bâtiments et édifices appartenant au Roy ou étant à sa charge dans l'étendue du siège royal et ressort de la ville de Niort* (*Bulletins* de la Société de statistique, mars-décembre 1876, p. 129).

exercée dans les provinces par les sénéchaux, les gouverneurs et intendants, les commandants militaires de grandes circonscriptions, tous lieutenants du roi à différents titres. C'est avec eux que les corps constitués étaient habituellement en contact ; ils avaient donc le plus grand intérêt à se ménager leurs bonnes grâces. Aussi les présents et compliments à offrir à ces hauts dignitaires étaient-ils très fréquemment l'objet des délibérations du corps de ville de Niort.

En 1454, la ville payait à Pierre de la Roche, hôtelier, la dépense faite dans son auberge par le sénéchal de Poitou (1). A la fin de 1456, le corps lui envoyait à Poitiers une pipe de vin valant 16 livres 10 sols, quatre quarts d'hypocras, valant 55 sols, deux douzaines de chapons qui avaient coûté 6 livres, et 24 livres pesant de cire en torches évaluées 4 livres 16 sols. Le charretier qui avait conduit le vin à Poitiers recevait 100 sols (2), prix relativement considérable qu'expliquent les difficultés de la route à cette époque, surtout dans la mauvaise saison. Les comptes de 1487-88 et 1490-91 mentionnent également des présents de même nature au sénéchal ; il en a été question au sujet des dépenses de ban et arrière-ban.

Les registres de 1535-38 citent une dépense plus importante, celle faite pour l'entrée à Niort du sénéchal qui y venait pour la première fois. Le titulaire de cette charge était alors M<sup>r</sup> du Puy du Fou. Il arriva le 14 juillet 1535 et reçut de la ville comme cadeau de bienvenue dix aunes de satin cramoisi, *teint en grenat vénitien*, du prix de 8 livres 10 sols l'aune. Il séjourna huit jours. Pendant ce temps, il lui fut offert six barriques de vin qui coûtèrent 36 livres (3), et entre autres choses des *carquelins* pour

(1) Assemblée du 28 juillet 1454.

(2) Assemblées des 20 décembre 1456 et 21 janvier 1457.

(3) Le vin fut payé par Audet Savignon qui venait d'être promu du rang de pair à celui d'échevin. Il devait 50 livres pour droit d'intrant et remit le surplus, soit 14 livres, au receveur.

une somme de 12 sols 6 deniers (1). Il s'agit là d'une pâtisserie très connue, encore en honneur à Niort et dans les environs, surtout du côté de la Saintonge.

En dehors des circonstances extraordinaires, l'échevinage de Niort faisait habituellement des présents de vin au sénéchal. Nous donnons en note, et par ordre de date, les différentes délibérations qui concernent cette dépense dans les années 1535, 1536 et 1537 (2).

Les sénéchaux étaient, à cette époque, chargés en province des fonctions les plus importantes qui dépendissent de la couronne; ils avaient dans leur région le commandement des troupes, la juridiction civile et militaire, et le gouvernement des villes et châteaux. Ils

(1) *Assemblées des 12, 14 et 31 juillet 1535.*

(2) *Assemblée du 26 novembre 1535.* Touchant le vin qu'on a coutume de donner à Mr le sénéchal pour nous conseiller et aider dans nos affaires, a esté délibéré qu'on lui enverra six bussards de vin, qui seront conduits par le recepveur à sa ferme de la Mothe près Croutelle.

*Le bussard était la demi-pipe, autrement dit la barrique ordinaire.*

*Assemblée du 19 mars 1536.* A Urbain Rousseau, marchand de la ville, 30 livres pour six barriques de vin de la Foye, pour donner à Mr le sénéchal de Poitou.

*Assemblée du 30 septembre 1536.* P. Macault, contrerolleur, dit qu'il est allé à la Foye *taster et choisir* du vin pour envoyer à Mr le sénéchal et demande à être payé de sa journée. Délibéré *que l'on verra s'il fust ordonné qu'il y allast.*

*Assemblée du 25 janvier 1537.* Six rondelles de bon vin choisi pour Mr le sénéchal, qui seront conduites par deux charrois à sa maison de la Mothe ou à celle du Fou.

[Les ruines du château du Puy du Fou se voient près du bourg des Epesses, en Vendée. C'était, pour la majeure partie, une construction de la première moitié du seizième siècle.]

*Assemblée du 27 avril 1537.* Alloué au receveur pour les six barriques de vin, à 8 livres chacune, 48 livres; pour les charrois faits par Pierre Giraudcau et Berthelot jusqu'au Fou, 16 livres; plus à André Bertaud, sergent de céans, qui les a conduites au Fou, 50 sols.

*Assemblée du 26 octobre 1537.* Alloué 11 sols pour 11 pintes de vin qui ont été données à Mr du Puy du Fou par ordre de Mr Jehan Jau, en l'absence du maire Mr Jacques Jau, le 5 octobre.

étaient aussi chargés du recouvrement des deniers du roi. Leurs pouvoirs furent beaucoup amoindris dans le cours du seizième siècle, et leurs plus hautes attributions dévolues aux gouverneurs des provinces, plus tard aux intendants. Là où le titre de sénéchal subsista, il ne fut plus guère qu'honorifique.

A cause des lacunes de titres, il ne nous est pas possible de suivre à Niort cet amoindrissement des pouvoirs du sénéchal dans les années qui vont du règne de François premier à celui de Henri IV. Au commencement de cette période, le maire était choisi par le sénéchal sur une liste de trois candidats présentés par le corps ; à la fin, sa nomination est faite par le lieutenant du sénéchal, qui n'est autre que le président du siège royal de Niort. Quant au sénéchal lui-même, c'est un personnage auquel n'a jamais affaire le corps de ville et qu'il n'est alors intéressé à gratifier d'aucun présent. Les maire et échevins réservent leurs hommages de toute sorte pour le gouverneur du Poitou, qui est en droit et en fait la première autorité de la province.

Lors de la prise de Niort par les protestants en 1588, le gouverneur du Poitou, qui était M<sup>r</sup> de Malicorne (1), de la religion catholique, se trouvait dans cette ville où il était venu pour organiser la défense contre le roi de Navarre. Malgré cela, il ne fut pas privé de son gouvernement qu'il possédait encore en 1603. Il était alors d'un grand âge et très infirme. La survivance de sa charge appartenait à M<sup>r</sup> de Lavardin, gouverneur des provinces du Perche et du Maine, qui, ayant d'autres vues, était disposé à lui rendre sa parole à cet égard ; dans ces conjonctures, Henri IV fit choix pour le gouvernement du Poitou du plus illustre de ses serviteurs, le duc de Sully. Ce dernier raconte dans ses *Mémoires* comment le roi l'autorisa à

(1) Jean de Chourses, s<sup>r</sup> de Malicorne, avait succédé en 1585 à Guy de Daillon, comte du Lude, celui qui assiégea Niort en l'année 1569 à la tête de l'armée royale.



traiter avec M<sup>rs</sup> de Malicorne (1) et de Lavardin, ce qu'il fit, dit-il, si adroitement *que moyennant un millier d'écus donnés à propos à ceux qui leur servaient de conseil*, il tira d'eux le gouvernement pour 20,000 écus. Il nous apprend plus loin que cette charge rapportait 18,000 livres par an. On sait que, s'il fut administrateur sévère de la fortune du royaume, Sully était aussi fort soigneux de la sienne. Il recevait avec une grande satisfaction les présents que lui faisaient les villes de son gouvernement, et ce fut très probablement pour lui que la ville de Niort inaugura l'hommage d'une pièce d'orfèvrerie, qui se continua vis-à-vis de ses successeurs jusques vers la fin du siècle.

Le duc de Sully avait reçu, en date du 16 décembre 1603, ses provisions de gouverneur du Poitou, Chatelleraudais, Loudunais, etc. Le 22 juin de l'année suivante, il fit son entrée solennelle dans la ville de Poitiers, qui lui offrit une plate-forme d'argent portant un canon d'argent doré, comme emblème d'une de ses charges, celle de grand maître de l'artillerie. Quelques jours après, il entra à Niort; les échevins lui firent présent d'un objet d'art, dont la forme était inspirée par un jeu de mots sur le nom de leur ville que l'on décomposait ainsi : *Nid-Or*. C'était une tour d'argent surmontée d'un arbre dans lequel il y avait *un nict d'or avecq la figure d'ung pelliquand et deux petitz pelliquandeaux*. Il était dit dans le marché passé

(1) Les fonctions de gouverneur du Poitou paraissent avoir été en réalité exercées depuis 1589 par M<sup>r</sup> de Parabère, gouverneur de Niort, qui avait aussi le titre de lieutenant général dans la province et le conserva sous le duc de Sully. Les registres de l'hôtel de ville donnent toujours à M<sup>r</sup> de Parabère le titre de gouverneur du Poitou, comme dans le procès-verbal ci-dessous :

*Assemblée du 27 juillet 1601.* Touschant d'adviser à faire présent à M<sup>gr</sup> de Parabère, *gouverneur du Poitou*, à sa venue en ceste ville, d'ung tonneau de bon vin, a esté dellibéré que les d<sup>s</sup> Savignae et Michel feront perquisition d'ung tonneau de bon vin qui se trouvera en ceste ville pour estre faict présent au s<sup>gr</sup> de Parabère, et le prix payé par le recepveur de céans.

pour la fabrication de cette œuvre que le pélican *se percerayt l'estoumac*, suivant la tradition. Elle fut faite à la Rochelle par les nommés Jacques Chabot, Abraham Besnard et Benjamin de la Nouhe, *maistres orpheuvres et bourgeois de la dite ville*, au prix de trois cent soixante livres, dont quatre-vingt-dix pour la façon (1).

(1) *Assemblée du 11 juin 1604.* Touchant d'adviser à l'avertissement faict à Monsieur le Maire de ceste d. ville qui est à ce que l'on ayt à se tenir prest pour recepvoyr Monsieur de Rosny, gouverneur en Poitou, et luy fayre un présent afin de luy faire paroistre le zèle et affection que nous avons en son endroiet.

A esté dellibéré par tous et par nous conclud qu'il sera faict un présent à mon d. sr de Rosny, lequel sera faict scellon les facultez et moyens des habitans de ceste ville lorsqu'il viendra fayre son entrée en icelle ville.

*Assemblée du 18 juin 1604.* Touchant d'adviser à la requeste présentée par le d. Thomas Jamonneau et le d. Jehan Bernier, dysant que suivant et au désir de leur commission à eux baillée au conseil qui fut tenu par plusieurs eschevyns et pairs de ce corps le xv<sup>e</sup> jour de ec présent moys et an pour fayre ung présent à Monsieur le marquis de Rosny, lorsqu'il fera son entrée en ceste ville, afin de le recepvoyr scellon son mérite, le d. conseil tenu en l'hostel et mayson de Aubin Girault, escuyer, sr de Gourfaillies, lieutenant particullier et assesseur au siège et ressort de ceste ville, contenant que les d. Bernier et Jamonneau se transporteroyent en la ville de la Rochelle, pour fayre *un arbre d'argent dans lequel il y auroyt ung nict d'or. dans le d. nict, il y auroyt ung oyseau en forme de pellicandaulx, qui ce perceroyt l'estoumac, et au dessoubz des petitz pellicandaulx, ou bien une tour en forme des armoyries de ceste ville, sur laquelle seroyt ung arbrisseau dans lequel sera le nict d'or et oyseau cy-dessus*, comme dict est et comme il est plus à plain desclairé et spécifié par l'acte qui fut faict au d. conseil ci dessus datté, et aussy fut dict qu'ilz en rapporteroyent acquit ou contract de marché faict avecq les maistres qui entreprendront la d. besougne, ce qu'ils ont faict désirant que le tout soit aprouvé et ratyfié par la d. assemblée pour leur descharge.

Après que lecture nous a esté faite de l'assemblée particullière ou conseil tenu en l'hostel du sr Girault, ensemble du contract ou marché faict par les d. Bernier et Jamonneau à Jacques Chabot, Abraham Besnard et Benjamin de la Nouhe, m<sup>es</sup> orpheuvres de la ville de la Rochelle, contenant que les d. Bernier et Jamonneau ont baillé et payé comptant aux d. m<sup>es</sup> orpheuvres la somme de quatre vingt dix livres pour la fasson d'une tour et arbrisseau au dessus de la d. tour et

Dans l'assemblée du 24 juin, Gamaliel Toucquard et Jehan Regnault, qui avaient été députés à Poitiers pour prêter au gouverneur *le serment d'obéissance* au nom des

oyseau, le tout d'argent scellon la figure qu'ilz nous ont représenté en la présente assemblée, le tout suivant et au désir de leur commission, a esté dellibéré par tous et par nous conclud que le d. acte tenu en l'hostel du d. sr Girault, en datte du quinziesme jour de ce présent moys, ensemble l'accord ou marché faict par le d. Bernier aux d. de la Nouhe, Besnard et Chabot, daté du seiziesme jour du présent moys, signé Bigeard, notayre royal, seront ratiffiez et approuvez et iceulx ratiffions et approuvons et tout le contenu en iceulx, et seront les d. Bernier et Jamonneau deschargez.

*Assemblée du juillet 1601.* Pour adviser à la requeste présentée par le d. Thomas Jamonneau dysant que cy-devant et au moys de juing passé le d. Jamonneau et le d. Jehan Bernier ont esté chargez par assemblée particuilière de soy transporter en la ville de la Rochelle fayre prix avecq des orpheuvres de la dicte ville de la fasson et matière *d'une tour d'argent avecq ung arbre dans lequel y auroyt ung nict d'or avec la figure d'ung pelliquand et deux petitz pelliquandeaux*, pour en faire présent à mon seigneur le marquis de Rosny, lieutenant général et gouverneur pour le Roy de ce pais de Poitou, lors de son entrée qu'il a faicte en ceste ville de Nyort, suivant laquelle dellibération les dietz Jamonneau et Bernier se sont transportez en la d. ville de la Rochelle et ont faict prix de ce que dessus avec Jacques Chabot, Abraham Besnard et Benjamin de la Nouhe, maîtres orpheuvres et bourgeois de la dicte ville de la Rochelle, scelon qu'il appert par contract sur ce faict et passé au d. lieu de la Rochelle le seiziesme jour du mois de juing, signé Bigeard notayre royal, depuis lequel temps ils nous ont rapporté la dicte tourt d'argent, le diet nict d'or, une figure d'arbre, pelliquand et pelliquandaulx, scellon et au désir de la d. assemblée, lesquelles choses ont esté par nous, en présence de plusieurs eschevins et pairs de céans présentées et données à mon diet seigneur de Rosny, lequel les a beu pour agréables, et diet encore le d. Jamonneau que, auparavant qu'elles luy fussent présentées, elles ont esté veuhes céans par nous et plusieurs eschevins et pairs du d. corps de céans, et ont esté aussi trouvées comme bien et duement faictes; nous ont aussy les d. Jamonneau et Bernier remoustré qu'il ont beu acquiet des d. Chabot, Besnard et de la Nouhe en datte du vingt-sixiesme jour de juing dernier passé, aussy passé par le d. Bigeard notayre, disant aussy que des denyers qui leur ont esté mis entre les mains pour achapter la d. tourt d'argent, les d. nict d'or, arbre et pelliquand, il leur a esté donné des denyers revenant à la somme de trois cent soixante livres, de

habitants de Niort, rendirent compte de leur mission. Ce même jour, il fut décidé que l'on mettrait sur pied, pour sa réception, quatre compagnies de milice bourgeoise, dont les commandants furent nommés séance tenante. Les registres ne nous donnent pas la date exacte à laquelle le duc de Sully fit son entrée à Niort (1). Il y passa un jour et demi et fut logé par les soins du corps à l'auberge du Petit-More, où il était défrayé, mais sans grand empressement, à en juger par les termes du règlement de compte avec l'hôtelier. (2). La mauvaise grâce fut du reste, ainsi

laquelle ils ont tenu compte par le menu, présentement dont ils requièrent estre deschargez.

Après que les d. Jamouneau et Bernier ont faict apparoir du d. contract et acquiet et ont tenu compte entièrement par le menu de tous les denyers qu'ils ont desboursez pour les matières d'or et d'argent, estuy pour mettre la d. tour et fasson des d. choses, ensemble des fraicts par eulx faicts au voyage en ceste ville de la Rochelle, par l'issue duquel compte ils se sont trouvez redevables d'auleunes choses, a esté dellibéré par tous et par nous conclud que les d. Jamouneau et Bernier demeureront quittes et deschargez de ce que dessus, dont il leur a esté octroyé acte pour leur valloir et servir ce que de rayson; a esté aussi dellibéré que le d. contract et acquiet seront mis au coffre du trésor de céans ce qui a esté présentement faict.

(1) Sully, d'après le récit qu'il fait de son voyage en Poitou, rentra à Paris le 22 juillet, après avoir été faire à la Rochelle, en dehors de son gouvernement, une entrée fort imposante; il était escorté de 1200 hommes. En revenant, il s'arrêta encore dans quelques localités du Poitou.

(2) *Assemblée du juillet 1604.* Pour adviser à la requeste présentée par Jacques Nouel, hoste du logis où pend pour enseigne le Petit-More, dysant qu'il nous auroyt pleu à l'entrée de Monsieur le marquis de Rosny, faicte en ceste ville, icelluy seigneur loger avecq toute sa mayson au d. logis du d. suppliant qui auroyt fourny de vergeu, vinaigre et autres petites commoditez qu'il auroyt pleu prendre à mon d. seigneur en icelluy d. logis, où il auroyt séjourné par ung jour et demy, sans que le d. suppliant, qui n'est que ung pauvre locataire du d. logis en ayt heu auleun payement en récompense, par quoy désirant le d. suppliant qu'il nous pleust ordonner payement estre faict par le recepveur du d. corps de la somme de soixante livres, ou aultre somme que de rayson.

A esté dellibéré par tous et par nous conclud que pour l'occupation

que nous le verrons plus amplement, la note dominante dans les rapports de la ville avec Sully. Pour son entrée néanmoins, en outre du présent qui lui fut offert, on fit les décorations et préparatifs habituels en signe d'honneur et de réjouissance officielle. Le procès-verbal de la séance du dernier vendredi de décembre contient l'allocation de la somme due à un peintre pour les tableaux d'armoiries qui avaient été placés aux portes de la ville (1).

Sully resta pourvu du gouvernement de Poitou pendant douze ans. Il vint plusieurs fois à Niort dans ce laps de temps et, lors d'une de ces visites, en janvier 1616, il fit au corps de ville une demande qui paraît singulière, mais qui est bien en rapport avec l'esprit de grand ménagement d'argent qu'on lui connaît. Il aurait voulu être fourni du linge nécessaire pendant son séjour. Les échevins refusèrent disant *qu'on n'avait point acoustumé en ceste ville d'en fournir les gouverneurs de la province* (2). Il est

qui a esté faiete du d. logis du d. Nouel par mon seigneur le marquis de Rosny lors de sa d. entrée, qu'il luy sera allouhé la somme de douze livres tz. de laquelle somme il sera payé par le recepveur de eéans qui à ee fayre sera contrainet par toutes voyes deuues et raysonnables, ce qui luy sera allouhé en ses comptes en rapportant ces présentes et acquiet du d. Nouel, sans tirer à conséquence pour l'advenir, laquelle somme sera allouhée au d. recepveur des intrans en rapportant la présente et acquiet du d. Nouel.

(1) *Assemblée du dernier vendredi de décembre 1604.* Pour adviser à la requeste présentée par François Loyseau, me peintre et vitrier de ceste ville, tendant à estre payé de la somme de livres qui luy sont dheues pour avoir fet par commandement de nous d. mayre huit armoyries pour mettre aux portes de ceste ville à l'entrée de mon seigneur de Rosny, gouverneur de ce país de Poietou.

A esté dellibéré par tous et par nous conclud que le d. Loyseau sera païé de la somme de livres dheues pour la fasson des d. armoyries par le recepveur de eéans.

[Sur le registre, en dessous de cette délibération, est un dessin grossier des armes de la ville, une tour et trois fleurs de lys placées *un et deux.*]

(2) *Assemblée du 19 juin 1616* Sur ce que nous d. mayre avons faiet entendre aux assistans que Mr le due de Suilly, gouverneur de ceste province, demande que les habitans de ceste ville le fournissent

permis de croire que leur refus n'était pas, en cette occasion, motivé par l'importance des frais à faire, mais bien par les sentiments d'hostilité que professait vis-à-vis du gouverneur la portion catholique de l'assemblée, l'accusant de pactiser avec ses coreligionnaires qui préparaient une nouvelle prise d'armes.

Dans le courant de l'année précédente, un pair, nommé Pierre Texier, avait insulté le duc de Sully et M<sup>r</sup> de Parabère, qui étaient présents lors de l'élection du maire. Quelques jours après, le procureur syndic requit, il est vrai, que *pour ses insolences le dit Texier fût desmis et privé de sa place* (1). L'assemblée conclut à la suite qu'il serait *informé des dictes insolences* pour en être fait rapport à la prochaine réunion ; cependant l'affaire ne fut pas poursuivie. Il n'en est aucunement question dans les procès-verbaux suivants ; on constate seulement que Pierre Texier, durant plusieurs années, n'est plus porté parmi les membres présents ; mais son nom figure sur la liste générale des cent pairs de 1620, insérée aux registres. Autrement dit, il ne fut pas dégradé de son titre.

Vers la même époque, Sully céda pour 200,000 livres le gouvernement de Poitou au duc de Rohan, son gendre, *qui en avait obtenu l'agrément du roi*. Il dit à ce sujet

de linge lorsqu'il sera en ceste ville, a esté par tous dellibéré et par nous conclud que, sy mon dit seigneur le duc de Suilly faict encore ceste demande aux d. habitans de ceste ville, on le suppliera de nous en exeuser, attendu qu'on n'a point acoustumé en ceste ville d'en fournir les gouverneurs de la province.

(1) *Assemblée du 26 juin 1615*. Sur la remonstrance du d. scindiq que en la mairie dernière et aux mairies préceddantes, M<sup>r</sup> Pierre Texier, l'un des pairs de céans, auroyt commis plusieurs insolences indignes d'un homme de sa qualité et condition, jusques là il auroyt usé de contumélie vers Nosseigneurs le duc de Suilly et de Parabère qui estoient à la mairie dernière, requis que *pour ses insolences il soit desmis et privé de sa place*.

A esté par tous dellibéré et par nous conclud *qu'il sera informé des dictes insolences* à la requeste et dilligence du d. scindiq *pour estre raporté à la prochaine assemblée de céans et pourveu ce qu'il appartiendra*.

dans ses *Mémoires* que d'autre part il en aurait pu avoir 300,000 livres. Le duc de Rohan fut nommé par lettres données à Paris le 23 septembre 1616, enregistrées à Niort à la fin du même mois. Il avisa les maire et échevins qu'il ferait son entrée dans leur ville le 6 décembre. Sa lettre à cet effet fut communiquée au corps de ville assemblé le 21 novembre (1) et, dans cette même séance, on liquida le compte de l'orfèvre de la Rochelle qui avait été chargé de faire la tour d'argent offerte au nouveau gouverneur. Il y était entré pour deux cent vingt-deux livres d'argent ; le total des frais, compris le voyage du sieur Barbade, l'un des pairs, la façon et le port, s'élevait à 374 livres 15 sols 4 deniers. Le corps désigna les échevins qui commanderaient les trois compagnies à mettre sous les armes. Le jour de l'entrée, il fut apposé des tableaux d'armoiries, comme d'ordinaire, et dressé en outre un arc de triomphe ; la dépense de ces accessoires fut réglée dans la dernière assemblée de l'année (2).

Le gouverneur du Poitou avait, pour l'aider et le suppléer dans ses fonctions, un ou deux lieutenants généraux. Le duc de Sully eut d'abord Mr de Parabère, qui était en même temps gouverneur de Niort. Celui-ci, en 1613, céda le commandement de la ville à son fils Henri de Baudéan, baron de Pardaillan, et sa charge de lieutenant général du Poitou au marquis de Noirmoutiers (3). A la mort de ce

(1) *Assemblée du 21 novembre 1616.* Lecture faite de la lettre de Mr de Rohan portant qu'il fera son entrée en ceste ville, comme gouverneur de ceste province, le mardi vj décembre prochain, a esté par tous dellibéré et par nous conclud, selonc les assemblées précédentes, que l'on fera entrée au d. sr de Rohan, et à ceste fin sera fait un ban pour assembler les habitans de ceste ville et sera fait préparatifs de tout ce quy sera nécessaire.

(2) *Assemblée du 31 décembre 1616.* Huiet livres pour les armoyries faictes à l'entrée de Mr de Rohan. Huiet livres cinq sols à J. Bardon, menuysier, pour les estoiles d'un arc de triomphe à la diete entrée.

(3) Le personnage que les registres de l'hôtel de ville (*Assemblée du 1<sup>er</sup> août 1613*) désignent par ce titre est Louis de la Trémoille, marquis de Noirmoutiers, dont la statue tombale est au Musée de Niort. Il mourut le 4 septembre 1613, âgé de 27 ans.

dernier, arrivée peu de temps après, M<sup>r</sup> de Rochefort obtint la place par le crédit du prince de Condé (1). Sa fidélité au roi étant suspecte à juste titre, il fut remplacé par le comte de la Rochefoucauld, qui était catholique (2) et fut, à cause de cela, reçu à Niort avec des honneurs extraordinaires (3). Il n'était en fait que sous-gouverneur ; cependant on lui donna, comme s'il eût été le premier de la province, la tour d'argent *faicte pour cet effect*, dit le procès-verbal. A ce propos, il y a lieu d'observer que les registres de l'hôtel de ville, bien que très complets pour cette période, ne contiennent rien qui concerne la façon de

(1) Louis d'Aloigny, sgr de Rochefort, etc... était grand chambellan du prince de Condé.

(2) Le comte de la Rochefoucauld avait été protestant ; il abjura le calvinisme, très jeune encore, et devint zélé catholique.

(3) *Assemblée du 20 mai 1615.* A esté par tous unanimement delliéré et par nous conclud .... qu'entrée sera faicte au d. seigneur de la Rochefoucauld, et pour ce fayre sera par nous mayre faict fayre un bancq pour l'assemblée qui se fera à cet effet, et pour aller saluer le d. sgr comte jusques à Saint-Maixent ont esté nommez à la pluralité des voix ..... Et sera préparé le logis du Grand-More pour le d. sgr comte, qui sera tapissé et l'enseigne ostée ; seront faictes des armoyries seelon qu'il a esté acoustumé en telles entrées. Ne sera faicte aultre compagnie que celle du mayre qui sera grosse jusqu'à trois cens des plus capables habitans de ceste ville, et sera prinse l'enseigne blanche .... et seront condampnez chascun des contrevenans à vingt livres d'amande, ce qui sera exécuté nonobstant oppositions et appellations quelconques. *Et sera donnée la tour d'argent* au d. sgr comte de la Rochefoucauld, *qui a esté faicte pour cet effect* avecq les aultres présents et gratifications qu'on a acoustumé en pareil cas [*Le logis du Grand-More fut acheté en 1618 par le père Gastaud pour y établir les Oratoriens.*]

*Assemblée du 29 mai 1615.* Requérant le procureur scindiq, a esté... et par nous conclud que les habitans de ceste ville qui pouvoient porter les armes à l'entrée de Mgr de la Rochefoucauld et ont faict mespris de l'appel, nonobstant tous les bancqs qui ont esté publiés, seront condampnez à paier l'amande, laquelle amande le corps de céans a modérée à trente-six sols trz, et qui sera païée par les contrevenans sur le rolle qui en sera à cet effect dressé par nous mayre.



la tour offerte au comte de la Rochefoucauld. Vis-à-vis du même personnage, la ville de Poitiers témoigna peu de temps après de sentiments pareils à ceux qui avaient été manifestés à Niort. Lorsque le roi passa à Poitiers au mois d'août 1615, il était accompagné par M<sup>rs</sup> de Sully et de la Rochefoucauld. Les maréchaux des logis marquèrent pour ce dernier la maison attribuée d'ordinaire au gouverneur de la province ; le duc de Sully pensa, non sans raison, que cela s'était fait de concert avec les habitants et resta pendant quatre jours au château d'Auzances, près Migné, à petite distance de la ville, jusqu'à ce que le roi lui eût fait rendre son logement.

Lorsque le comte de la Rochefoucauld eut été, en 1622, après la défection du duc de Rohan, nommé gouverneur du Poitou, il ne fit pas, en cette nouvelle qualité, d'entrée solennelle à Niort. Il donna sa démission en 1633, et le roi pourvut de la charge vacante Henri de Baudéan, comte de Parabère, qui fut lui-même remplacé, en 1646, par François de la Rochefoucauld, prince de Marsillac (1), l'auteur des *Maximes*. Engagé, comme on sait, dans le parti de la Fronde, il prit part à la défense de Bordeaux contre l'armée royale. Le gouvernement de Poitou fut alors donné au duc de Roanez, qui le reçut en 1654 (2), et

(1) François de la Rochefoucauld fut nommé par lettres du 3 novembre 1646.

(2) *Assemblée du 22 juillet 1654.* Nous avons eu avis que le duc de Rouanais, gouverneur de ceste province, y est entré depuis peu de jours et qu'il serait à propos de députer par devers luy. Ont esté députez, André Brunet, eschevin, conseiller du roy et son assesseur criminel au siège royal de ceste ville, Philippe Bastard, pair, et seront les frais de la d. députation avancez par le d. Bastard, recepveur du corps, lesquels luy seront allouez en son compte.

*Assemblée du 31 juillet 1654.* Les députés nommés le 22 juillet rapportent qu'ils ont été vers Mgr le duc de Rouanais en sa maison d'Oiron, pour l'assurer des obéissances du corps et des habitants de céans.

le conserva jusqu'à l'année 1664, où il le céda au duc de la Vieuville (1).

Dans l'année suivante, le nouveau gouverneur fit savoir qu'il ferait son entrée à Niort, et, le 26 juin, le corps délibéra sur les honneurs à lui rendre et les présents qui lui étaient dus. D'après les registres, il ne paraît pas que le duc de la Vieuville soit alors venu, comme il l'avait annoncé. Dans tous les cas, il ne fut pas question de la tour d'argent. Les trois gouverneurs précédents, sans qu'on puisse l'affirmer toutefois, ne l'avaient pas reçue. Elle fut cependant offerte au duc de la Vieuville, mais seulement dix ans après son entrée en charge ; le nid d'or et les pélicans tendaient à tomber en désuétude. Le gouverneur vint à Niort le 28 avril 1674 et y fut reçu avec apparat (2). C'est en ce temps-là que se préparait l'envoi

(1) *Assemblée du 17 décembre 1664.* Mr le duc de la Vieuville fait part aux maire et échevins de ses lettres de provision comme gouverneur du Poitou, par démission faite de gré à gré par le duc de Rouanais.

Ces lettres étaient en date du 12 septembre 1664.

(2) *Assemblée du 17 avril 1674.* Mgr le duc de la Vieuville, gouverneur de ceste province est sur le chemin pour venir à Niort ; il serait à propos de députer quelques personnes de cette communauté pour témoigner notre respect. Sont députés pour aller à Poitiers, Gabriel Huguetau et Abraham Bertaud. La compagnie de cavalerie ira à une lieue au devant de lui ; nous maire, accompagné de ceux de ce corps, l'attendrons à la porte de la ville.

*Assemblée du 27 avril 1674.* Mgr le duc de la Vieuville sera demain en cette ville ; il désire voir l'infanterie et la cavalerie de cette ville sous les armes ; on se mettra en état. Il lui sera offert un logis et des vivres ; les fonds seront pris de François Rouget, receveur de cette ville, sur billets du maire.

*Assemblée du 8 mai 1674.* En conséquence de ce qui précède, ordre avait été donné à Rousseau, hôte des Trois-Pigeons, de faire des provisions. Le sieur Dupuy, receveur des aides de cette ville, aurait offert son logis au gouverneur qui aurait accepté. Rousseau aurait porté ses provisions chez lui. Le sieur Dupuy ne se met pas en devoir de le payer, et il n'y a pas apparence qu'il le fasse. Il est du devoir de cette communauté de ne pas souffrir que le dit seigneur paie ses provisions. Des fonds seront pris à cet effet des mains du receveur.

du détachement de milice bourgeoise sur les côtes. Quelques mois plus tard le duc était de nouveau dans notre ville et c'est après cette dernière visite (1) que l'échevinage lui fit le présent accoutumé, se reconnaissant d'ailleurs fort en retard. La valeur prévue de la tour d'argent était de 750 livres, prix très supérieur à ce qu'elle avait coûté autrefois (2).

Le duc de la Vieuville avait pour lieutenants généraux dans son gouvernement du Poitou M<sup>rs</sup> de Pardaillan et de Parabère. Le corps de ville avait promis à ce dernier, qui comptait Niort dans son ressort, de lui faire un présent de 500 livres, mais ne se hâtait pas de s'acquitter, comme le prouve une lettre de M<sup>r</sup> de Parabère, dont l'original est

(1) *Assemblée du 4 septembre 1674.* Proposé par nous maire que Mgr le duc de la Vieuville estant, il y a quelque temps, venu en ceste ville, il nous auroit ordonné de lui chercher un logement, ce que nous avions fait, et comme il arriva extrêmement tard et qu'il venoit en ceste ville pour les affaires publiques, nous aurions esté obligé de luy faire préparer le soir à souper et le lendemain à disner, et pour cet effect auroit convenu de faire quelques frais, dont la majeure partie sont deubz à l'hoste des Trois-Rois, à celui des Trois-Pigeons et du Bon-Conseil, avec quelques avances que nous avions fait pour achat de poisson et aultres choses qu'il est juste de payer sur les deniers de la communauté, sur quoy requiert délibération.

Unaniment dellibéré .... que la despence sera païée sur les plus clers deniers du corps .... et où nous serions obligé d'en faire l'avance nous sera alloué dans nos comptes.

(2) *Assemblée du 28 septembre 1674.* On a accoustumé de pourvoir en ceste assemblée aux fonds nécessaires pour les affaires de ceste communauté, parmy lesquelles il n'y en a pas de plus urgente que d'y satisfaire au présent de la tour d'argent due depuis long-temps à Mgr le duc de la Vieuville Arrêté que la tour sera fabriquée de valeur seulement de cinq à six cens livres, si faire se peut selon la coustume.

*Assemblée du 30 septembre 1674.* Sur le bail du dixiesme sera prise la somme de 750 livres, laquelle sera païée comptant par l'adjudicataire ès mains d'un orpheuvre pour l'achat et fasson d'une tour d'argent qui sera présentée à Mgr le duc de la Vieuville, à luy due pour le présent ordinaire que ceste communauté a accoustumé de faire aux gouverneurs de ceste province à leur entrée au gouvernement d'icelle.

attaché aux registres (1). Dans l'année suivante, à la séance du 29 septembre 1673, ordre fut donné au receveur de payer la somme réclamée.

La lettre de M. de Parabère était, à peu de chose près, écrite en style d'huissier. Quelques années plus tard, ce fut par un véritable exploit que les maire et échevins furent sommés de donner une tour d'argent au marquis de Vêrac, qui n'était cependant que lieutenant général de la province. Ils lui firent, à la suite de ce commandement, un présent de 500 livres en espèces, et non sous forme de tour d'argent, le même chiffre auquel avait été imposé le corps de ville par M<sup>r</sup> de Parabère, lors de son entrée en fonctions. Cette allocation était devenue obligatoire, car le marquis de Vêrac avait obtenu ordonnance du roi. L'assemblée, où fut discutée la signification faite au corps, présenta un caractère particulier ; elle comprenait, non seulement les maire et échevins en exercice, mais d'anciens maires et d'anciens échevins. L'affaire avait paru grave ; le procès-verbal fait voir que l'on craignait beaucoup d'avoir mécontenté le lieutenant général. Deux délégués furent nommés pour aller porter les cinq cents livres représentant la tour d'argent (2). Il n'y avait plus là qu'une expression fictive,

(1)

« A la Mothe, ce 15 décembre 1672.

« J'auray subject de me plaindre de vous, messieurs, si vous n'exécutez prontement la parole que vous m'avez tant de fois donnée que vous me payriés les cinq cens livres dont vous me demandastes terme jusqu'au mois d'octobre passé, il y a un an. Je ne m'estois pas attendu que vous me les feriés demander tant de fois. Je vous prie que ce soit pour la dernière fois et vous m'obligerés extrêmement ; c'est à quoy je m'attendrai.

« Signé : PARABÈRE.

« A messieurs les maire et eschevins de Nyort. »

(2) *Assemblée du 11 novembre 1687.* Assemblée des maire et eschevins de cette ville de Niort tenue par devant nous, François Charton, conseiller du roy, maire et capitaine de cette ville à laquelle ont assisté Alexis Assailly, escuier, s<sup>r</sup> de Laubonnière, Jacques Macé, conseiller du roy et esleu, Philippe Cochon, s<sup>r</sup> du Puy, Jean Vaslet, s<sup>r</sup> de Cous-tault-Richier, Anthoine Jouselin, s<sup>r</sup> de la Rétuzerie, eschevins en exercice, Christophle Augier, s<sup>r</sup> de la Terraudière, et Philippes Piet,

comme on dit un pot-de-vin pour une gratification ; l'expression elle-même disparaît à partir de cette époque ; on ne la retrouve plus dans le détail des présents faits aux gouverneurs de la province, durant le dix-huitième siècle.

Le corps de ville ne se contenta pas d'obéir avec empressement à la sommation de M<sup>r</sup> de Vêrac ; il fit encore à son capitaine des gardes une *honnêteté* de cent livres qui lui fut remise par les députés envoyés vers le lieutenant général (1). Cette charge resta jusqu'en 1789, par

esquier, s<sup>r</sup> de Pied-Fonds, maires antiens, ce jour d'huy unzième jour de novembre 1687, et Pierre Blactot, s<sup>r</sup> de la Gastaudière, et M<sup>e</sup> Pierre Vaslet, antiens eschevins.

Propozé par nous d. maire que Mgr le marquis de Vêrac, lieutenant-général et commandant pour le roy en Hault-Poitou, nous a fait signifier une ordonnance, en date du 7 du présent mois et an, par laquelle il serait ordonné de la part de Sa Majesté aux maire et eschevins de cette ville de luy paier dans un mois après la signification de l'ordre une *tour d'argent* de la valeur qui a esté païée aux précédents lieutenants-généraux, que faulte de cete les maire et eschevins y seront contraincts par toutes voies, mesme par corps, la d. signification du jour d'hier signée Clément, garde aux sommations, de satisfaire dans le d. temps, sur quoy nous requérons la compagnie de délibérer.

A esté arresté et par nous conclud que la d. ordonnance sera registrée au secrétariat du corps et qu'il sera emprunté une somme de 500 livres pour le présent de mon d. seigneur, et 100 livres pour aultres affaires du corps, dont le paiement sera asseuré sur les premiers deniers du corps de ville, particulièrement sur le prix du bail du Poids-le-Roy pour les trois années prochaines, lequel à cette fin sera présentement faict, auquel emprunt on s'obligera sollidairement, et ce pour le bien public, pour ne donner sujet au d. seigneur d'estre mécontent de nous, et lorsque le d. emprunt sera faict, sera advisé aux moïens de luy porter la d. somme et choisir des personnes qui luy seront agréables, et à l'instant nous maire et Alexis Marsault, s<sup>r</sup> de la Cailletière, antien maire, avons esté priés de faire le voiage et aller par devant men dit sgr de Vêrac.

*Assemblée du 15 décembre 1687.* Alloué 24 livres pour le voyage des délégués qui sont Jean Vaslet et Antoine Jousselin, le maire et Alexis Marsault étant empêchés.

(1) *Assemblée du 12 janvier 1688.* Les sieurs Vaslet et Jousselin ont été remerciés de leur peine et voiage d'avoir porté la somme de 500 livres à mon d. sgr de Vêrac et arrêté qu'ils seront remboursés de la somme de 18 livres 18 sols pour les frais de leur voiage, avec un

*survivance*, dans la famille de Vérac; mais ni les registres, ni les comptes ne renferment de mention qui indique le renouvellement du présent de 500 livres ou d'autre somme aux titulaires qui suivirent.

Les archives ne contiennent rien de relatif aux gouverneurs dans la fin du règne de Louis XIV. La mairie perpétuelle de M<sup>r</sup> de Pierre-Levée, pour bien des causes dont il a déjà été parlé, n'a laissé que fort peu de documents.

En 1719, par lettre du 26 avril (1), l'intendant avisa les maire et échevins que le prince de Conti, gouverneur de la province (2), serait le 11 ou 12 mai à Poitiers où il resterait deux jours; il les invitait à envoyer des députés dans cette ville. Le premier mai, il leur écrivit de nouveau à ce sujet (3), leur disant en outre de s'assurer s'il n'y avait pas un présent à faire à S. A. Sérénissime, en qualité de gouverneur du Poitou. Le 4 mai, il fut arrêté en séance que le maire, accompagné de M<sup>rs</sup> Blactot, et Thomas de la Chapelle, échevins, se transporterait le 10 ou 11 du présent mois en la ville de Poitiers, qu'il adresserait un discours au prince et lui offrirait au nom de la ville un présent de *bougies, confitures sèches et autres choses de pareille nature*, pour une valeur de 500 livres.

Le 3 septembre 1720, le corps de ville, informé qu'il était né un fils au prince de Conti, décida qu'il lui serait écrit une lettre pour lui marquer la joie que les habitants

gagé, par M<sup>r</sup> Michel Arnault sr du Pastis, receveur des deniers de ce corps.

A aussi été rapporté qu'ils ont mis ès-mains du sieur des Vignes, capitaine des gardes du d. sieur de Vérac, la somme de 100 livres pour *l'honnêteté* que le d. corps avait arrêté de faire au d. capitaine des gardes, laquelle il a reçue et en a remercié le corps et en a donné sa quittance du 18 décembre.

(1) *Archives de Niort*, n° 2858.

(2) Les lettres de provision du prince de Conti étaient du 9 avril 1717. Il succédait au marquis de la Vieuville qui avait occupé la charge après le duc, son père.

(3) *Archives de Niort*, n° 2859.

avaient de cette naissance; en outre, que l'on ferait un feu de joie et que le régiment de Niort serait mis sous les armes.

Le prince fut gravement malade dans l'année 1724. Lorsque l'on fut assuré qu'il était en convalescence, les maire et échevins firent célébrer aux Cordeliers une messe d'actions de grâces et chanter un *Te Deum* à Notre-Dame (1). Le régiment, infanterie et cavalerie, fut assemblé, comme d'ordinaire, au cimetière Saint-Jean et massé aux abords de la cathédrale pendant cette cérémonie. Il y eut feu de joie sur la place du Château, illumination générale et banquet offert par l'hôtel de ville pour boire à la santé de Son Altesse.

Le prince de Conti mourut fort jeune. le 4 mai 1727 (2). La ville fit faire pour lui, le 10 du mois de juin, un service solennel à l'église paroissiale de Saint-André, avec tentures, lit d'honneur, etc... Le tout fut adjugé sur devis, par bail au rabais, à Pierre Gaultier, tapissier, pour 390 livres.

Son fils aîné, qui lui succéda au gouvernement de la province, n'était alors âgé que de dix ans. En 1730, il vint avec sa mère à Poitiers, où le maire, accompagné de trois gagés, en grand apparat par conséquent, alla complimenter le prince et la princesse douairière. La dépense, qui fut comptée dans la séance du 6 juillet, s'élevait à 181 livres 2 sols. S'il y eut des présents offerts, il n'en est pas fait mention.

Le jeune prince fut marié en 1732 avec Diane d'Orléans,

(1) *Assemblée du 2 septembre 1724.*

(2) Nous avons perdu le quatre de ce mois Mr le prince de Conti, qui est mort d'une fluxion de poitrine, très regretté de tout le monde. C'était pour ainsi dire le seul prince qui avait de l'esprit et des lumières, qui s'appliquait aux affaires et sur lequel on pouvait compter dans le Conseil. Il n'avait que 32 ans. Il laisse Mr le comte de la Marche, à présent prince de Conti, Mr le comte d'Alais et une fille dont M<sup>me</sup> la princesse de Conti est accouchée il n'y a pas long-temps. [*Journal de Barbier*, t. II, p. 4].

filles du Régent (1). La ville de Niort célébra cet événement par une journée de réjouissances, avec *Te Deum*, devises, feu de joie, etc... Le régiment fut mis sous les armes. Le soir, l'échevinage donna un souper de 60 personnes, *ecclésiastiques, gentilshommes et officiers, tant de guerre que de judicature*. L'ensemble avait été adjugé à Pierre Tuffet, pâtissier, pour 450 livres (2). En septembre 1734, pareille fête eut lieu pour la naissance du fils du prince. Les frais s'élevèrent à 375 livres (3); l'adjudicataire était le même Pierre Tuffet.

Le secrétaire des commandements du prince de Conti était M<sup>r</sup> Jacques Adam, *l'un des quarante de l'Académie française*, dont il fut d'ailleurs un membre fort obscur. Lorsqu'il mourut, en 1735, la ville fit dire pour lui une messe solennelle *en reconnaissance de plusieurs services qu'il avait rendus pour le collège, pour la réunion des offices et dans une infinité d'autres affaires intéressantes*. La dépense fut de 99 livres (4).

Dans l'année 1736, la princesse Diane mourut; il y eut pour elle à Niort une cérémonie funèbre, dont les frais furent donnés à bail au rabais pour 415 livres à Pierre Gaultier.

Le prince de Conti conserva le gouvernement du Poitou sa vie durant (5). Nos archives ne mentionnent aucun présent qui lui ait été offert par la ville. Les cinq cents livres de confitures présentées à son père paraissent avoir été le dernier vestige de la tradition ancienne; mais, comme le montre ce qui précède, la ville de Niort, en diverses circonstances, n'en rendait pas moins de grands honneurs au gouverneur de la province.

(1) Il vient de se faire un grand mariage du prince de Conti, qui n'a que quatorze ans, avec Mademoiselle de Chartres qui en a quinze ou seize.... Le mariage fut fait le 22 [janvier 1732] dans la chapelle de Versailles [*Journal de Barbier*, t. II. p. 240].

(2) *Assemblée du 1<sup>er</sup> février 1732.*

(3) *Assemblée du 14 septembre 1734.*

(4) *Assemblée du 15 septembre 1735.*

(5) Le prince de Conti mourut le 2 août 1776.



Le dernier titulaire de ces fonctions qui, au point de vue de l'administration, avaient perdu toute importance, fut Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, alors duc de Chartres (1), celui qui devint Philippe-Egalité. Il fut nommé après la mort du prince de Conti et occupa la charge jusqu'à la Révolution. Nous l'avons vu, dans un autre chapitre, signer les nominations des officiers du régiment de Niort.

L'amoindrissement des gouverneurs de provinces commença pendant la minorité de Louis XIII. La reine-mère régente, Marie de Médicis, créa des *intendants de justice* (2) auxquels le cardinal de Richelieu transporta la

(1) Le prince prit le titre de duc d'Orléans en 1785, à la mort de son père.

(2) *Assemblée du 3 novembre 1617.* Après que le paquet du Roy a esté ouvert et lettre de Sa Majesté leue, dont la copie s'ensuit :

« DE PAR LE ROY, chers et bien amez, envoyons le s<sup>r</sup> de Montholon, conseiller en nostre conseil d'Estat, en la ville de Poitiers et province de Poictou, pour y exerceer la charge d'*intendant de la justice* que avait cy-devant le s<sup>r</sup> de Champigny [*celui-ci avait succédé à M<sup>r</sup> Mangot, sans doute le premier pourvu de cette charge*], nous avons bien voullu vous faire cette lettre patente pour vous dire que, comme nous avons toujours en ung soing particullier du bien, repos et conservation de nos subjects, aussy nous voullons compter que vous contribuerez ce quy deppendra de vous pour vous y maintenir et continuerez envers nous les tesmoignages de vostre fidellité et obéissance, vous recommandant d'observer soigneusement ce que le s<sup>r</sup> de Montholon vous fera entendre de nostre part et pour le bien de nostre service, et de déférer aux advis et conseils quy vous seront par luy donnez en toutes occurrances et luy rendre tous les honneurs et le respect qui est dû à sa qualité et charge et à la particullière confiance que nous avons en luy, à quoy estant bien assurez que vous ne manquerez pas, nous ne vous ferons pas ceste cy plus longue. Donné à Paris le xxviij septembre 1617. Signé LOYS, et plus bas PHÉLIPPEAUX, et au dos : A nos chers et bien amez les maire, eschevins et habitans de nostre ville de Nyort. »

A esté par tous, dellibéré et par nous conclud que la d. lettre du Roy demeurera registrée au papier secrétarial de céans pour y avoir recours sy et quand besoing sera, et oultre a esté aussy conclud que les députtez cy devant nommez pour se transporter à Paris, [*il s'agissait des affaires du corps contre le lieutenant général Laurens*] qui

plus grande partie des attributions des gouverneurs, et qui devinrent, sous le titre de *commissaires départis pour l'exécution des ordres de Sa Majesté dans la généralité*, la première autorité de la province. Dès le principe, la ville se met en frais pour l'intendant lorsqu'il vient à Niort (1). Plus tard, ce n'est plus seulement l'intendant, mais aussi Madame l'intendante qui reçoit des présents de l'échevinage (2). Les registres nous apprennent même que les 150 livres de confitures offertes en 1664 à Madame Colbert ne furent payées que fort tardivement au fournisseur (3).

sont Nicolas Gallet, escuier, s<sup>r</sup> de la Roche, Jehan Regnault escuier, s<sup>r</sup> de Rancogne, et Pierre Viault, escuier, s<sup>r</sup> d'Aigonnay, passant à Poitiers salueront le d. s<sup>r</sup> de Montholon, et a esté nommé à la pluralité des voix le d. Pelletier, secrétaire, pour se transporter avecq les depputez et les assister, et raporter la responce, et au d. Pelletier sera donné pour son voiage la somme de sept livres par le recepveur des denyers patrimoniaux de céans, et luy sera allouhé en son compte.

(1) *Assemblée du dernier jour d'août 1618.* Sur la requeste de Boursault, hoste de la Lampioye, tendant à estre païé de la somme de soixante quatre livres pour vin pris en sa maison et présenté à M<sup>rs</sup> de Rohan, de Parabère et de Montholon dernièrement quy estoient en ceste ville, a esté par tous dellibéré et conclud que le d. Boursault sera païé de la d. somme de LXIIJ livres par le recepveur des denyers patrimoniaux.

*Assemblée du 25 octobre 1641.* Consent le corps à l'allocation de dix livres dix sols payées à Jehan Picaud, hoste du Petit-Louvre, pour du vin fourny à Nosseigneurs le Grand-Prieur et de Villemontée.

*Assemblée du 24 avril 1651.* Au dict Parthenay 14 livres 15 sols, somme qu'il a fournye pour vin en bouteilles fourny lors du séjour en ceste ville des gouverneur et intendant.

(2) *Assemblée du 16 décembre 1664.* Propozé par nous maire, avons apris que le corps estoit accoustumé de faire un présent de confitures à Mesdames les intendantes lorsqu'elles venoient en ceste ville, que Mgr Colbert, intendant de ceste province, estant arrivé ès ville avec Madame sa femme, il requiert l'advis du corps sy on ne luy fera pas le présent ordinaire.

Conclud qu'il sera faict un présent à Madame Colbert, intendante, suivant ce que l'on a accoustumé et qu'on luy donnera pour 40 à 50 escuz de confitures.

(3) *Assemblée du 29 octobre 1667.* Propozé par le d. Chargé, eschevin, que pendant la mairie du s<sup>r</sup> Guyot il fut pris pour 150 livres de

En 1672, Madame de Miromesnil reçut aussi pareille somme de confitures lors de sa première visite. Le maire était allé au devant de l'intendant, à cheval, accompagné d'un grand nombre d'échevins, pairs et bourgeois également montés (1).

Lorsque, l'année suivante, fut nommé M<sup>r</sup> de Marillac, celui qui devait consommer la déchéance des cent pairs, le corps députa vers lui à Poitiers pour le saluer à son entrée en fonctions (2). Dans les premiers jours de novembre, M<sup>r</sup> et M<sup>me</sup> de Marillac vinrent à Niort ; la compagnie de cavalerie alla au devant d'eux, et Madame l'intendante reçut le présent de confitures toujours tarifé à 150 livres. Le 10 juillet 1681, une députation présenta les compliments de condoléance du corps à M<sup>r</sup> de Marillac qui venait de perdre sa mère.

Avec le cours du temps, les honneurs rendus à l'intendant s'accroissent. Quand M<sup>r</sup> de la Bourdonnaye fait son entrée à Niort, en 1690, la compagnie de cavalerie va au devant de lui à une lieue des murs, et l'infanterie bourgeoise fait la haie de la porte de ville au logis qu'il doit occuper (3).

confitures chez Neau, confiseur. [Gaspard Neau demeurant rue Basse] lesquelles ont été données à Madame Colbert, lequel Neau n'a pu estre payé. Il prie la compagnie d'adviser à trouver quelques fonds à cet effect. Et, même instant, le s<sup>r</sup> Guyot se seroit levé ; a diét avoir rendu son compte, que néanmoins pour son droiet d'entrée [il avait été promu échevin le 20 août 1666] il pense laisser 150 livres dont il baille son billet à M<sup>rs</sup> les eschevins, que s'ils veulent recevoir son d. billet ou consentir qu'il le paye au d. Neau moyennant sa descharge.

(1) *Assemblée du 29 août 1672.*

(2) *Assemblée du 11 septembre 1673.*

(3) *Assemblée du 26 janvier 1690.* Proposé que nous avons été advisé que M<sup>r</sup> de la Bourdonnaye, intendant ....., doit venir samedi en cette ville, et comme c'est la première fois qu'il y vient en cette qualité, nous demandons l'avis de la compagnie, de quelle manière on le recevra.

Arrêté que seront rendus tous les honneurs possibles ... ; 25 hommes de chaque compagnie sous les armes ; la compagnie de cavalerie ira au devant de lui à une lieue ... ; le maire et les échevins l'attendront à la porte par laquelle il entrera ... ; on bordera de la porte au logis qu'il prendra.

Sous la mairie de M<sup>r</sup> de Pierre-Levée, le cadeau à Madame l'intendante fut accru de valeur ; on lui offrit pour 250 livres de *confitures sèches, bougies, oranges, citrons, etc. . .* ; en outre l'échevinage crut devoir aller complimenter l'intendant au premier jour de l'an et lui faire en même temps un présent de trois à quatre cents livres (1).

Ces compliments et cadeaux du premier janvier à l'intendant ne paraissent pas avoir subsisté après la mairie perpétuelle. M<sup>r</sup> de Pierre-Levée avait tout intérêt à se montrer obséquieux envers l'autorité provinciale, ayant la crainte que l'on n'examinât de trop près les comptes de son administration. Dans la suite, jusqu'en 1789, le corps de ville députa régulièrement à Poitiers pour saluer les intendants qui prenaient possession de leur charge (2),

(1) *Assemblée du 9 juin 1702.* Mgr Pinon, intendant, est arrivé à Poitiers, deux échevins iront avec un gagé pour le complimenter. Alloué 55 livres sur les deniers patrimoniaux.

*Assemblée du 21 juin 1702.* Réception de Mgr Pinon et de Madame l'intendante, qui vient avec lui. Il lui sera présenté *trois corbeilles, l'une desquelles sera composée de confitures sèches, l'autre de bougies, l'autre d'oranges et de citrons et de toutes autres choses qui seront des plus rares.* Alloué 250 livres sur les deniers patrimoniaux.

*Assemblée du 28 décembre 1702.* Députation pour complimenter Mgr l'intendant au jour de l'an. Alloué 400 livres, tant pour le présent à lui faire que pour les frais de voyage.

*Assemblée du 28 décembre 1703.* Comme ci-dessus.

(2) *Assemblée du 26 septembre 1728.* M<sup>r</sup> de Baussan vient d'être nommé en place de M<sup>r</sup> de Latour. Trois échevins ont été députés vers lui. Alloué 117 livres 5 sols sur les deniers patrimoniaux.

*Assemblée du 10 mai 1732.* Le maire et le premier échevin sont députés à Poitiers pour saluer M<sup>r</sup> Le Nain nouvellement arrivé. Alloué 95 livres. Les députés sont allés en chaise accompagnés d'un gagé à cheval.

*Assemblée du 28 septembre 1750.* M<sup>r</sup> de Blossac arriva jeudi dans la ville de Poitiers, et comme dans tous les temps le corps est allé par députation par devant Nosseigneurs les intendants, le procureur du roi requiert qu'il nous plaise nous conformer à l'usage.

*Assemblée du 3 octobre 1750.* Le maire et le procureur du roi sont

mais il n'est plus question de présents, ni pour eux, ni pour Mesdames les intendantes.

Nous parlerons maintenant des gouverneurs de la ville et château de Niort, à cause de l'importance qu'ils ont eue à certaines époques, bien que le classement hiérarchique annoncé en tête de ce chapitre ne les place pas précisément à ce rang. On compte parmi eux plusieurs noms illustres, les Parabère, le maréchal de Navailles.

Il y a lieu de faire d'abord une distinction importante. Anciennement, les gouverneurs de Niort occupaient en personne le château ; il en a été ainsi jusqu'aux premiers Parabère. Puis, ils furent le plus souvent représentés par un lieutenant qui était d'ailleurs appointé par le roi ; cet officier commandait la garnison du château et recevait en outre une délégation générale pour agir au lieu et place du gouverneur absent. Enfin, au dix-huitième siècle, la charge était devenue purement nominale, sauf cependant qu'il y avait un traitement attaché ; nous ne pouvons affirmer que cette allocation ait toujours subsisté, mais nous sommes certains que le titre n'a jamais été aboli. Les derniers brevets donnés par le roi au *commandant du château* enjoignent explicitement de lui obéir en tout pour le service de Sa Majesté *en l'absence et sous l'autorité du gouverneur de la dite place*. Autant que le permettent les documents, nous donnerons les noms des gouverneurs et des lieutenants. Depuis le maréchal de Navailles, l'échevinage n'eut guère affaire qu'à ces derniers.

Le premier titulaire qui nous soit connu des fonctions de commandant de la ville et château de Niort est Pierre de Pontbriant qui prit possession de sa *cappitainie* le 27 octobre 1487. La ville, à cette occasion, sans lui faire de présents proprement dits, le défraya, lui et ses gens. Les

allés à Poitiers ; ils ont dépensé 124 livres 12 sols, y compris le loyer de la chaise et d'un *cheval* pour le gagé.

On peut citer comme honneurs rendus à l'intendant le service que fit célébrer le corps de ville, en 1761, pour Madame de Blossac, morte à Poitiers le 3 avril de cette année. La dépense s'éleva à 201 livres.

comptes de Geoffroy Faifeu donnent le détail de la dépense (1).

Dans le cours du seizième siècle, du moins jusqu'aux dernières années, les gouverneurs de Niort ne firent point parler d'eux. En temps ordinaire, le poste n'exigeait pas des officiers de marque, la garnison du château ayant peu d'importance. Pendant les guerres de religion, la ville étant occupée tantôt par les catholiques, tantôt par les protestants, le commandement du château fut exercé suivant les circonstances. Lors de la surprise de Niort par les sieurs de Saint-Gelais et de Parabère, en 1588, le gouverneur du Poitou, M<sup>r</sup> de Malicorne, occupait le château. Il se rendit à discrétion aux vainqueurs, prêta serment de fidélité au roi de Navarre et fut conservé dans le gouvernement de la province. Mais la place et le château de Niort furent confiés à M<sup>r</sup> de Parabère (2) et, durant de longues années, la charge de gouverneur de la ville demeura dans sa famille. Il fut en outre, comme nous l'avons dit plus haut, le véritable gouverneur de la pro-

(1) Autre mise et despence faicte par le dit receveur pour noble et puissant Pierre de Pontbrient, cappitaine du chasteau du dit Nyort, à sa venue quand il vint prandre possession de la dite cappitainie, fut le xxij<sup>e</sup> jour du dit mois d'octobre, l'an susdit mil iij<sup>e</sup> iij<sup>xx</sup> et sept.

Premier pour la despence du d. cappitaine, ses gens, ses chevaux, pour deux journées en la maison et houstellerie de la Teste-Noire la somme de vj livres xj sols vj deniers, comme appert par le compte de la d. despence signé par Loys de Trignac, son maistre d'oustel, laquelle despence et autre despence si emprès escriite pour le d. cappitaine a esté délibéré estre allouhée au d. receveur comme appert par délibération.

Item fut achapté et payé par le d. receveur ès présences de Jehan Vieilleseigle, procureur, et André Brochard, contrerolleur de la d. ville, du poisson pour donner au d. cappitaine pour la somme de XLV sols.

Item en vin prins chez Jehan Guilloteau qui fut porté au chasteau pour le d. capitaine vij sols vj deniers.

Item j'ay baillé et payé à Jehanne Abeline la somme de xv sols pour troys pintes d'ypoceras qui furent données au d. de Pontbrient cappitaine susdit. [*Comptes de Geoffroy Faifeu, 1487-88.*]

(2) Jean de Baudéan, sgr de Parabère, baron des baronnies de la Mothe-Saint-Héraye, Neuillan et la Filte.

vince jusqu'au jour où M<sup>r</sup> de Malicorne céda la place au duc de Sully.

En 1613, M<sup>r</sup> de Parabère se démit du gouvernement de la ville et château de Niort en faveur de son fils, Henri de Baudéan, vicomte de Pardaillan. Le corps de ville décida, le 20 février, qu'entrée serait faite au nouveau gouverneur et que l'on dépenserait pour cela jusqu'à la somme de 750 livres. On députa vers lui pour le saluer à Saint-Maixent ; trois compagnies furent mises sur pied et il fut préparé un présent, dont la nature n'est pas d'ailleurs indiquée (1).

Le vicomte de Pardaillan avait été pourvu de ladite charge par lettres du roi, ou plutôt de la reine-mère régente, données à Paris le 6 février. Immédiatement après, d'autres lettres royales du 12 février maintinrent le comte de Parabère dans *l'exercice* du gouvernement de la ville. Voici en quels termes lui était donnée cette sorte de commission par intérim : « .... néanmoins désirant retenir pour quelque temps près de nostre personne vostre fils pour nous servir et aultres occasions, *nous avons pour ceste cause et aultres considérations concernant le bien de nostre service, estimé à propos que vous exercerez encore durant quelque temps les dites charges ; c'est pourquoy nous, de l'avis de la Royne régente, nostre très*

(1) *Assemblée du 20 février 1613.* Sur ce que Mgr de Pardaillan, à présent gouverneur, doit en brief faire son entrée en ceste ville, et est besoing d'adviser aux honneurs qu'on luy doit faire, a esté par tous dellibéré et par nous conclud que l'on fera entrée à mon dit sgr de Pardaillan, gouverneur, avecq le plus d'honneurs que faire se pourra, et pour le d. effect *et pour faire nostre présent*, attendu qu'il n'y a, quant à présent, auleuns denyers es mains des recepveurs de céans, il sera emprunté la somme de sept cent cinquante livres.... Et ont esté nommez cappitaines, comme aultrefois, pour la d. entrée, à la pluralité des voix, les sieurs Sacher, Savignac et de Villiers, eschevins ..... Et pour aller saluer mon dit sgr à Saint-Maixent ont aussy esté nommez à la pluralité des voix Hierosme Avice, eschevin, Pierre Thibault, eschevin, Lucas Coutocheau et Bastard, pairs, et seront les enseignes faictes aux despens du corps, à la charge qu'elles demeureront au d. corps.

honorée mère, vous avons commis et ordonné, commettons et ordonnons par ces présentes pour continuer l'exercice et fonctions de la dite charge ..... *et vostre fils viendrait à décéder, la d. charge demeurera toujours en vos mains sans qu'elle puisse estre déclarée vacante ; n'entendons néanmoins que vous et vostre fils puissiez pour raison de ce prétendre aultres plus grands gaiges, états et appointements que ceux qui appartiennent à la dite charge.* » En fait, le vicomte de Pardaillan n'exerça pas les fonctions dont il avait été pourvu. Son père demeura le véritable gouverneur de Niort ; c'est à lui que le corps de ville se recommande par les présents d'usage (1), et c'est lui encore qui, en 1621, reçoit le roi Louis XIII, comme nous l'avons vu au début de ce chapitre.

Le comte de Parabère était alors d'un grand âge, ayant quatre-vingts ans ; dans les années suivantes il se fit suppléer, non par le gouverneur en titre, le baron de Pardaillan, mais par son autre fils, Charles de Baudéan, baron de Neuillan. Lors de l'émeute qui eut lieu à Niort pendant la disette de 1624, le corps de ville proposa, pour apaiser les troubles, de faire défense aux marchands de la ville et du port *de charger aucuns blés, si M<sup>r</sup> le baron de Neuillan, commandant pour le Roy en ceste ville, en l'absence de M<sup>r</sup> de Parabère, nostre gouverneur, l'a pour agréable.* Le baron de Neuillan était en ce moment au château, et les échevins s'y transportèrent à l'issue de la séance, pour conférer avec lui. Depuis lors, il remplit les fonctions de gouverneur jusqu'au jour où il fut investi par lettres royales de la charge *que naguères souloit tenir et exercer le s<sup>r</sup> comte de Parabère, Henri de Baudéan son frère, vacante à présent par la démission qu'il en a faicte ce jour d'huy en nos mains.* Ces lettres sont datées du 6 janvier 1625 et furent enregistrées à Niort le 15 du même mois. Henri de Baudéan est, comme on le voit, dénommé

(1) *Assemblée du 31 décembre 1616.* Pour un tonneau de vin donné à Mgr de Parabère, 36 livres.



comte de Parabère ; son père existait cependant encore ; il mourut en 1631, âgé de 90 ans.

Charles de Baudéan, baron de Neuillan, demeura gouverneur de Niort jusqu'à sa mort arrivée en 1644 et fut remplacé par son fils François de Baudéan, qui n'exerça pas réellement les fonctions ; il était âgé de quinze ans seulement lorsqu'il fut investi et mourut quatre ans après, le 11 septembre 1648, des suites d'une blessure reçue à la bataille de Lens (1).

Après lui fut nommé Philippe de Montault de Bénac, duc de Navailles, qui épousa, le 20 février 1651, la sœur de François de Baudéan, Suzanne de Parabère. Les registres de l'hôtel de ville le citent, en qualité de gouverneur dès 1653 ; mais nous ignorons la date exacte de sa nomination. Il fut en outre, par la suite, gouverneur de la Rochelle, Brouage, Aunis et îles adjacentes, et château de Lourdes ; il mourut en 1684, âgé de 65 ans et, par conséquent, occupa la charge pendant plus de trente ans. Son meilleur titre à la gratitude des habitants de Niort fut la grande part qu'il prit à la création de l'hôpital général, fondé en exécution de la déclaration royale de 1662. Il y contribua de ses propres deniers, et l'on a perpétué le souvenir de son action bienfaisante, en donnant le nom de Navailles à l'une des rues qui longent les bâtiments de l'hôpital-hospice actuel, dans lesquels sont compris les premiers terrains et maisons acquis pour cet établissement (2).

Le gouverneur du château était appointé par le roi ; en outre, la ville lui offrait, comme il a été dit, des

(1) Charles de Baudéan, mort à Paris le 8 mars 1644, fut transporté et inhumé à Niort le 31 décembre 1646. Son fils, François de Baudéan, mourut à Arras et fut inhumé à Niort le 5 octobre 1648 (*Registres de l'état-civil*). Leurs monuments funèbres se voient dans l'église de Notre-Dame au nombre de ceux qui furent consacrés à la famille de Parabère.

(2) L'attribution du nom de Navailles à la rue en question a été faite en 1858.

présents qui, bien que commandés par l'usage, n'avaient pas, d'après les documents étudiés jusqu'ici, le caractère d'un traitement régulier. Mais, vis-à-vis du duc de Navailles, et par une exception qui semble lui avoir été personnelle, ils prirent la forme d'émoluments annuels ; la ville s'engagea à lui payer chaque année 450 livres ; suivant toute apparence du reste, l'offre ne fut pas spontanée et l'échevinage se soumit en cette affaire à une exigence du gouverneur. En effet, il ressort des procès-verbaux d'assemblée, du témoignage du duc de Navailles lui-même, que la ville, après avoir fait la promesse, fit le possible pour ne pas la tenir. En 1666, il y avait presque quatre années arriérées ; en 1674, un nombre indéterminé (1). Dans cette même année 1666, le duc écrivant à Colbert lui faisait, entre autres plaintes, celle de ne pas avoir reçu sa pension de 450 livres (2). Puis il raconte, en

(1) *Assemblée du 10 octobre 1666.* Proposé par nous maire qu'il est deub annuellement à M<sup>r</sup> le duc de Navailles par le corps 450 livres, et qu'il y a trois années, sans y comprendre la présente, expirées dont il a fait la demande, requiert délibération des dits assistants.

A esté unanimement délibéré et par nous conclud et arresté qu'il sera païé à M<sup>r</sup> le duc de Navailles la somme de 450 livres pour les droits de ceste année seulement, et attendu qu'il n'y a de fonds au corps à cause des grandes affaires qu'il y a eu et a encore, mon d. sgr de Navailles sera prié de supercedder son paiement pour les années passées.

*Assemblée du 30 septembre 1674.* On a accoustumé de pourvoir en ceste assemblée aux fonds nécessaires pour les affaires de ceste communauté parmi lesquelles il n'y en a pas de plus urgentes... ensemble de ce qui est deub annuellement à Mgr le duc de Navailles, nostre gouverneur, dont il y a plusieurs arrérages.... A l'esgard de ce qui est deub à Mgr le duc de Navailles, a esté arresté que le corps fera tous ses efforts pour s'en acquitter et qu'à ceste fois Mgr l'intendant nous permettra de faire des baux au rabais à la manière accoustumée.

[Au moyen de ces *baux fictifs*, on pouvait disposer des deniers d'octroi. Nous avons déjà vu ce procédé employé, mais non toutefois avec le consentement de l'intendant].

(2)

« A la Rochelle, ce 22 febvrier 1666

« Le gentilhomme que j'avais envoyé à la cour m'a rapporté que vous lui aviez fait l'honneur de luy donner audience et luy aviez tesmoi-

vue de donner de l'importance à son commandement, que son beau-père avait été deux fois assiégé dans le château par les habitants qui sont, dit-il, *fort séditieux et arrogans*. Dans un *papier mémorial* que tint à cette époque un notaire des environs de Niort se trouve un passage (1) qui

gné que mes soins ne vous estoient pas désagréables. Je vous assure que vous me faites beaucoup de justice de ne me pas desnier votre protection et j'espère que ma conduite vous fera cognoistre que je n'en suis pas tout à fait indigne. Je vous supplie très humblement d'avoir la bonté de vous souvenir de moy touchant les appointemens que le roy a ordonné qui me fussent payez, comme aussy d'une *pension de 450 livres* que j'ay accoustumé de recevoir tous les ans, de laquelle je n'ay rien touché depuis que je suis sorty de la cour. J'adjousteray, Mr, que le chasteau de Niort est dans le plus mauvais état où il puisse estre, et que c'est la seule place que vous avez dans le Poietou qui puisse tenir la province dans l'obéissance du roy, en cas qu'elle eust quelque aultre pensée; que sa situation est très avantageuse, estant sur la rivière de Sèvre qui va dans la mer, qu'il se débite toutes les années pour deux millions, ou de sel ou de bled, dans le port de la d. ville, qu'il y a beaucoup de huguenots dans la province, que c'est un lieu fort peuplé où il y a 7 à 8,000 habitans; que les peuples en sont *fort séditieux et arrogans*, qu'ils ont assiégé deux fois mon beau-père dans le chasteau parce qu'il avait retiré des gens qui levaient les droiets du roy qu'ils avaient dessein de jeter dans la rivière. Tout cela s'est fait durant l'administration du cardinal de Richelieu, long-temps après la prise de la Rochelle. Vous ne doutez pas que l'autorité du roy ne fust bien establie en ce temps là. Il n'y a ny portes, ni ponts-levis, ny couvertures pour mettre les soldats à couvert, ny canons montez, ny pas une munition. J'ay eue estre obligé de vous rendre compte de ce destail qui n'a d'autre fin et intherest que le service du roy. Quand vous m'en cognoistrez quelque autre, je me soumetts volontiers à estre dégradé comme un homme indigne de toute sorte d'employ. Je vous assure, Mr..... »

(*Documents inédits sur l'histoire de France. Correspondance administrative du règne de Louis XIV, t. iv, 691 : Le duc de Navailles à Colbert.*)

(1) « Je sceus le mardy 26 avril 1633 au soir par Jacques Perret, fils de Moricette, qui venoit de Nyort, que Mr de Puységuy y avait envoyé, que ceux du chasteau et ceux de la ville estoient d'accord, et que les barricades qui estoient à tous les cantons de la ville de Nyort se defaisoient et les retranchementz. Les batteries cessèrent dès dimanche dernier environ midy que monsieur le commandeur de la Porte arriva à



Dans les dernières années de sa vie, il paraît du reste avoir peu résidé en province, bien qu'il n'eût plus de commandement actif aux armées. Lorsqu'il venait à Niort, il y était reçu avec apparat et escorté de même à son départ (1).

Après le duc de Navailles, la place fut donnée à M<sup>r</sup> de Lassara, maréchal de camp, puis à M<sup>r</sup> de Pierre-Levée, qui était déjà lieutenant du gouverneur et en même temps maire perpétuel. Ce dernier n'en fut du reste investi que dans des conditions toutes particulières, car il n'en touchait pas les appointements. En 1715, il fut dépossédé du titre lui-même et ne conserva que celui de lieutenant, la charge ayant été donnée au marquis de Vilaine, lieutenant général. Ensuite vint M<sup>r</sup> de Castellane, ambassadeur à la Porte, qui était encore titulaire en 1744 (2). Nous ne

avons à sa satisfaction et que toute la ville en fait ses actions de grâce à Notre Seigneur en le priant de luy conserver la prospérité et une parfaite santé et longue vie. Les frais du voyage seront alloués à René Chauvegrain, petit receveur, en ses comptes.

(1) *Assemblée du 25 juillet 1680.* Proposé par nous maire que nous avons eu avis que Mgr le maréchal de Navailles viendra en ceste ville avec Madame et les demoiselles ses filles, et comme ce sont des personnes auxquelles nous devons rendre nos civilités et honneurs, nous demandons l'avis de la compagnie,

Arrêté que la compagnie de cavalerie ira à deux lieues... ; les habitants seront mis sous les armes. On bordera depuis la porte Saint-Gelais jusqu'au château et nous attendrons à la porte.... On fera faire un guidon, un justaucorps et un chapeau pour le trompette. Frais alloués.

*Assemblée du 5 octobre 1680.* La compagnie de cavalerie accompagnera le maréchal de Navailles jusqu'où il lui plaira de la congédier.

(2) Tout l'état militaire de Niort consiste dans un gouverneur avec 2,000 livres d'appointements. C'est M<sup>r</sup> de Castellane, ambassadeur à la Porte. Il y avait autrefois un simple capitaine du château *avec 50 livres d'anciens gages* ; celui qui tenoit cette place se fit enfin donner un brevet de commandement, mais sans appointements. Il [M<sup>r</sup> de Pierre-Levée] mourut dans le temps de la régence ; le Roy nomma M<sup>r</sup> de Préville à ce poste avec 3,600 livres d'appointements. Il se trouva désagréable à S. A. S. Mgr le prince de Conty qui le fit passer à Marienbourg, et M<sup>r</sup> de la Mare, qui était alors major du régiment de Conty, lui

savons quel fut le successeur de ce dernier. Depuis le maréchal de Navailles, le château était exclusivement occupé par le lieutenant du gouverneur, qui exerçait le commandement. Le dernier gouverneur qui ait fait son entrée solennelle à Niort, sans y résider d'ailleurs, est le marquis de Vilaine. La ville lui offrit *le présent ordinaire* de 500 livres qui furent prises sur les deniers d'octroi (1). Depuis, les registres ne mentionnent plus rien de ce genre.

Il nous reste à dire quelques mots des lieutenants des gouverneurs. Plus anciennement que le duc de Navailles, nous ne pouvons citer aucun nom ; sous lui, nous en connaissons trois, les deux premiers fort obscurs, le troisième qui a joué à Niort un rôle important et fâcheux.

En 1657, le procès-verbal des dommages que l'inondation avait causés au fort Foucault fut dressé par les ordres de noble Jacques Noyer, sieur de la Rose, *commandant le château pour l'absence de Mgr le duc de Navailles*. En 1677, le lieutenant était le sieur de la Jarrie, qui fut remplacé cette année-là par M<sup>r</sup> de Pierre-Levéé, alors capitaine au régiment de M<sup>r</sup> de Navailles. Sa commission *pour commander en cette ville et chasteau en l'absence du gouverneur, ou sous son autorité en sa présence*, fut présentée au corps dans la séance du 14 octobre. Elle était donnée pour trois ans et fut d'ailleurs renouvelée. Précé-

a succédé : mais il n'a que 2,400 livres par année. Il y a toujours dans le château une compagnie d'invalides. [*Etat sur l'élection de Niort, 1744 ; publié dans les Mémoires de la Société de statistique, année 1886, voir p. 269.*]

[Les gages du capitaine du château étaient de cent livres à la fin du quinzième siècle.

Apollin Briquet cite, dans son *Inventaire des archives*, une quittance délivrée à Etienne de Bonnay, receveur du roi en Poitou, par Pierre de Pontbryand, écuyer, échauson du roi et capitaine du château de Niort pour la somme de cent livres tournois, montant de ses gages pendant l'année finie à la Saint-Jean-Baptiste 1495. Cette pièce fait, dit-il, partie de sa collection particulière.]

(1) *Assemblée du 24 juin 1715.*

demment, il avait été question de M<sup>r</sup> de Pierre-Levée à propos d'une transaction assez louche faite par lui avec l'échevinage au sujet d'une fourniture d'étape (1). En 1692, tout en étant lieutenant du gouverneur, il acheta la charge de maire perpétuel et l'exerça jusqu'à la fin de 1717 au grand détriment des habitants de Niort, comme nous l'avons montré dans plusieurs des chapitres précédents. D'après l'extrait de *l'Etat sur l'élection en 1744*, reproduit dans l'une des dernières notes, il se serait fait donner un brevet de commandement. Mais, ajoute l'auteur de ce document, ce brevet était sans appointements ; ce qui expliquerait pourquoi le maire, commandant du château, se taillait si volontiers des profits sur les deniers de la ville. Après la nomination d'un gouverneur, en 1715, M<sup>r</sup> de Pierre-Levée conserva la lieutenance pendant quatre ans environ. Il mourut au mois d'août 1719, et fut remplacé par M<sup>r</sup> Morin de Préville, qui fut nommé pour trois ans à 3,600 livres d'émoluments et paraît avoir été le lieutenant le mieux appointé qui ait occupé le château.

M<sup>r</sup> de Préville, comme il a été dit, *se trouva désagréable* au prince de Conti, gouverneur du Poitou, qui fit nommer en son lieu et place M<sup>r</sup> de la Mare, major du régiment de Conti, mais avec des appointements moindres, 2,400 livres seulement, chiffre qui fut continué depuis. Une pièce conservée aux archives donne pour 1756 le décompte des impôts qui grevaient le traitement du commandant du château ; il ne lui restait net guère

(1) *Assemblée du 7 mai 1674.* Le sieur de Pierre-Levée, capitaine au régiment de M<sup>r</sup> de Navailles, a son lieu d'assemblée en cette ville pendant dix jours, ainsi qu'il a fait apparoir par la lettre de cachet du Roy. Logement lui sera fourni.

*Assemblée du 8 mai 1674.* Le sieur de Pierre-Levée renonce à sa lettre de cachet, qui lui sera rendue pour en toucher l'estape de l'estapier, pourveu qu'on donne le logement à ses soldats une nuitée seulement, et comme une nuitée est de peu de charge et dix jours seroient beaucoup à la foulée des habitants... arrêté que sa lettre lui sera rendue.

plus de 2,000 livres (1). Après M<sup>r</sup> de la Mare vinrent M<sup>r</sup> de Carrel, nommé par lettres du 28 décembre 1748, puis M<sup>r</sup> Jean Bouchard de la Pomélie, capitaine de grenadiers au régiment d'infanterie de Conti, commissionné le 3 août 1759. Ces trois officiers moururent à Niort dans l'exercice de leurs fonctions. Le dernier titulaire fut M<sup>r</sup> Marc-Antoine de Montfalcon, chevalier d'Adhémar, ci-devant major du régiment d'infanterie de Chartres, qui reçut ses provisions, le 22 décembre 1785, après le décès de M<sup>r</sup> de la Pomélie. Nous donnons en note ce brevet qui définit les fonctions du commandant du château de Niort (2).

(1) *Archives de Niort*, n° 2321. Décompte des appointements de M<sup>r</sup> de Carrel pour l'année 1756.

Appointements : 2,400 livres.

A déduire :	1 <sup>o</sup> <i>Illisible</i>	40 livres.
	2 <sup>o</sup> Dixième	240
	3 <sup>o</sup> Capitation	90
	4 <sup>o</sup> Item 4 <sup>s</sup> pour livre	18
	Total	388 livres.

(2) Aujourd'hui 22<sup>me</sup> du mois de décembre 1785, le Roi étant à Versailles, la charge de son lieutenant au gouvernement de la ville et château de Niort se trouvant vacante par le décès de M<sup>r</sup> de la Pomélie qui en était pourvu, jugeant convenable au bien de son service de le remplir d'un sujet capable et expérimenté, Sa Majesté a choisi à cet effet le sieur Marc-Antoine..... par la connaissance qu'elle a de sa valeur, courage, expérience de la guerre, vigilance, activité et sage conduite, dont il a donné des preuves suffisantes dans les divers emplois de guerre qui lui ont été confiés. A ces causes et autres, Sa Majesté a nommé commis, ordonné et établi le dit sieur chevalier d'Adhémar à la dite charge de son lieutenant au gouvernement des d. ville et château de Niort vacant comme il est dit pour en la dite qualité, *en l'absence et sous l'autorité du gouverneur de la d. place*, y commander tant qu'il plaira à Sa Majesté aux habitants et aux gens de guerre qui y sont et y seront ci-après en garnison et leur ordonner ce qu'ils auront à faire pour son service, faire vivre les dits habitants en bonne union et concorde les uns avec les autres et les dits gens de guerre en bonne discipline et police suivant les règlements et ordonnances militaires, faire sévèrement châtier ceux qui oseroient y contrevenir, veiller à la garde et sûreté de la dite place et gouvernement, faire pour sa conservation tout ce qu'il estimera nécessaire et à propos de le faire, Sa Majesté lui donnant pouvoir, commission, autorité et mandement



La ville ne faisait aucun présent au lieutenant du gouverneur, commandant du château. Le premier janvier, le corps de ville lui présentait ses compliments qui n'étaient même pas toujours fort gracieusement reçus, ainsi que nous l'avons raconté au chapitre de l'**Administration**. Les rapports étaient assez généralement mauvais entre la mairie et le château. La ville accordait au commandant, pour une quantité déterminée de vivres et denrées, la franchise des droits d'octroi ; le détail en a été donné en traitant du **Tarif de 1718**. Il y eut nombre de difficultés à ce sujet et il fallut un règlement spécial du prince de Conti pour y mettre fin.

La notoriété de certains gouverneurs de Niort, la part qu'ils ont eue dans les affaires du temps, nous ont fait déroger à la règle des préséances que nous avons prise pour base. Il aurait fallu, pour la régularité absolue, placer avant les gouverneurs de la ville les commandants militaires de la région, officiers généraux dont les fonctions ne datent d'ailleurs que de la seconde moitié du règne de Louis XIV. Elles paraissent avoir été créées pour la circonscription des provinces du Poitou, Saintonge et Aunis, surtout en vue des poursuites à main armée contre les protestants après la révocation de l'édit de Nantes. Le premier titulaire en fut le maréchal d'Estrées ; elles furent conservées depuis et, par suite, les gouverneurs de la province se virent dépouillés de la plus grande partie de

spécial par le présent brevet, voulant qu'il jouisse de la dite charge de son lieutenant aux honneurs, autorité, prérogatives, prééminences, droits fruits, profits, revenus et émoluments qui y appartiennent et aux appointements qui lui seront ordonnés par les états de Sa Majesté, laquelle mande et ordonne aux habitants de la d. place et aux gens de guerre qui y sont et y seront ci-après en garnison de le reconnaître en la d. qualité de son lieutenant et de lui obéir en tout ce qu'il leur commandera pour le service de Sa Majesté, *en l'absence et sous l'autorité*, comme dit est, *du gouverneur de la d. place*, en vertu du présent brevet que Sa Majesté, en témoignage de sa volonté, a signé de sa main et fait contresigner par un des conseillers secrétaires d'Etat et de ses commandements et finances.

*Signé : LOUIS,*

*et plus bas, le maréchal DE SÉGUR.*

leurs pouvoirs militaires, de même que par l'institution des intendants ils avaient perdu leurs attributions administratives.

Le maréchal d'Estrées résidait à Niort et, le premier jour de l'année 1701, les maire et échevins, non seulement lui offrirent leurs compliments, mais encore *pour estrennes un présent honneste* de la valeur de 230 livres (1). M<sup>r</sup> de Chamilly (2), nommé après lui en 1700, fixa sa résidence à la Rochelle, comme du reste tous ses successeurs. Le 4 juillet 1701, M<sup>r</sup> de Pierre-Levée écrivait de cette ville que le nouveau commandant viendrait bientôt à Niort et qu'il fallait se mettre en mesure de lui rendre les honneurs habituels et faire le présent de vin.

En 1703, M<sup>r</sup> de Chamilly fut promu à la dignité de maréchal de France ; le corps vota cent livres pour les frais de la députation qui alla le complimenter à la Rochelle. Il y a lieu d'observer ici, comme au sujet des compliments et cadeaux offerts aux intendants, que l'échevinage de Niort, après la mairie perpétuelle, ne continua pas la tradition des présents vis-à-vis du commandant militaire de la région. Le corps de ville se contentait de lui présenter ses hommages et de lui faire fête lorsqu'il venait à Niort (3).

(1) *Assemblée du 31 décembre 1700*. Il est de l'ordre d'aller complimenter au commencement de l'année M<sup>r</sup> le maréchal d'Estrées. Demain, premier jour du siècle et de l'année, nous maire et eschevins du corps et maison commune de ceste ville irons saluer et faire compliment à mon dit seigneur..... ; il luy sera donné pour *estrennes un présent honneste*, 230 livres à prendre sur les deniers d'octroi.

(2) Le comte de Chamilly est dénommé dans les pièces officielles. lieutenant général des armées du Roy, gouverneur des ville et château de Dijon et *commandant en chef pour le service de Sa Majesté dans les provinces de Poitou, Saintonge, pays d'Aunis et isles y adjacentes*.

(3) *Assemblée du septembre 1735*. Députation à la Rochelle pour assurer M<sup>r</sup> de Matignon de notre soumission. Frais, y compris un autre voyage à Poitiers, 164 livres 6 sols.

*Assemblée du 7 mai 1747*. A plusieurs loueurs de chevaux pour 35 journées de chevaux de louage pour le trompette de la compagnie de cavalerie les jours de feux de joie et celui de l'entrée de M<sup>r</sup> et M<sup>me</sup> de Chabannes, 35 livres.

Nous terminerons l'exposé des honneurs rendus aux grands dignitaires par les détails que donnent les registres sur la réception faite à Mgr Hardouin Fortin de la Hoguette, évêque de Poitiers, lorsqu'il vint à Niort pour la première fois. Il avait pris possession de son siège le 7 septembre 1680. Dans la séance du 26 avril 1680, le corps de ville nomma une députation pour aller saluer à Saint-Maixent le nouvel évêque et alloua les frais nécessaires. Déjà, dans une assemblée précédente, il avait été arrêté que le seigneur évêque serait reçu à la manière accoutumée et que l'on ferait faire un dais pour son entrée. On avait bien voulu emprunter celui de l'église de Notre-Dame; mais les *fabriqueurs* en demandaient un prix de location fort élevé et de plus voulaient que le maire s'engageât à en restituer la valeur *au cas que les gens de mon dit seigneur évêque s'en voulussent saisir*, ce qui était apparemment un droit d'aubaine usité ou toléré. La ville préféra en faire faire un et la délibération contient la réserve formelle que le dais sera conservé et non livré aux gens de l'évêque (1). Le dais coûta la somme de 120 livres (2).

(1) *Assemblée du 26 avril 1681.* Proposé par nous d. maire qu'à la dernière assemblée (16 avril) il fut aussy arrêté que l'on recevrait le sgr Evesque à la manière accoustumée avec un daix, et comme nous aurions tenté la voie d'avoir celui de l'église de Notre-Dame et que pour la location dicelluy on demandait six louis d'or et que nous nous obligions de nostre privé nom d'en paier la valeur *au cas que les gens de mon dit sgr Evesque s'en voulussent saisir*, ce que le d. Thibault, l'un des fabriqueurs de Notre-Dame présent, a confirmé, que néantmoins, pour l'argent ils se contenteroient de moins, demandons l'avis de la compagnie, lequel des deux partis nous accepterons, soit d'en faire faire un neuf ou de prendre celui de Notre-Dame à ces conditions.

A la pluralité des voix a esté arrêté et par nous conclud que nous ferons faire un daix neuf et que le grand receveur avancera ce qu'il coustera qui lui sera alloué en ses comptes, *lequel daix sera conservé pour les occasions qui se rencontreront.*

(2) *Archives de Niort*, n° 893. Comptes de Michel Arnault du Pasty, 1678-1681.

---

## CHAPITRE XIII.

### Réjouissances publiques.

La première dépense qui soit inscrite de ce chef aux registres de l'hôtel de ville est un paiement de 100 sols pour 50 grands fagots brûlés au feu de joie fait sur la place du Château à l'occasion de la naissance du Dauphin, depuis Louis XIII, qui était venu au monde le 27 septembre 1601 (1). Ce n'est pas à dire que d'autres réjouissances pareilles n'eussent trouvé place auparavant. On peut remarquer cependant que l'année précédente, au mois de décembre, avait eu lieu le mariage de Henri IV, et que la ville de Niort ne paraît avoir en aucune manière célébré cet événement; les registres de 1600 et 1601 sont complets et n'en disent mot. La ville avait, il est vrai, peu sujet de se réjouir, attendu que le roi, en annonçant au corps son union avec Marie de Médicis, lui demandait en même temps un *don gratuit* de 4,000 écus qui excédait les forces des habitants, tous plus ou moins éprouvés par les désastres de la guerre civile. Sans aucun doute, l'échevinage se dispensa volontiers de donner des marques de joie qui d'ailleurs n'étaient peut-être pas alors commandés par l'usage.

(1) *Assemblée du 29 novembre 1602.* Touchant d'adviser à la requête présentée par Mathieu Moissard, fournier, dysant que par le commandement de nostre prédécesseur mayre, au moys d'octobre mil six cent ung, il auroyt fourny cenequante grands fagots de boys qui ont esté brullez en la place du chasteau de ceste ville au feu de joye qui a esté faict en la d. place pour célébrer la nativité de mon seigneur le Dauphin, duquel boys il requiert paiement de la somme de cent solz.

A esté dellibéré par tous et par nous conclud que le d. Manceau, ey-devant recepveur sera enquis si le d. paiement a esté faict, pour ce faict y ordonner ce qu'il appartiendra.

Le mariage de Louis XIII, qui est de la fin de l'année 1615, ne donna lieu non plus à aucunes réjouissances à Niort. C'était du reste une époque fort troublée par les entreprises des protestants, surtout dans l'ouest du royaume. Quant à celui de Louis XIV, célébré le 9 juin 1660 à Saint-Jean-de-Luz, les registres qui existent pour cette année, mais peut-être incomplets, faut-il ajouter, ne nous parlent d'aucune fête à ce sujet. Le contrat royal avait été signé l'année précédente, en même temps que le traité des Pyrénées. La paix fut publiée solennellement à Niort, seulement le 7 mars 1660 (1), et on y fit à cette occasion les manifestations de joie que nous verrons toujours reproduites en pareille circonstance. Un *Te Deum* fut chanté dans l'église de Notre-Dame ; le régiment de milice bourgeoise avait été mis sous les armes ; il y eut des décharges de mousqueterie, des salves de l'artillerie du château, et le soir les habitants illuminèrent. Un feu de joie dressé sur la place du château fut allumé par le maire et par M<sup>r</sup> de Lavedan, fils du duc de Navailles, gouverneur de la ville. C'était alors un enfant de sept à huit ans, qui du reste mourut jeune ; le duc ne laissa pas d'héritier mâle (2).

Les naissances des fils et petits-fils de Louis XIV furent célébrées par des fêtes analogues. On chantait un *Te Deum*, on allumait un feu de joie et le régiment de milice brûlait quelque peu de poudre. La dépense était presque invariablement de 150 livres. Pareilles cérémonies furent faites même pour la naissance du prince des Asturies, fils de Philippe V, roi d'Espagne, né le 23 septembre 1713.

Les registres contiennent des détails circonstanciés sur les réjouissances qui eurent lieu, à la fin de 1722, pour le

(1) *Assemblée du 5 mars et procès verbal du 7 mars 1660.*

(2) *Assemblée du 10 février 1679.* Nous écrirons au maréchal et à M<sup>me</sup> la maréchale de Navailles au sujet de la mort de leur fils.

[On avait alloué, le 27 janvier précédent, des fonds pour lui faire célébrer un service et prononcer une oraison funèbre.]

sacre et couronnement de Louis XV (1). Le feu de joie se fit sur la place du Vieux-Marché ; il avait 30 pieds de haut. Le régiment fut rassemblé sous peine de 10 livres contre les manquants. Les habitants durent illuminer à *deux chandelles au moins* ; il y avait trois livres d'amende pour ceux qui s'en dispenseraient. On traita au prix de 440 livres avec le sieur Vallade, aubergiste du Cygne, pour les frais de toute sorte et en particulier pour le repas *qu'on est accoutumé de faire*. Mais le receveur n'admit pas ce marché de gré à gré et exigea un bail au rabais. Au même moment, il avait été ordonné un *Te Deum* et un feu de joie pour un autre événement, la cessation de la peste en Provence. Il fut décidé que les deux cérémonies seraient mises ensemble en adjudication ; elles furent soumissionnées par un charpentier, Pierre Méreste (2).

L'année précédente, un *Te Deum* avait été chanté, et un feu de joie allumé sur la place du Vieux-Marché (3), pour le rétablissement de Sa Majesté qui avait eu une maladie dangereuse (4). Les *Bulletins* de la Société de statistique renferment un récit, extrait des lettres du

(1) *Assemblée du 17 novembre 1722.*

(2) Les soumissionnaires furent Denis Ollivier, hôte du Dauphin, au prix de 900 livres ; Jean Collet, hôte du Lion d'or, 800 livres ; François Vallade, hôte du Cygne, 700 livres ; Pierre Méreste, charpentier, 590 livres.

(3) Les feux de joie se firent à Niort, d'abord sur la place du Château ; en 1713, pour la paix d'Utrecht, sur cette place et sur celle du Vieux-Marché ; il y eut double feu de joie ; puis le plus souvent sur cette dernière, enfin sur la place de la Brèche à partir de 1770.

(4) Jeudi 31 juillet [1721] le Roi s'est trouvé mal à la messe qui était en musique, à cause de la fête de St-Germain-de-l'Auxerrois. Il a diné un peu ; la fièvre lui a pris le soir. Hier vendredi, la fièvre a augmenté, de manière qu'on l'a saigné au bras à quatre heures de l'après-midi, et on l'a saigné du pied à onze heures du soir ; cependant il se porte beaucoup mieux ce matin ; il a pris de l'émétique qui a fait *une évacuation charmante*..... Ce matin, 2 août, le Parlement a ordonné la découverte de la chässe de St<sup>e</sup> Geneviève et les prières de quarante heures, ce qui a été exécuté dès l'après-midi, [*Journal de Barbier*. Paris, Charpentier, 1857, t. 1, p. 446.]

temps, des démonstrations de joie spontanées, illuminations, repas dans la rue, quise firent à cette occasion (1). Plusieurs habitants notables avaient allumé par centaines des lampions formés de coquilles de limaçons remplies d'huile, dans laquelle trempait une mèche. Il y eut à l'hôtel de ville un banquet de 40 à 50 personnes à 5 livres 10 sols par tête.

Louï XV épousa, le 4 septembre 1725, Marie Leczinska, fille de Stanislas Leczinski, roi de Pologne. Il avait à peine seize ans et la reine en avait vingt-trois. La ville de Niort fêta ce mariage au commencement d'octobre (2) ; on fit un feu de joie de 60 pieds, double en hauteur de celui qui avait été dressé pour le sacre. La place du Vieux-Marché était décorée de tableaux d'armoiries et d'emblèmes attachés sur des poteaux de distance en distance. Un *Te Deum* fut chanté à Notre-Dame. La milice bourgeoise fit trois décharges de mousqueterie et les habitants durent illuminer de six heures du soir à minuit. La dépense fut adjugée par bail au rabais à Louis Suire, charpentier, pour la somme de 290 livres.

Au mois d'août 1726, à la suite d'une indisposition du roi, on craignit la petite-vérole (3). La ville fêta sa convalescence par un feu de joie de 50 pieds de haut, accompagné des cérémonies ordinaires. Le tout fut donné à bail à Pierre Tuffet pour 200 livres.

(1) *Réjouissances publiques à Paris et à Niort en 1721*, par M. Piet-Lataudrie. [Bulletins de la Société de statistique, année 1880, p. 151.]

(2) *Assemblée des 26 septembre et 4 octobre 1725.*

(3) Le roi est tombé malade sur la fin de juillet d'une indigestion considérable. Il avait beaucoup mangé de figues, des cerneaux, du lait, et autres choses, car il mange à étonner. Sa maladie a été sérieuse ; il a été saigné deux fois du pied. On craignait fort la petite vérole qui donne sur les gens de conséquence et qui est dangereuse. Cependant, cela a tourné à bien et il se porte mieux.

Le 30 de ce mois, le Parlement fit chanter un *Te Deum* par la Sainte-Chapelle et rendit un arrêt qui ordonnait des feux de joie (*Journal de Barbier*, t. I, p. 436.)

Le 26 octobre 1728, le roi fut réellement atteint de la petite vérole, mais d'une manière fort bénigne. A Niort, on célébra sa guérison dans les derniers jours de novembre, comme ci-dessus ; la dépense fut la même, 200 livres. Le 23 décembre, le prince de Conti, gouverneur de la province, faisait écrire aux maire et échevins pour leur témoigner sa satisfaction de ce qu'ils n'avaient pas attendu ses ordres pour se réjouir de cet heureux événement (1).

Deux autres fois encore, il y eut des réjouissances officielles et des *Te Deum* d'actions de grâces chantés pour la conservation des jours du roi. Les circonstances dans lesquelles sa vie fut alors en danger donnent à ces événements plus d'intérêt que n'en offrent ceux que nous venons d'indiquer.

En 1744, au cours de la guerre contre Marie-Thérèse et l'Angleterre, son alliée, Louis XV se rendit à l'armée qui défendait l'Alsace menacée. Au mois d'août, étant à Metz, il fut atteint d'une fièvre putride. Son départ avait excité un grand enthousiasme, et les nouvelles de plus en plus graves de sa maladie jetèrent la France entière dans la consternation (2). Lorsqu'il fut guéri, le sentiment public lui décerna le nom de Louis le Bien-Aimé, que l'histoire n'a pas ratifié. Partout, des feux de joie furent allumés pour fêter sa convalescence ; à Niort, le jour des réjouissances, en sus de ce qui se faisait d'ordinaire, on fit distribuer du vin au peuple sur les places publiques (3).

En mars 1757, il y eut un *Te Deum* pour la convalescence du roi, nulle autre manifestation du reste (4). Il

(1) *Archives de Niort*, n° 2832.

(2) Le 7 août, le roi était tombé malade à Metz... ; la nuit du 14 il arriva un courrier portant que le roi avait reçu tous les sacrements..... Cette nouvelle a mis Paris dans une alarme et une consternation qu'on ne peut exprimer. (*Journal de Barbier*, t. III, pp. 533-534.)

(3) *Assemblée du 19 septembre 1744*. Deux barriques de vin distribuées au peuple, estimées 36 livres.

(4) *Assemblée du 22 mars 1757*.



ne s'agissait pas cette fois de maladie, mais de la tentative d'assassinat de Damien (1). La blessure, faite avec une sorte de canif, plutôt qu'un couteau, était du reste fort légère ; on craignit seulement que la lame ne fût empoisonnée.

Il y a lieu de mentionner dans le même ordre d'idées les réjouissances pour la convalescence du dauphin qui eut, au mois d'août 1752, une petite-vérole des plus graves (2).

Nous devons maintenant revenir en arrière pour indiquer les naissances dans la famille royale, et autres événements qui furent célébrés par des fêtes publiques.

La reine accoucha, le 4 septembre 1729, d'un fils, celui qui fut père de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. La naissance du dauphin donna lieu à Niort à des réjouissances qui se firent sur une plus grande échelle que les précédentes. Il y eut un feu de joie, non seulement sur la place du Vieux-Marché, mais encore devant l'hôtel de ville. Dans la soirée du 26 septembre, jour de la fête, la municipalité donna dans la maison commune un banquet où furent invités le commandant du château, les officiers du régiment de Royal-Cavalerie, en garnison dans la ville, ceux du régiment de Niort, les officiers du siège royal et les principaux d'entre les gentilshommes et ecclésiastiques (3). Les habitants furent invités à illuminer, en mettant sur chaque fenêtre au moins deux chandelles, et cela non seulement le 26, mais les deux jours suivants 27, et 28 septembre. Nous donnons en *Appendice* le placard apposé sur les murs à cette occasion par les soins des maire et échevins.

(1) Mercredi 5 janvier. Le roi a été assassiné d'un coup de couteau entre la cinquième côte du côté droit par un scélérat qui a été pris sur le champ..... Il se nomme Robert-François Damien.

Du dimanche 9, on a cessé les prières de quarante heures et à midi on a affiché pour l'Opéra et les comédies pour faire connaître au public qu'il n'y a plus aucun sujet d'inquiétude (*Journal de Barbier*, t. VI, p. 425.)

(2) *Assemblée 14 septembre 1752*. Bail à Jean Collet pour 200 livres.

(3) *Assemblée du 13 septembre 1729*.

Le premier enfant issu du mariage du dauphin avec une infante d'Espagne fut une fille, et la ville de Niort ne fit que des fêtes modestes à ce sujet (1). Pour la naissance du duc de Bourgogne, venu au monde le 13 septembre 1751, le corps se préparait à faire de plus amples réjouissances. Le régiment devait se rassembler *sur la nouvelle place de la Brèche*, et de là se rendre au feu de joie qui serait dressé, comme d'ordinaire, sur la place du Vieux-Marché. Mais le roi fit savoir son désir que l'argent destiné par les villes à ces fêtes fût employé à doter des filles pauvres (2). Dans l'assemblée du 24 décembre, le corps vota 1,200 livres pour doter six filles pauvres, et il fut publié à cet effet un monitoire dans les églises paroissiales pour avertir celles qui voudraient concourir. Le 3 janvier 1752, l'intendant écrivait aux maire et échevins qu'il serait plus à propos de distribuer aux pauvres la somme qu'ils voulaient consacrer au *festin des mariées de la ville*. Il les prévenait en même temps qu'il avait écrit au contrôleur des actes, afin qu'il enregistrât gratis ces contrats de mariage (3).

En 1753, la dauphine mit au monde un autre fils qui reçut le nom de duc d'Aquitaine. La ville de Niort fit le feu de joie habituel et autres cérémonies (4). Comme son frère aîné, ce dernier enfant vécut peu de temps. Trois fils naquirent encore, et le dauphin, à sa mort, arrivée le 20 décembre 1765, laissait pour héritier de la couronne le duc de Berry, né le 23 août 1754, puis le comte de

(1) *Du 7 octobre 1750*. Bail à Sevraud, traiteur, pour 150 livres.

(2) Madame la Dauphine n'a eu aucune douleur en préparation... Le premier témoin que M<sup>r</sup> le Dauphin a pu faire entrer était le garde du corps qui était en sentinelle, le second a été un porteur de chaise de M<sup>me</sup> de Lauraguais... Le garde du corps a eu, dit-on, 10,000 livres... ; le porteur de chaise a eu 600 livres de pension...

Les dépenses que les fêtes coûteraient seraient de 400,000 livres. Le roi a mieux aimé qu'on employât cette somme à marier 800 filles pauvres dans Paris, à raison de 500 livres chacune. (*Journal de Barbier*, t. v, pp. 96-104.)

(3) *Archives de Niort*, n° 284?

(4) *du 19 octobre 1753*. Bail à Jean Collet pour 210 livres.

Provence, né le 17 novembre 1755, et le comte d'Artois, né le 9 octobre 1757. Leur naissance donna lieu aux fêtes ordinaires (1). Le feu de joie, la poudre pour les salves et autres frais faisaient une dépense de 200 livres environ. Le souper qui terminait la journée coûta, pour la naissance du duc de Berry, 240 livres. Il faut dire que l'éclat de cette dernière cérémonie était rehaussée par la présence de l'intendant, M<sup>r</sup> de Blossac (2), et sans doute pour cette cause la dépense du banquet fut augmentée.

Lorsque le duc de Berry, l'aîné des fils survivants du dauphin, eut succédé, sous le nom de Louis XVI, à son aïeul, les fêtes célébrées pour son avènement eurent un caractère et une importance que n'avait pas eu jusque-là pareille cérémonie. La France entière, excédée des hontes du règne de Louis XV, celui qu'elle avait un instant appelé le Bien-aimé, saluait avec joie le nouveau souverain. Le sacre se fit à Reims, le 11 juin 1775, et dans le mois suivant, la ville de Niort eut sa journée de réjouissances. La dépense fut presque triple de ce qu'elle avait été pour le couronnement de Louis XV. Le procès-verbal d'assemblée du 13 juillet nous donne le programme des fêtes (3).

(1) *Du 1<sup>er</sup> novembre 1754.* Bail à Pierre Devois pour 200 livres.

*Du 24 décembre 1755.* Bail à Rouleau pour 200 livres.

*Du 13 septembre 1757.* Bail à Rouleau pour 205 livres.

(2) *Assemblée du 3 novembre 1754.* Nous avons assisté au *Te Deum*, ayant à notre tête M<sup>r</sup> de Carrel, commandant pour le roi ès ville et château de Niort. M<sup>rs</sup> les officiers du siège royal y ont aussi assisté, ayant à leur tête M<sup>r</sup> de Blossac, intendant de cette province, ayant comme eux l'habit de cérémonie.

Nous sommes allés, à la tête de la troupe militaire, accompagnant M<sup>r</sup> de Blossac et M<sup>r</sup> de Carrel, jusqu'au Marché-Vieux où le feu a été par eux et M<sup>rs</sup> Bernard et Arnaut, grands-vicaires, allumé, les décharges faites, et ensuite on est venu prendre son souper à l'hôtel de ville où tout s'est passé à la satisfaction commune.

(3) Feu de joie de 100 fagots sur la place de la Brèche ; 12 flambeaux de cire pour l'allumer ; 400 chaises pour les dames sur la place.

Poudre pour la milice et pour le régiment de cavalerie en garnison,

Du mariage de Louis XVI avec Marie-Antoinette d'Autriche, qui avait été célébré en 1770 (1), naquirent trois enfants, une fille venue au monde le 19 décembre 1778 (2), Madame, comme on appelait l'aînée des filles de France, et deux fils nés, l'un le 22 octobre 1781, l'autre le 27 mars 1785. Le premier mourut le 4 juin 1789, et son frère, qui avait à sa naissance reçu le titre de duc de Normandie, devint alors le dauphin. Il mourut, comme on sait, en prison, âgé de dix ans et quelques mois, victime innocente des haines impitoyables qui firent le règne de la Terreur.

La naissance de Madame, arrivée lorsqu'on pouvait craindre que l'union de Louis XVI et de la reine ne fût

s'il y assiste.

Le feu fini, distribution de 2,000 livres de pain, 600 livres de viande cuite au four et coupée en demi-livres. Trois barriques de vin sur la terrasse, le vin coulant dans des vaisseaux préparés où chaque habitant pourra en prendre à discrétion. Tous les ménétriers de la ville se rendront au lieu de la distribution et joueront pendant ce temps-là. Les musiciens joueront pour faire danser dans les parties basses de la place ; ceux du régiment en garnison seront priés de s'y joindre. Chaque musicien recevra 6 livres.

Le feu d'artifice sera de 200 à 250 livres ; il sera tiré vers 10 h. 1/2 avec décharges de boîtes et petits canons.

Illumination de l'hôtel de ville où seront peintes les armes du roi.

La compagnie de cavalerie bourgeoise se mettra en bataille pendant le *Te Deum*, sur la petite place du Vitrail, ou dans la rue qui conduit à l'hôpital de la Charité. On se rendra à la Brèche par les rues Notre-Dame, Saint-Jean et des Bénédictines.

[Les frais de la cérémonie furent donnés à bail à Pinoteau, charpentier, pour 1,400 livres. D'après les comptes (*Archives de Niort*, n° 2856) la dépense totale fut de 1,434 livres 18 sols. On y voit que le feu d'artifice fut fourni par un artificier de la Rochelle. Les illuminations de l'hôtel de ville n'étaient plus faites, comme autrefois, par de simples chandelles. Il y avait 1,040 lampions qui coûtèrent, avec les échafaudages pour les recevoir, 193 livres. Le matin de la fête, il y eut à l'hôtel de ville un déjeuner auquel assistèrent les officiers de la garnison, ceux en semestre et plusieurs gentilshommes. Ce banquet coûta 240 livres.]

(1) Les archives de Niort ne renferment rien sur les fêtes qui purent avoir lieu pour ce mariage.

(2) Marie-Thérèse-Charlotte, depuis duchesse d'Angoulême.

stérile, causa une grande joie et les fêtes à cette occasion eurent plus de splendeur qu'il n'était ordinaire pour la naissance des princesses. La ville de Niort dépensa 1,027 livres. On distribua aux pauvres 3,000 livres de pain et trois barriques de vin. Le soir, il y eut grand souper et fête chez M<sup>r</sup> Piet-Berton, lieutenant de maire (1).

Lorsque la reine accoucha d'un fils, la venue au monde du dauphin fut naturellement célébrée avec plus d'apparat encore. D'après les comptes, les frais s'élevèrent à 1,958 livres 18 sols. Il faut dire que dans cette somme sont compris les brevets d'apprentissage de six enfants placés par la ville chez des maîtres serruriers, menuisiers, taillandiers et charrons, pour trois ans, du premier janvier 1782, au prix de 150 livres chacun (2). Pour la naissance du duc de Normandie, on fit très peu de cérémonies. La dépense ne fut que de 151 livres (3).

Les alliances et les naissances dans la famille royale étaient, comme nous venons de le voir, célébrées par des fêtes dans tout le royaume. Ces événements comptaient effectivement au nombre des faits les plus intéressants pour le pays. D'autres encore, de ceux qui par leur éclat, leur importance, rehaussent le prestige et assurent l'existence d'une grande nation, les victoires, les traités de paix étaient aussi le sujet de réjouissances publiques. Sans nous donner la liste complète des feux de joie allumés en pareilles circonstances, nos archives indiquent un nombre très grand de ces fêtes, dont l'énumération serait fastidieuse et inutile. Il suffira de les classer par périodes, en

(1) *Affiches du Poitou*, année 1779, p. 24.

(2) *Archives de Niort*, n<sup>o</sup> 2,855.

(3) *Archives de Niort*, n<sup>o</sup> 2,856. Détail des frais :

Pour un mât. . . . .	9 livres.
Pour fagots . . . . .	10
Javelles, roseaux et paille . . . .	20
Façon . . . . .	12
Poudre et flambeaux. . . . .	100
Total. . . . .	151 livres.

faisant ressortir celles qui ont présenté le plus d'intérêt, soit par la grandeur des événements qui en furent la cause, soit par quelques détails et particularités.

La première trace de célébration d'une victoire, qui soit aux registres de l'hôtel de ville, est relative à la prise de Roses, place forte de Catalogne, qui avait capitulé le 26 mai 1645, après une résistance meurtrière. A la date du 22 décembre de cette année, on trouve un paiement de 12 livres 16 sols pour les fagots qui avaient servi à faire quatre feux de joie à cette occasion ; c'est-à-dire qu'on en avait dressé en plusieurs points de la ville. Nous croyons d'ailleurs que ces feux de joie pour la prise de Roses furent une des premières démonstrations de ce genre faites à Niort par ordre supérieur. Il est probable que la victoire de Rocroy, en 1643, les prises de villes importantes, comme celles d'Arras, en 1640, de Perpignan, en 1642, y avaient été antérieurement fêtées sur les deniers communs. Nous savons en effet d'autre part qu'il en fut ainsi à Poitiers, où pour ces événements on chanta des *Te Deum* et alluma des feux de joie. Sans doute Niort avait été invité à en faire autant et de même pour les autres avantages remportés dans la lutte contre l'Espagne et l'Empire qui commença en 1632 ; mais, jusqu'à plus ample informé, il paraît probable que cette guerre marque le début des fêtes ordonnées par le pouvoir, dans les villes de province, pour la célébration des victoires.

Jusqu'au traité des Pyrénées, les archives de Niort sont donc à peu près muettes sur ce sujet. Nous avons dit, à propos du mariage de Louis XIV, ce qui fut fait à Niort pour la publication de la paix.

Pendant la seconde guerre avec l'Espagne, les succès de nos armes furent célébrés sur l'ordre du gouverneur de la province, alors le duc de la Vieuville, par des feux de joie allumés sur la place du Château. On mettait sur pied une partie du régiment de Niort. Dans cette période, les registres très incomplets ne nous donnent de détails qu'au

sujet de la prise de Tournai , qui avait capitulé le 24 juin 1667 (1).

Lors de l'invasion de la Hollande, le premier fait de guerre éclatant fut le passage du Rhin. La ville fut invitée à faire les réjouissances passées en usage, pour cette audacieuse opération et pour la prise des places de Wesel, Burick, Orsoi et Rheimberg emportées quelques jours auparavant. Le fleuve avait été franchi le 12 juin 1672 et, précisément deux jours plus tard, naissait un prince, le duc d'Anjou, qui mourut d'ailleurs au mois de novembre de la même année. Les échevins voulaient, dans un but d'économie, allumer un seul feu de joie pour les succès de l'armée et l'accroissement de la famille royale ; mais ils reçurent de M<sup>r</sup> de Parabère, lieutenant général de la province, ordre formel de faire deux journées de réjouissances. En conséquence, la naissance du duc d'Anjou fut célébrée le dimanche 10 juillet (2), et le passage du Rhin quinze jours après, le dimanche 24 juillet (3). Deux compagnies furent mises sous les armes ; il n'y eut pas du reste d'autres frais que ceux du feu de joie et la dépense fut minime, 25 livres seulement. Plus tard elle s'éleva beaucoup au-dessus en pareille circonstance ; la ville fut très probablement invitée à faire plus grand. Pour la prise de Maëstricht, en 1673, les frais montèrent à 150 livres, et de même pour les nombreuses fêtes célébrées pendant cette guerre où nos armes furent constamment victorieuses. Ce chiffre devint le taux habituel. Dans les trois dernières années de la guerre, la dépense totale fut de 1,730 livres, y compris les frais pour la célébration

(1) *Assemblée du 3 juillet 1667.* Le duc de la Vieuville, gouverneur de cette province, a envoyé ordre pour faire un feu de joie, particulièrement à cause de la prise de Tournai.

Conclu qu'il sera ponctuellement obéi aux ordres du roi et qu'il sera fait feu de joie sur la place devant le château. Vingt hommes de chaque compagnie seront mis sous les armes.

(2) *Assemblée du 7 juillet 1672.*

(3) *Assemblée du 22 juillet 1672.*

de la paix. Il est intéressant de noter les réjouissances faites le 26 mars 1674 pour la prise de Gray, qui avait capitulé le 28 février devant un corps d'armée commandé par le duc de Navailles, gouverneur de Niort (1).

Les compagnies bourgeoises, pendant que brûlait le feu de joie, faisaient des décharges de mousqueterie. A l'une des cérémonies, celle qui eut lieu pour la prise d'Aire, en 1676, un nommé Mathé, peigneur de laine, fut grièvement blessé par le nommé Pierre Rivet, qui fut arrêté sur le champ et mis en prison à l'hôtel de ville. On supposa qu'il y avait eu, non pas maladresse, mais intention criminelle ; car l'affaire fut dévolue au siège royal, après instruction faite par le maire. Pareil accident se renouvela lors des fêtes pour la paix conclue avec l'Empire, en 1679. Un enfant, nommé Louis Marsillac, fut tué ; son frère, Jean Marsillac, fut blessé, et les témoignages recueillis paraissent prouver que l'auteur des faits avait le dessein de tuer ou blesser une personne qui ne fut pas atteinte.

Nous ne retiendrons des réjouissances publiques, pour les victoires de cette deuxième guerre du règne de Louis XIV, que celles qui furent ordonnées en l'honneur de la prise de Puycerda par le maréchal de Navailles. La place avait capitulé, le 28 mai 1678, après un mois de vigoureuse défense et en présence d'un corps d'armée espagnol qui n'avait pu la secourir. Comme le maréchal était gouverneur de Niort, ce glorieux fait d'armes fut célébré avec une solennité inusitée (2).

La guerre avec la Hollande se termina par le traité de Nimègue signé le 11 août 1678. Cet heureux événement

(1) *Assemblée du 20 mars 1674.*

(2) *Assemblée du 25 juin 1678.* Ordre de Mgr de la Vieuville au sujet de la prise de Puycerda par le maréchal de Navailles Arrêté que les douze compagnies seront mises sous les armes ; on tirera le canon. *Nous luy escrirons et à M<sup>me</sup> la maréchale sa femme.* Dépense : 150 livres.



fut fêté à Niort le 6 novembre (1). Il y eut *Te Deum* et feu de joie ; les douze compagnies du régiment étaient sous les armes. La dépense s'éleva à 130 livres. La même année, le 17 septembre, la paix fut conclue avec l'Espagne, également à Nimègue. Les réjouissances eurent lieu à Niort le 15 janvier 1679 et coûtèrent 150 livres (2). La pacification fut enfin complète lorsqu'un traité eut été signé le 26 février avec l'Empire ; il fut publié et célébré à Niort en mai 1679 (3). Les cérémonies et les frais furent les mêmes que ci-dessus, soit 150 livres.

Après quelques années de paix, la guerre s'engagea de nouveau entre la France et les puissances coalisées à Augsbourg, guerre longue et sanglante où la fortune fut loin d'être toujours favorable aux armes de Louis XIV. Les victoires furent célébrées comme d'usage, et la paix conclue à Riswick le fut avec une joie sans doute beaucoup plus spontanée. Les réjouissances eurent lieu à Niort le 2 février 1698, trois mois après la pacification. Une relation curieuse de ces fêtes, conservée dans la famille Garran de Balzan, a été reproduite dans l'*Histoire de Niort*, de L. Favre (4).

Pendant les douze années de la guerre soutenue pour assurer le trône d'Espagne à Philippe V, on compta plus de revers que de succès, mais, à cause de cela, toutes les fois qu'une ville était prise ou que le champ de bataille nous restait, ordre était donné d'allumer un feu de joie. Le gouvernement voulait donner aux populations écrasées par les impôts et les levées d'hommes au moins un simulacre de gloire. La ville allouait le crédit ordinaire, 150 livres, et cette dépense se renouvela bien souvent pour des affaires de peu d'importance. Sur cette longue liste cependant, ressortent à bon droit les victoires de l'année 1712

(1) *Assemblée du 4 novembre 1678.*

(2) *Assemblée du 11 janvier 1679.*

(3) *Assemblée du 26 mai 1679.*

(4) *Histoire de la ville de Niort*, par L. Favre, pp. 387-392.

qui sauvèrent la France aux abois. La bataille de Denain, la prise du Quesnoy, de Bouchain, furent chacune célébrées séparément, et ici les conséquences de ces glorieux retours de fortune justifient la multiplicité des fêtes. La paix fut enfin conclue, d'abord à Utrecht avec l'Angleterre, la Prusse, la Savoie et la Hollande, puis à Bade avec l'Empire. La joie était générale; elle se montre dans les termes des délibérations de l'échevinage de Niort. Pour la publication de la paix d'Utrecht, le corps de ville vota 150 livres *et plus grande somme si besoin est* (1), pour celle de Bade 200 livres *et même plus* (2). Malgré la pénurie d'argent, on donnait sans regrets les fonds destinés à célébrer la pacification tant souhaitée (3).

Sous la régence, pendant la courte guerre avec l'Espagne, on fêta, dans l'année 1719, les prises des villes de Fontarabie et Saint-Sébastien, toujours avec le même cérémonial.

En 1733, commença la lutte entre l'Autriche et la France, alliée avec l'Espagne et la Sardaigne. Le Milanais fut rapidement conquis et, au mois de janvier 1734, la ville de Niort fit chanter un *Te Deum* et allumer un feu de joie pour ce premier succès. Les frais à faire furent adjugés pour 200 livres; la dépense était, comme on voit, plus forte que sous le règne précédent en pareille occasion. D'autres faits d'armes motivèrent des réjouissances; entre autres la sanglante bataille de Guastalla, pour laquelle les registres indiquent une dépense supérieure, 240 livres. Le programme comprenait *un repas aux personnes de distinction*, chose qui se renouvela

(1) Assemblée du 17 juin 1713.

(2) Assemblée du 18 mai 1714.

(3) Après le rétablissement de la paix générale, la Catalogne insurgée ne se soumit pas. Philippe V était impuissant à la réduire et le maréchal de Berwick, à la tête d'un corps de troupes françaises, dut mettre le siège devant Barcelone, qui capitula après une résistance acharnée, le 13 septembre 1714. Cet événement fut célébré à Niort par un *Te Deum* et un feu de joie. Le corps de ville vota 150 livres dans l'assemblée du 9 novembre.

du reste en d'autres circonstances et passa en usage.

La paix fut rétablie par le traité signé à Vienne, le 5 février 1739. Les fêtes à ce sujet n'eurent lieu à Niort qu'au mois de juin de la même année, du reste avec la solennité habituelle, le régiment bourgeois, entièrement sous les armes, décharges de mousqueterie, coups de canon tirés du château. On peut y remarquer cependant un détail nouveau, un semblant de feu d'artifice consistant en quelques fusées. Cela ne pouvait être considérable, car la dépense totale ne s'éleva qu'à 215 livres (1).

Les huit années de guerre avec l'Autriche et l'Angleterre, de 1740 à 1748, firent faire une grande consommation de feux de joie et leurs accessoires. Les résultats de cette longue lutte ne furent guère brillants toutefois, mais Louis XV fit campagne de sa personne et, depuis ce moment, pas une bicoque ne fut enlevée qu'on n'en célébrât la prise par une fête publique. Le roi quitta Paris le 3 mai 1744 et se mit à la tête de l'armée qui opérait en Flandre, réellement commandée par les maréchaux de Noailles et Maurice de Saxe. Les villes de Courtrai, Menin, Ypres, tombèrent en notre pouvoir, les deux dernières seules un peu défendues. Deux feux de joie furent ordonnés pour ces faciles conquêtes. Peu auparavant, le prince de Conti, qui commandait avec l'infant don Philippe l'armée franco-espagnole en Italie, avait enlevé par un heureux coup de main la ville de Nice (2). Ce fait d'armes intéressait particulièrement les Niortais, parce que le prince était titulaire du gouvernement de Poitou. Aussi voulut-on ajouter un repas de gala aux fêtes habituelles. L'intendant consulté répondit que le *repas* lui paraissait entièrement inutile. En résumé, les trois

(1) *Assemblée du 17 juin 1739.*

(2) On dit ici que Mr le prince de Conti est entré dans la ville de Nice et l'a surprise sans tirer un coup de fusil... Il a emporté l'épée à la main des retranchements qui conservaient le fort de Montalban et la ville de Villefranche. Il a fait prisonniers cinq bataillons entiers, tué les résistants et pris beaucoup de canons. (*Journal de Barbier*, t. III, p. 506.)

feux de joie pour les actions ci-dessus furent adjugés ensemble à Jean-Baptiste Saulquet, tireur d'étain, moyennant 264 livres. Pour tous ceux qui suivirent, le bail s'en fit au prix constant de 93 livres. On peut observer ici que la ville tendait à réduire les dépenses de cet ordre, et il y avait de bonnes raisons pour cela.

Du mois de juillet 1744 à celui de novembre 1747, on ne compte pas moins de vingt-cinq journées de réjouissances officielles pour batailles gagnées ou prises de villes. Si, dans le nombre, on y trouve des actions importantes, comme la victoire de Fontenoy, et les sanglantes batailles de Raucoux et de Lawfelt, on voit allumer le même nombre de fagots et brûler la même quantité de poudre en salves de mousqueterie pour la prise du fort de la Knoque, en Flandre, qui, investi le 28 juin, s'était rendu le 29, et pour une soi-disant victoire du maréchal de Noailles sur les Autrichiens qu'il aurait dû écraser au passage du Rhin. Le prince de Conti, après la surprise de Nice dont nous avons parlé, remporta encore quelques avantages sur le roi de Sardaigne, entre autres sous les murs de Coni. L'affaire fut très meurtrière et sans résultats, car l'armée française dut, quelques jours après, lever le siège de cette place. Dans la dernière période de la guerre, le gouverneur du Poitou commanda en Flandre, où il prit les villes de Mons, Saint-Ghislain et Charleroi. Chacun de ces faits d'armes fut célébré dans les formes ordinaires.

Les registres de cette époque nous donnent le détail des prévisions, toujours les mêmes, sur lesquelles se faisaient les baux de réjouissances publiques pour faits de guerre (1). Au sujet de celles qui avaient eu lieu, en 1745,

(1) Achat d'un mât pour un feu de 30 pieds de haut . . .	15 l.
50 fagots . . . . .	10
Voiture . . . . .	2
Aux ouvriers qui dresseront le feu . . . . .	9
28 livres de poudre à 29 sols la livre . . . . .	40 12 s.
Sept flambeaux pour le commandant du château, les mair et échevins. . . . .	15
Chandelle pour illuminer l'hôtel de ville . . . . .	1
Total. . . . .	92 l. 12 s.

pour la prise de Bruges et Oudenarde, l'intendant avait écrit qu'il fallait se borner aux choses *décentes et nécessaires* et qu'un bail au rabais n'était pas utile. Cependant la ville adjugea le plus souvent les frais à faire, qui étaient toujours soumissionnés au chiffre de 93 livres déjà indiqué, ou environ.

Lorsque la paix eut été signée à Aix-la-Chapelle, le 30 avril 1748, paix sans profit pour la France, rendue de part et d'autre nécessaire par l'épuisement des populations (1), elle ne fut pas immédiatement publiée dans le royaume. L'ordonnance royale pour la publication est datée du premier février 1749, et les réjouissances à ce sujet n'eurent lieu à Niort que le mardi de Pâques, 10 avril. Les frais furent plus élevés que pour les célébrations de victoires ; les maire et échevins avaient été avisés par M<sup>r</sup> de Beaumont, intendant de Poitiers, qu'ils pouvaient faire quelque chose de mieux qu'à l'ordinaire. La dépense prévue était de 256 livres, compris entre autres choses le coût d'un feu d'artifice estimé 120 livres. Nous donnons en *Appendice* le programme complet de l'ordonnance de la fête. Dans cette pièce, extraite des registres de l'hôtel de ville, la composition du feu d'artifice est fixée minutieusement. Il fut tiré sur la place du Vieux-Marché, où était aussi dressé le feu de joie. L'hôtel de ville devait être illuminé et à peu de frais, trois livres de chandelle, comptées à une livre 10 sols, pour mettre sur les fenêtres. La délibération du corps de ville ne parle pas d'illuminations par les habitants ; ils étaient certainement invités à donner ce signe de joie, mais il n'y avait plus sans doute obligation sous peine d'amende, comme auparavant.

Au cours de la guerre de sept ans qui, de 1756 à 1763,

(1) Le peuple sait que nous ne gagnons ni ne gardons aucune ville et que cet établissement de don Philippe à Parme, Plaisance et Guastalla est peu de chose pour une fille aînée de France, et il ignore les raisons particulières qui forcent à s'en contenter et à n'en pouvoir pas demander davantage (*Journal de Barbier*, t. IV, p. 350 )

amena tant de désastres pour la France, quelques succès partiels et stériles furent encore l'occasion de feux de joie et de réjouissances qui ne pouvaient plus faire illusion (1). A Niort, les dépenses à ce sujet furent, au début des hostilités, plus élevées que précédemment. La fête pour la prise de Port-Mahon, en 1756, coûta 250 livres ; d'autres furent adjugées à 200 et 205 livres (2). Cependant, on en revint peu après au vieux tarif de 93 livres (3). Lorsque la paix fut publiée à Niort, le 24 juillet 1763, l'intendant recommanda l'économie aux maire et échevins (4). Ils dépensèrent 280 livres. Le corps de ville eut à se plaindre en cette occasion du *refus affecté* des gardes de S. A. S. le prince de Conti, qui s'abstinrent de figurer à la cérémonie, *malgré l'invitation adressée au plus ancien d'entre eux* (5).

(1) Le 10 octobre 1758, il y a eu une action assez vive à Lutzberg, entre Cassel et Munden, entre l'armée du prince de Soubise et les Hessois et Hanovriens commandés par Mr le prince d'Issembourg. A l'égard de l'affaire de Mr le prince de Soubise, qui a donné lieu à un *Te Deum* et à un feu, on dit toujours ici que c'est très peu de chose. *Journal de Barbier*, t. VII, pp. 100 et 103.)

(2) *Assemblées des 13 septembre 1757 et 7 juin 1759.*

(3) *Assemblée du 29 septembre 1762.*

(4) Mr de Blossac écrit aux maire et échevins de sa terre de Blossac ou du Tymeur, près Rennes, le 25 juin 1763 :

« J'apprends avec plaisir, M<sup>rs</sup>, que vous êtes encore continués chacun dans vos fonctions, et je désire que lorsque vous serez obligés de les laisser vous puissiez avoir des successeurs qui vous ressemblent ; c'est donc vous dire que personne ne peut être plus attaché que je le suis aux intérêts de votre ville. Vous me demandez, M<sup>rs</sup>, à quel point vous pouvez porter les réjouissances que vous vous disposez à faire pour la paix ; vous ne pouvez, j'en conviens, vous dispenser de faire quelques réjouissances à cette occasion, mais le moins que vous en ferez sera le mieux, surtout dans la circonstance du nouveau don gratuit que vous allez être obligé de payer.

« J'ai l'honneur d'être très parfaitement, M<sup>rs</sup>, votre très humble et très obéissant serviteur.

« DE BLOSSAC. »

(5) *Archives de Niort*, n° 2853. Du 19 juillet 1763.

De la part du roi et de S. A. S. le prince de Conti, gouverneur de la province, et des maire et échevins de la ville de Niort, les gardes de

La dernière guerre de l'ancien régime fut celle avec l'Angleterre, lorsque le gouvernement de Louis XVI soutint les colons d'Amérique dans leur lutte pour l'indépendance. Les comptes de cette époque nous donnent la dépense des fêtes relatives à trois faits d'armes seulement, la prise de la Grenade par l'escadre du comte d'Estaing, en juillet 1779, celle de Tabago, par l'amiral de Grasse, en juin 1781, et enfin dans la même année la capitulation de York-Town, après que les défenses de la place eurent été emportées par l'armée franco-américaine. Il est du reste possible que nous n'ayons pas la liste entière des jours de réjouissance, les registres de cette période étant très sobres de détails, et ne mentionnant même que les discussions importantes. Les chiffres de dépenses que nous allons citer sont extraits des comptes qui d'ailleurs ne subsistent pas intégralement. Les frais furent pour la Grenade de 478 livres, pour Tabago et York-Town, célébrés le même jour, de 376 livres 9 sols. Nous donnons en note le détail de ceux qui furent faits pour la prise de la Grenade (1). Ceux de la seconde journée

S. A. S. le prince de Conti sont prévenus que la publication de la paix aura lieu le 24 vers neuf heures du matin ; ordonné qu'ils y assistent en armes et à cheval, décorés de la bandoulière de S. A. S., ayant à leur tête le plus ancien à défaut d'officiers. [Les gardes étaient : BAUGIER, le plus ancien, CHAMPANOIS, BERNARD-CHAMBINIÈRE, BERNARD-LA DUCQUERIE, MARCHET DU VIGNAUD, BARRÉ DU FIEF et PALUSTRE DES BONNATIÈRES. La plainte contre leur refus est insérée aux registres.]

(1) *Archives de Niort*, n° 2854. Dépense des réjouissances faites pour la prise de la Grenade.

Fourniture de fagots et charpentier . . . . .	60 l.
Acheté une vieille aile de moulin pour faire le mât . . . . .	18
Poudre et flambeaux, 40 livres de poudre, 12 flambeaux . . . . .	100
4 livres de poudre pour un pétard en boîte de fer blanc ficelée. . . . .	10
Peinture d'un transparent . . . . .	36
Lampions et pots à feu ; Ancelin en a fait des neufs pour 12 livres . . . . .	54
Déjeuner à la ville et à la compagnie de grenadiers. La garnison y est venue. . . . .	200
Total. . . . .	478 l.

sont pareils, si ce n'est que certains articles sont réduits, entre autres le déjeuner à l'hôtel de ville qui, au lieu de 200 livres, est porté à 120 seulement.

Les archives ne comprennent aucune dépense pour la célébration de la paix de Versailles, et il est probable que la ville de Niort ne fit rien à cette occasion. Les fêtes pour la publication de la paix eurent lieu à Paris dans les derniers jours de novembre 1783; mais il avait été question, même pour la capitale, de faire l'économie des feux et illuminations (1); on peut donc admettre qu'aucun ordre à ce sujet ne fut donné dans les provinces.

---

I.

*Placard pour la célébration  
de la naissance du Dauphin (2).*

DE PAR LE ROY ET MESSIEURS LES MAIRE ET ECHEVINS DE CETTE VILLE DE NYORT.

La Divine Providence ayant comblé les vœux du Roy et de ses sujets par l'heureuse naissance de Monseigneur le Dauphin, et nous Maire et Echevins ayant reçu les ordres de S. A. S. le prince de Conty, Prince du Sang et gouverneur de cette province et ceux de Monsieur de Baussan de Blanville, conseiller du Roy en tous ses conseils, maître

(1) On lit dans la correspondance d'une niortaise, qui a été publiée dans les *Mémoires* de la Société, année 1885 : « Nous aurons aussi le 29 de ce mois (novembre) le *Te Deum* chanté en actions de grâces pour la paix. On dit qu'il n'y aura pas autre chose, le roi ne voulant pas de dépense inutile. » On ne s'en tint pas cependant à cette première résolution, car, dans une lettre suivante, la même correspondante décrit le feu d'artifice et les illuminations, entre autres celles de la nouvelle halle aux blés.

(2) *Archives de Niort*, n° 2833.



des requêtes ordinaire de son hôtel, intendant de cette Généralité, par lesquels il nous est ordonné de faire à à cette occasion éclater notre joye et celle du peuple par des feux et des illuminations et de donner à ce sujet les ordres nécessaires :

Nous ORDONNONS que lundy prochain, 26 de ce moys, le régiment royal de cette ville soit mis sous les armes.

Les soldats se trouveront armez aux portes de leurs capitaines à onze heures précises du matin, à peine de prison, et seront ensuite conduits à une heure après midi sur l'emplacement qui est au devant de la porte Saint-Jean de cette ville.

La compagnie de cavalerie bourgeoise de cette dite ville sera mise sous les armes.

Enfin le dit régiment royal sera conduit autour de l'église Notre-Dame lorsqu'on entendra sonner vêpres.

Tous les soldats rangez en ordre, les officiers, à l'exception de ceux qui doivent rester à la tête des compagnies, se rendront dans le chœur de la dite église où ils prendront les places qui leur seront préparées.

Le *Te Deum* chanté en actions de grâces d'un avantage aussi considérable que Dieu vient d'accorder à ce royaume, il sera fait à l'instant une décharge générale de mousqueterie.

Après quoi les dits officiers retourneront à leur compagnie et nous dits Maire et Echevins monterons à la place du Vieux-Marché, où M<sup>r</sup> de la Mare, lieutenant pour le Roy du château de cette ville, nous dits Maire et Echevins, et le capitaine qui commandera le dit régiment mettrons le feu au bûcher qui sera dressé par l'ordre de nous d. Maire et Echevins.

Le feu mis au bûcher, il sera fait trois décharges de mousqueterie, tant du dit régiment que de la dite compagnie de cavalerie bourgeoise qui sera rangée dans le lieu accoutumé avec acclamations et cri de *Vive le Roy*, *Vive la Reine* et *Vive Monseigneur le Dauphin*, et qui sera répété plusieurs fois au son des trompettes, des tambours, des fifres et des haut-bois. \*

ORDONNONS à tous les habitants de cette ville et faux-bourgs de faire des illuminations au devant de leurs maisons en mettant au moins deux chandelles sur chacune de leurs fenêtres au moment qu'ils entendront la deuxième décharge de mousqueterie.

Leur enjoignons de faire des feux et illuminations de la manière susdite les deux jours suivants, 27 et 28 de ce mois, pour le plus tard à sept heures et demie du soir.

Leur défendons très expressément d'ouvrir leurs boutiques le dit jour dans cette dite ville et fauxbourgs, le tout à peine de trois livres d'amende contre chacun de ceux qui y contreviendra.

Donné et fait en la sale des assemblées de l'hôtel de cette ville de Nyort par nous PIERRE THIBAUT DE BOUTTEVILLE, maire et capitaine, NICOLAS CROSNIER DES ADJOTS, PHILIPPE CLERC DE LA CHATEAUDERIE, FRANÇOIS LE COMTE, SÉBASTIEN LE NOIR, FRANÇOIS PRIOLEAU et ANTOINE LAFITON, échevins, qui se sont soussignés avec M<sup>e</sup> CONSTANT THIBAUT, procureur du Roy, le vingt septembre mil-sept-cent-vingt-neuf.

## II.

### *Publication de la paix d'Aix-la-Chapelle (1).*

Aujourd'hui dixiesme jour de mars 1749, sur les dix heures du matin, nous Maire et Echevins de cette ville de Niort, étant assemblés extraordinairement en la sale des assemblées de l'hôtel commun de cette dite ville, a été dit et remontré qu'ayant reçu des ordres de S. A. S. Monseigneur le prince de Conty, prince du sang, gouverneur de cette province de Poitou, pour faire publier la paix avec les réjouissances et la solennité accoutumée en pareille occasion, en date les dits ordres de l'Isle-Adam du premier de ce mois qui ont pour inscription : A M<sup>rs</sup> M<sup>rs</sup> les

(1) *Extrait des registres de l'hôtel de ville.*

Maire et Echevins de Niort, à Niort, suivant lesquels a été arrêté et unanimement délibéré entre nous dits Maire et Echevins que pour marquer notre zèle et notre respect infiny que nous avons pour les ordres du Roy et pour exécuter avec exactitude ceux à nous adressés par S. A. S. Monseigneur le prince de Conty, nous ferons mettre sous les armes, le mardi de Pasques, 8 avril prochain, le régiment royal de la milice bourgeoise et monter à cheval la compagnie de cavalerie, pour avec le dit régiment et la dite compagnie de cavalerie aller nous dits Maire et Echevins, montés à cheval suivant l'ordre dont sera fait mention cy après et à la suite de la présente délibération faire, au son des trompettes, tambours, fifres et autres instruments, lire, publier et afficher par le secrétaire de ce dit hôtel de ville, aussy à cheval, l'ordonnance que Sa Majesté a rendue au sujet de la paix par luy faite avec le roy d'Angleterre et la reine de Hongrie, que notre départ du dit hôtel sera annoncé par une décharge générale de toute la mousqueterie ainsy que notre retour au dit hôtel, qu'ensuite nous dits Maire et Echevins nous nous rendrons, avec tous les corps de cette dite ville qui seront invités à cet effet, pour assister au Te Deum qui sera chanté à la manière et au lieu accoutumé dans l'Eglise de Notre-Dame, issue des vespres, autour de laquelle église le régiment royal et la compagnie de cavalerie se rendront aussy et se porteront dans les lieux ordinaires et feront une décharge générale de toute la mousqueterie avant et après le Te Deum.

Le dit Te Deum chanté, nous dits Maire et Echevins à la tête du régiment monterons à la place du Marché-Vieux où sera dressé un bûcher de la hauteur de 30 pieds auquel le feu sera par nous Maire et Echevins allumé, ensuite sera fait trois décharges au moins de toute la mousqueterie avec des acclamations de Vive, Vive, Vive le Roy, ce qui sera répété plusieurs fois au son des trompettes, tambours, fifres et autres instruments qui marqueront la joye, après quoy, sur les huit heures du soir, il sera tiré

un feu d'artifice et toute la ville généralement illuminée, ainsi que ce dit hôtel.

Et comme il conviendra faire une dépense tant pour la publication de la paix que pour le feu sur la place, feu d'artifice et illumination de ce dit hôtel, a été arrêté que nous nous conformerons aux ordres que Mgr l'Intendant de cette province nous a fait l'honneur de nous prescrire cy-devant au sujet des avantages et victoires remportés par les troupes de Sa Majesté quy ont été en nombre, quy sont qu'il fallait se borner aux choses décentes et nécessaires, qu'un bail au rabais n'était point utile et qu'il suffisait de régler dans une assemblée par détail la quantité de chaque chose pour la dite réjouissance, que cependant comme il s'agissait d'une publication de paix nous pouvions faire quelque chose de mieux qu'à l'ordinaire, suivant la lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous écrire le 27 février dernier ; en conséquence, nous dits Maire et Echevins, pour nous conformer aux dits ordres et faire le moins de dépense qu'il nous sera possible, avons unanimement arrêté et délibéré qu'il sera procédé à un mémoire exact pour la dépense qu'il conviendra faire, tant pour la publication de la paix que pour le feu sur la place, feu d'artifice et illumination au corps de ville, lequel mémoire sera fait ainsi qu'il suit :

*Frais pour la publication de la paix.*

Premièrement la somme de 4 l. pour le louage de 4 chevaux pour les 4 trompettes . . . . 4 l.

Plus 18 l. pour gratification qu'on fera aux 3 trompettes du régiment de Chabillant qu'on fera venir pour la publication de la paix. . 18

Plus 2 l. 18 s. pour deux livres de poudre à 29 s. la livre qu'on distribuera à la compagnie de grenadiers et à celle de cavalerie pour une décharge afin d'annoncer notre départ de cet hôtel de ville pour aller publier la paix. . . 21. 18 s.

*Frais pour le feu de joye.*

Premièrement la somme de 15 l. pour l'achapt  
d'un mât pour dresser le feu de joye . . . . . 15 l.  
Plus 10 l. pour les fagots à employer à faire le  
dit feu. . . . . 10

*Frais pour l'illumination de l'hôtel de ville.*

La somme d'une livre 10 s. pour trois livres  
de chandelles qui seront placées sur les fenê-  
tres de ce dit hôtel de ville. . . . . 1 l. 10 s.

Plus 2 l. pour la voiture des dits mât et fa-  
gots conduits depuis le port de cette ville jus-  
qu'à la place du Marché-Vieux. . . . . 2 l.

Plus 9 l. pour les ouvriers qui feront et  
dresseront le dit feu . . . . . 9

Plus 15 l. pour les flambeaux pour allumer  
le dit feu, tant pour le Commandant en cette  
ville, capitaine commandant le régiment royal  
que pour nous dits Maire et Echevins. . . . . 15

Plus 40 l. 12 s. pour 28 livres de poudre à  
29 s. la livre qui seront fournies aux 13 com-  
pagnies du régiment royal de cette ville et à  
la compagnie de cavalerie pour faire trois dé-  
charges au moins. . . . . 40 l. 12 s.

*Frais pour le feu d'artifice.*

Premièrement la somme de 18 l. à laquelle nous  
dits Maire et Echevins sommes convenus avec  
l'ouvrier pour dresser un amphithéâtre pour tirer  
le feu d'artifice, lequel amphithéâtre sera composé  
de 4 piliers debout en quarré, distance de 15 pieds  
les uns des autres et autant d'hauteur, garnis de  
solliveaux, chevrons et planches nécessaires, ayant  
par dessus une impériale de 8 pieds d'hauteur,

laquelle sera surmontée d'une figure peinte de grandeur d'homme représentant une renommée, au dessous de laquelle il y aura une lanterne de 4 pieds et demi d'hauteur et 3 pieds de largeur avec une inscription de Vive le Roy de la largeur de la dite lanterne et trois fleurs de lys de chaque côté qui seront au dessus de la dite inscription, y compris une corde de la grosseur du petit doigt de la longueur de la place attachée à des fenestres pour faire courir un dragon. . . . . 18 l.

Plus la somme de 120 l. à laquelle nous sommes pareillement convenus avec l'ouvrier pour faire et tirer un feu d'artifice qui sera composé d'un dragon courant sur une corde, qui traversera la place du Marché-Vieux et qui retournera d'où il partira, de 150 fusées, savoir : 60 de 12 lignes de diamètre extérieur, 48 de 15 lignes, 24 de 18 lignes et 18 de 24 lignes; moitié des fusées seront chargées à étoiles et moitié à serpenteaux; de 5 soleils tournants dont deux à un jet, deux à deux jets et un à quatre jets, tous chargés en brillants, dont deux finiront par deux saucissons et les deux autres par deux marrons, de 12 lances fixes chargés de compositions d'étoiles et de deux pots à aigrettes avec un jet à chacun chargé en brillants garnis chacun de huit douzaines de serpenteaux. . . . 120 l.

Revenant toutes les sommes cy-dessus articulées à celle de 256 l., laquelle, sons le bon plaisir de Mgr l'Intendant, sera payée par M. Philippe Arnauld, avocat en parlement et receveur des deniers d'octroi et excédant du tarif de cette dite ville, à Etienne Paquinet, marchand demeurant en cette dite ville qui en fera l'avance, laquelle somme de 256 l. sera allouée au dit sieur Arnauld en la dépense de son compte des dits deniers en rapportant la présente délibération duement visée par Mgr l'Intendant et la quittance du dit Paquinet sur le nécessaire. Donné et

fait les jour et an susdits, et s'est le dit Paquinet avec nous soussigné.

*Suit la lettre de S. A. S. Monseigneur le prince de Conty :*

A l'Isle-Adam, le 1<sup>er</sup> mars 1749.

M<sup>rs</sup> les Maire et Echevins, en conformité des intentions du Roy je vous fais cette lettre pour que vous ordonniez dans la ville de Niort la publication de la paix avec les réjouissances et la solennité accoutumée en pareille occasion. Soyez persuadés qu'on ne peut être plus véritablement que je suis, M<sup>rs</sup> les Maire et Echevins, votre très affectionné à vous servir. *Signé : L. F. DE BOURBON, et plus bas est écrit : A M<sup>rs</sup> les Maire et Echevins de Niort.*

*Suit la lettre de Mgr l'Intendant :*

A Paris, ce 27 février 1749.

Ce que M<sup>r</sup> Berryer vous marqua de faire, Monsieur, lors de la convalescence du Roy, après la maladie dange-reuse que Sa Majesté avait essuyée à Metz, me paraît devoir servir de règle pour les réjouissances quy doivent accompagner dans la ville de Niort la publication de la paix ; je crois n'avoir rien mieux à vous prescrire que de vous prier de vous conformer à ce que vous avez pratiqué en cette occasion, j'approuverai les mêmes dépenses quy furent faites alors. Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. *Signé : MOREAU DE BEAUMONT, et au dos est écrit : A M<sup>r</sup> Rouget, maire de Niort.*

*Ordre de la marche qui sera observée  
dans la publication de la paix.*

Premièrement marchera M<sup>r</sup> le major du régiment royal de la milice bourgeoise pour diriger toute la marche. Suivra ensuite la compagnie de grenadiers avec leur tambour, marchant à file quatre à quatre, ayant M<sup>rs</sup> les officiers à leur tête.

Suivront ensuite la moitié des tambours et des fifres.

Après quoy marcheront M<sup>rs</sup> les officiers des six premières compagnies du dit régiment avec leur *oscol* et leur épée, ayant dans leur centre deux drapeaux, le blanc et un autre qui seront gardés par un détachement de 30 hommes des 12 compagnies qui marcheront sur les deux côtés et par six sergents des six premières compagnies marchant à la teste et à la queue du dit régiment.

Suivront deux trompettes de la ville à cheval, qui annonceront à chaque canton la publication de la paix et donneront les fanfares après les dites publications.

Suivra le secrétaire de la ville en robe, à cheval, qui lira l'ordonnance du Roy pour la paix.

Ensuite marcheront M<sup>rs</sup> les officiers du corps de ville à cheval, savoir : M<sup>r</sup> le Maire et M<sup>rs</sup> les Echevins en robe et bonnet quarré, à côté desquels marcheront à pied, de file, de chaque côté de la rue les gagés de la ville avec leurs pertuisannes.

A la suite du corps de ville suivront l'autre moitié des tambours et ensuite marcheront M<sup>rs</sup> les officiers des six dernières compagnies du régiment, aussy avec leur *oscol* et leur épée, ayant dans leur centre un drapeau qui sera pareillement gardé par un détachement de 30 hommes des 12 compagnies et par six sergents des six dernières compagnies qui marcheront dans le même ordre qu'il est cy-dessus dit.

Ensuite marcheront trois trompettes et suivra ensuite le corps de cavalerie, le sabre à la main, marchant de file deux à deux, ayant M<sup>rs</sup> les officiers à leur tête, l'épée à la main.

Ensuite suivra le maréchal des logis de la dite compagnie qui fermera la marche.

*Route que l'on tiendra pour la publication.*

Partant de l'hôtel de ville, on tournera à droite par la rue du Soleil pour se rendre devant le Palais-Royal où se



trouvera la compagnie colonelle sous les armes avec un sergent, et où se fera la première publication.

On se rendra ensuite sur la place du Château où se trouvera la compagnie de la lieutenance colonelle, où se fera la seconde publication.

Passant par la rue dessus les fossés du château jusqu'à l'Oratoire où sera la troisième compagnie, où se fera la troisième publication.

Ensuite on se rendra devant la grande porte de l'église de Notre-Dame où sera la quatrième compagnie, où se fera la quatrième publication.

De là, on ira par la rue Torse à la porte Saint-Jean où sera la cinquième compagnie, où se fera la cinquième publication.

D'où en descendant par la grande rue Saint-Jean jusqu'à la rue du Meurier où sera la sixième compagnie, où se fera la sixième publication.

Et en continuant la dite grande rue Saint-Jean jusque sous les Halles où sera la septième compagnie, où se fera la septième publication.

Ensuite, en traversant les Halles, on ira par la grande rue Saint-Gelais jusque devant l'hôtel de ville où sera la huitième compagnie, où se fera la huitième publication.

De là, en continuant la dite grande rue Saint-Gelais on se rendra à l'hôtel de M<sup>r</sup> le Maire, au canton du Relais, où sera la neuvième compagnie, où se fera la neuvième publication.

De là, en continuant encore la dite grande rue Saint-Gelais jusqu'au canton de la Coupe où sera la dixième compagnie, où se fera la dixième publication.

On tournera ensuite par la rue du Marché-Vieux pour aller sur la grande place du Marché-Vieux, vis à vis les casernes, où sera la onzième compagnie, où se fera la onzième publication.

De là, en passant par les rues Crémaud, celle de Vieille-Rose, rue Basse et du Pont qui conduit dans la grande rue du Port où sera la douzième compagnie, où se fera la douzième et dernière publication.

D'où on se rendra ensuite toujours dans le même ordre à l'hôtel de ville pour terminer la dite publication de paix. Après quoy, tout le régiment royal et la compagnie de cavalerie se rendront à l'église Notre-Dame dans leur poste ordinaire, et chaque officier prendront la teste de leur compagnie pour assister au Te Deum qui sera chanté dans la dite église pour ensuite se rendre au Marché-Vieux à la manière accoutumée pour mettre le feu au bûcher qui sera dressé pour cet effet et ensuite être tiré un feu d'artifice.

*Suit l'ordonnance du Roy pour la publication de la paix, du 1<sup>er</sup> février 1749.*

DE PAR LE ROY

On fait à sçavoir à tous qu'une bonne, ferme, stable et solide paix avec une réconciliation sincère et entière a été faite et accordée entre très hault, très excellent et très puissant prince Louis, parla grâce de Dieu roy de France et de Navarre, notre souverain seigneur, et très hault, très excellent et très puissant prince Georges, roy de la Grande-Bretagne, électeur de Brunswick et Lunebourg, et très haulte, très excellente et très puissante princesse Marie Thérèse, reine de Hongrie et de Bohême, impératrice des Romains, et leurs vassaux, sujets et serviteurs en tous leurs royaumes, pays, terres et seigneuries de leur obéissance : que la dite paix est générale entre eux et leurs dits vassaux et sujets, et qu'au moyen d'icelle il leur est permis d'aller, venir, retourner et séjourner en tous les lieux des dits royaumes, états et pays, négocier et faire commerce de marchandises, entretenir correspondances et avoir communication les uns avec les autres, et ce en toute liberté, franchise et sûreté tant par terre que par mer et sur les rivières et autres eaux, et tout ainsy qu'il a été et dû être fait en temps de bonne, sincère et aimable paix, telle que celle qu'il a plu à la divine bonté de donner au dit seigneur Roy, au dit seigneur roy de la Grande-

Bretagne, électeur de Brunswick et Lunebourg, à la dite dame, reine de Hongrie, de Bohême, impératrice des Romains, et à leurs peuples et sujets ; et pour les y maintenir il est très expressément défendu à toutes personnes de quelques qualités et conditions qu'ils soient, d'entreprendre, attenter ou innover aucune chose au contraire ny au préjudice d'icelle, sur peine d'estre punis sévèrement comme infracteurs de paix et perturbateurs du repos public, et afin que personne ne puisse en prétendre cause d'ignorance, la présente sera lue et affichée où besoin sera. Fait à Versailles le premier février mil sept cent quarante-neuf. *Signé* : LOUIS, et plus bas PHÉLYPEAUX.

Jean-Louis Moreau, chevalier, seigneur de Beaumont, conseiller du Roy en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la généralité de Poitiers, Veu l'ordonnance du Roy ci-dessus nous ordonnons qu'elle sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera à ce qu'aucun n'en ignore. Fait le 26<sup>me</sup> février 1749. *Signé* : MOREAU DE BEAUMONT et plus bas par Monsieur CORBIE.

Ce fait les dites lettres et ordonnances du Roy ont été mises et déposées dans les archives de ce dit hôtel de ville pour y avoir recours si besoin est. Donné les jours et an susdits.

*Signé* : ROUGET, maire, JUIN DU CLOUZY, THIBAUT, PRIOLEAU.

---

## CHAPITRE XIV.

### Dépenses diverses.

---

#### § I. — L'abonnement aux gazettes.

La *Gazette de France*, rédigée par Théophraste Renaudot, parut en 1631. A part le *Mercure de France*, qui commença en 1605, c'est le plus ancien journal. Le corps de ville de Niort fut au nombre des abonnés, au moins depuis 1645. Les comptes de Claude Arnauldeau, receveur en cette année, contiennent les deux articles suivants :

*Au maire cinq livres qu'il aurait avancé pour pareille somme avancée au sieur Sallard pour le premier quartier de l'envoi de la Gazette* . . . . . 5 livres.  
*Pour deux quartiers de la Gazette* . . . . . 10 l.

Plus tard, on reçut non seulement la *Gazette de France*, mais celle, ou plutôt une de celles de Hollande ; puis, au mois d'octobre 1676, on supprima cette dernière, sous prétexte que la dépense totale était trop forte. Les comptes des deniers patrimoniaux, rendus par Pierre Jouslain, maire de 1676 à 1678, nous renseignent exactement sur ce qui se fit de son temps à cet égard (1).

(1) *Comptes* de Pierre Jouslain, maire, 1676-77.

Plus dict le contable avoir envoyé à Mr Parthenay de Paris pour les gazettes de France et d'Ollande despuis l'entrée de sa mairie (11 juin) jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre) et 15 jours après. . . 12 livres.

Plus pour le restant du paiement de la *Gazette de France*, ayant cessé dès le commencement d'octobre de faire venir celle d'Ollande à cause de la despence, a payé au sieur Parthenay. . . . . 12 livres.

Au maître de poste, pour port des gazettes et paquets. . . 12 l.

*Comptes* du même, 1677-78.

Plus dict le contable avoir payé à Mr Pierre Parthenay, sous-doyen

Quelques années après, le crédit nécessaire fut imputé sur les deniers d'octroi et fixé à 40 livres *pour les gazettes que l'on fait venir de tout temps*, comme dit l'arrêt de règlement de 1683 sur les dépenses obligatoires ; ce qui permettait, d'après les prix inscrits aux comptes, d'avoir les deux gazettes, sauf cependant les frais de port. Le gouvernement de Louis XIV jugeait donc nécessaire que les villes fussent tenues au courant des nouvelles publiques. On peut s'étonner seulement que le roi permit à ses fidèles sujets de lire les gazettes de Hollande, qui ne le louaient pas d'ordinaire.

D'après le procès-verbal d'assemblée du 29 mai 1731, l'hôtel de ville recevait alors les gazettes de France et de Hollande, et les termes du compte rendu nous font voir que la lecture de ces journaux n'était pas réservée aux seuls membres de l'échevinage. Les habitants, certains habitants nécessairement, étaient admis à en prendre connaissance. Le procureur du roi proposa dans cette séance, *pour satisfaire le public*, de faire venir deux fois la semaine les gazettes qui n'étaient jusque-là envoyées qu'une seule fois, de telle sorte qu'on eût les nouvelles plus fraîches. Il devait en résulter une augmentation des frais de port, et le corps vota à cet effet vingt livres à prendre sur les deniers patrimoniaux, pour accroître le crédit réglementaire (1).

des pairs de la communauté de cette ville, la somme de douze livres pour le remboursement des avances faites pendant sept mois de l'envoy des gazettes fait par le sieur Simon Parthenay, demeurant en la ville de Paris, son frère, comme appert par quittance. . . . 12 livres

(1) *Assemblée du 29 mai 1731.* Il a été unanimement arrêté et délibéré que le sieur Elies le jeune, marchand-libraire de cette ville, sera prié par notre secrétaire de *faire venir deux fois chacune semaine les gazettes de France et de Hollande avec leurs suppléments* et que, pour le dédommager de l'augmentation des ports de paquets, il lui sera payé sur les deniers patrimoniaux de cette ville par chacun quartier la somme de cinq livres, faisant par chacune année la somme de 20 livres, outre et par dessus la somme de 40 livres qu'il recevra en conformité de l'arrêt du Conseil de 1683.

L'abonnement municipal fut continué jusqu'en 1772. C'était alors le sieur Clerc du Fief, libraire, qui faisait venir les feuilles au compte de la ville. A cette époque, le corps de ville supprima la dépense des gazettes et, par un virement de crédit que nous avons indiqué au chapitre de l'**Instruction publique**, attribua les 40 livres de l'arrêt de 1683 à l'achat de prix pour les élèves du collège des Oratoriens (1). On rendit, par ce moyen entre autres, annuelle la distribution qui n'avait été jusque-là que bisannuelle. Il est probable qu'en ce temps-là ceux des habitants de Niort, qui s'intéressaient aux affaires publiques, recevaient personnellement leurs journaux et que les gazettes de l'hôtel de ville n'avaient plus que peu ou point de lecteurs. Les abonnements aux feuilles publiques étaient du reste moins chers que dans le principe. La *Gazette de France* ne coûtait plus, en 1772, que douze livres par an. En 1780, elle fut augmentée de trois livres, portée à quinze autrement dit (2). En résumé l'allocation sur les deniers publics fut rayée comme inutile ou plutôt changée de destination, de même que l'avait été bien auparavant la subvention de 60 livres aux poissonniers jurés chargés d'approvisionner la ville de poisson de mer et autre.

## § 2. — La poste aux chevaux.

La poste aux chevaux n'a commencé à être une cause de dépense pour la ville de Niort qu'à partir du milieu du dix-huitième siècle. Ce service y avait cependant été établi à la fin du seizième, après la pacification religieuse. En mars 1597, Henri IV rendit un édit ordonnant l'établissement de *relais de chevaux sur les grands chemins, traverses, et le long des rivières pour le transport des voyageurs et des malles*. Les charges de *maîtres de relais*

(1) *Archives de Niort*, n° 2298.

(2) *Affiches du Poitou*, année 1780, p. 200.

devaient être distinctes de celles des *maîtres de poste* créés par Louis XI, et leurs attributions étaient, en effet, différentes, car il était défendu aux premiers de fournir des chevaux *pour courir la poste*. Mais cette distinction arbitraire ne se fit pas dans la pratique ; les maîtres de poste se plaignirent d'une concurrence qui les écrasait et, par un autre édit de mars 1602, les *relais* furent incorporés aux offices de maîtres de poste.

Le premier maître de poste dont nous puissions citer le nom à Niort est ce Jacques Ribonnot qui, en 1623, avait construit une écurie et d'autres bâtiments dans une sorte de rue en prolongement de la rue Vieille-Rose, et eut à ce sujet un long différend avec la ville. Il est toujours appelé *maître du relais* dans les délibérations à ce sujet, ce qui donne à penser que son office datait de l'édit de 1597. Il était devenu maître de poste en 1602, mais on lui conservait par habitude la première dénomination. On trouve aux registres des réformés, à la date du 18 janvier 1647, le décès d'Aaron Ribonnot, *maître de la poste*, son fils et son successeur sans doute. C'était donc une famille protestante.

En 1665, le titulaire était un catholique, nommé Chandellier ; il fut, cette année-là, remplacé par un sieur Pinet, protestant, ce qui donna occasion à Christophle Augier de la Terraudière, ardent catholique comme on sait, de faire une manifestation en faveur de son prédécesseur, dans l'assemblée du 26 juin. Le corps de ville dressa une sorte d'acte de notoriété de la différence de religion et demanda que le dit Chandellier fût continué *pour sa fidélité reconnue*. Il fut en effet continué, ou plutôt rétabli dans ses fonctions, car on le trouve mentionné dans un procès-verbal d'assemblée générale des habitants, du 13 février 1667, avec le titre de maître de la poste. Après lui, peut-être avec quelque intervalle, l'office fut occupé par Jean Rivier, qui était hôte de la Grue, puis immédiatement après par Jacques Tristand.

Les archives contiennent une copie du brevet délivré à

ce dernier, le 5 décembre 1686, par le marquis de Louvois. Cette pièce (1) nous indique d'une manière précise les privilèges et les gages attribués alors au maître de poste. Les privilèges étaient les mêmes dans tout le royaume ; les gages étaient à Niort de 180 livres par an et n'ont pas varié jusqu'à la Révolution. La ville ne contribuait pas, comme on le voit, à la dépense de ce service et, en effet, l'arrêt de 1683 n'avait rien prévu à cet égard.

Jusqu'en 1733, il n'est pas question de la poste aux chevaux dans les délibérations de l'hôtel de ville. Cette

(1) *Archives de Niort*, n° 1888. Brevet de maître de poste.

François Michel Le Tellier, marquis de Louvois et de Courtenvaux, secrétaire d'Etat, grand maître des courriers et surintendant général des postes, relais et chevaux de l'usage de France ; donnons et octroyons par ces présentes la poste de Niort, route de Poitiers à la Rochelle, vacante par la démission de Jean Rivier, dernier pourvu d'icelle, pour jouir et user par le d. Jacques Tristand et dorénavant exercer la d. poste de Niort aux honneurs, avantages, autoritez, prérogatives, prééminences, franchises, libertez, gages de cent quatre-vingt livres par an, et autres droits, fruitz, profitz, revenus et émolumens au d. office appartenans, tels et semblables qu'en jouissent et doivent jouir les autres maîtres de poste du Royaume, et l'exemption entière de toutes tailles, crues y jointes, taillon, solde des prévosts des maréchaux, crues extraordinaires de garnisons et autres ordinaires et extraordinaires, ensemble de toutes charges publiques, contributions et logemens de gens de guerre et de tous autres et mesmes privilèges franchises et exemptions dont jouissent les officiers començaux de la maison du Roy, avec pouvoir et faculté de tenir à ferme et jouir par ses mains de cent arpens de terres de labour, prez ou vignes, non en ce compris les héritages à luy appartenans, suivant les éditz et déclarations des mois de novembre 1635, décembre 1652, 10 janvier 1669 et 30 juin 1681, registrez où besoin a esté, à condition que le d. Jacques Tristand fera bien fidèlement et diligemment son devoir et le service de Sa Majesté, que pour l'exercice de la d. poste il sera monté en nombre suffisant de bons chevaux.....

Versailles, le cinquième jour de décembre mil six cent quatre vingt six.

*Signé : LOUVOIS, et plus bas, par Monseigneur, COLBERT.*

[Les privilégiés qui tenaient des terres à ferme devaient la taille pour ces terres. Les maîtres de poste étaient exempts en ce cas jusqu'à la quantité déterminée par leur brevet.]



année-là, on concéda au maître de poste franchise des droits d'entrée sur une certaine quantité de denrées qui fut d'ailleurs successivement et beaucoup augmentée, en particulier dans le dernier bail du tarif fait en 1787. Nous en avons donné le détail au chapitre du **Tarif d'octroi de 1718** (1).

En 1742, le maître de poste, qui se nommait Pierre Cardinal, déclara que, vu la cherté du foin et de l'avoine, il ne pourrait plus continuer son service s'il n'était aidé. Dans l'assemblée du 28 avril, il lui fut alloué 351 livres 2 sols pour ses derniers achats faits avec le consentement de l'hôtel de ville, et dont il remettait un état (2). Il n'en fut pas moins obligé d'abandonner la charge. L'année suivante, son successeur, un nommé Dulac, demanda également une subvention ; il se plaignait de la cherté et en outre de ce que, depuis quelques temps, il ne passait presque personne par Niort, allant en poste à la Rochelle, Poitiers et autres endroits. Il était obligé, disait-il, de faire une dépense considérable pour la nourriture de ses chevaux qui ne lui rapportaient rien. Les échevins lui accordèrent 200 livres, dans la séance du 26 janvier 1743, et encore 107 livres dans celle du 17 avril.

A partir de ce moment-là, les choses allèrent de mal en pis. Les registres ne mentionnent plus cependant de subventions au maître de poste dans les cinq années suivantes. Après la disette, qui avait commencé en 1740 et sévi longtemps, les prix étaient revenus au taux normal et les causes qui avaient engagé la municipalité à secourir le maître de poste n'existaient plus. Mais, pour d'autres

(1) PREMIÈRE PARTIE, p. 91.

(2) *Assemblée du 28 avril 1742.* Pierre Cardinal a acheté de notre consentement :

A Piet, 68 boisseaux d'avoine pour. . . . .	91 l. 2 s.
A Jean Proust, 3 milliers de foin . . . . .	90
A François Giraud, 2 tonneaux d'avoine, soit 120 boisseaux . . . . .	170
Total. . . . .	351 l. 2 s.

causes, celui-ci, c'était toujours le sieur Dulac, se trouva au commencement de 1748 en déconfiture complète. Il avait, paraît-il, *perdu tous ses chevaux* et se déclarait incapable de continuer ses fonctions. L'intendant, M<sup>r</sup> Moreau de Beaumont, écrivit, à la date du premier avril, au maire de Niort, pour le mettre en demeure de remonter la poste et d'assurer le service de la malle. Le subdélégué, lui disait-il, avait cherché sans succès quelqu'un qui voulût se charger de cette poste, en se contentant des privilèges et gages qui y sont attachés; il était nécessaire que la ville se concertât avec le subdélégué, M<sup>r</sup> du Petit-Château, pour rétablir le service par la voie la moins onéreuse (1).

Le corps de ville ne trouva non plus personne qui voulût s'en charger. Le faire faire en régie aurait causé *une dépense vague et incertaine*; après délibération, il fut décidé que le mieux serait d'en *faire un bail, comme de toutes les autres dépenses ordinaires, à la meilleure condition possible, en donnant par l'adjudicataire bonne et suffisante caution pour le montant des deniers qui lui seront par nous confiés*. L'intendant approuva et rendit une ordonnance autorisant l'adjudication, par devant M<sup>r</sup> du Petit-Château, pour trois ans environ, terme fixé au 31 décembre 1751. Tel fut le commencement du régime sous lequel la poste de Niort resta constituée pendant bien des années, en partie aux frais de la ville.

L'adjudication eut lieu les 17 et 18 mai; le service fut soumissionné par Alexandre Boutet, moyennant la somme de 1,400 livres *qui devait lui être payée d'avance*; cette condition avait été inscrite au cahier des charges, les concurrents connus n'étant pas en mesure de faire les achats de chevaux nécessaires. Le dit Boutet fut cautionné par Jean Barreau, marchand, pour 200 livres, et par M<sup>lle</sup> de Germond pour 1,200 livres. Le maître de poste subventionné n'en conservait pas moins les 180 livres de gages et les privilèges attachés à cet office. Il était tenu

1) Archives de Niort, n<sup>o</sup> 1889.

d'avoir au moins huit chevaux ; s'il en manquait à certains jours, il devait se les procurer de gré à gré, la ville ne s'engageant pas à les lui fournir par son autorité.

Le 6 juin 1751, eut lieu une adjudication nouvelle pour une autre période de trois ans ; ou plutôt une prorogation de pareille durée fut consentie au même Boutet, qui continua moyennant 1,200 livres payables par tiers chaque année. En 1754, il renouvela pour trois ans encore ; il se contentait de 800 livres et en plus les franchises des droits d'entrée déjà stipulées. Puis, vers la fin de 1757, il annonça qu'il cesserait d'exercer à compter du premier janvier suivant. Il fut remplacé par Pierre Goizet, aubergiste à l'enseigne de l'Ecu de France, près la porte Saint-Gelais, qui s'engagea pour trois ans aux mêmes conditions.

Pierre Goizet fit fort mal son service. La poste de Niort acquit avec lui le renom d'être *ce qu'il y a de plus détestable* (1). Aussi, à la fin de 1760, ne renouvela-t-il pas. On ne fit pas d'adjudication nouvelle et le titulaire précédent, Alexandre Boutet, cautionné par Catherine Gorin, sa femme, devint de nouveau concessionnaire. Il mourut en 1763, et ce fut encore Goizet, toujours aubergiste à l'Ecu, qui adjugea pour trois ans à 400 livres par an, sous la garantie de sa femme Marguerite-Anne Collet (2).

(1) *Archives de Niort*, n° 1905. Lettre de M<sup>r</sup> de Granges de Surgères au maire de Niort.

« Aux Ormes, ce 3 janvier 1760. »

« Je passeroi samedi, Monsieur, faisant route pour la Rochelle. Comme il n'y a rien de plus détestable que la poste de Niort, je vous prie de me faire trouver 3 chevaux de louage ou de messagerie et deux bidets pour mes gents ; je compte arriver à la barrière de Niort, où je donne rendez-vous aux dits chevaux, entre midy et une heure.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« SURGÈRES. »

M<sup>r</sup> Rouget.

(2) Jean Goizet, dernier curé de Notre-Dame sous l'ancien régime, était fils de Pierre Goizet et Marguerite-Anne Collet. Il fut une des victimes des massacres du 2 septembre 1792.

En 1766, il reprit aux mêmes conditions ; mais, dès l'année suivante, il cria misère. Comme jadis, le sieur Dulac, il faisait valoir la cherté des fourrages ; seulement, à l'opposé de ce dernier, il se plaignait, non de manquer de voyageurs, mais bien d'en avoir trop.

Le corps de ville fut très large avec lui. Dans la séance du 17 octobre 1766, on lui accorda pour diverses causes 1,200 livres d'indemnité (1). Mais ce fut une libéralité perdue, car, dès les premiers mois de l'année suivante, Goizet fut destitué ; il était, paraît-il, fort insolent, et le fut en particulier avec M<sup>me</sup> de Meilhan, intendante de la Rochelle, qui s'en plaignit à M<sup>r</sup> de Choiseul et lui fit retirer son brevet. Il était d'ailleurs ruiné, et la ville ne put pas rentrer dans les avances qu'elle lui avait faites (2). Son successeur fut le nommé François Grivault, qui adjugea pour trois ans, du 12 avril 1768, aux conditions ordinaires, 1,200 livres de subvention. Il était cautionné par sa femme Marie-Anne Hillairet. D'après son bail, il

(1) *Assemblée du 17 octobre 1767.* A comparu Pierre Goizet, adjudicataire de la poste aux chevaux de cette ville, lequel a dit que le service forcé et extraordinaire auquel il s'est trouvé assujetti, pendant tout le cours de la dernière guerre et depuis que la route de Nantes est fréquentée, lui a occasionné la perte de 30 chevaux qu'il n'a pu remplacer sans contracter beaucoup de dettes, que loin de pouvoir se libérer sur le produit de son entreprise, elle lui devient de jour en jour plus onéreuse par la cherté des fourrages et des avoines, qui ont plus que doublé de prix dans ces deux dernières années, qu'indépendamment de la maison qu'il occupe en cette ville il s'est vu contraint, pour la commodité du service, d'en affermer une autre dans un des faubourgs de cette ville (faubourg de la Brèche), dont il paie au s<sup>r</sup> Fretault 200 livres de loyer par année..... demande indemnité ou résiliation.

On lui accorde 600 livres pour acheter des fourrages sous le contrôle de l'hôtel de ville, plus trois années du loyer de la maison Fretault, du 1<sup>er</sup> janvier 1767 au 31 décembre 1769, soit 600 livres. Total : 1200 livres.

(2) M<sup>r</sup> de Blossac écrivait, dans les premiers jours d'avril, au maire de Niort : « C'est à vous de prendre les mesures convenables dans la circonstance pour que la ville perde le moins qu'il sera possible des avances qu'elle a faites à ce maître de poste. Cet homme est ruiné et ce serait perdre inutilement de l'argent que de le poursuivre. »

devait entretenir huit chevaux ; on voit que le nombre exigé était resté le même.

Les affaires de la poste n'allèrent pas mieux qu'auparavant et, le 19 avril 1770, le corps de ville délibérait sur une requête du sieur Grivault, qui demandait une gratification ou indemnité pour les pertes qu'il avait subies, en outre une extension de sa franchise de droits d'entrée, eu égard au nombre de chevaux qu'il tenait.

« On reconnaît », dit le procès-verbal, « qu'il a perdu des chevaux et des fourrages, parce que sa maison a été submergée pendant deux mois par une inondation. Les foins et les avoines sont très chers. Il a reçu ordre de se rendre à Paris, le trois du mois prochain, avec deux postillons et sept chevaux, pour y faire le service au passage de Madame la Dauphine, et n'est pas en état de le faire. » Il lui fut accordé 1,000 livres, dont 600 pour son voyage et 400 pour deux années du loyer de la maison Fretault qu'il occupait aussi. De plus, comme il avait doublé le nombre de ses chevaux, ses exemptions d'octroi furent augmentées en conséquence. Il faisait le service sur quatre routes, celles de Poitiers, la Rochelle, Nantes et Saint-Jean-d'Angély. Cette dernière était la moins fréquentée.

Le 17 février 1771, la ville fit un nouveau bail de trois ans avec un nommé René Latouche, qui tenait alors la poste sous le nom de Grivault. Il soumissionna aux mêmes conditions, 1,200 livres payables en trois ans et les franchises de droits établies par la délibération du 19 avril 1770. Comme les précédents adjudicataires, il était cautionné par sa femme, Catherine Laine. Mais, dans cette même année, se produisit un incident dont la cause nous est d'ailleurs inconnue. Un sieur Ignace Bouin se fit octroyer le brevet de maître de poste à l'insu de Latouche. Ce dernier, ainsi dépossédé, traita avec son successeur pour ses chevaux, harnais, fourrages ; mais il réclamait en outre une indemnité, d'abord parce qu'il avait été privé de sa place sans avertissement, et aussi parce qu'il avait été grevé de dépenses extraordinaires pour le passage de

Madame la comtesse de Provence au commencement de son bail.

Ne pouvant s'entendre, les deux parties convinrent de s'en remettre au jugement de l'intendant, M<sup>r</sup> de Blossac. Quant aux maire et échevins, ils étaient fort satisfaits que Latouche fût, d'une manière ou d'une autre, dépossédé de la poste. « Nous n'avons qu'à nous féliciter », écrivaient-ils au registre des délibérations, « de ce que nous sommes déchargés des gages annuels que nous étions dans le cas de donner pour faire faire ce service, et des sommes exorbitantes que nous nous sommes vus contraints d'accorder depuis plusieurs années à titre d'indemnité. » La ville ne se considérait cependant pas comme débarrassée de toute participation dans le service de la poste ; elle était même disposée à aider de ses deniers le nouveau titulaire ; mais il paraissait plus solvable que les précédents, il inspirait une certaine confiance et on pouvait penser qu'il suffirait de le subventionner une fois pour toutes. Il y eut promptement à cet égard de graves déceptions.

Le 18 juillet 1771, furent arrêtées, en assemblée municipale, les bases d'un traité à conclure avec le dit Bouin. La ville avait acquis de M<sup>lle</sup> Fretault, pour l'agrandissement de la place de la Brèche, un pré sur lequel une portion avait été réservée, en vue d'y établir des bâtiments propres au service de la poste aux chevaux. Elle concédait au sieur Bouin le droit d'y faire construire des écuries, un grenier au-dessus pour cent milliers de foin, un hangar, des chambres, etc. Aussitôt ces constructions faites, il lui serait payé 1,200 livres. Lui et les enfants à naître de son mariage jouiraient du dit terrain sans redevance. A leur décès, la ville rentrerait en possession du tout, terrain et constructions, en payant la valeur de ces dernières. Dans le cas où le sieur Bouin, lui ou ses enfants, abandonneraient le service, la reprise par la ville serait immédiate et les constructions faites lui seraient acquises.

Acte fut passé dans ces termes. Le preneur demanda seulement à être recommandé *aux maire et échevins*

*futurs*, afin que, si ses petits-enfants voulaient continuer le service, on eût égard à eux en leur affermant ledit terrain et lesdites constructions au prix qu'en donnerait un étranger. Il fut en outre stipulé des conditions pour la bonne exécution des bâtiments.

Des contestations ne tardèrent pas à s'élever sur ce dernier article. Dès que les travaux furent arrivés à un certain degré d'avancement, le corps de ville réclama contre des malfaçons de toute sorte. « *La disposition des bâtiments*, » dit un procès-verbal d'assemblée, « *est dépourvue de raison et presque tous les bois qu'il a employés sont trop faibles ou de mauvaise qualité. Enfin la main d'œuvre n'est pas admissible.* » A cause de cela, la ville pensait avoir intérêt à faire faire de suite l'estimation des bâtiments, d'autant mieux que le sieur Bouin annonçait l'intention d'en ajouter d'autres qui n'intéressaient pas le service de la poste. On ne voulait pas être un jour exposé à payer aussi ceux-là. Bouin s'y refusait, mais fut obligé cependant d'acquiescer. Après bien des pourparlers, le différend fut terminé par un acte passé le 17 juin 1779 par devant notaires (1). Le nouveau contrat fixa la valeur des constructions faites à 7,678 livres sous déduction toutefois de 800 livres pour des matériaux qui avaient été pris sur les lieux, soit 6,858 livres à payer net par la ville le jour où le maître de poste cesserait le service.

En fin de compte, le dit Ignace Bouin, loin de transmettre son brevet à ses enfants et petits-enfants, fut destitué au mois de janvier 1782. Déjà depuis quelques années, il faisait tenir la poste de Niort par son fils et avait pris de son côté un relais de campagne. Le règlement de compte avec lui ne put pas se faire à l'amiable. Il ne se décida à recevoir les 6,878 livres convenues qu'après avoir entamé contre la ville un procès que du reste il ne poursuivit pas jusqu'au jugement, car, dans sa quittance notariée du 7 juillet 1783 (2), il est dit : *demeure l'instance*

(1) *Archives de Niort*, n° 1916.

(2) *Archives de Niort*, n° 1918.

*pendante au parlement entre les parties au sujet du dit règlement, éteinte et assoupie sans aucuns dépens de part ni d'autre.*

Les provisions de maître de poste furent données après lui à un nommé Louis Froget de la province du Maine, qui ne paraît pas non plus avoir fait de brillantes affaires. Dans une pétition adressée aux officiers municipaux, en date du 2 mars 1793, il dit avoir fait faire diverses réparations à la maison qu'il occupe depuis 1782, maison appartenant à la commune ; il ajoute que la plupart des matériaux employés ne sont pas payés à cause des pertes qu'il a successivement éprouvées. Comme cette maison et ses dépendances doivent être vendues incessamment, il demande qu'on l'indemnise des dépenses qu'il a faites, *ayant en considération qu'il s'est presque ruiné au service de la nation.*

Sur un rapport d'experts, du 23 avril suivant, il fut alloué au sieur Froget une indemnité de 500 livres. Le 3 mars 1793, *la maison de la poste aux chevaux* avait été vendue à Noel Charrier, huissier, pour 8,100 livres, d'autre part une écurie, grange et jardin en dépendant, à Delarue, dit l'Américain, pour 10,000 livres.

### § 3. — Le plan de la ville de Niort.

Le corps de ville, dans la séance du 3 novembre 1762, vota 300 livres à payer par le receveur à Mr Pomet, sous-ingénieur des ponts-et-chaussées à Poitiers, pour copier et *réduire à un plus petit volume* le plan général de la ville qui devait être fourni au R. P. Dom Fonteneau, bénédictin, *travaillant actuellement à l'histoire générale de la province et autres différents ouvrages de son état.*

---



## INDEX ALPHABÉTIQUE

### DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

---

#### A.

- Abeline (Jeanne), I, 32. II, 236.  
Ableiges, intendant (Maupeou d'),  
I, 127, 129, 405. II, 20, 209.  
Adam, I, 334. II, 230.  
Agen, I, 358.  
Aiffres, I, 323.  
Aire, II, 262.  
Aix (île d'), I, 295. II, 128, 150,  
161.  
Aix-la-Chapelle, I, 16. II, 127,  
267, 272.  
Alençon (duc d'), I, 305, 306.  
Aliénor (reine), I, 315, 316, 348.  
Allain, I, 17, 98, 100.  
Allonne, II, 160.  
Allonneau, I, 84. II, 60.  
Alphonse, comte de Poitou, I, 365.  
Amboise, II, 169.  
Amelot, II, 51, 80, 88.  
Andraud (Isaac), II, 19.  
Angers, I, 150, 247, 316, 406.  
II, 93.  
Angevin, I, 265, 288, 289. II,  
204.  
Angicourt (veuve), II, 126.  
Angoulême, II, 93.  
Angoulême (comte d'), II, 208.  
Antien (Bernard), I, 366.  
Anthoine, I, 222.  
Argenson (d'), II, 126.  
Armagnac (comte d'), I, 127.  
Arnaud, I, 151. II, 19.  
Arnauldeau, I, 84, 126, 368. II,  
23, 126, 282.  
Arnauldet, I, 15, 17, 69, 73, 76,  
89-91, 93, 96, 97, 100, 110,  
209, 213, 214, 227, 237, 240,  
290, 302, 329, 343. II, 41,  
73, 98, 111, 128, 167, 276.  
Arnault, I, 277, 308, 309. II, 59,  
60, 151, 257.  
— de Bonneuil, I, 90, 93,  
94.  
— de la Jolinière, I, 94.  
II, 98.  
— du Pastis, I, 53, 243,  
395. II, 92, 228,  
249.  
— de Treille-Bouton, I,

- 87, 93, 94, 97.  
Arouet, I, 123.  
Arras, II, 239, 260.  
Artois (comte d'), I, 298-303, 377, 392. II, 129, 210, 211, 257.  
Asnières, II, 167.  
Assailly, I, 151, 162, 212, 222. II, 103, 142, 226.  
Assan (d'), II, 141.  
Asturies (prince des), II, 251.  
Aubespine (de l'), I, 204.  
Aubusson, I, 315  
Aucheron, I, 162.  
Audebert (Vincent) I, 115, 212, 261, 268.  
Audoyer (Denis), I, 264.  
Augier de la Terraudière (Christophe), I, 10, 45, 46, 51, 82, 84, 85, 111, 114, 125, 304, 305, 313, 315, 361, 370, 390, 396. II, 29, 86, 122, 124, 145, 146, 149, 209, 226, 285.  
— (Emmanuel), I, 333, 334. II, 59.  
— (Pierre), I, 89. II, 60.  
— (Henri), II, 60.  
Augsbourg, II, 141, 263.  
Aulnay, II, 87, 167.  
Aumale (duc d'), II, 126.  
Avice, sieur de la Chorée, I, 149-151, 154, 159-165, 167, 169, 171, 174-177, 193, 210, 212, 214, 215, 217, 226, 327. II, 237.  
— sieur de la Mothe, II, 59, 63.  
Avice, sieur de Mougou, II, 205.  
Avril de la Vergnée, II, 209.  
Ayrault (Anthoine), I, 261.
- B.
- Bade, II, 264.  
Bairault, II, 63.  
Barat, I, 212.  
Barbade (François), I, 159, 174, 176, 178, 183, 194, 215, 219. II, 221.  
Barbelevée, II, 96.  
Barbier (Journal de), I, 234, 316, II, 150, 229, 230, 252-256, 265, 267, 268.  
Barcelonne, II, 264.  
Bardon, I, 163, 253, 396. II, 221.  
Bardonnnet (Abel), I, 365. II, 81, 103  
Barentin, intendant (de), II, 158, 160.  
Baribaud (François), II, 42.  
Barnabé, II, 64.  
Barrault, II, 59, 173.  
Barré, I, 94, 96, 386. II, 44, 61, 129,  
— Chabans, I, 76, 77, 88, 98-100, 302.  
— du Fief, II, 269.  
Barreau (Jean), II, 288.  
Basin, I, 36.  
Bassompierre (de), II, 206, 207.  
Bastard, I, 86, 131, 208, 370. II, 60, 91, 116, 129, 740, 142, 200, 223, 237, 242.  
— sieur de la Mellézière, I, 273. II, 205.

Bastien (Jehan), II, 83.  
 Baston (Jacques), II, 59.  
 Baudin, I, 208, 281. II, 115,  
 116, 117, 118.  
 Baudoin, I, 332. II, 60.  
 Baugier, II, 269.  
 Bault (Pierre), I, 368.  
 Baussan, I, 266.  
 Baussan de Blanville, intendant  
 (de), II, 77, 234, 270.  
 Beauharnois (Jehan), II, 135.  
 Bauthéac (Denis), I, 44.  
 Baulteau (Hierosme), I, 177.  
 Bazin (Antoine), I, 150, 156.  
 Beaumont (Jacques de), II, 135.  
 Beaumont, intendant (Moreau de),  
 I, 333. II, 267, 277, 281,  
 288.  
 Beaumont (Elie de), I, 298-300,  
 302. II, 129, 211.  
 Beaune (de), I, 246, 247  
 Beauvais, I, 174.  
 Beauvays (Daniel), I, 191.  
 Beauvoir-sur-mer, II, 145.  
 Begouyn (de), I, 245.  
 Beliard (René), II, 242.  
 Bellet (Daniel), I, 174.  
 Bellay (cardinal du), II, 26.  
 Belle-Isle, II, 161.  
 Belot (Pierre), I, 162.  
 Benet, I, 353. II, 59.  
 Benet (Loys), II, 87.  
 Beraud (Pierre), II, 99, 207.  
 Berault, I, 19, 163, 243. II,  
 184.  
 — sieur du Petit-Vergne,  
 I, 50. II, 147.  
 Berland, I, 121. II, 137, 139.  
 Berlouyn, sieur de la Vouste, I,  
 342.

Bernard, I, 98, 99. II, 60, 257.  
 — Chambinière, II, 269.  
 — la Duequerre, II, 269.  
 Bernier, I, 15, 76, 99, 100,  
 136, 139, 302. II, 58, 216-  
 218.  
 Berry (duc de), I, 17, 265, 304,  
 305, 310. II, 133, 142.  
 Berryer, intendant, I, 240. II,  
 277.  
 Bertaud, II, 213, 224.  
 Berthaud ou Bertheau, I, 147,  
 152.  
 Berthelin (Jehan), II, 136, 137,  
 173.  
 Berthelot, II, 213.  
 Berthon, I, 157. II, 60.  
 Berthier de Pont-René, I, 77, 78,  
 104, 107.  
 Berthomé (Mathurin), I, 307.  
 Bertin, I, 40.  
 Bérulle (cardinal de), II, 26.  
 Berwick (maréchal de), II, 264.  
 Besnard (Abraham), II, 216, 217.  
 Bidault, I, 243, 251, 326. II, 15,  
 138.  
 Bien, I, 27, 386.  
 Bigeard, II, 217.  
 Bigot, I, 268.  
 Billard (Bonaventure), I, 156.  
 Binet, II, 60.  
 Bion, I, 58, 243, 346.  
 — du Parc, I, 58, 89. II,  
 60, 64, 73.  
 — curé de Notre-Dame, I,  
 99. II, 55-58.  
 Birault (Gabriel), II, 69.  
 Biron (baron de), II, 156.  
 Bitry (Gilbert de), I, 256, 294,  
 372.

- Blactot, I, 89. II, 64, 107, 227, 228.
- Blanchart (Loys), I, 365.
- Blois, II, 93.
- Blossac, intendant (de), I, 12, 13, 235, 239, 258, 337, 339, 381, 402. II, 50, 51, 57, 193, 194, 197, 200, 234, 235, 257, 268, 290, 292.
- Blouin ou Blouyn, I, 29, 243.
- Boileau (Jehan), II, 11.
- Boireau (Jehan), I, 179.
- Boislisle (de), I, 8, 406. II, 20, 190.
- Bompar (Etienne de), I, 256, 258, 373, 399.
- Bonifleau, II, 153.
- Bonin (Jehan), I, 154.
- Bonnault (Pierre), I, 243.
- Bonnefons (de), II, 169-171.
- Bonnet (Jehan), II, 85.
- Bonnet Marendoux, I, 29.
- Bonneuil-aux-Monges, I, 238, 240.
- Bonneval (de), I, 89, 90, II, 60, 64, 65, 67.
- Bonney (Etienne de), II, 242, 244.
- Bonnichon, I, 373.
- Bonnier (Reyné), I, 248.
- Bonnin (Guillaume), I, 164, 182, 183.
- Bordeaux, I, 358. II, 9, 134, 165, 203, 210, 223.
- Bouchain, II, 264.
- Bouchau (Jacques), I, 157.
- Boucher, I, 152. II, 59.
- Bouchet, I, 22, 90, 91, 380, 381.  
— de Martigny, I, 381.  
II, 59.
- Boudard (Pierre), II, 19.
- Bouhault, I, 21, 29, 138, 168, 169, 200, 201, 217, 243, 366, 368.
- Bouhier (Léon), I, 225. II, 136, 137.
- Bouin, I, 308. II, 291-293.
- Bouin (île de), II, 145, 148.
- Bouilli (Guillaume), I, 224.
- Boula de Nanteuil, intendant, II, 107.
- Boulard (Jacques), I, 407.
- Bourdet (comtesse du), II, 55.
- Bourdonnaye (de la), II, 187, 233.
- Bourgneuf, I, 148.
- Bourlon, I, 222.
- Bourriée, I, 68, 69.
- Boursault, I, 321, 370. II, 232.  
— de Saint-Vaize, I, 321.
- Boutet (Alexandre), II, 288, 289.
- Bras (Simon), I, 331-333.
- Brassac (de), I, 289.
- Breffort, I, 332, 374, 397. II, 199.
- Brémond (de), I, 302, II, 59.
- Bressuire, II, 20, 108, 131, 135.
- Brest, II, 210.
- Breton (Germain), I, 160.
- Bretonnière (comte de la), I, 127.
- Breuil (du), II, 186.
- Breuillac (Emile), I, 306. II, 16.
- Briand (Jean), II, 23.
- Brienne (de), II, 192.
- Brioude, II, 111.
- Briquet (Apollin), I, 21, 83, 85, 88, 104, 282, 284, 304, 306, 312, 318, 326, 357, 366, 370, 403. II, 19, 80, 81,

Briquet (Apollin), 87, 109, 114, 119, 135, 165, 244.  
 — (Hilaire-Alexandre), II, 53, 207.  
 Brisset, I, 149, 155, 156, 158, 168, 198, 211, 215, 283.  
 — s<sup>r</sup> de l'Espinette, I, 41, 44, 242, 244, 320, 321.  
 Brisson, I, 245, 301, 320, 403.  
 — sénéchal de Fontenay, I, 265.  
 Brissonnet, I, 48.  
 Brochard, I, 121, 236.  
 Brochet, I, 305.  
 Brouage, II, 239.  
 Bruges, II, 267.  
 Brun, I, 377.  
 Brunet, I, 90, 91, 214, 217, 218, 243, 328. II, 21, 60, 153, 223.  
 Burick, II, 261.  
 Bussy (Gilles), I, 147.  
 Butauld, I, 212.

## C.

Cadillac, II, 145.  
 Cadix, II, 149.  
 Caen, I, 332.  
 Cahuzac (de), II, 194.  
 Caillas (Jeanne), II, 21.  
 Caillau (Jehan), I, 152.  
 Caillé, I, 313.  
 Caillet, I, 36. II, 104.  
 Calixte, II, 87.  
 Calonne (de), I, 387, 388.  
 Cambrai, I, 381.  
 Cardinal (Pierre), II, 287.  
 Carillan (Michel), II, 126.  
 Carlier, I, 377.

Carradoux (Antoine), I, 307.  
 Carrel (de), I, 297. II, 127, 191, 246, 257.  
 Cartault, I, 369.  
 Cassel, II, 268.  
 Cassin (Pierre), II, 60.  
 Castellane (comte de), I, 127. II, 243.  
 Castillon, II, 134, 164.  
 Chabannes (de), II, 248.  
 Chabot, I, 94, 170, 173. II, 44, 119, 216, 217.  
 Chaigneau (René), I, 288.  
 Chailleau (Jehan), I, 19, 152, 159, 175, 186, 195, 196, 217.  
 Chalas, II, 88.  
 Chalmot, I, 21, 116, 124, 146, 149, 154, 156, 164, 165, 169, 170, 174, 178-180, 182-188, 189, 190, 194, 205, 219, 221. II, 173, 174.  
 — s<sup>r</sup> du Puy-Foulard, II, 202.  
 — de sainte Ruhe, II, 48, 49.  
 Chamailard, 386.  
 Chambier ou Chanbier, I, 214, 342. II, 15.  
 Chamilly (maréchal de), II, 149, 248.  
 Champanois ou Champanoy, I, 369, 383, 399, 402. II, 269.  
 Champigny (de), II, 231.  
 Chandellier, II, 285.  
 Channelin, I, 265-267, 277.  
 Chanson (François), I, 221. II, 121.  
 Chantecaille, I, 96. II, 98.  
 Chappenoire, I, 36.

- Chapron, II, 154.  
 Charau (Madeleine), II, 242.  
 Chargé, I, 45, 80, 118, 168,  
 221, 222, 243, 250, 260-262,  
 273, 274, 279, 342. II, 232.  
 Charleroi, II, 266.  
 Charles-Quint, I, 285.  
 Charpentier, II, 252.  
 Charrier (Noel), II, 294.  
 — de la Marcardière, I,  
 95, 100. II, 98.  
 Charrois, I, 386.  
 Charron, I, 268.  
 Charton (François), II, 226.  
 Chasteauneuf (Charles de), I, 65.  
 — (Elisabeth de), I, 65.  
 Château-Gontier, I, 247.  
 Chatellerault, I, 319, 406. II,  
 131.  
 Chatillon (de), II, 157, 193.  
 Chat-pendu (pointe du), I, 339.  
 Chauray, I, 225, 323. II, 113,  
 114.  
 Chauvegrain (René), II, 60, 64,  
 242, 243.  
 Chauvigny, II, 182.  
 Chauvin (Michel-Jean), I, 88,  
 98, 99.  
 Chaville (de), I, 296.  
 Chebrou, I, 91, 94-96, 126, 311,  
 368. II, 179.  
 — du Petit-Château, I,  
 373. II, 288.  
 Chef-Boutonne, I, 49. II, 167.  
 Cherbonneau, I, 95, II, 98.  
 Cherpentier-Champvallon, I, 243.  
 Chevalier, I, 73. II, 19.  
 Chevallereau, I, 16. II, 41.  
 — de la Saunerie, II, 129.  
 Chevillon, II, 186.  
 Chevas (Pierre), II, 50, 79.  
 Chitton, seigneur de Languilly, I,  
 65.  
 Chizé, II, 167, 168.  
 Choiseul (duc de), I, 296. II,  
 290.  
 Civrac (comte de), II, 192.  
 Civray, II, 131, 167.  
 Claude, I, 395, 396.  
 Clémenson, I, 96, 97, 243. II,  
 59, 60, 111, 132, 227.  
 Clément, II, 227.  
 Clérambault (de), II, 93.  
 Clerc, I, 92. II, 60, 167.  
 — de la Châteaudrie, I, 91,  
 93, 330. II, 272.  
 — du Fief, II, 284.  
 Clisson (ville de), II, 135.  
 Clisson (Antoine), I, 31, 174,  
 197, 198.  
 Clochard (Jehan), I, 19, 217.  
 Clouzot, I, 365. II, 16.  
 Cochon (Jehan), I, 219.  
 — du Puy, I, 53, 54, 90,  
 91, 254, 368, 370.  
 II, 27, 29, 54, 104,  
 209, 226.  
 Coezard (Pierre), II, 60.  
 Cognac, I, 264.  
 Colbert, I, 229. II, 240, 241,  
 286.  
 — de Croissy, intendant,  
 I, 229, 284, 320. II,  
 232.  
 Coligny (Gaspard de), I, 249.  
 Colin (Mathurin), II, 8-10.  
 Collet, II, 252, 255, 256, 289.  
 Collon, I, 26. II, 141.  
 Combault, I, 243. II, 167.  
 Compagnon dit l'aron (Jean), II,

97.  
 Compiègne, I, 74, 234, 329.  
 Condé (prince de), I, 226. II, 208, 222.  
 — (Claude de), II, 59.  
 Conflans (maréchal de), II, 161.  
 Coni, II, 266.  
 Constant, I, 273.  
 Contard, I, 19, 86, 135, 136, 140, 167-169, 171, 136, 195, 196, 216, 217.  
 Conti (prince de), I, 63, 64, 71, 316, 317, 329, 330, II, 44, 93, 127, 197, 226, 228-231, 243, 245, 247, 254, 265, 268, 270, 272, 273, 277.  
 Cordier (Guillaume), I, 157.  
 Cothureau (Guillaume), I, 248.  
 Coudray (du), II, 54, 105.  
 Coudrolle (Marie), I, 208.  
 Coujosme (Loys), I, 19, 195, 196, 217.  
 Coulon (bourg de), I, 323.  
 Coulon (Pierre), II, 20.  
 Courtion (Jehan), I, 157.  
 Courtrai, II, 265.  
 Coutocheau, I, 9, 169, 170, 251. II, 123, 237.  
 Coutures, II, 167.  
 Coyault ou Coyaud, I, 82, 108, 215, 342. II, 25, 84, 165.  
 Craon, I, 150.  
 Cressac (de), II, 112.  
 Crestien (Toussaint), I, 163.  
 Cronyer (Guillaume), I, 165.  
 Crosnier des Ajots (François-Nicolas), I, 91. II, 272.  
 Crussol (de), II, 169, 171.  
 Cruvelier (Louis), II, 60.  
 — Prémoussay, I, 99.

Cugnac du Bourdet (de), I, 381.  
 Cuvier (Jacques), I, 288.  
 Cuvillier de Champoyault, I, 76, 93, 95, 98-100. II, 104.

## D.

Dabillon, I, 39, 246, 251, 279. II, 11, 204.  
 Dabiran (Jehan), I, 212.  
 Dablinseuil (Martin), I, 158, 179, 180.  
 Dacier, II, 169-172.  
 Daguin, II, 94.  
 Damien (Robert-François), II, 255.  
 Damiens, II, 103.  
 Dampierre-sur-Boutonne, II, 167.  
 Daniau, II, 58.  
 Darbez, I, 259.  
 Daubeterre (Raymond), I, 19, 31, 199, 207, 216, 217.  
 Daviau, II, 163.  
 Dazelle (Louis), I, 378.  
 Decemme, I, 90. II, 59, 96.  
 Delacroix, I, 275.  
 Delarue, dit l'Américain, II, 294.  
 Delatour, II, 72, 73.  
 Delaunay (Jehan), II, 172.  
 Delavault (Michel), I, 95, 375.  
 Delezay, II, 199.  
 Dempsy, II, 37-40, 74.  
 Denain, II, 264.  
 Denis, II, 28.  
 Desavivre (Léo), I, 377. II, 53, 54, 127, 242.  
 Desbordes, I, 311. II, 41, 60, 170.  
 Deshayes (Jeanne-Nicole, II, 198,

Desmier, II, 59.  
 Desmoulins (Robin), II, 167.  
 Desprez de la Potterie, I, 64, 65,  
 89, 391. II, 64, 65.  
 Devillars (Pierre), II, 19.  
 Devois, I, 333, 335, 336. II, 57,  
 248, 257.  
 Dijon, II, 248.  
 Disleau (André), I, 190.  
 Doujat, intendant, II, 20.  
 Doreil, I, 249, 250. II, 60.  
 Dropsy, I, 334.  
 Dubois (cardinal), I, 67.  
 Dubourg (Antoine), I, 359.  
 Dubois (Jehan), I, 305.  
 Ducrocq, I, 15, 22, 93, 97-99,  
 131, 323, 386.  
 Dufour (Achille), I, 122.  
 Dufranc, II, 78.  
 Du Guesclin (connétable), II, 85.  
 Dulac, II, 287, 290.  
 Dupérat (Balthazar), II, 117.  
 Dupin (baron), I, 320.  
 Dupleix (François), II, 34, 43, 66.  
 Dupont, I, 273.  
 Dupuis (Pierre), I, 162.  
 Dupuy, II, 224.  
 Durand, II, 59, 68.  
 Duranteau, I, 266-270.  
 Du Rocher, I, 399.  
 Duval (Louis), I, 39.  
 Duvignoy, I, 261, 270, 278.  
 Duvivier (Jean-Servant), II, 79.  
 Duvolier (Jehan), II, 134.

## E.

Echiré, II, 200.  
 Elies, I, 16. II, 41, 57, 60, 283.  
 Ensigné, II, 167.

Epesses (les), II, 213.  
 Escouault (Richard), I, 224.  
 Esserteau, I, 158. II, 59, 73.  
 — de Chalusson, I, 17,  
 90.  
 — de Verruye, I, 92, 95-  
 97.  
 Estaing (comte d'), II, 269.  
 Estrées (maréchal d'), II, 193,  
 209, 247, 248.  
 Exireuil, II, 184.

## F.

Faifeu, II, 134.  
 — (Geoffroy), I, 8, 18, 19,  
 29, 32, 36, 107, 110,  
 112, 121, 246, 312,  
 365. II, 208, 236.  
 Faiolle (de la), II, 174, 175.  
 Faudry, I, 37.  
 Faultré (Antoine), I, 82, 83.  
 Fautret d'Alleret (Antoine), II,  
 60.  
 Favre (Léopold), I, 305. II, 263  
 Favriou, I, 382.  
 Félix, II, 63.  
 Feltounn (Guillaume de), I, 318.  
 Féret (Dominique), II, 87.  
 Ferré, I, 58, 243. II, 60  
 Ferté-sous-Jouarre (la), II, 165.  
 Flandin (de), I, 39.  
 Flavigny (comte de), II, 193,  
 194.  
 Fleury, I, 309, 392, 393. II, 58.  
 Follet de Sainte-Ouenne, I, 90,  
 93, 94, 96. II, 59.  
 Fonsobre, I, 262, 263.  
 Fontaines, II, 167.  
 Fontarabie, II, 264.



Fontenay-le-Comte, I, 114, 265,  
310, 319, 375, 386. II, 10,  
113, 131, 137, 144, 154, 170.  
171, 175, 205.  
Fonteneau (Dom), I, 304, II, 294.  
Fontenelle (de la), II, 121.  
Fontenelles (les), I, 326.  
Fontenoy, II, 266.  
Forbonnais, I, 229.  
Forget (Bertrand), I, 210.  
Fors, I, 245, 309.  
Foucaud (de), II, 177.  
Foucault, intendant (de), II, 188.  
Fougères (marquis de), II, 150.  
Fourest (Jehan), II, 12.  
Fourestier (Pierre), II, 19.  
Fournier, I, 163, 176, 177, 182,  
183, 342.  
— Vadepiet, II, 126.  
Fourré (Jehan), I, 208.  
Foye-Monjault, II, 135, 174,  
213.  
Fradet (Loys), I, 190.  
— sieur de Saint-Denis, I,  
52, 53.  
Fradin, I, 91, 212, 216. II, 60.  
Fraigneau, I, 97, 367, 368, 371.  
II, 199.  
France, I, 125, 126, 152.  
François (Pierre), I, 243.  
Frappier (Alphonse), I, 391.  
Fremmin, I, 332.  
Freteau ou Fretault, I, 370. II,  
290-292.  
Froget (Louis), II, 294.  
Fulgence, II, 90.

## G.

Gabriaud de la Gastière, II, 126.  
Gaillard, II, 10, 165.

Galipault, II, 73.  
Gallet, s<sup>r</sup> de la Roche, I, 205,  
219, 251. II, 232.  
Gallois (Jean Baptiste du), II, 72.  
Galonde, I, 311.  
Galuché (Pierre), I, 184.  
Garnaud ou Garnault, I, 116,  
206. II, 177.  
Garnier, I, 58, 309. II, 173.  
Garendeau (François), II, 60.  
Garran (Jean), I, 40, 68.  
— de Balzan, II, 263.  
Gaschet (Abraham), I, 8, 19, 21,  
31, 81, 108, 109, 113, 114,  
122, 134, 145, 146, 190, 199,  
202, 203, 283, 284, 286, 287,  
308, 338, 366. II, 16, 85, 91,  
117, 141.  
Gasnier (Josué), I, 122, 202, 203.  
Gascognolles, II, 163.  
Gastaud ou Gastault, I, 148. II,  
14-17, 19, 21-26, 30, 31, 36,  
37, 83, 89, 222.  
Gastavoyne (Jacques), II, 83.  
Gaucher, II, 165.  
Gaudé (Noel), I, 166, 167, 190.  
Gaugaing ou Goguy, I, 84, 126,  
243, 244, 368. II, 15, 29.  
Gaultier, I, 395, 397. II, 60, 96,  
105, 229, 230.  
Gavarres (de), II, 171.  
Gayolle, I, 326.  
Gazeau (de), I, 118, 119.  
Gendrier, I, 257.  
Gentilleau, II, 191, 192.  
Geoffroy, I, 384.  
Georgainnes, I, 326.  
Gerbier, I, 323, 346.  
— de Mornay, I, 90, 91.  
II, 59, 63.

Gerbier de Sazay, I, 92. II, 193.  
 Germond (bourg de), II, 242.  
 Germond (d<sup>lle</sup> de), II, 288.  
 Gigault (Jean), II, 60.  
 Girardièrre (dame de la), I, 351.  
 Giraud, I, 152. II, 177, 287.  
 Giraudeau ou Girauldeau, I, 87,  
 136, 137, 139, 141, 216. II,  
 138, 169, 205, 213.  
 Girault (Benest), I, 248.  
 — s<sup>r</sup> de Gourfaillies, I,  
 136, 147, 148, 152,  
 154-158, 160, 193.  
 II, 216.  
 Goizet, II, 289, 290.  
 Gorrin, I, 80, 137, 147-150,  
 152-156, 158, 195, 271. II,  
 289.  
 Gouloen (Olivier), I, 19.  
 Goupillièrre, I, 121.  
 Gracien, I, 9.  
 Granet (Martin), I, 162.  
 Granges de Surgères (de), II, 289.  
 Grasse (amiral de), II, 269.  
 Gravet, I, 24.  
 Gray, II, 262.  
 Grenade (la), II, 269.  
 Grignon (Pierre), I, 351.  
 Grimault (Bastien), II, 116.  
 Grjvauld (François), II, 290, 291.  
 Groyer (François), I, 145, 151-  
 153, 163.  
 Gruzelier (Lucas), I, 184.  
 Guastalla, II, 264, 267.  
 Guérineau (Nicolas), I, 243.  
 Guerrier (Antoine), I, 44.  
 Guichard (Jehan), I, 158, 173,  
 283.  
 Guignard, I, 272, 273.  
 Guilhem, II, 165.

Guillaudeau, I, 92, 370, 371,  
 374. II, 30, 60, 196.  
 Guillemeau, I, 301.  
 Guillot, I, 270, 272, 273, II,  
 163.  
 Guilloteau (Jehan), II, 236.  
 Guitton, I, 150  
 Guyard, I, 265.  
 Guyot, I, 84, 361. II, 85, 232,  
 233.  
 — Sabiron, II, 85.

## H.

Hambourg, I, 35.  
 Hay (Antoine), II, 207.  
 Hawke, II, 161.  
 Herbaud (François), I, 205.  
 Hers (veuve de l'), II, 199.  
 Hersent, sgr du Fief-Coirault, I,  
 375.  
 Hersant (André), I, 208.  
 Hilaire, II, 64.  
 Hillairé (Moïse), I, 184.  
 Hillairet (Marie-Anne), II, 290.  
 Hillerin (Jean), II, 187.  
 Hodoul, II, 38.  
 Hoguette (Hardouin Fortin de la),  
 II, 249.  
 Hoissard, II, 189.  
 Hospital (chancelier de l'), II, 12.  
 Houmeau (de l'), I, 73.  
 Hubert (Jean-Gille), I, 311.  
 Hublet, II, 178.  
 Huguet, I, 308. II, 58.  
 Huguteau, I, 84, 229, 368, 370,  
 382, 384, 393, 394.  
 II, 224.  
 — de Chaillé, I, 91, 98,  
 99. II, 60.

I.

Isambert, I, 351, 352. II, 12,  
165, 179, 204.  
Issenbourg (prince de), II, 268.

J.

Jacob (Abraham), I, 162.  
Jacquin, I, 303.  
Jamin (Isaac), I, 170, 171, 211,  
212.  
Janerot, I, 334.  
Jau, I, 121. II, 213, 216-218.  
Jamonneau (Thomas), II, 216-  
218.  
Jarrie (de la), II, 244.  
Jolly, I, 213, 214, 264, 271.  
Joubert, II, 153.  
Jouhot (Michel), II, 60.  
Jourdan (Jehan), II, 83.  
Jouslain (Mathurin), II, 139.  
— s<sup>r</sup> de Mérillé, I, 10, 24,  
50, 125, 126, 128,  
130, 132, 312, 352,  
368. II, 165, 185,  
282.  
Jouslard, s<sup>r</sup> de Fontmort, I, 83.  
II, 193.  
Jousseau, I, 154, 166, 182,  
211. II, 146.  
Jousselin, II, 59, 226, 227.  
Joyeux (Guillaume), II, 167.  
Juilly, II, 44.  
Juin, II, 60, 63.  
— du Clouzy, I, 93. II,  
281.  
— de la Giraudrie, I, 94.  
II, 44, 98.

K.

Knoque (la), II, 266.

L.

Labbé (Philippe), I, 145-148,  
151-157, 159-166, 171, 172,  
175, 176, 179, 180, 182-186,  
188-190, 196, 308.  
Lac (du), II, 192.  
Lafiton, I, 90, 92, 276, 277. II,  
30, 59, 60, 272.  
Lafleure, I, 336.  
La Fortune, I, 24. II, 186.  
Laidin, I, 385.  
Laiguillier, II, 177.  
Laine (Catherine), II, 291.  
Laleu, II, 158.  
La Reynière, I, 405.  
Largeau (Pierre), I, 347.  
Largeault (Alfred), I, 295, 339,  
377, 400. II, 57.  
Laroche, II, 145.  
Lassara (de), II, 243.  
Latouche (René), II, 291, 292,  
Latour, intendant (de), I, 233.  
II, 69, 71, 72, 210, 234.  
Laubinerye (de), I, 148.  
Laurence, II, 211.  
Laurens, I, 42, 44, 46, 112,  
171, 250, 260. II,  
121, 207, 231.  
— s<sup>r</sup> d'Escuré, II, 121,  
207, 231.  
Laurière (de), I, 301. II, 185,  
186.  
Lavardin (de), II, 214, 215.  
Lavedan (de), II, 251.  
Lavollée, II, 151.

- Lavoyne (Jehan), I, 191, 192, 286.  
Laydet, I, 224. II, 134.  
Law, I, 23. II, 70.  
Lawfelt, II, 266.  
Leballeur, II, 162.  
Leblanc, II, 38.  
Lebrun, I, 309.  
Le Clerc, II, 47, 50, 51, 79.  
Lecomte (François), I, 92, 93. II, 272.  
Lecourt (Joseph), I, 347.  
Leczinska (Marie), II, 253.  
Leduc, I, 48.  
Lefebvre, I, 386.  
Le Franc, I, 267. II, 57.  
Legay, II, 92.  
Lemoine ou Lemoyne, II, 83, 151, 173.  
Le Moret, I, 362.  
Le Nain, intendant, I, 70, 73, 103, 329. II, 234.  
Lenoir (Sébastien), I, 91, 92. II, 272.  
Lens, II, 239.  
Lepeultre, s<sup>r</sup> de Santonne, I, 230, 322, 323.  
Le Riche, II, 120.  
Le Roy (Jean), I, 243.  
Lescolle (Guillaume de), I, 341.  
Létang, II, 199.  
Le Vasseur, I, 276.  
Levrault (François), I, 288.  
Lévy (François), I, 308.  
Lhonoré, I, 332.  
Ligny (ch<sup>er</sup> de), I, 293.  
Limoges, I, 358.  
Loches, II, 126.  
Lohéac (de), II, 164.  
Loudun, I, 39.  
Louveau, I, 243, 383. II, 59, 179, 186.  
— s<sup>r</sup> de Mairé, I, 368.  
Louvét, II, 159.  
Louvois (m<sup>is</sup> de), II, 143, 151, 286.  
Loyseau (François), II, 219.  
Lucas, II, 8, 9, 58.  
Lucet du Buisson (de), I, 255, 329.  
Luçon, II, 147.  
Lude (Guy de Daillon, c<sup>te</sup> du), I, 285. II, 118, 119, 155, 172-175, 214.  
Lusignan, II, 209, 210.  
Lutzberg, II, 268.  
Lyon, I, 19, 358. II, 136, 138.
- M.
- Macault, I, 351. II, 213.  
Macé, II, 59, 73, 226.  
Madien, II, 29, 39, 59, 60, 209.  
Maëstricht, II, 261.  
Magen (Adolphe), I, 358.  
Magné, I, 245. II, 94.  
Maignen, II, 114.  
Maine (c<sup>te</sup> du), II, 208.  
Malherbe (Calixte), I, 262, 265-267, 269, 277.  
Malicorne (Jean de Chourses, s<sup>r</sup> de), I, 116, 147, 178, 221. II, 121, 214, 215, 236.  
Mallet, I, 274.  
Manceau, I, 19, 42, 43, 109, 113, 142-144, 204, 205, 208, 218, 226, 337. II, 250.  
Mandéau, I, 305.  
Mangou, I, 243. II, 60.  
Mangot, II, 231.

Mans (le), I, 406.  
 Manzoni, I, 358.  
 Maquère, I, 258.  
 Marans, I, 324. II, 157, 185.  
 Marchet du Vignaud, II, 269.  
 Mare (de la), I, 24, 26, 297. II, 92, 93, 127, 243, 245, 246.  
 Marfée (la), II, 157.  
 Marie-Antoinette, II, 258.  
 Mariembourg, II, 243.  
 Marigné (Jehan), I, 160.  
 Marillac, intendant (René de), I, 125, 126, 230, 231, 322. II, 30, 93, 95, 143, 233, 180-185.  
 Marnésia (de), II, 192.  
 Marin, I, 178, 180, 187, 264, 367.  
 Marionneau ou Maronneau, I, 109, 253, 262, 279. II, 25, 206.  
 Marot (Louis), II, 60.  
 Marsac, I, 10, 55, 243.  
 Marsault (de), I, 263.  
 Marsault (Louis), I, 56.  
 — s<sup>r</sup> de la Cailletière, II, 227.  
 Marsillac ou Marsillacq, I, 36. II, 167, 168, 262.  
 Martin, I, 35, 93-95, 99, 165, 354, 377. II, 60, 129.  
 Massé, I, 17, 90, 91.  
 Masson, I, 208. II, 64.  
 Mathé, II, 262.  
 Mathieu, I, 379, 401.  
 Maignon (comte de), I, 25, 26, 71. II, 248.  
 Maugard, s<sup>r</sup> de Freteau, I, 168.  
 Mauléon, I, 319.  
 Maupassant de Verdauché, I, 77,

104, 107.  
 Mayner (Jean), I, 121.  
 Mazarin (cardinal), I, 40, 48, 228.  
 Médicis (Catherine de), II, 208.  
 — (Marie de), I, 226. II, 231, 250.  
 Meilhan (M<sup>me</sup> de), II, 290.  
 Meilleraye (maréchal de la), II, 176.  
 Melonnière (de la), II, 186.  
 Melle, II, 203, 210.  
 Menin, II, 265.  
 Menjot (Jehan), I, 202.  
 Méreste (Pierre), II, 252.  
 Merindol (Jean), II, 72, 73.  
 Méry (Jean), II, 207.  
 Meslier (Toussaint), I, 208.  
 Mesmin (Jean), I, 243.  
 Messine, II, 144.  
 Mestivier (Jehan), I, 110, 260, 261.  
 Mestreau (Jean), II, 60.  
 Metz, II, 254, 277.  
 Mézère, s<sup>r</sup> de la Rivière, I, 342.  
 Michel, II, 215.  
 Midu (Jehan), I, 342.  
 Migault, I, 243, 397.  
 Migné, II, 223.  
 Migon (Pierre), I, 218.  
 Milan, I, 358.  
 Mirabeau, II, 112.  
 Miromesnil, intendant (de), I, 406. II, 143, 233.  
 Moinsard (Mathieu), II, 250.  
 Moinsier, II, 58.  
 Mongerie (de la), II, 154.  
 Mongin de la Rivière, II, 202.  
 Monnet de Lorbeau, I, 298.  
 Monnin, I, 64.

Mons, II, 266.  
 Montauban, I, 321.  
 Monteil (Gilles-François de), II, 72, 73.  
 Montfalcôn (Marc-Antoine de), II, 246.  
 Montholon, intendant (de), II, 231, 232.  
 Montmorillon, II, 131.  
 Montpezat (de), II, 165, 168, 169.  
 Moraynes (Guillaume de), I, 338.  
 Moreau, I, 308, 330, 368.  
 Moriceau, I, 35, 74, 94-96, 319, 330, 353, 354, 375, 383, 399. II, 44, 162, 193.  
 Morin, I, 191, 192, 254, 286, 404. II, 177.  
 Morisset, II, 192.  
 Mortmartin (de), I, 52, 53.  
 Motard (Jehan), I, 245.  
 Mothe-S<sup>te</sup>-Héraye (la), II, 135.  
 Mougon, II, 167.  
 Mullot (Jehan), I, 264.  
 Munlen, II, 268.

## N.

Nantes, II, 18, 88, 93, 126, 203, 207, 210, 247, 290, 291.  
 Naud, I, 316.  
 Naudin, I, 354.  
 Nauleau (Michel), I, 160.  
 Navailles (Philippe de Montaut de Bénac, duc de), I, 52-54, 254, 291, 318. II, 102, 104, 125, 143, 235, 239-245, 251, 262.  
 — (marquis de), II, 102.

Navailles (duchesse de), II, 103.  
 Navarre (Julien), I, 165.  
 Nayde (Hugues de), I, 241.  
 Neau (Gaspard), II, 233.  
 Neuillan (Charles de Baudéan, baron de), I, 253. II, 123, 238, 239.  
 Neveux (Jean), I, 343, 353.  
 Nice, II, 265, 266.  
 Nimègue, II, 262, 263.  
 Niort (François de), I, 37.  
 Noailles (maréchal de), II, 265, 266.  
 Noel (Jacques), I, 135, 137, 142.  
 Noblet, II, 79.  
 Noirmoutiers, II, 143, 145.  
 Nollean (Michel), I, 162.  
 Nossay (Jehan de), II, 10.  
 Noubel, I, 358.  
 Nouel (Jacques), II, 218, 219.  
 Nouhe (Benjamin de la), II, 216, 217.  
 Nouyon (Nycolas), II, 117.  
 Novion, I, 212.  
 Noyer, s<sup>r</sup> de la Rose (Jacques), I, 318. II, 244.  
 Nyeul (Jehan), I, 29.

## O.

Ocheron (François), I, 173.  
 Oiron, II, 223.  
 Oléron (île d'), I, 324. II, 143, 150.  
 Olivier (Pierre), I, 305.  
 Ollivier (Denis), II, 252.  
 Omily, I, 272.  
 Orléans, I, 72. II, 12, 13.  
 Orléans (duc d'), II, 128, 231.  
 — (Diane d'), II, 229, 230.

Ormes (les), II, 289.

Orry, I, 102.

Orsoi, II, 261.

Oudenarde, II, 267.

Oulmes, I, 319.

P.

Paën (Pierre), I, 225.

Pairé, II, 163.

Pairé (Jacques), I, 335, 373, 382.

Paizay-le-Chapt, II, 167.

Pageau (Nicolas), II, 83.

Palustre, I, 91, 96. II, 59.

— de Boisne, I, 97.

— des Bonnatières, II, 269.

Panisson (Mathieu), I, 350.

Panvillier, II, 109.

Paquinet ou Pasquinet, I, 386.  
II, 276, 277.

Parabère (de Baudéan de), I, 43,  
147, 165, 174, 228,  
287, 288. II, 121, 123,  
143, 201, 203, 215,  
220, 221, 225, 226,  
232, 235-239, 261.

— (Suzanne de), II, 239.

Paradis, II, 42.

Pardaillan (Henri de Baudéan,  
baron de), I, 244. II, 221,  
223, 225, 237, 238.

Paré (de), I, 265, 274.

Parme, II, 267.

Parthenay (ville de), I, 209, 213,  
227, 406. II, 131, 171, 175,  
204, 207, 232.

Parthenay, I, 126, 133. II, 282,  
283.

Pasquier, I, 368.

Pastureau, I, 108, 115, 248,  
273, 396, 398.

— s<sup>r</sup> de la Roche-Quar-  
tault, II, 121.

— s<sup>r</sup> de Vaulmoreau, I,  
273.

Paule (Augustin de), II, 37.

Paulmier (Michel), I, 154.

Paulmy (de), I, 295.

Payan (François), II, 34, 37, 65,  
66, 68, 73,

Pellerin, I, 86. II, 63, 64.

Pelletier, I, 279. II, 60, 232.

— du Nizeau, I, 90.

Pellot, intendant, I, 320, 321.

Penne (Arbert de la), I, 241.

Pérault, I, 90. II, 58, 60.

Pein (François), II, 167.

Péronne, I, 151.

Pérot, I, 205. II, 60.

Perpignan, II, 260.

Perrain (François), II, 10.

Perret, II, 241.

— du Coudray, I, 12-14,  
75, 97.

Perrin, I, 19, 121, 208, 351,  
352.

Perrotin (Antoine), II, 116.

Pervinquièrre, I, 301.

Petity (de), I, 25.

Pezay-le-Vieux, II, 100.

Philippe V, roi d'Espagne, II,  
209.

Picaud (Jehan), II, 232.

Pichoireau (Bernard), I, 308.

Picot, I, 119.

Picquet, I, 49.

Pierre-Levéé (Jacques de Chas-  
teauneuf, s<sup>r</sup> de), I,  
12, 26, 58, 61-63,

- 65, 66, 80, 85, 86,  
127-129, 254, 292,  
313-315, 362 II,  
30, 31, 59, 148,  
149, 187, 228, 234,  
243-245, 248.  
— (de), II, 191, 192.  
Pied-de-fonds, II, 120.  
Piet, I, 94, 126, 243, 325. II,  
44. 60, 287.  
— Berton, I, 76, 79, 95,  
99, 100, 297-302.  
II, 44, 129, 259.  
— Bois-neuf, II, 129.  
— Lataudrie, II, 242, 253.  
— s<sup>r</sup> de Pied-Fond, I,  
379. II, 146, 226.  
— Pijouy, I, 76, 88, 98-  
100, 302.  
— du Plessis, I, 258.  
— Roc-Espine, I, 100.  
— Rocheteau, I, 99.  
— du Vignaud, I, 90. II,  
129.  
Pigeot (Mathurin), I, 138. 140,  
168.  
Pillot (Jacob), II, 60.  
Pin (du), II, 207.  
Pineau (David), I, 122, 201, 202.  
Pinet, II, 59, 285.  
Pinon, intendant, II, 234.  
Pinoteau, I, 256, 347. II, 58,  
258.  
Piou (Jehan), II, 134.  
Pitault, II, 196.  
Plaisance, II, 267.  
Planchon (Jehan), I, 109, 207.  
Pluvialt ou Puyvialt, II, 118.  
Poisson, II, 43.  
Poitevin du Linon (François), I,  
41, 73.  
Pomet ou Pommet, I, 387. II,  
294.  
Pomélie (Bruschard de la), I,  
297, 384. II, 127, 246.  
Ponchon (de), I, 255, 330-332.  
II, 96.  
Pontarlier (François), II, 38.  
Pontbriant (Pierre de), II, 235,  
236, 246.  
Popelinière (la), II, 119.  
Port-Mahon, II, 268.  
Potier de la Foucaudière, I, 96.  
Poudret, II, 59, 196.  
— de Sevret, I, 99.  
Pouleau ou Poulot, II, 41, 42.  
Poupart (René), I, 162.  
Pouzauges, I, 310.  
Prahecq, II, 8.  
Praslin (maréchal de), II, 177.  
Préville (Morin de), I, 25, 26.  
II, 243, 245.  
Prévost (M<sup>me</sup>), I, 320.  
Prévosteau, I, 377.  
Prioleau, I, 76, 92, 93, 97, 100,  
107, 239, 324. II, 52, 272,  
281.  
Prochasson, I, 123.  
Proust (Jean), II, 287.  
Prugnier, II, 93.  
Pugnet (Jean), I, 243.  
Puycerda, II, 262.  
Puy-du-Fou (du), II, 140, 212.  
Puyguyon (de), II, 241, 242.
- Q.
- Quaissot (Joseph, II, 37.  
Quesnoy (te), II, 264.



R.

Rabot, II, 63.  
 Rabreuil (de), II, 110, 111.  
 Racapé, I, 149, 240.  
 Rade (de la), I, 90, 328.  
 Raimbaux (Jean), I, 255-259, 324.  
 Ravallon, II, 63.  
 Ravaud, I, 395, 396.  
 Raucoux, II, 266.  
 Ré (île de), I, 127, 324. II, 143, 148, 150.  
 Réaumur (Ferchault de), I, 35, 310, 311.  
 Rebouché (Jean), I, 122.  
 Regnauld ou Regnault, I, 205, 219, 368. II, 217, 232.  
 Regnier, II, 173.  
 Reims, II, 257.  
 Remillon (Adrien), I, 57.  
 Renau d'Elicagaray (ch<sup>er</sup>), II, 34.  
 Renaudeau, I, 36.  
 Renaudot (Théophraste), II, 282.  
 Renouveau (Loys), I, 178.  
 Reys (Martial), II, 10.  
 Rheinberg, II, 261.  
 Ribonnet ou Ribonnot, I, 251-253, 374. II, 285.  
 Ricard (de), I, 294, 295, 372.  
 Richebourg, intendant (de), I, 62.  
 Richelieu (cardinal de), I, 48, 51, 228. II, 141, 231, 241.  
 Richer ou Richier, I, 109, 120, 122, 243.  
 Ripault (Daniel), I, 37.  
 Riset (Magdeleine), I, 156.  
 Rivet (Pierre), II, 262.  
 Rivier (Jean), II, 285.  
 Rivière (la), I, 140.

Rivollet, II, 60.  
 — s<sup>r</sup> de la Guignaudière,  
 I, 291. II, 146-148.  
 Riswick, II, 263.  
 Roanez (duc de), II, 223, 224.  
 Robert, I, 246, 277. II, 83, 242.  
 Robichon, I, 265, 267.  
 Robin, II, 53.  
 Robouam, I, 86.  
 Roche (Pierre de la), II, 212.  
 Roche-Esnard (de la), I, 351.  
 Rochefort (Louis d'Aloigny de),  
 II, 222.  
 Rochefort-sur-mer, I, 310, 324,  
 399, 402. II, 44, 127, 150,  
 161, 200, 210.  
 Rochefoucauld (de la), II, 119,  
 167, 204, 222, 223.  
 Roche-Guyon (de la), II, 137,  
 139.  
 Roche-Pozay (Chasteigner de la),  
 II, 26.  
 Rocroy, II, 125, 260.  
 Rogié (François), I, 170, 171.  
 Rohan (duc de), I, 289. II, 220,  
 221, 223, 232.  
 Rollin, II, 43.  
 Romagné, II, 104.  
 Roman, II, 52.  
 Roses, II, 260.  
 Rossignol, I, 239.  
 Rouaille de la Rabrie, II, 129.  
 Rouen, I, 35, 208, 267, 276. II,  
 126.  
 Roufia (marquis de), II, 151.  
 Rouget, I, 12, 14, 30, 74, 92, 94,  
 97, 230, 231, 314,  
 362, 399. II, 43, 44,  
 54, 98, 224.  
 — de Gourcez (Mathieu),

I, 14, 76, 77, 79,  
91, 92-100, 293,  
302, 381. II, 55,  
108, 127, 129, 192,  
199.  
Rouillé, I, 204.  
Rouillé, intendant (de), I, 231.  
Rouleau, II, 257.  
Rousseau, I, 126, 214, 215, 246,  
247. II, 213, 224.  
Rousseau (Pierre du), II, 117.  
Roussel, I, 258.  
Rousset (Camille), II, 143, 144,  
151.  
Royrand (Nicolas), I, 246.

## S.

Sables d'Olonne (les), I, 127. II,  
131, 147, 148.  
Sabourin, I, 91, 279. II, 60, 63.  
Sacher, I, 151, 170, 210, 342.  
II, 205, 237.  
Sagnier (Claude), I, 150.  
Saillant (Jacques), I, 383.  
Saintes, II, 110, 111, 158.  
Sainte-Colombe (de), I, 174.  
— Gemme, II, 147.  
— Hermine, II, 172.  
— Pezenne, I, 309, 323.  
II, 183, 184, 242.  
Saint-Aulaire (Françoise de), I,  
138, 168.  
— Gelais, I, 81, 114, 212.  
II, 26, 120, 236.  
— Georges (comte de), I,  
127.  
— Georges, sgr de Vêrac  
et Couhé, II, 139.  
— (Germain de), I, 204.

Saint-Ghislain, II, 266.  
— James (de), II, 175.  
— Jean-d'Angély, I, 33,  
225, 245, 388. II,  
123, 201, 206, 209,  
210, 291.  
— Jean de Luz, II, 251.  
— Liguair, I, 187, 197.  
II, 110.  
— Maixent, I, 43, 178,  
215, 224, 244, 264,  
319. II, 10, 113,  
131, 153, 154, 172,  
175, 184, 222, 237,  
249.

## Saint-Malo, I, 8.

— Marc (Camille), I, 326.  
— Marc-la-Lande, I, 247.  
— Martin, I, 325, 398.  
— Martin (Jehan de), II,  
168.  
— Maxire, I, 318, 353.  
II, 113, 114.  
— Michel-en-l'Herm, I,  
314.  
— Paul (de), II, 195.  
— Pardoux, II, 160.  
— Pol, duc d'Estouteville  
(de), II, 172, 174.  
— Remy, I, 323. II, 113,  
114.  
— Sébastien, II, 264.  
— Symphorien, II, 135.  
— Thomas de Croisé, II,  
26.  
— Vianne (de), I, 264.  
Sainton (Pierre), I, 331, 343,  
347.  
Sallard, II, 282.  
Sarrasin (Pierre), I, 243.

Sarreau (Jacques), II, 173.  
 Saulquet, I, 386. II, 266.  
 Saumur, I, 319. II, 93.  
 Savarit (Jean), II, 70.  
 Savignac, I, 39, 189, 190, 243.  
     II, 41, 150, 215.  
     — (de), II, 237.  
     — de la Brumaudière, I,  
         391. II, 59.  
     — du Pissot, I, 243, 321.  
     — des Roches, I, 90. II,  
         59.  
     — du Vieux-Fourneau, I,  
         262. II, 202, 204.  
 Savignon (Audet), II, 212.  
 Saxe (maréchal Maurice de), II,  
     265.  
 Secondigny, II, 160.  
 Sedan, I, 8, 17.  
 Ségur (maréchal de), II, 247.  
 Senné (François), I, 181, 182,  
     184, 185, 199.  
 Sennecterre (maréchal de), II,  
     128, 150, 162, 164, 196, 197.  
 Sergent (Pierre), II, 91.  
 Serjent (Daniel), I, 208.  
 Serraud, II, 256.  
 Servant Duvivier (Jean), II, 50.  
 Sevreau, I, 136, 140, 205-207.  
 Siecq, I, 27, 28, 323.  
 Simon, s<sup>r</sup> de la Figuerasse, II,  
     202, 204.  
 Simord, s<sup>r</sup> de Vanves (Jacob), I,  
     221.  
 Soissons (Louis de Bourbon,  
     comte de), II, 157-159.  
 Soubise (prince de), II, 268.  
 Souché, I, 340, 353.  
 Soulard, dit la Vigne, II, 242.  
 Soullant, I, 81, 305.

Soullet (Estienne), I, 173.  
 Suire, II, 163, 253.  
 Sully (marquis de Rosny, duc de),  
     I, 113, 221. II, 121, 214-220,  
         223.  
 Surgères, I, 191.  
 Surrault, I, 362.  
 Sylvain (Hubert), II, 9.  
 Symon, I, 39, 42, 212, 249.  
 Symonnet (Antoine), II, 7.

## T.

Tabago, II, 269.  
 Taillefert, II, 60, 129.  
 Talmond, II, 145.  
 Tardi, I, 351.  
 Tarquex (Guillaume), I, 24, 29,  
     32, 81, 107, 112, 121, 246.  
     305, 365. II, 85, 87, 134,  
     208.  
 Tartax (Jehan), II, 83.  
 Tatin (Jehan), II, 116.  
 Tauxier (Jehan), I, 174.  
 Taveau (Guillaume), I, 224.  
 Teillé (Philippe), I, 243.  
 Tendron (Jean), I, 29.  
 Terrai (abbé), I, 75, 237.  
 Tesson (de), I, 52.  
 Testefolle, II, 146.  
 Texier, I, 142, 159, 160, 162-  
     167, 169, 172, 173, 175-178,  
     188, 195, 199, 205, 210-212,  
     219, 243, 359. II, 19, 220.  
 Thebault, II, 164.  
 Thelouse, I, 325.  
 Thilloye, I, 35.  
 Thomas de la Chapelle, I, 89,  
     328. II, 60, 64, 228.  
     — du Fief-Mauzay, II, 45.

- Thibault, I, 43, 44, 50, 57, 59,  
60, 73, 74, 84, 86,  
92, 96, 116, 195, 198,  
221, 243, 244, 279,  
370, 383. II, 59, 63,  
129, 164, 165, 179,  
199, 209, 237, 272,  
281.
- de Boutteville (Pierre),  
I, 11, 24, 37, 73,  
74, 89, 90, 92, 292,  
334. II, 30, 60, 63,  
86, 148, 149, 272.
- Thoreau, II, 26.
- Thouars, I, 319, 401, 402. II,  
131, 167, 175.
- Tiffardière (la), I, 140, 205-207,  
339, 341.
- Tison (Héliot), I, 317, 318.
- Tonnay-Charente. II, 163.
- Toucquard, II, 17.
- s<sup>r</sup> de l'Herse (Gamaliel),  
I, 342. II, 217.
- Toupe (Jacques), I, 19.
- Tour du Pin (de la), II, 130.
- Tournai, II, 261.
- Tours, I, 43, 114, 150, 156,  
220, 221, 316, 406.
- Touzelet, I, 335.
- Tréboille (de la), II, 167, 169,  
172, 174.
- marquis de Noirmou-  
tiers (Louis de la), II,  
221.
- Trignac (Loys de), II, 236.
- Tristand (Jacques), II, 285, 286.
- Tromp (amiral), II, 143, 144.
- Troye (Jehan de), II, 86, 87.
- Trudaine (de), I, 255, 386.
- Tuloux (Philippe), I, 275.
- Tuffet (Pierre), II, 230, 253.
- Turgot, I, 387.
- Turpault, I, 243.
- Tusson, II, 167.
- U.
- Urtebize, II, 60.
- Utrecht, II, 252, 264.
- V.
- Vallade (François), II, 252.
- Valleau (Bernard), I, 182, 183.
- Varvarée (Jean), II, 60.
- Vaslet, I, 90, 216. II, 187, 226,  
227.
- s<sup>r</sup> de la Chasteaudrie,  
II, 29, 32.
- du Malleray, I, 89,  
328. II, 60, 73.
- du Puizac, I, 12, 64,  
92, 93.
- Vauguyon (François), I, 26, 90,  
92, 328.
- (Tristant), I, 32.
- Vaux (de), II, 159.
- Vedel, dit Lafleur, I, 352.
- Vérac (m<sup>is</sup> de), II, 141, 187,  
226-228.
- Verdusan (ch<sup>er</sup> de), II, 183.
- Vergne (port du), I, 140, 206,  
207.
- Vezien (Jehan), I, 186, 197.
- (François-Joseph de),  
II, 72, 73.
- Viard (René), II, 198.
- Viault (Guillaume), I, 137, 139,  
141.
- d'Aigonnay, I, 272,

275, II, 232.  
Vicq (de), I, 43.  
Vidard, s<sup>r</sup> des Bouchetières, II, 59.  
Vieilleseigle (de), II, 139, 236.  
Vien, I, 395.  
Vienna, II, 265.  
Viet (Philippe-Elisée), II, 60.  
Vieuville (abbé de la), I, 128.  
— (chevalier de la), I, 128.  
— (duc de la), I, 128. II, 122, 143-147, 224, 225, 260-262.  
— (m<sup>ls</sup> de la), II, 228.  
Vignes (des), II, 228.  
Viguiet, II, 151.  
Vilaine (m<sup>is</sup> de), II, 243, 244.  
Villars (Jehan de), I, 210, 211.  
Ville (m<sup>ls</sup> de), 192, 193.  
Ville-Dieu d'Aulnay (la), II, 167.  
Villedon (dame de), I, 27.  
Villefaignan, II, 167.  
Villefranche, II, 265,  
Villemontée, intendant (de), I, 326, 403. II, 176, 232.  
— (pont de), I, 326, 327.  
Villemort, II, 167.

Villequier (duc de), II, 194.  
Villiers (de), I, 39, 209, 212, 213. II, 59, 63, 237.  
Vincendon (Jacques), I, 187, 190, 288.  
Vinsonneau, s<sup>r</sup> de la Pibuye (Jehan), I, 264.  
Vitré, II, 87.  
Viviers, II, 203, 206.  
Vizille, I, 388.  
Vouste (de la), I, 24.  
Voyer (m<sup>is</sup> de), I, 392, 393.  
Vuitry (maréchal de), II, 159.

X.

Xaintray, II, 160.

Y.

York-Town, II, 269.  
Ypres, II, 265.  
Yver (Jehan, II, 134.

W.

Wesel, II, 261.  
Wilson (Jacques), II, 18.



# LES REVENUS ET LES DÉPENSES DE L'HOTEL DE VILLE AVANT 1789.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### Les dépenses de l'hôtel de ville avant 1789

---

#### TABLE DES MATIÈRES DES SIX DERNIERS CHAPITRES.

---

##### CHAPITRE IX.

###### Instruction publique.

§ 1. — Les écoles et collèges. . . . .	7
§ 2. — Cours d'obstétrique professé aux frais de la ville. . .	54
§ 3. La bibliothèque publique. . . . .	55
Appendice. . . . .	58

##### CHAPITRE X.

Etablissements religieux et assistance publique. . . .	80
--	----

##### CHAPITRE XI.

###### Dépenses militaires.

§ 1. — Défense et sûreté de la ville. . . . .	113
---	-----

- § 2. — Service dû par les forces urbaines dans l'armée royale.  
Réquisitions de guerre imposées à la ville. Son contingent dans les milices provinciales. . . . . 133
- § 3. — Garnisons et troupes de passage. Logements militaires. 164

CHAPITRE XII.

- Présents et allocations diverses.** . . . . . 201

CHAPITRE XIII.

- Réjouissances publiques.** . . . . . 250
- Appendice. . . . . 270

CHAPITRE XIV.

**Dépenses diverses.**

- § 1. — L'abonnement aux gazettes. . . . . 282
- § 2. — La poste aux chevaux. . . . . 284
- § 3. — Le plan de la ville de Niort. . . . . 294
- Index alphabétique des noms de lieux et de personnes. . . . 295

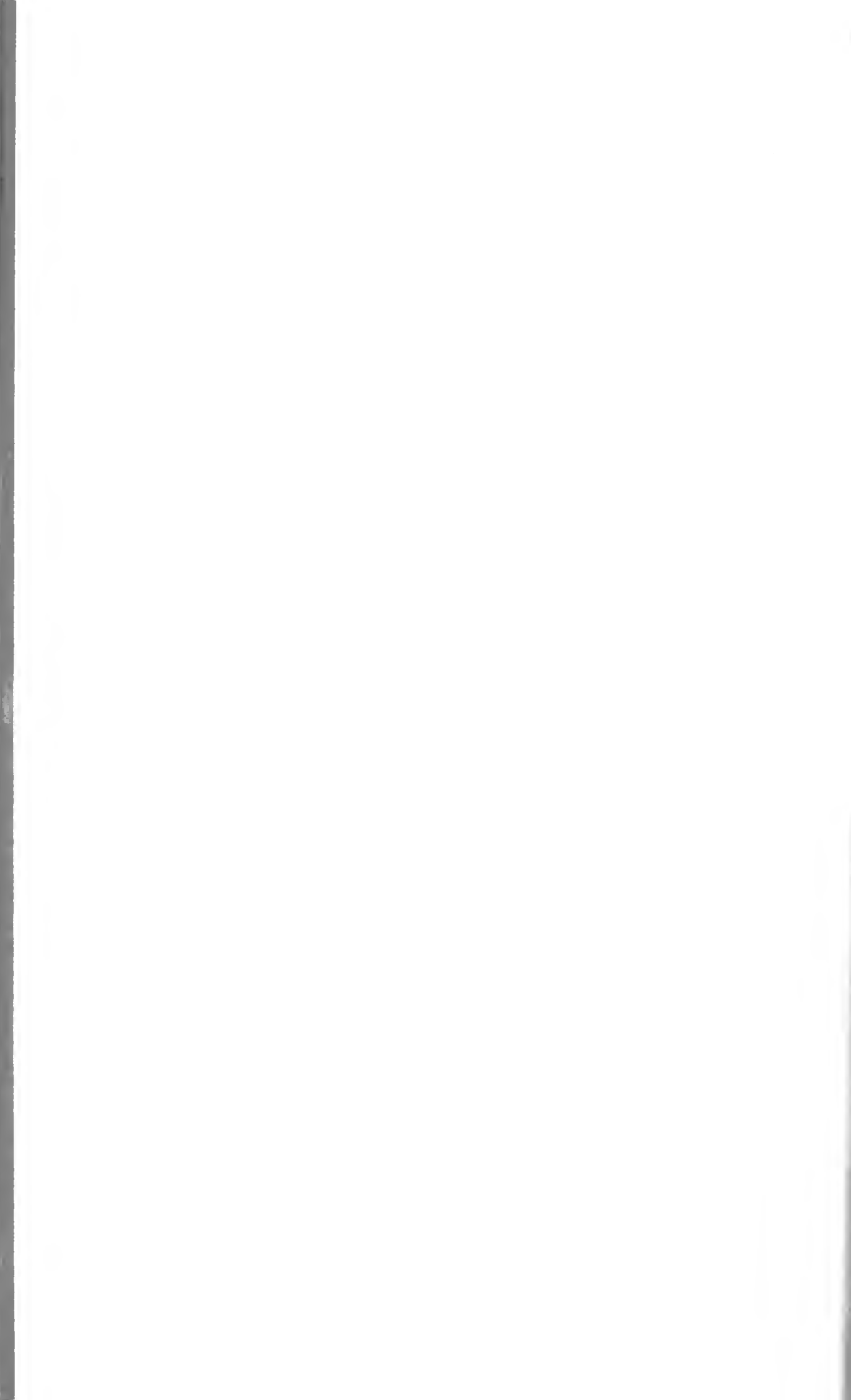




REVERSE.

— 151  
2430 4







La Bibliothèque  
Université d'Ottawa  
Echéance

The Library  
University of Ottawa  
Date Due

--	--	--



CE HJ 9470  
N52P7 1888 V002  
C00 PROUST, HENR REVENUS FT  
ACC# 1407360

U D' / OF OTTAWA



COLL	ROW	MODULE	SHELF	BOX	POS	C
333	03	02	11	12	16	3